





Le Monde

idées

RÉGIONS ET COMMUNES

# Décadence de la République

par FRANCK SERUSCLAT (\*)

LORS de la première lecture du projet gouvernemental considéré comme réforme communale, beaucoup d'élus ont pensé qu'il s'agissait simplement d'une mise à jour des textes législatifs ou réglementaires en vigueur depuis 1984 et de leur adaptation aux pratiques courantes.

En fait, son importance est bien autre ; sans être une loi organique déclarée, il est le dessin essentiel de M. Giscard d'Estaing d'installer un régime libéral d'inspiration orléaniste, susceptible déjà par ses comportements autant que par ses choix économiques et politiques.

A Thann, en mai 1979, il annonce que les institutions locales doivent être modernes, ce qui ne veut pas dire démocratiques et républicaines : elles doivent aussi prolonger les institutions nationales en s'y adaptant étroitement. A Bordeaux, il propose que d'ici dix ans, la France devienne un État libéral.

La République et la démocratie qu'elle exige doivent laisser la place à la Constitution de 1958 et les modifications qui lui ont été apportées, les styles des prési-

dents de la République élus au suffrage universel et surtout celui de M. Giscard d'Estaing, les habitudes prises par les administrations et les gouvernements successifs, ont créé un climat politique, où, par lassitude et égocisme individuel, les citoyens admettent d'être des sujets du prince et de sa cour.

Les collectivités locales — et les communes en particulier — avaient la mission d'être les lieux initiaux et privilégiés d'une vie démocratique à hauteur d'hommes et de leurs problèmes ordinaires et quotidiens ; elles suscitaient les élus politiques. Une droite orléaniste ne peut tolérer ni les uns ni les autres. Toutes ces structures doivent perdre et leur sens et leur efficacité. Par un travail de termites — et sans détruire les apparences — les services publics vont devenir des refuges pour des fonctionnaires rendus inutiles comme des aiguilles dans une gare où ne passent plus de trains ; les structures communales, et autres collectivités locales, seront des coquilles vides avec des élus politiques sans crédit, comme ces relais qui ne transmettent et n'amplifient plus rien.

sources de suffisance ou d'arrogance pour les uns, de déférence excessive ou d'humilité injustifiées pour les autres, en tout cas d'iniquité manifeste entre les maires de villes de plus de trente mille habitants et ceux des villes dont le chiffre de population est immédiatement inférieur.

Au lieu d'aborder le véritable problème d'une refonte du tissu communal, le gouvernement, pour esquiver, présente un ersatz de solution et bâcle des propositions de coopération communale en arguant d'un sophisme :

— Les communes sont libres de s'associer, mais la liberté étant celle du plus fort et du plus important, les communes s'associeront selon les lois du conseil municipal représentant à lui seul le tiers de la population de l'ensemble d'un syndicat.

En 1980 et pour le millénaire à venir, il est sérieusement à craindre que le débat, jamais réellement clos, entre les conceptions fondamentalistes de Mirabeau d'une part et de Thiers-Seyès d'autre part, de larges confrontations à partir de réalités vécues et des hypothèses — en tenant compte essentiellement des intentions et des désirs de chaque commune — permettraient, sûrement, de redé-

finir une carte communale imaginée par Mirabeau, mise en place par les constituants de 1791 et adaptée à des moyens de relations, de communications et d'informations d'une époque avec laquelle ni les techniques, ni les mœurs, ni les aspirations des hommes d'aujourd'hui n'ont encore quelques points communs.

Cela aurait été l'occasion de répondre, enfin, aux aspirations comme à la volonté des hommes et des femmes d'exercer les droits et les devoirs d'une pleine souveraineté de citoyens, ce dont ils sont capables et ce qu'ils tentent d'exprimer chaque jour davantage.

Cela aurait aussi l'occasion de rechercher les formes et les tailles — sans violenter ni la géographie ni les affinités sociales et humaines naturelles — qui assurent les moyens et les structures suffisantes pour satisfaire, quantitativement et qualitativement, les besoins humains en cette fin d'un millénaire et peut-être pour l'autre à venir.

La démocratie, dans une république, est, par son existence même, le moyen de la participation de tous les citoyens à la politique de la cité soit directement,

soit après délégation du pouvoir de choix à des élus au suffrage universel.

Quand la démocratie est ainsi, il est inutile d'avoir recours à des expédients, de surcroît anti-constitutionnels, comme les pratiques référendaires.

Elles sont offensées aux élus en même temps qu'un piège pour eux et le suffrage universel. Le référendum — tel qu'il est prévu et tel qu'il est défini, par son sens étymologique et légal — entraîne un résultat ayant la valeur d'une délibération exécutoire imposée au conseil municipal qui n'en a pas forcément délibéré.

C'est un moyen permettant aux élus — dans des circonstances données — de ne plus assumer une quelconque des responsabilités découlant de leur engagement initial pour être élus.

C'est un procédé qui transfère cette responsabilité à des hommes et à des femmes, provisoirement motivés par des intérêts particuliers et des contingences, par rapport à l'intérêt communal général.

Le gouvernement abuse les élus locaux et les citoyens ; reprenant dans les esquisses précédentes de Marcellin ou de Guichard ce qui le sert, il propose une décentralisation sur des lieux communaux où ni les élus ni

les citoyens ne posséderont les ressources nécessaires et les moyens techniques adaptés pour participer à la vie politique, dont ils seront détournés par les appels incessants d'une société de consommation organisée.

En même temps, par une déconcentration astucieuse des pouvoirs d'exécution au niveau départemental, le gouvernement réussira à concentrer, entre les mains du préfet, les moyens et les modalités pour organiser les relations de voisinage, éléments essentiels de la quotidienneté de vie ; dans cette communauté de communes, les communes perdront, peu à peu, leur autonomie, quand ce ne sera pas le fait de leur intégration dans des syndicats et districts, structures élues au deuxième degré dont les responsables échappent au contrôle direct des citoyens.

Les acteurs principaux d'une vie démocratique, détournés de leurs droits et devoirs essentiels, enfermés dans l'engrenage d'une consommation absurde, c'est le déclin certain de toute communauté de vie entre hommes et femmes solidaires, de toute recherche politique de meilleurs cadres, conditions et rythmes de vie. C'est un déclin qui amorce puis consolide la décadence d'une république.

Hypocrite

C'est à cela que contribue la loi n° 187, portant paradoxalement sur le développement des responsabilités locales.

Sous le couvert d'un intitulé hypocrite, ses rédacteurs proposent des moyens législatifs pervers pour isoler la gestion communale jusqu'à l'autarcie, la réduire à un bilan financier soumis aux critiques et aux investigations d'entreprises en économie libérale, et vider de son sens politique le rôle et l'action des élus au suffrage universel.

Cette loi sera le dernier maillon, l'aboutissement d'une démarche amorcée en 1958 pour bouter la France dans un régime libéral.

Aujourd'hui, il s'agit de faire entrer dans la pratique quotidienne — à tous niveaux et en tous domaines — les règles principales d'un régime libéral, toutes accolées au dogme d'une liberté comprise comme l'absence de contraintes ; l'État et ses lois ne doivent gêner en rien le jeu de la concurrence sauvage entre les individus ; l'ordre « juste » entre les hommes est à l'image de celui de la nature et de la jungle ; le règne du plus fort et celui de l'argent sont assurés par la législation, la morale, les mœurs.

Pour mieux séduire, c'est-à-dire tromper, le projet de loi organise une fausse décentralisation de l'exercice des libertés démocratiques en trente-six mille trois cent quatre-vingt-quatre théâtres communaux, où les élus n'ont plus qu'un rôle d'ombre : elle propose une déconcentration de quelques pouvoirs d'exécution jusqu'ici gouvernementaux au niveau départemental et prend soin de les transmettre, en pratique, aux préfets hiérarchiquement dépendants ; du gouvernement, elle entraîne, de fait, confiscation des possibilités des communes au profit d'une concentration départe-

mentale devenue « communauté de communes ».

La centralisation des définitions des grands choix économiques et politiques, celle des décisions qui en découlent s'accroît au niveau national. Elle y est de plus en plus sélective au fur et à mesure que l'État se débarrasse de charges financières, impédiments à confier aux collectivités locales.

Le préfet aura de vrais pouvoirs d'exécution ; la réalité de la vie communale se décidera, s'organisera dans cette dimension départementale alors sacrée communauté de communes ; les communes seront surnuméraires spoliées de leurs possibilités comme de leurs responsabilités en ces domaines.

Bref, il faut arrêter tout effort d'investissement, rentabiliser ceux qui existent en faisant payer aux usagers le prix réel de journaux. Ces usagers pour une part importante, sont les collectivités locales.

La partie du projet la plus hasardeuse, la plus démoniaque concerne l'éducation, chapitre IV du titre II.

C'est, très clairement, une déportation de l'enseignement qui est en germe dans les articles écrits à ce sujet ; et elle porte tous les risques de disparité, celui des chances d'accès, celui des contenus scolaires comme de la nature, publique ou privée, du service chargé de le dispenser.

Selon que le département sera riche ou pauvre, il facilitera plus ou moins, et pour qui il le voudra, la fréquentation scolaire par l'attribution des bourses comme par l'organisation des transports.

Selon l'ouverture latine ou non du conseil général, selon le choix prioritaire gouvernemental et préfectoral, l'enseignement public ou privé aura aide pour son développement.

Fourberie et jalousie

La fourberie gouvernementale atteint un sommet dans le titre III portant statut des élus locaux : multipliant les coups de chapéau et les déclarations laudatives sur les élus, il met en place un système qui montre ses véritables sentiments envers eux ; les élus sont des incapables ou des Etienne Marcel en puissance.

Le discours annonce des chances d'accès égales pour tous ; le texte institue des discriminations. Les élus travaillant dans une entreprise de plus de dix salariés pourront bénéficier des crédits d'heures, encore mal définis et dépendants de la bonne volonté patronale.

La trouvaille du maire à temps plein dénote une volonté de déstabiliser les fonctions communales en dissociant le maire de son conseil et en créant des différences de temps d'activités et d'indemnités entre les maires des villes de plus de trente mille habitants et les autres.

L'ambiguïté de cette notion porte déjà en elle-même bien des embarras ; elle fera rapidement naître des jalousies. Les différences inévitables et notables dans les comportements entre maires à plein temps et les autres entraîneront vite des différences de jugement sur leur capacité, leur compétence. Elles seront

Au moment où les débats s'achèvent au Sénat à propos du projet de loi sur le développement des responsabilités locales, il ne paraît pas superflu d'ajouter quelques remarques sur divers aspects particuliers de ce texte.

En tout premier lieu, il convient de souligner que, fort heureusement, il remet à dix ans l'extension aux régions d'une réforme de même inspiration. A ce stade, le pire est momentanément évité, encore qu'il soit toujours hasardeux de lancer le mouvement au niveau des communes et des départements. A ce jeu, le risque est d'être entrainé plus loin que l'on ne voudrait aller.

Après des communes, le projet étend le principe du problème qui se pose réellement. La situation communale française présente une caractéristique unique, à savoir son émiettement. Il existe dans notre pays plus de communes que dans le reste de l'Europe des Neuf, et cela explique à la fois l'incapacité des plus petites d'entre elles à assumer convenablement leur rôle et l'absence de tout réformisme qui ne commence pas par un regroupement communal véritable.

Le gouvernement s'y est à vrai dire efforcé à diverses reprises par la voie de l'incitation, par le truchement des préfets et l'attribution de subventions aux communes fusionnées. Les rivalités personnelles, les querelles de clocher, la réticence à mettre en commun les patrimoines et davantage encore les dettes, l'ingérence des équipements réalisés, mais surtout le désir des élus de conserver leur écharpe ont rendu ces tentatives pratiquement vaines.

Il aurait cependant suffi d'un acte d'autorité qui aurait été, à une certaine époque, facilement accepté pour mettre un terme à une situation anarchique. La réforme en cours d'examen aurait pu fournir l'occasion d'un débat public et sérieux sur ce sujet capital. Mais cette réforme-là, le projet l'écarte expressément.

Il se contente modestement de poursuivre dans la voie de la collaboration intercommunale par syndicats et districts, une voie qui, certes, dans certains domaines, comme les adductions d'eau, l'électrification rurale, l'entretien de la voirie communale ou les transports scolaires, a donné de bons résultats, mais qui en donnerait de meilleurs et un regroupement communal préalable avait établi une certaine égalité entre les partenaires éventuels.

En tout état de cause, syndicats et districts constituent un échelon supplémentaire dans une organisation administrative déjà coûteuse.

Il sont souvent source de conflits et de dépenses accrues.

L'amélioration du statut des élus locaux est un des principaux volets de la réforme, celui qui sera sans doute le mieux accepté par ceux qui sont appelés à le voter. Les maires des communes de plus de 30 000 habitants et les adjoints des communes de plus de 100 000 habitants pourront opter pour l'exercice de leur mandat à temps complet, ce qui aboutira, dans la plupart des cas, à leur allouer l'équivalent du montant de l'indemnité parlementaire, dont on sait qu'elle est en théorie alignée sur le traitement des députés de l'Assemblée nationale, par de nombreux moyens, à l'excéder sensiblement. Ce système multiplie les inconvénients. Il renforce la tendance très peu démocratique à la fonctionnarisation des élus, mais sans apporter en contrepartie la moindre garantie d'une sélection fondée sur des critères objectifs. Il attire vers les fonctions de maire ou d'adjoint non les citoyens désireux de servir le bien public, mais plutôt ceux qui recherchent une situation matérielle satisfaisante. Il pose avec une acuité nouvelle le

problème du cumul des mandats et des indemnités qui devrait depuis longtemps avoir trouvé une solution.

L'amélioration parallèle du statut du personnel communal est dans son principe parfaitement logique. Le souci de parité entre fonctionnaires au service de l'État ou à celui des communes n'est pas discutable. Mais il sera difficile à mettre en œuvre.

Dans un autre ordre d'idées, l'intitulé du projet de loi met l'accent non sur le renforcement des pouvoirs locaux, mais sur celui des responsabilités. Si l'on trouve facilement les dispositions qui s'inspirent du premier objectif, il n'en est pas de même du second.

Le maire, en effet, pourra exercer le droit de réquisition vis-à-vis des comptables publics, droit jusqu'ici réservé aux seuls préfets qui en faisaient un usage discret, ayant évidemment à en répondre devant le gouvernement. Il n'en sera pas de même pour les maires élus, qui n'auront d'autre juge que le corps électoral, dont on sait par expérience que le choix ne se détermine pas en fonction de la compétence, voire même de la rigueur morale des candidats.

Comme la sécurité sociale

Le seul garde-fou, et combien fragile, sera la création de comités interdépartementaux de contrôle des comptes publics présidés par un magistrat de la Cour des comptes. Une belle institution, pour dissuasive elle puisse paraître, n'empêchera pas la multiplication des irrégularités de toute nature qui existent déjà malgré le contrôle a priori des préfets. Les observations adressées aux communes sur leur gestion qui en résulteront, comme la mention éventuelle des plus justifiées au rapport public annuel de la Cour, seront, hélas ! impuissantes à endiguer un flot qui monte d'année en année.

Si les élus ne sont guère friands de prendre des décisions contraignantes à l'égard de leurs administrés, ils le sont encore moins d'assumer leurs responsabilités lorsque les choses tournent mal. Il n'est pas en ce moment inopportun de rappeler — et l'exemple n'est pas unique — comment, lors de l'incendie du « Cinq à Sept », le maire, soutenu d'ailleurs par ses collègues, s'est dévoué sur l'État lueur, en l'espèce sur la préfecture de l'Isère.

Il y a lieu d'émettre quelques doutes sur le résultat de certaines autres mesures. C'est le cas, en particulier, dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement, où il est vraisemblable que les défenseurs de l'environnement n'auront pas à se féliciter du nouvel état de choses. En trente-six ans de carrière préfectorale, je n'ai jamais reçu d'intervention d'un maire en vue d'obtenir un meilleur respect des règles de protection des espaces verts ou du littoral, non plus qu'en vue d'une plus stricte application des règles de délivrance des permis de construire. Tout au contraire, les interventions allaient toujours dans le sens d'une densification des projets immobiliers, d'un assouplissement des règles de construction dans les zones sensibles ou protégées.

Mais le fond de la réforme est le problème du financement des budgets communaux. Il est un des grands problèmes de notre époque. A une gestion prudente, voire même timorée, des finances communales, le fin de fin consistait pour le

(\*) Ancien préfet de région.

## L'ère des gaspillages

par JEAN-ÉMILE VIÉ (\*)

Il sont souvent source de conflits et de dépenses accrues.

L'amélioration du statut des élus locaux est un des principaux volets de la réforme, celui qui sera sans doute le mieux accepté par ceux qui sont appelés à le voter. Les maires des communes de plus de 30 000 habitants et les adjoints des communes de plus de 100 000 habitants pourront opter pour l'exercice de leur mandat à temps complet, ce qui aboutira, dans la plupart des cas, à leur allouer l'équivalent du montant de l'indemnité parlementaire, dont on sait qu'elle est en théorie alignée sur le traitement des députés de l'Assemblée nationale, par de nombreux moyens, à l'excéder sensiblement. Ce système multiplie les inconvénients. Il renforce la tendance très peu démocratique à la fonctionnarisation des élus, mais sans apporter en contrepartie la moindre garantie d'une sélection fondée sur des critères objectifs. Il attire vers les fonctions de maire ou d'adjoint non les citoyens désireux de servir le bien public, mais plutôt ceux qui recherchent une situation matérielle satisfaisante. Il pose avec une acuité nouvelle le

problème du cumul des mandats et des indemnités qui devrait depuis longtemps avoir trouvé une solution.

L'amélioration parallèle du statut du personnel communal est dans son principe parfaitement logique. Le souci de parité entre fonctionnaires au service de l'État ou à celui des communes n'est pas discutable. Mais il sera difficile à mettre en œuvre.

Dans un autre ordre d'idées, l'intitulé du projet de loi met l'accent non sur le renforcement des pouvoirs locaux, mais sur celui des responsabilités. Si l'on trouve facilement les dispositions qui s'inspirent du premier objectif, il n'en est pas de même du second.

Le maire, en effet, pourra exercer le droit de réquisition vis-à-vis des comptables publics, droit jusqu'ici réservé aux seuls préfets qui en faisaient un usage discret, ayant évidemment à en répondre devant le gouvernement. Il n'en sera pas de même pour les maires élus, qui n'auront d'autre juge que le corps électoral, dont on sait par expérience que le choix ne se détermine pas en fonction de la compétence, voire même de la rigueur morale des candidats.

maire à ne pas augmenter les impôts locaux, a succédé une concurrence de mauvais aloi entre collectivités locales : c'est à qui aura le stade le plus grand et le mieux équipé, la piscine la plus olympique, l'école maternelle la plus fonctionnelle, la voirie rurale la plus spectaculaire, les équipements les plus disproportionnés aux possibilités financières de la commune comme même aux besoins réels de ses habitants. Il en résulte un taux d'accroissement des dépenses des collectivités locales qui dépasse non seulement celui des dépenses de l'État mais aussi celui du P.N.B. La situation s'apparente sous cet aspect à celle de la sécurité sociale. A l'heure où notre pays connaît les difficultés économiques que l'on sait, le moment est donc mal choisi pour lâcher davantage la bride aux assauts de démagogie des élus locaux qui n'auront plus le recours d'opposer aux revendications de toute nature le refus de la loi.

Or, en matière de finances, publiques ou privées, le principe fondamental est « qui paie commande », ce qui revient à dire qu'il faut lier indissolublement le vote des recettes à celui des dépenses. C'est le fameux principe constitutionnel dont il a été récemment beaucoup parlé lors du vote du dernier budget de l'État. En matière communale, il n'en est rien aujourd'hui et il n'en sera rien demain. A peine estimait-on possible de faire supporter directement aux contribuables locaux le tiers des dépenses locales, les deux tiers des recettes étant fournies par l'État. Au régime certes arbitraire et complexe des subventions sectorielles va succéder celui des subventions globales de fonctionnement et d'investissement auxquelles s'ajoutera la globalisation des prêts. Il n'y a lieu d'attendre d'un tel système aucune incitation à réduire les investissements aux seuls véritables besoins ; le coût de fonctionnement des services communaux à un moment où la capacité fiscale des contribuables nationaux ou locaux, qui sont les mêmes, arrive à sa limite.

Il est en contrepartie évident que l'ensemble de ces dispositions, lorsqu'elles seront adoptées, enlèvera aux représentants locaux de l'État, donc au gouvernement lui-même, la possibilité de s'opposer comme il s'efforçait encore de le faire aujourd'hui avec de moins en moins d'efficacité aux erreurs de gestion, d'est-à-dire aux gaspillages qui caractérisent parfois la gestion communale, bien davantage encore que celle de l'État où ils ne sont pourtant pas négligeables.

OSCAR BLOCH ET WALTHER VON WARTBURG  
Dictionnaire étymologique de la langue française.

ALAIN BOUVIER, MICHEL GEORGE ET FRANÇOIS LE LONNAIS  
Dictionnaire des mathématiques.

ANDRÉ LE GARFF  
Dictionnaire de l'informatique.

PIERRE GRIMAL  
Dictionnaire de la mythologie grecque et romaine.

Les Puf ont édité un dictionnaire des mathématiques, un dictionnaire...

مكتبة الأمل



Le Monde

# étranger

AMÉRIQUES

## Cuba

### « PONT-MARITIME » ENTRE L'ILE ET LA FLORIDE Quatre cents réfugiés sont partis pour les États-Unis

De notre envoyé spécial

La Havane. — Quatre cents personnes ont quitté Cuba, le mardi 22 avril, à destination de la Floride. Les départs se sont effectués dans le plus grand calme depuis le port de Mariel, à 60 kilomètres à l'ouest de La Havane. Les réfugiés de l'ambassade du Pérou, auxquels se sont joints des Cubains ayant de la famille aux États-Unis, ont été acheminés en hélicoptère vers la capitale. Sans bagage, sans un mot mais le sourire aux lèvres, ils se sont immédiatement embarqués par groupes de cinquante ou cent à bord de petites embarcations venues de Key-West, de Miami ou de Cayo-Hueso. Au moment de larguer les amarres, ils faisaient le « V » de la victoire. Certains, même, levaient le poing. Douze heures de traversée les attendaient.

### Trois cent vingt-huit Cubains sont arrivés à Lima

#### « Qu'ils aillent à Miami... »

De notre envoyé spécial

Lima. — Le parc de loisirs Tupac-Amaru, dans la banlieue de Lima, est gardé comme une forteresse par des policiers, mitrailleurs en bandoulière. Des command-cars font des tournées de ronde sous les eucalyptus : les officiers s'agitent autour des postes émetteurs-récepteurs, en un étrange ballet qui contraste avec le calme des lieux : toboggans, balançoires, bacs à sable. Trois cent vingt-huit réfugiés cubains ont trouvé asile depuis le 19 avril dans cette aire de récréation de 3 000 hectares, habituellement peuplée d'enfants et de mères de famille.

La Croix-Rouge a dressé des tentes au milieu du parc, loin des regards curieux des habitants du quartier. Les exilés sont installés en plein air sur des matelas de fortune, ils regardent en silence un film d'actualité.

Ce sont, pour la plupart, des hommes de trente ou quarante ans. Il y a aussi parmi eux de très jeunes gens et quelques familles complètes, enfants et vieillards compris. Ils insistent sur les raisons pratiques qui les ont poussés au départ et refusent de s'avancer sur le terrain politique. Ils ont formé un comité qui parle en leur nom et dont le principal souci semble être de ne pas causer de tort aux parents et amis restés à Cuba. Le ton des propos est étonnamment modéré : « Il n'est pas question de faire de l'anticommunisme », dit l'un. « Cuba n'est pas l'enfer, mais on s'y ennuye. Quel qu'on fasse, on a la même salaire, on périt », explique un autre.

La plupart souhaitent se rendre aux États-Unis, principalement à Miami, où ils ont de la famille. Lima n'est pour eux qu'une étape involontaire. Cette situation ambiguë n'est pas sans créer des tensions avec l'opinion publique péruvienne. Il y a, en effet, un paradoxe évident à ce que l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine supporte la charge financière de ces réfugiés en transit. Les autorités manifestent quelque gêne malgré la bienveillance officielle. L'homme de la rue, à Lima, est plus direct : « Ces Cubains, veulent se rendre à Miami, dit-il, qu'ils y aillent, sinon, qu'ils partent débiter la forêt vierge à la frontière avec le Brésil, sur ces chantiers où l'on manque de bras. »

Le coût de l'entretien des réfugiés est pourtant minime : 5 dollars par jour et par personne, car l'accueil, l'hébergement et l'alimentation sont assurés par les volontaires de la Croix-Rouge péruvienne. « Nous en attendons mille au total dans les jours qui viennent, mais ce parc pourrait abriter jusqu'à dix mille personnes », explique M. José Romero, un des responsables de l'organisation humanitaire. Selon la Croix-Rouge, ceux qui sont déjà arrivés sont en bonne santé. Beaucoup cependant portent encore les traces, sous forme de bronchite ou de coups de soleil, de leur séjour forcé de deux semaines dans les

nous attendait. Mais les autorités cubaines nous ont bien reçus. Le gouvernement américain accueille les réfugiés cubains et les Cubains qui quittent le pays en fraude. Nous sommes convaincus qu'il fera de même avec les gens qui s'en vont légalement. »

Le gouvernement cubain, qui devait répondre, ce mercredi, aux propositions du Costa-Rica de donner l'asile aux réfugiés de l'ambassade du Pérou, ne s'est pas prononcé. Une excellente opération politique en laissant partir ceux qui le désirent, qu'ils soient ou non réfugiés, a été menée par le régime de Fidel Castro, et qui fut ambassadeur de Cuba auprès de l'UNESCO entre 1960 et 1965, lors d'une conférence de presse, mardi 22 avril, à Paris, dans les locaux du CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés).

Elle a notamment annoncé comment, ayant critiqué l'alignement de son pays sur l'Union soviétique, et — en tant que médecin — le système de santé et d'éducation instauré par le nouveau régime, elle a été contrainte au silence pendant de longues années, puis emprisonnée (après une tentative d'émigration clandestine en 1976) dans une cellule de 30 mètres carrés où nous étions trente-six. Elle a pu quitter Cuba à la faveur d'une amnistie, en décembre dernier, et s'installer à Madrid.

Interrogée sur l'attitude de candidats à l'émigration à l'ambassade du Pérou à La Havane, Mme Frayde a déclaré : « Autrement, considérant des ennemis de classe qui tentent de fuir, aujourd'hui, c'est le peuple anonyme, tellement la situation est intenable. » Mais elle a indiqué qu'un comité cubain pour les droits de l'homme se constituait à La Havane. « Pour l'instant, elle a précisé, il fonctionne clandestinement, mais avec l'intention de se déclarer publiquement lorsque l'occasion s'en présentera. » Parmi les attentes aux libertés, l'ancienne ambassadrice a dit qu'elle espérait que le régime de Fidel Castro, et à plus forte raison obtenir une bourse, il faut signer une déclaration de loyauté au régime, ainsi que la toute-puissance et les méthodes de la police.

FRANCIS PISANI.

## États-Unis

### Le sénateur Kennedy et M. Bush arrivent en tête des « primaires » de Pennsylvanie

De notre correspondante

New-York. — Les élections « primaires » de Pennsylvanie ont apporté, mardi soir 22 avril, une bonne surprise : M. Bush et Kennedy font une percée spectaculaire contre M. Reagan et Carter, les deux chefs de file dont la nomination dans la course à la Maison Blanche paraissait le plus devoir être mise en cause depuis les derniers scrutins.

La victoire de M. Bush sur M. Reagan est la plus inattendue. C'est, en effet, après une longue éclipse, son second succès majeur, depuis le caucus de l'Iowa, en janvier dernier. Soutenu, dès le départ, par les milieux républicains les plus influents, M. Bush n'avait pas tardé à devenir, sérieux, sincère, connaissant sûrement mieux ses dossiers que son principal adversaire, M. Reagan, il n'avait cependant pas, avec les fonds, trouvé le « contact » qui fait le succès de l'ancien gouverneur de Californie.

L'échec en échec, souvent cuisants, comme dans le New-Hampshire, il avait parié à plusieurs reprises à bout de souffle, et d'appuis financiers. Sa persévérance a fini par triompher : en quinze jours de campagne intense en Pennsylvanie, il a réussi à rallier des électeurs de M. Reagan. Le soutien inattendu apporté par M. Anderson, le même clientèle jeune et culturellement évoluée.

NICOLE BERNHEIM.

## Brésil

### Le principal parti d'opposition se range aux côtés des métallos en grève à Sao-Paulo

De notre correspondant

Sao-Paulo. — Rien ne paraît devoir arrêter les métallos de Sao-Bernardo. Ni la destitution de l'empereur, ni l'interdiction de toute réunion, ils se sont rassemblés mardi 22 avril, malgré la présence de la police militaire, pour décider la poursuite de leur grève, qui vient de passer le cap des trois semaines.

Dès le matin, le stade de football de Sao-Bernardo, où devait avoir lieu l'assemblée, était en état de siège, ainsi que la place municipale, prévue comme lieu de réunion de rechange. Les troupes de choc de la police militaire à cheval, l'arme au poing et renforcées par des chiens policiers ont interdict l'accès. Le même déploiement de forces était en place autour du siège du syndicat. Une consigne fut lancée et les travailleurs se dirigèrent par milliers vers l'église de Sao-Bernardo, offerte par l'évêque Claudio Hummes.

Un début de l'assemblée, des dizaines de milliers de poings se levèrent au cri de « la grève continue ». Les dirigeants détestés étaient remplacés par des militants de base, des jeunes, les nouveaux chefs du mouvement. « Le gouvernement peut intervenir au syndicat, mais pas dans la conscience des travailleurs », affirmait l'un d'eux, et c'est pourquoi, sans cesse, la grève continuera, quarante ou soixante jours si le fait, jusqu'à ce que les patrons acceptent de reprendre les négociations.

Après avoir bécoté, le principal parti d'opposition, le P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien) a semblé s'engager aux côtés des grévistes. Plusieurs de ses dirigeants, dont le député Ulysses Guimarães, étaient présents mardi à Sao-Bernardo. Mais certains parlementaires ne cachent pas leur inquiétude en raison des conséquences que la

THIERRY MALINIAC.

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

● TOUTE ACTIVITÉ POLITIQUE ET SYNDICALE est désormais interdite dans les universités argentines, aux termes d'une loi promulguée mardi 22 avril par le gouvernement. Le texte stipule également que les universitaires de haut rang ne pourront pas remplir de fonctions importantes au sein de partis politiques ou de syndicats. D'autre part, pour la première fois en Argentine, la loi rompt avec le principe de la gratuité de l'enseignement et prévoit que des droits de scolarité pourront être demandés aux étudiants. — (Reuter.)

### Colombie

● LE CONSUL DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, M. Augusto Sanchez, a été libéré mardi 22 avril par les membres du M-19, qui occupent l'ambassade dominicaine à Bogotá depuis le 27 février dernier. M. Sanchez est sorti de l'ambassade en même temps que les membres de la commission interaméricaine des droits de l'homme, qui ont eu un entretien de plus de deux heures avec les otages et les occupants de l'ambassade. Le M-19 garde encore dix-huit otages dont deux ambassadeurs étrangers. — (A.F.P.)

### Guatemala

● QUATRE MILITAIRES ont été tués et deux autres blessés

### Honduras

● LA VICTOIRE DES LIBÉRAUX aux élections du 20 avril est une première et importante étape vers le retour au pouvoir d'un gouvernement pleinement constitutionnel, a déclaré le département d'État américain le mardi 22 avril. — (A.F.P.)

### Turquie

● NEUF PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES par des extrémistes, mardi 22 avril, dans différentes localités de Turquie. Six des victimes ont trouvé la mort dans la province d'Urfa, au sud-est du pays. A Siverek, deux dirigeants de l'organisation de jeunesse du Parti de la justice (conservateur, gouvernement) et un de leurs amis ont été abattus au cours de l'attaque à l'arme automatique du siège de la coopérative des camionneurs. — (A.F.P.)

ARMIN HEYMER  
Vocabulaire étymologique.



THEODORE LENDER,  
ROBERT DELAVAUET ET ALBERT LE MOIGNE  
Dictionnaire de biologie.



PAUL FOULQUIÉ  
Dictionnaire de la langue philosophique.

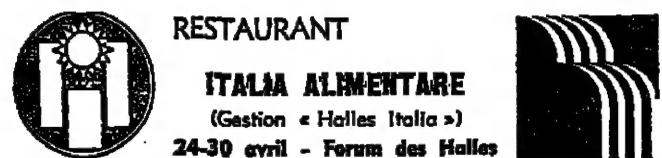


GASTON MIALARET  
Vocabulaire de l'éducation.



... de biologie, un dictionnaire de linguistique, un dictionnaire...





RESTAURANT

ITALIA ALIMENTARE

(Gestion « Holles Italia »)

24-30 avril - Forum des Halles

## SEMAINE DES PRODUITS DU LATIUM ET DE LA CUISINE ROMAINE

VENTE PROMOTIONNELLE DE VINS  
ET PRODUITS TYPIQUES DU LATIUM

DÉJEUNER : AU MENU PLATS CARACTÉRISTIQUES  
DE LA CUISINE ROMAINE ET DÉGUSTATION  
GRATUITE DE VINS DU LATIUM.

OUVERT TOUS LES JOURS, DE 10 heures à 20 heures

## AMÉRIQUES

### « Radioscopie des États-Unis »

(Suite de la première page.)

Jacqueline Grapin analyse lucidement les causes du déclin américain : causes externes (le bouleversement de l'ordre international du fait de la montée en puissance de l'Union soviétique, de l'affaiblissement relatif des États-Unis par rapport à l'Europe et au Japon, de la multiplication du nombre des acteurs sur la scène internationale, et du moindre contrôle des superpuissances sur leurs camps respectifs) et causes internes politiques (après le Vietnam et Watergate, où l'on a vu se refaire une sorte de consensus par le sacrifice quasi expiatoire de Nixon) et économiques (stagnation de la productivité, montée de l'inflation et du chômage). Mais on sent chez l'auteur, en définitive, une profonde confiance dans l'avenir de l'Amérique. Déclin n'est pas décadence. L'Amérique reste dans la plupart des

domaines la première puissance mondiale, même si elle devient une nation comme les autres. Elle vieillit, certes. Mais son peuple reste vigoureux « malgré son embonpoint ». Son dynamisme reste immense.

Le contenu du livre ne correspond peut-être pas tout à fait à son titre. Par excès et par défaut. Par excès, parce que l'ouvrage contient des développements, d'ailleurs fort intéressants, sur des aspects non américains du système international actuel, notamment à propos de l'Asie — spécialement du Japon — et de l'Europe, dont les problèmes de défense sont analysés dans le contexte des débats qui agitent notre pays à l'automne dernier. Par défaut, car on trouvera peu d'indications d'ordre culturel, malgré certaines remarques fort pénétrantes, par exemple quand l'auteur écrit que le faible intérêt du public américain pour les « produits » culturels étrangers, en particulier le cinéma, s'explique moins par chauvinisme que par narcissisme.

Sont remarquablement analysés, sur le plan politique, et la décadence de la « présidence impériale », en particulier la manière dont un congrès « atomisé », donc ingouvernable, a réussi à anéantir la présidence traditionnelle de l'exécutif en matière de politique étrangère, et les clivages de la vie politique suivant des courants qui maîtrisent mal les deux partis traditionnels avec l'instabilité du « puzzle » qui en résulte.

Voilà pourquoi, si les « Soviétiques » ont toute latitude de se comporter en joueurs d'échecs, les Américains en sont réduits à des parties de poker. Voilà aussi pourquoi J. Grapin est d'accord avec ce professeur de Harvard qu'elle cite, et qui pourrait être Stanley Hoffmann, selon qui un autre président que Jimmy Carter n'aurait peut-être pas fait beaucoup mieux au cours des trois dernières années. Ce n'est pas entièrement la faute de l'actuel président si, comme elle le dit ailleurs, la Malme Blanche « flotte » sur un courant d'opinion dont les événements d'Iran et d'Afghanistan ont d'ailleurs montré, une fois de plus dans l'histoire américaine, qu'il était susceptible de s'inverser rapidement.

En matière économique, Jacqueline

Grapin insiste sur cette sorte d'exploit qu'a été le relatif isolement de l'Amérique à l'égard de la crise économique internationale, notamment en ce qui concerne l'énergie et l'emploi, jusqu'à ce que les événements du Moyen-Orient et l'explosion inflationniste aient créé un début de conscience d'interdépendance. Un des développements les plus intéressants du livre a trait à la structure potentiellement instable de l'économie américaine, qualifiée d'économie de dettes, notamment en matière budgétaire. Bien que certains économistes en aient en vain dénoncé les dangers depuis des années, ce n'est que très récemment que ce problème, lié à la remise en cause de la politique keynésienne, reçoit partout une attention considérable influant sur les choix effectifs de politique économique, aux États-Unis bien sûr, mais aussi en Europe et au Japon. A la question des techniques de la politique conjoncturelle se superpose le débat sur la part croissante des dépenses budgétaires dans le revenu national, notamment depuis la fameuse « proposition 13 » en Californie. En Amérique comme dans d'autres pays, l'adoption de mesures sociales nouvelles est devenue difficile à défendre. « Ceux qui font profession de s'occuper des pauvres sont mis sur la sellette ».

Un très intéressant chapitre traite des questions sociales, du débat sur l'égalité, du désir des grands projets de Kennedy et de Johnson sur la « nouvelle frontière » et la « grande société », de la crise des villes, des fléaux qui sont devenus l'obésité, le tabagisme et l'alcoolisme. Ici encore, J. Grapin est optimiste : « Il ne faut pas trop s'apitoyer sur le revers de la médaille américaine, qui reste brillante. Mais on peut se demander si l'augmentation du niveau de vie n'est assortie pas trop la qualité ». La lutte contre la pollution, à laquelle sont consacrés 3 % du P.N.B. (au lieu de 0,4 % en 1970), illustre ainsi une grande capacité d'adaptation : « Monolithique, la société américaine sait se contrôler ».

Une fraction importante de l'ouvrage traite des questions internationales, depuis les efforts avortés de M. Kissinger pour une nouvelle charte atlantique, jusqu'au coup de Kaboul, en passant par la « diplomatie trouble » du président Carter. Celui-ci, pour avoir quelques choses de « Don Quichotte lancé à l'assaut des moulins à vents », n'en bénéficie pas moins de l'indulgence de l'auteur, qui demande même : « L'approche morale de nombre de décisions ne s'est-elle pas révélée, pour M. Carter, l'une des formes les plus géniales de relations publiques qu'on puisse imaginer ? ». Le nouveau grand débat stratégique fait également l'objet d'un exposé précis.

Je me bornerai à souligner deux points : s'agissant de la question des droits de l'homme, Jacqueline Grapin fait sienne la thèse d'Emmanuel Todd selon laquelle, depuis les accords d'Helsinki, la guerre idéologique a changé de camp. Cela est peut-être vrai pour les rapports Est-Ouest, mais certainement pas pour les rapports Nord-Sud. Ici, l'Occident reste à la recherche d'une stratégie,

et c'est évidemment Moscou qui manipule avec succès l'arme idéologique. L'autre point concerne l'économie internationale. Jacqueline Grapin montre fort bien que le débat du début des années 70 sur l'impérialisme américain est aujourd'hui largement désuet. Sans doute a-t-elle raison d'insister sur le fait que, seul en matière mondiale, où « l'Amérique a poussé à des limites presque extrêmes les conséquences de sa position dominante », les États-Unis n'ont pas tiré tout le parti de leurs moyens dans d'autres domaines, comme l'agriculture.

La vraie question est cependant de savoir s'il en est la possibilité. Et l'idée de manipuler l'Union soviétique avec une carotte et un bâton économiques, jusqu'à avancer : « A la limite, les États-Unis ont intérêt à faire la soudure en matière de céréales, de recherche pétrolière ou autre, pour permettre au régime autoritaire du Kremlin de se maintenir, car il est moins productif », donne, pour le moins, matière à contestation.

Quel qu'il en soit, on ne peut qu'être d'accord avec la conclusion de l'ouvrage, selon laquelle l'isolementisme est exclu aux États-Unis au profit d'un « national-mondialisme ». Comme le rappelle Stanley Hoffmann dans sa préface, le débat n'est pas entre isolationnistes et mondialistes, mais entre mondialistes : les uns mettant l'accent sur la puissance de l'Amérique, les autres sur sa capacité de leadership pour résoudre les « problèmes globaux ».

Ces quelques remarques ne rendent certainement pas justice à un ouvrage extrêmement riche, compétent et clair, mais constituent plutôt une invitation à le lire.

THIERRY DE MONTIERAL.

\* Calmann-Lévy, 360 p., 59 F environ.

#### GÉNOCIDE ARMÉNIEN

MANIFESTATION  
JEUDI 24 AVRIL à 15 heures  
Départ Bastille angle r. Roquette  
LIBÉRATION des territoires arméniens occupés par la Turquie  
LIBÉRATION de MAX KILINDJIAN  
inculpé de tentative d'assassinat sur l'Ambassadeur de Turquie à Paris  
Libération Arménienne - B.P. 39  
8125 ANTONY CORDEX.

#### Centre ISTH Centre

AUTEUIL - TOLBIAC  
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

EXPERIENCE PEDAGOGIQUE  
CONFIRMÉE DEPUIS 1953

préparation au diplôme  
d'état de

L'EXPERTISE  
COMPTABLE

- Examen PROBATOIRE  
(Octobre à Avril)  
- DECS : trois certificats  
(Novembre à Juin)

AUTEUIL 6, Av. Jean Heuzey  
75016 Paris - Tél. 224 10 72  
TOLBIAC 63, Av. d'Italie  
75013 Paris - Tél. 585 59 35

## ef SÉJOURS LINGUISTIQUES

ÉTÉ  
GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - ÉTATS-UNIS

— 4 formules de séjour en famille.  
— Avec ou sans cours.

Options sportives : voile - tennis - équitation.

ef ÉCOLE EUROPÉENNE DE VACANCES  
9, rue Pasquier - 75008 PARIS  
Tél. 266-20-13

Bon à retourner pour recevoir une documentation complète.

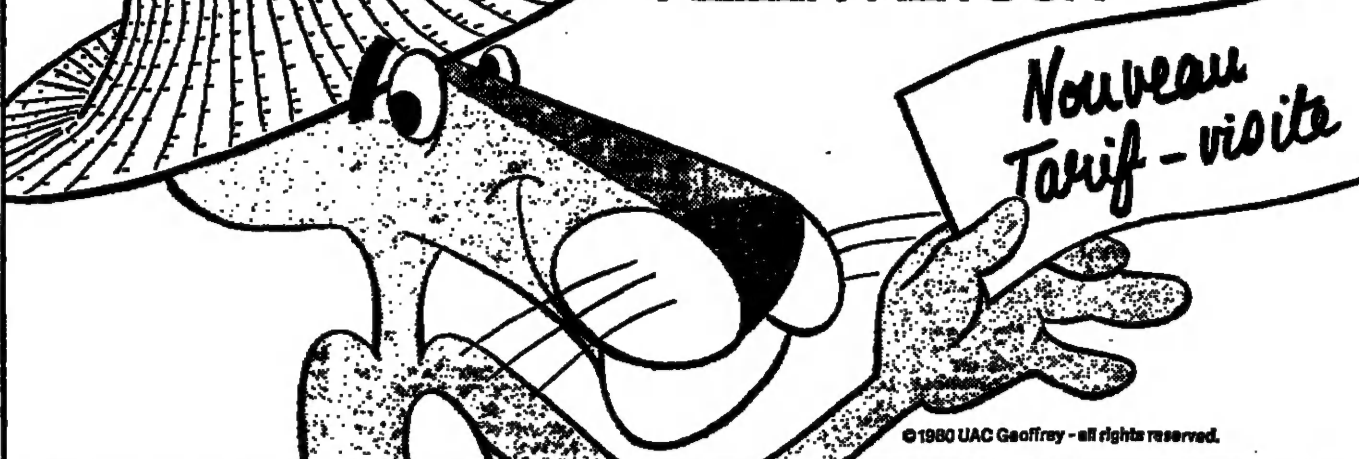
NOM .....  
ADRESSE .....  
VILLE ..... Code postal ..... F.33.4

## TÉLEX PARTAGE

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

## PARIS-BANGKOK

4250 F  
ALLER-RETOUR



### LE PRIX LE MOINS CHER SUR VOLS RÉGULIERS QUOTIDIENS.

A partir du 1<sup>er</sup> mai, pour partir en Thaïlande, Air France et Thai International vous proposent un tarif "visite" vers Bangkok : 4250 F aller-retour. Pour ce prix, vous partez de Paris quand vous voulez (il y a 10 départs par semaine) et vous revenez à Paris après un séjour de 7 à 45 jours, à la date de votre choix. Vous voyagez sur un vol régulier en B 747 et vous bénéficiez du service normal de la Classe économique. Même si vous partez pour l'aventure, ces avantages valent bien que vous réfléchissiez un peu.

Renseignez-vous sur les conditions de vente et d'application dans les agences Air France et Thai International ou chez votre Agent de voyages.

AIR FRANCE  Thai

Alfa

HENRI PIÉRON  
Vocabulaire de la psychologie.

ROLAND PRESSAT  
Dictionnaire de démographie.

GEORGES MOUNTIN  
Dictionnaire de la linguistique.

ANDRÉ LALANDE  
Vocabulaire technique  
et critique  
de la philosophie.

... de psychanalyse, un dictionnaire de démographie, un dictionnaire...

مكتبة الأمل



الجمهورية العربية السورية

# AMÉRIQUES

## VALSE - HÉSITATION EN HAÏTI

### III. — Une économie dépendante et assistée

De notre envoyé spécial YVES HARDY

Dans le pays le plus pauvre de l'Amérique latine, les règles du jeu politique semblent plus faciles à changer que les conditions de vie de la population déshéritée de l'arrière-pays (« Le Monde », des 22 et 23 avril).

Port-au-Prince. — Huit ans après avoir lancé une audacieuse formule : « Mon père a fait la révolution politique, je fais la révolution économique », le président Jean-Claude Duvalier devait reconnaître que « l'économie haïtienne s'est effondrée à l'heure actuelle comme une économie de monoculture ».

Chaque année, précise-t-il, l'état général de la nation dépend du café. Les chiffres continuent de décevoir. Le café a encore représenté, en 1977, année de la hausse spectaculaire des cours internationaux, 44,4 % des recettes d'exportation du pays (1). Tributaire de l'or vert, l'économie doit aussi faire face à un déséquilibre structurel de sa balance commerciale. Pour 1978, les estimations officielles situent les importations à un niveau plus de trois fois plus élevé que les exportations (2). Ces dernières sont composées à 84 % de produits primaires (café, bananes, cacao, sisal...) alors que les produits importés consistent à 50 % en biens d'équipement et articles manufacturés. La balance des paiements se révèle moins mauvaise, grâce à l'augmentation constante des transferts privés des émigrés et des revenus tirés du tourisme. Certes, le gouvernement peut s'attendre pour les années 1979 à 1978 un taux de croissance moyen du produit intérieur brut supérieur à 3,5 % ; mais il reste à préciser que le montant total de cette expansion est dû à une croissance soutenue des investissements, notamment publics, qui proviennent à plus de 60 % de l'aide étrangère.

Il est une autre anomalie persistante de la machine économique : les biens alimentaires comptent pour près de 30 % de la valeur des importations dans ce pays à la population aux trois quarts rurale. L'étude d'un cas extrême, le secteur de la pêche, rend bien compte de cette étrange situation. Le point du territoire n'est distant de plus de 100 kilomètres de la mer, et son nom même, dans les temps

morts de l'activité agricole, s'improvise pêcheur. L'exportation, en ce domaine, porte essentiellement sur les queues de langoustes, mais le solde de l'activité est largement déficitaire pour le pays, qui importait en 1978 plus de 1 000 tonnes de poisson séché. La motorisation des embarcations actuelles et l'amélioration des circuits de distribution permettraient de résorber ce déficit. L'effort reste à faire.

L'aide étrangère porte aussi sa part de responsabilité. L'envoi systématique, depuis quelques années, des surplus alimentaires américains (blé, maïs, huile de soja, riz...) bénéficie, sans nul doute, aux Haïtiens du Nord-Ouest en proie à la disette. Mais il fait aussi obstacle aux tentatives de développement des

productions locales. Les centres de nutrition de la GARE (3), auxquels des milliers d'enfants doivent leur survie, généralement mis en place dans une « situation d'urgence », commencent à prendre racine — six ans d'existence pour celui, visité, d'Anse-Rouge — sinon à se multiplier. Comment, dans ces conditions, le gouvernement serait-il incité à rechercher des solutions durables aux problèmes de malnutrition ?

Un regain d'interventionnisme. « Mon ministère, nous précisons, ne coiffe deux secteurs dont les intérêts sont plus opposés que complémentaires. C'est à nous de mener une politique industrielle de substitution d'importations pour réduire le déficit commercial sans heurter de front les gros exportateurs. Comme pour montrer l'enjeu de la partie, il ajoute : « Dans ce vieux conflit, les commerçants, qui sont les représentants de la bourgeoisie multiraciale et agnathiste, ont toujours eu, jusqu'à présent, le dessus. » Il lui faut aussi guoyer contre une inflation galopante.

(1) Cette donnée n'exprime pas cependant la tendance depuis plusieurs années à la stagnation de la production. Selon la BHD, celle-ci a varié entre 900 et 30 000 tonnes par an, depuis le milieu des années 70 (rapport 1978). (2) Les importations s'élevaient à 1 415 millions de gourdes (1 gourde = 0,90 FF) contre 366 millions pour les exportations du Duvalier (Plan). La facture pétrolière, qui est passée d'environ 80 millions de gourdes en 1972 à 200 millions en 1978, est l'une des causes de cette dégradation. (3) Cooperative for America's Relief Everywhere (Coopération pour l'assistance américaine partout dans le monde). (4) Le salaire minimum est de 11 gourdes par jour depuis octobre 1978.

Ce regain d'interventionnisme réformateur, de la part d'hommes qui prétendent avoir l'oreille du président, est-il appelé à durer et à changer la nature du régime ? Des précédents existent qui incitent à la prudence. Ainsi, l'un des prédécesseurs de M. Baudouy, M. Serge Fourcade, avait tenté, avec l'aide de conseillers américains, d'augmenter la redevance versée à l'État par la société américaine Reynolds, qui extrait et exporte la bauxite de Miragoâne. La découverte au moment opportun d'un scandale financier (émission de faux titres), dans lequel le ministre aurait été impliqué, a conduit à son limogeage.

Outre ces aléas, la politique « nationaliste » de M. Baudouy (qui a été remplacé en novembre 1979 par M. Dumel) recèle quelques ambiguïtés. Il n'hésite pas à présenter comme des « aléas » pour sa politique industrielle « la proximité du grand marché américain et une main-d'œuvre qui se qualifie progressivement ». De fait, plus de deux cents manufactures qui bénéficient de fortes exemptions d'impôts et rémunèrent chichement un personnel en majorité féminin sont déjà venues s'installer dans la banlieue de Port-au-Prince (4). Mais cet engouement est surtout le fait d'entreprises américaines (confection, ballons de base-ball, composants électroniques...) convaincues des avantages d'une sous-traitance bon marché.

Dans les milieux d'affaires, on observe cette évolution avec autant de perplexité que la dégradation du climat social (grèves plus

fréquentes malgré le taux de chômage élevé, amorcé d'un syndicalisme contestataire). Ces divisions au sommet empêchent les États-Unis de rééditer à l'heure actuelle en Haïti l'expérience dominicaine de transition en douceur vers un régime plus démocratique, aucun dirigeant potentiel ne pouvant s'appuyer sur un consensus dans les divers secteurs de la bourgeoisie.

M. Jean-Claude Duvalier peut ainsi se prévaloir auprès de ses puissants créanciers étrangers d'un rôle « positif » d'arbitre entre les factions rivales et tendre sa main à l'opposition. En atteste le renouveau pour au moins un an de chaque en blanc accordé au gouvernement haïtien par les agences bilatérales et multilatérales de coopération étrangères, réunies récemment à Washington. Tirant un bilan optimiste de ce véritable conseil d'administration des banques internationales du régime, M. Duvalier a réitéré que ceux-ci seraient engagés à maintenir leur aide dans les prochaines années. « D'ici à 1982, plus de 6 milliards de gourdes seront affectés aux programmes pris en charge par ces organisations ».

Fort de cette « confiance » et de ce ballon d'oxygène financier nécessaire à sa survie politique, le gouvernement a pu au lendemain de cette réunion — ce n'est pas une coïncidence fortuite — raidir sa position et relancer la répression contre une opposition plus dynamique. Cette dernière ressent quelque amertume à constater une nouvelle fois que « l'argent de la France, de l'Allemagne, du Canada et des États-Unis assure la crédibilité internationale du jeune caudille et lui permet de mus-

ler quand il le veut l'expression démocratique ».

De récents événements légitiment ces craintes. Le loi du 19 septembre 1979 restreignant la liberté de la presse n'a toujours pas été rapportée malgré le tollé qu'elle a suscité et la création d'une commission de révision. Le 9 novembre, un « commando anonyme » intervient contre une conférence de presse de M. Gérard Gourgue, président de la Ligue haïtienne des droits humains ; les participants, et parmi eux quatre diplomates occidentaux, sont molestés. Le 1<sup>er</sup> février 1980, l'un des hauts responsables de la politique militaire américaine, le général Robert Schweitzer, déclare, dans la voisine République dominicaine, vouloir « renforcer les mesures communes contre la menace communiste ». Ce soul de plus en plus marqué de préserver les intérêts américains dans la région, qui relève au second plan la défense des droits de l'homme prônée par le président Carter, peut servir de caution à un relâchement de la politique de M. Duvalier.

Si le « président à vie » poursuit dans une voie répressive, prenant alors le visage de « Baby Doc », le Jean-Claudeisme se révélerait comme une nouvelle mystification de l'histoire : l'illusion bien entretenue que tout un régime formé à l'école dictatorialiste quaker au début peut s'ouvrir progressivement et en douceur à la vraie démocratie. Qui pesera le plus lourd de ceux toujours plus nombreux qui se font l'écho, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, de réelles aspirations à la démocratie ou des partisans d'un statu quo aménagé après ravalement de façade ? En attendant, M. Jean-Claude Duvalier et son entourage poursuivent sans doute la valse-hésitation politique entamée en 1976. Pour combien de temps encore ?

FIN

#### BIBLIOGRAPHIE

### « Culture et dictature en Haïti. L'imaginaire sous contrôle » de Laennec Hurbon

Dites : « Haïti », « Duvalier » et « Vaudou », répond l'écho ! Ce sont, évidemment, les rapports qu'entre-tient dans « la plus ancienne république noire du monde », la dictature duvalérienne (vielle de plus de deux décennies) et le vaudou — ce culte des esprits largement dérivé de pratiques religieuses importées d'Afrique par les esclaves durant les siècles de l'horrible traite — que Laennec Hurbon, Haïtien lui-même, attaché de recherches au G.N.R.S., analyse dans Culture et dictature en Haïti.

Le sous-titre de l'ouvrage, l'imaginaire sous contrôle, explicite le propos de l'auteur : proposer un lieu, même à un langage scientifique un peu épuré en regard l'abord difficile. On sait, en effet, que feu François Duvalier, fondateur de la dynastie, s'est appuyé sur les oungans, grands prêtres « vaudouisants », et sur les « conseils de fabrique » institués auprès de chaque contrée « vaudouenne ».

De là à dire que le vaudou n'est que l'instrument de l'oppression politique en Haïti, comme de son arrière-pensée économique, il n'y a qu'un pas. La plupart des opposants à la dictature le franchissent, trop allègrement au gré de Laennec Hurbon.

Car, comme tous les phénomènes d'essence « religieuse », au sens étymologique : « qui relie », le vaudou est ambigu : force rétrograde puisqu'il conduit les déshérités à l'acceptation d'une organisation sociale injuste, il est aussi une manière d'organisation communautaire contre « un monde hostile, sans de plèges », et source de bonheur dans un univers sans secours pour les humbles.

L'auteur n'a rien d'un obscurantiste. Mais, observateur lucide de la réalité culturelle, il bute sur ce noyau irréfragable du vaudou. Balaier le vaudou par un diktat révolutionnaire — au demeurant improbable vu la faiblesse et les divisions de l'opposition —, ce serait, que cela plaise ou non, balaier le peuple lui-même. Or, on a trop vu en divers lieux de la planète ce qu'il en coûte de vouloir faire le bonheur des gens malgré eux pour ne pas être attentif à sembler mise en garde.

L'auteur de l'imaginaire sous contrôle invite en somme les opposants à la dictature à faire le même effort de compréhension du vaudou que celui mené par François Duvalier dans les années 1930 autour de « l'école indigéniste ». Un certain nombre d'intellectuels, parmi lesquels il figure en bonne place, avaient, en effet, vers cette époque, entrepris de restaurer « la dignité et l'originalité culturelles des masses noires ».

Le vaudou fut le premier phénomène qu'ils réhabilitèrent face à une Église catholique qui ne voyait là que superstition. Mais, très vite, le Pape Doc entreprit de faire servir à ses fins politiques ce pur produit de l'imaginaire populaire :

régime actuel est-il l'un des plus oppressifs qui existent au monde, tout en professant une attitude « révolutionnaire ».

François Duvalier s'est présenté comme une sorte de « rédempteur » des masses noires opprimées par les mulâtres. Pour tromper qu'il soit, ce discours a eu d'autant plus d'impact dans la population que son auteur s'appuyait, précisément, sur le vaudou — « sentiment de la race, âme d'un peuple ».

La conclusion de Laennec Hurbon donnerait raison au philosophe selon qui « le pessimisme est de raison et l'optimisme de volonté ». L'idéologie duvalérienne est-elle parvenue, en utilisant intelligemment le vaudou, à prendre un empire total sur les masses ? Au point de détruire toute possibilité de résistance populaire ? Non, affirme l'auteur.

La réponse à l'actuel blocage politique que connaît Haïti passe, selon lui, par l'investissement de la culture populaire et de la vie quotidienne par les militants et les intellectuels afin de ne pas laisser le champ libre à l'idéologie officielle. Mais les militants et les intellectuels peuvent-ils aller jusqu'à se faire oungans ? Devraient-ils suivre l'une des pentes, de plus en plus empruntées, du vaudou, la sorcellerie, pour mieux se faire entendre du peuple ? Poser ces absurdes questions, c'est marquer les limites, étroites, dans lesquelles un ouvrage, cependant de haute tenue, peut servir au combat démocratique et progressiste en Haïti.

JEAN-PIERRE CLERC.  
★ L'Harmattan, 307 pages. Environ 51 F.

pour mieux acheter, louer ou construire

## 1<sup>er</sup> SALON DU LOGEMENT

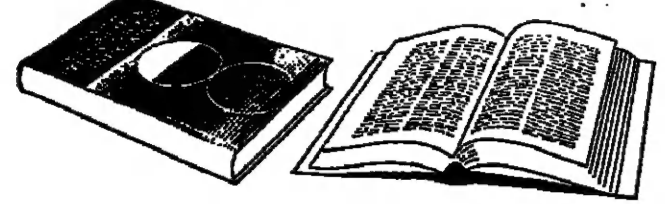
du 26 avril au 11 mai porte de Versailles.

### FOIRE DE PARIS

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h.  
Nocturnes mardis, vendredis jusqu'à 22 h 30.



GILBERT DE LANDSHEERE  
Dictionnaire de l'évaluation  
et de la recherche en éducation.



PIERRE GEORGE  
ET GEORGES VIER  
Dictionnaire  
de la géographie.



PAUL FOULQUIÉ  
Dictionnaire de la langue pédagogique.



ROBERT LAFON  
Vocabulaire de psychopédagogie  
et de psychiatrie de l'enfant.



... de l'informatique et un certain nombre d'autres dictionnaires.





## AFRIQUE

### Algérie

#### L'agitation berbère

(Suite de la première page.)  
La situation, à la lumière de ces informations, apparaît donc comme préoccupante et suscite une inquiétude croissante dans la capitale, peuplée pour une bonne part de gens originaires de Kabylie. Selon des informations diffusées dans les milieux universitaires à Alger, les événements qui se déroulent à Tizi-Ouzou seraient pour origine l'intervention, dans la nuit de samedi à dimanche, des forces de l'ordre contre les étudiants qui occupaient l'université depuis deux semaines pour appuyer leurs revendications : « La reconnaissance de la langue et du patrimoine culturel berbères ». Cette action se serait déroulée avec une grande violence et aurait fait de nombreuses victimes.

Ces nouvelles ont certes été démenties de la façon la plus nette par le ministère de l'Information, mais les rumeurs selon lesquelles il y aurait eu des morts continuent de circuler avec de plus en plus d'insistance. Les témoignages fragmentaires recueillis sur les événements de cette matinée se recoupent désormais sur plusieurs points. Ils confirment notamment l'ampleur des affrontements qui se seraient déroulés dans une usine proche de la cité universitaire, où des heurts entre policiers et ouvriers auraient fait de nombreux blessés dont certains graves. Les ouvriers auraient livré aux forces de l'ordre une véritable bataille rangée. Il semble se confirmer également que les médecins de l'hôpital de Tizi-Ouzou qui avaient exprimé leur soutien aux étudiants et avaient créé avec le

reste du personnel un « comité de vigilance » ont été appréhendés et remplacés par des médecins militaires. Le quotidien *El Moudjahid* estime pour sa part, dans un long éditorial publié ce mercredi, que « les masques sont tombés ». Le journal fait état d'une « machination » dont « les preuves seront fournies en temps utile », et met en cause l'écriture Moudjahid Mammert, qui affirme : « Il n'y a jamais eu d'occupation de l'université de Tizi-Ouzou à donner une conférence, ni même par les étudiants du centre universitaire ». C'est l'interdiction de la conférence que l'écriture devait donner le 10 mars dernier sur « La poésie kabyle ancienne » qui se trouve, rappellent-ils, à l'origine première du vaste mouvement de contestation en faveur de la « liberté d'expression » et de la « culture berbère ». *El Moudjahid* indique ensuite : « Il n'y a à présent aucun doute possible sur l'origine étrangère de ce complot, qui vise, non seulement à attenter à l'unité nationale, mais sans doute aussi (...) à défer l'autorité de l'Etat, à paralyser l'administration locale et à instaurer dans le pays de graves événements à la veille du prochain et décisif congrès du parti », et le quotidien ajoute : « Le fait qu'il y ait eu des morts, des blessés, des défilés, des rassemblements, des manifestations en France, où elles trouvent bon accueil et une certaine assistance, est suffisamment révélateur des véritables desseins de ceux qui ont été les véritables instigateurs de ce trouble ».

L'agence A.P.S. annonce par ailleurs que l'Assemblée populaire nationale s'est réunie en séance extraordinaire mardi en présence du premier ministre, M. Abdel Ghani, et que les députés des wilayas (départements) kabyles de la capitale ont appelé les citoyens à se mobiliser.

### Tunisie

#### UN MESSAGE A M. BOURGUBA

MM. Charles-André Julien, professeur honoraire, et Robert Verdier, ancien député, nous envoient le message suivant :  
« Nous sommes deux amis du président Bourguiba, qui avons soutenu, sans défaillance, la cause tunisienne dont il assure le triomphe par son courage et sa lucidité. L'un, Charles-André Julien, est intervenu, dès 1935, contre la politique dictatoriale du prince du Faysoum, s'est employé à faire admettre par le gouvernement du Front populaire le chef de la Tunisie, où il rend un hommage mérité au bourguibisme. En février 1978, le président lui a décerné le Grand Cordon de l'indépendance tunisienne, décerné à l'étranger, surtout aux chefs d'Etat ».

L'autre, Robert Verdier, ami des temps difficiles, fut le premier français à rendre visite au président Bourguiba dans son exil de l'île de la Galite et fut le rapporteur, au nom de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, des conclusions de son enquête sur la Tunisie, où il rend un hommage mérité au bourguibisme. En février 1978, le président lui a décerné le Grand Cordon de l'indépendance tunisienne, décerné à l'étranger, surtout aux chefs d'Etat ».

#### DEUX PERSONNALITÉS BRITANNIQUES ONT TRANSMIS A M. BEN BELLA UNE INVITATION DE SOIXANTE-NEUF DÉPUTÉS TRAVAILLISTES.

MM. Holland Stuart, député travailliste britannique, et Ken Coats, de la Fondation Bertrand-Russell, se sont rendus à Alger, en compagnie d'un ancien et très proche collaborateur de M. Ben Bella, M. Abou Boussouf.

Il ont pu voir très brièvement M. Ben Bella, qui a accepté leur invitation à la condition que les autorités algériennes aient les formalités nécessaires. L'entretien a été interrompu par un membre de la sécurité militaire. Conduits à la gare, les deux personnalités britanniques ont été interrogées par des militaires et ont été informées par le préfet que l'ancien président n'était libre de recevoir ni journalistes ni visiteurs étrangers sans une autorisation spéciale.

préparations d'été ou annuelles et par correspondance

## SCIENCES-PO

2 centres : saint-gilles-les-bains  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Nanterre, 722.94.94 - 745.09.19  
enseignement supérieur privé

(Publinter)

## TUNISIE

Après le verdict de mort du 27 mars 1980 dans l'affaire de Garfa 13 hommes ont été pendus à Tunis le jeudi 17 avril 1980.

### SOUS L'EGIDE de la riposte unitaire contre les pendants de Tunis

(continuation de la campagne pour la vie sauve aux condamnés de Garfa : 14, rue de Nanteuil, 75015 PARIS).

Un grand meeting unitaire est organisé le VENDREDI 25 AVRIL 1980 à 20 h. 30 à la MUTUALITÉ à PARIS, rue St-Victor

Métro : Maubert-Mutualité

ORATEURS PREVUS :

M. DE FELICE, M. AUFRAY MILESY, M. BUTTIN, M. NURI ALBALA

Des élus de gauche et des personnalités démocratiques françaises, arabes et africaines

GIT - CIDVET - CSUPEUT - ATEL

## EUROPE

### Italie

#### Une douzaine de personnes accusées d'appartenir à Prima Linea ont été arrêtées à Turin

De notre correspondant

Rome. — Après les Brigades rouges, c'est maintenant Prima Linea, l'autre grande organisation clandestine italienne, qui subit les assauts des forces de l'ordre. Une douzaine de ses membres présumés, étudiants pour la plupart, ont été arrêtés les lundi 21 et mardi 22 avril, à Turin.

Parallèlement frappant : comme pour les Brigades rouges, c'est la « confession » d'un terroriste, repenti qui a permis aux carabinieri du général Dalla Chiesa d'opérer ce nouveau coup de filet. Il s'agit de M. Sergio Zedda, un étudiant en droit de vingt ans, dont la mère a déclaré à la Stampa : « Finalement, il a retrouvé sa sérénité. Depuis des mois, il dormait peu, paraissait étrange ».

Contrairement à Patrizio Pecci, l'ancien chef de la « colonne » turinoise des Brigades rouges, M. Sergio Zedda n'occupait qu'une position modeste à Prima Linea. Les autres personnes arrêtées ne semblent être, elles aussi, que des militants de base. Mais les enquêteurs laissent entendre qu'ils sont en mesure de remonter la filière, malgré le complotisme assez élaboré de cette organisation clandestine.

De création plus récente que les Brigades rouges, Prima Linea a revendiqué ses premiers attentats en 1978. On y a vu d'abord un mouvement concurrent, qui voulait imposer de nouvelles méthodes ; puis une sorte de prolongement des Brigades rouges.

ROBERT SOLÉ.

### Suisse

#### Les écologistes lancent une nouvelle campagne antinucléaire

De notre correspondant

Berne. — Battus de justesse il y a un an, les antinucléaires suisses repartent à l'assaut contre la construction de nouvelles centrales. Usant des droits populaires en vigueur dans la Confédération, les représentants de quelque quarante-cinq mouvements anti-atomiques et écologistes ont décidé de lancer une nouvelle campagne de collectes de signatures pour « un avenir sans nouvelles centrales nucléaires ». Dans un premier projet d'article constitutionnel, ils réclament notamment qu'aucune centrale nucléaire ne soit mise en service après celle de Leibstadt, dans le canton d'Argovie.

Si cette proposition était acceptée par les citoyens, trois centrales actuellement en cours de réalisation ne pourraient pas être achevées. Les quatre usines déjà en service, ainsi que celle de Leibstadt, ne pourraient pas être remplacées au-delà de leur durée normale de fonctionnement. Le texte prévoit également la possibilité de leur mise hors service anticipée pour des raisons de sécurité ou de protection de l'environnement.

Dans le même projet, les antinucléaires réclament l'interdiction de construire ou d'exploiter des installations atomiques pour la production, l'entreposage et le retraitement de combustibles nucléaires sur le territoire helvétique. Seuls, précise le texte, les déchets nucléaires produits en Suisse pourraient être entreposés dans des installations servant au stockage provisoire ou définitif.

Dans un second projet, destiné à compléter le premier, les écologistes préconisent une décentralisation de la politique de l'énergie, donnant la priorité au développement des sources énergétiques nationales renouvelables. Le même texte suggère le

prélèvement d'un impôt sur toutes les sources d'énergie non renouvelables, y compris l'électricité. Si la décision de lancer une nouvelle campagne antinucléaire a fait l'unanimité parmi les écologistes, des divergences sont apparues sur l'opportunité du second projet.

Les partisans des centrales n'ont pas tardé à réagir. Ils reprochent aux antinucléaires de relancer le débat une année à peine après le rejet d'une première initiative populaire et l'approbation par les électeurs d'une loi réglementant la construction d'usines atomiques. En février 1979, en effet, le corps électoral avait refusé (de justesse : par 51 % contre 49 % des votants) une proposition des écologistes visant à accorder à la population de la zone directement concernée le droit de veto lors de la construction d'une centrale.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

### Norvège

#### M. BARRE FERA UNE VISITE OFFICIELLE LES 27 ET 28 MAI

M. Raymond Barre fera une visite officielle en Norvège les 27 et 28 mai, indique-t-on à l'hôtel Matignon. Le premier ministre aura des entretiens avec son homologue norvégien M. Olav Nordli, et participera aux cérémonies commémoratives du quarantième anniversaire de la bataille de Narvik (1).

(1) Les Allemands avaient occupé, le 9 avril 1940, Narvik, port d'abouchement des mines de fer suédoises. Après un engagement naval, les forces anglaises puis françaises (général Bethouart) s'emparèrent de la ville après que les résistants norvégiens français de son armée aient assuré leur intention de rendre visite à leur collègue Sakharov.

Dans la vie tout s'encadre

Le centre de l'encadrement réalise vos encadrements en 4 jours

34, rue René Boulanger 75010 PARIS Tél. : 206.11.53

### Chypre

#### Les entretiens de Sir Ian Gilmour à Nicosie n'ont pas permis de régler la question des compensations demandées à la Grande-Bretagne

De notre correspondant

Nicosie. — Les entretiens que Sir Ian Gilmour, secrétaire d'Etat adjoint au Foreign Office et lord du sceau privé, a eus avec le gouvernement chypriote au cours d'une visite de cinq jours ont mis en lumière les importantes divergences qui subsistent entre Londres et Nicosie. Ces divergences portent à la fois sur le problème politique de Chypre et sur la question des compensations financières pour les bases militaires que la Grande-Bretagne possède dans l'île (le Monde daté 20-21 avril).

Ces compensations constituent le sujet principal des pourparlers. Sir Ian Gilmour a estimé au cours d'une conférence de presse que son pays était déçu de toute obligation envers Chypre, et il a précisé que « les compensations dues avaient été réglées jusqu'en 1968 ». On précise de source officielle dans la capitale chypriote que le gouvernement de Nicosie a réclamé de manière pressante le versement de 250 millions de livres sterling (1) « qui représentent les arrêts de paiement de 1965 à 1980 pour les deux bases militaires britanniques à Chypre ». Le gouvernement chypriote invoque à ce propos les traités de Zurich et de Londres, qui avaient, en 1959, préparé l'établissement de la République de Chypre.

Le diplomate britannique s'est néanmoins engagé à étudier de façon plus approfondie un dossier complet, la question, qui sera présentée par les autorités de Nicosie. Il a reconnu que les bases militaires britanniques à Chypre « sont utiles et seront maintenues ».

Quant au problème politique, le gouvernement chypriote a manifesté à nouveau son souhait de voir la Grande-Bretagne, qui est une des puissances garantes de l'indépendance de Chypre, incliner Ankara à la conciliation. Mais la réaction du diplomate britannique n'a pas été encourageante. En effet, le secrétaire adjoint

au Foreign Office a précisé que son gouvernement ne désirait pas nuire aux efforts du secrétaire général des Nations unies pour la reprise des négociations intercommunautaires, ajoutant qu'il était prêt à assister M. Waldheim dans ses initiatives.

Or celles-ci sont dans l'impasse totale depuis le 31 mars dernier, date limitée fixée par l'Assemblée générale pour la reprise du dialogue entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs avant la mise sur pied d'une commission internationale de l'ONU chargée d'aider le secrétaire général pour l'application des résolutions sur Chypre.

### Grèce

#### M. CARAMANLIS A ÉTÉ MIS EN BALLOTAGE AU PREMIER TOUR DE L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

(De notre correspondant.)

Athènes. — Le premier ministre, M. Constantinos Caramanlis, a été mis en ballottage mercredi 23 avril, lors du premier tour de l'élection présidentielle, par le Parlement grec. Le candidat unique n'a en effet obtenu que 179 voix (sur 200 voix nécessaires), alors que la majorité des deux tiers, soit 200 voix, était nécessaire pour l'élection au premier tour. M. Caramanlis avait obtenu la veille sa décision d'attribuer les trois tours de scrutin et, dans l'hypothèse d'un deuxième tour, probable — où il n'obtiendrait pas la majorité requise de 180 voix au troisième tour, le 5 mai, de consacrer une fois de plus son mandat à la présidence de la République.

M. M.

### Union soviétique

#### Le physicien André Sakharov vit dans un isolement total à Gorki

De notre correspondant

Moscou. — Le physicien André Sakharov, assigné à résidence à Gorki depuis le 22 janvier, a repris ses travaux scientifiques et a adressé à l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. un traité sur les « modèles cosmologiques de l'univers ».

Ce travail d'une vingtaine de pages, rédigé à Gorki, a été transmis, le lundi 21 avril, par Mme Elena Bonner, la femme du prix Nobel de la paix. Il s'agit du premier travail de l'académicien depuis sa rélegation. Les conditions de vie du chef de file de la dissidence scientifique restent cependant difficiles, selon le témoignage de sa femme. Elle affirme notamment qu'un brouillage local empêche la réception des radios étrangères dans l'appartement de M. André Sakharov, qui doit sortir dans la rue pour capter la R.B.C. ou la Voie de l'Amérique, seuls contacts possibles avec le monde.

La surveillance policière est assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre à la porte de l'appartement de M. Sakharov à Gorki, appartement qui se trouve face à un commissariat de police et où aucun ami n'a pu se rendre en

visite depuis trois mois exactement (1). Les liaisons avec l'extérieur sont assurées par Mme Bonner qui fait la navette entre Gorki et la capitale.

Depuis le 22 janvier, M. Sakharov a protesté à plusieurs reprises contre « le caractère illégal » de sa rélegation décidée par le Soviet suprême d'U.R.S.S.

Les attaques contre M. André Sakharov se poursuivent. Le 17 mars, les *Izvestia* ont notamment accusé l'académicien de vouloir « créer une cinquième colonne en U.R.S.S. avec l'aide d'espions étrangers pour détruire de l'intérieur la société socialiste. Rien dans le ton des *Izvestia* n'indiquait non plus un changement possible d'attitude envers le prix Nobel de la paix toujours qualifié de « renégat, agent des services spéciaux de l'impérialisme ».

— (Interim.)

#### LA ROUMANIE DEMANDE L'AJOURNEMENT DE LA CONFÉRENCE DES P.C. EUROPÉENS A PARIS POUR PRÉPARER « MINUTIEUSEMENT » UNE TELLE RENCONTRE.

Bucarest (A.F.P.). — Le parti communiste roumain, dans une lettre adressée au P.C. polonais et publiée mercredi 23 avril, demande le renvoi à une date ultérieure de la conférence des P.C. de Paris des 28 et 29 avril, afin que cette rencontre puisse être préparée « de façon minutieuse, ou à tout le moins que le caractère de la conférence soit changé » et que celle-ci devienne « une consultation entre partis en vue d'une conférence future ».

« En ce cas, ajoute la lettre que publie l'agence Agence, notre parti est prêt à participer à la rencontre de Paris ».

Mais, poursuit le document, si les drapeaux et les propositions de certains partis d'assurer une préparation minutieuse de la réunion ne sont pas pris en compte, et si la rencontre de Paris a lieu dans le but d'adopter un document en commun, le parti communiste roumain considère que les conditions nécessaires ne sont pas réunies pour qu'il puisse participer à cette réunion.

Plusieurs P.C. européens, dont les P.C. espagnol, italien, britannique, suédois, néerlandais et grecs, ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à cette conférence, organisée à Paris par les P.C. polonais et français.

Le plus court chemin

Les films de contes

Essayer TAT

LA ROUMANIE DEMANDE L'AJOURNEMENT DE LA CONFÉRENCE DES P.C. EUROPÉENS A PARIS POUR PRÉPARER « MINUTIEUSEMENT » UNE TELLE RENCONTRE.

Bucarest (A.F.P.). — Le parti communiste roumain, dans une lettre adressée au P.C. polonais et publiée mercredi 23 avril, demande le renvoi à une date ultérieure de la conférence des P.C. de Paris des 28 et 29 avril, afin que cette rencontre puisse être préparée « de façon minutieuse, ou à tout le moins que le caractère de la conférence soit changé » et que celle-ci devienne « une consultation entre partis en vue d'une conférence future ».

« En ce cas, ajoute la lettre que publie l'agence Agence, notre parti est prêt à participer à la rencontre de Paris ».

Mais, poursuit le document, si les drapeaux et les propositions de certains partis d'assurer une préparation minutieuse de la réunion ne sont pas pris en compte, et si la rencontre de Paris a lieu dans le but d'adopter un document en commun, le parti communiste roumain considère que les conditions nécessaires ne sont pas réunies pour qu'il puisse participer à cette réunion.

Plusieurs P.C. européens, dont les P.C. espagnol, italien, britannique, suédois, néerlandais et grecs, ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à cette conférence, organisée à Paris par les P.C. polonais et français.

صك زامن الأصل



## DIPLOMATIE

### Le plus court chemin de Pékin à Moscou

(Suite de la première page.)

La première réaction de la plupart des spécialistes est de ne pas prendre la chose trop au sérieux. Ils ont tous dans l'oreille les propos des Chinois sur le caractère criminel de l'impérialisme soviétique comme sur l'indivisibilité de la guerre. Ils constatent l'acharnement avec lequel Pékin encourage la résistance des derniers Khmers rouges aux Vietnamiens, le réarmement du Japon et les forces politiques les plus antisoviétiques de l'Ouest. Ils savent par cœur les commentaires particulièrement vigoureux que l'invasion de l'Afghanistan lui a inspirés. Et Hua Guofeng vient encore de lancer un nouvel avertissement à Moscou.

Il est bien vrai que les intérêts profonds des deux grands pays socialistes sont incompatibles, non seulement parce qu'il n'y a jamais eu place pour deux têtes sous un même bonnet, fût-il rouge, mais parce que l'un est riche, puissant, armé jusqu'aux dents, et l'autre aussi pauvre que pauvre. Avant cependant de conclure qu'il n'y a, sous cette roche, aucune anguille, il n'est peut-être pas inutile d'y regarder de plus près. Tout le monde s'accordait, en 1965, en pleine escalade de la guerre du Vietnam, lorsque les Soviétiques déclaraient réduire un rapprochement entre Pékin et Washington. Les Chinois, en effet, ne perdaient pas, à l'époque, une occasion de dénoncer le «*figue de papier*» américain, et ce qu'ils reprochaient aux Russes, c'était leur mollesse à son égard. Notre époque a déjà vu trop de retournements brutaux pour qu'on puisse a priori en exclure d'autres.

Une bonne lecture de la politique étrangère de Pékin, depuis une vingtaine d'années, consiste à penser qu'elle n'a cessé d'inspirer, pour l'essentiel, des leçons de Staline. Comme l'U.R.S.S. d'entre les deux guerres, la Chine est face à deux impérialismes dont les intérêts à long terme contredisent manifestement les siens. Elle est convaincue de la même manière qu'elle ne sont ni l'un ni l'autre disposés à favoriser son accession au rang de grande puissance mondiale. Elle n'a, pas plus que n'en avait le Géorgien, de préférence idéologique ou sentimentale pour l'un d'eux. Dans ces conditions, quel est son intérêt, sinon de s'appuyer sur le moins menaçant pour résister à l'autre ? C'est ce qu'avait fait Staline. C'est ce qu'a fait Mao. C'est ce que fait Hua Guofeng.

Tant que les Américains étaient au Vietnam du Sud, et bombardaient celui du Nord, Pékin pouvait se demander si leur objectif final n'était pas le régime communiste chinois. Depuis qu'ils ont rembarqué, l'adversaire principal est devenu très évidemment celui qui occupe 7 000 kilomètres de frontière commune et qui, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Afghanistan, n'a pas hésité à recourir à la force pour ramener dans le rang un «*allié*» récalcitrant. Dans ces conditions, tout ce qui est antisoviétique est objectivement positif, et il faut s'appuyer dessus pour tenter de réaliser les «*quatre modernisations*» chères à Deng Xiaoping, qui sont à la Chine d'aujourd'hui ce que le programme «*rattraper et dépasser*» le monde capitaliste était à l'U.R.S.S. d'hier.

Dernier trait commun à la Russie stalinienne et à la Chine post-maoïste : la conscience de leur vulnérabilité militaire. Si Hua et Deng, comme hier Staline, considéraient la guerre comme inévitable, ils voudraient qu'elle ait lieu le plus tard possible. Et si les deux et les vents étaient assez favorables pour faire

s'entre-tuer les impérialismes des deux camps en épargnant la Chine, qui se trouverait dans la meilleure position du monde pour la suite, ce serait évidemment pain bénit. La consigne est donc de tout faire pour empêcher un rapprochement soviéto-américain, pour arracher l'Europe aux mirages de la «*détente*» et, d'une

manière générale, pour brouiller les cartes à l'extérieur. Politique cynique ? Citons Henry Kissinger : «*Les Chinois n'ont survécu depuis trois millénaires que parce qu'ils sont les praticiens les moins sentimentaux de l'équilibre des forces, les plus raffinés et ceux qui ont le moins d'illusions* (1).

#### Le tournant de Munich

Pour poursuivre le parallèle avec l'entre-deux-guerres, disons que jusqu'à Munich, malgré quelques diatribes mais infructueuses ouvertures en direction de Berlin, Staline, conscient de ce que le Reich représentait pour lui le danger principal, avait choisi l'alliance occidentale. Mettons U.R.S.S. à la place de Reich, et nous retrouvons mot à mot la politique chinoise actuelle. Mais Munich a fait comprendre au même Staline qu'il n'avait rien à attendre des Occidentaux, qui n'hésitaient pas à négocier avec Hitler sur son dos. Il leur a donc rendu la monnaie de leur pièce et, pour éviter ou au moins retarder l'affrontement, a délibérément cherché à s'entendre avec son pire ennemi.

Il ne l'a pas fait sans mettre les Occidentaux en garde. Son discours du 10 mars 1939 sur le thème des «*marions*» qu'il n'avait pas tiré du feu pour leurs beaux yeux était d'une clarté. Il a fallu l'avènement des destins tragiques pour qu'ils n'en comprennent pas la portée. L'avertissement a été renouvelé à plusieurs reprises par la suite, sous diverses formes, afin de susciter, pour reprendre les termes dont Potemkine s'est servi dans sa très officielle *Histoire de la diplomatie* : «*Une compétition du bloc anglo-français et de la diplomatie germano-fasciste pour une entente avec l'U.R.S.S.* (2). En août encore, Staline, avant de conclure avec Hitler le pacte qui devait faire tant de bruit, a montré qu'il entendait traiter avec le plus offrant.

Il serait imprudent de conclure dès maintenant que la Chine n'est pas engagée dans un processus comparable, et il serait intéressant de savoir ce que ramène de Pékin M. Berlinguer, qui n'y a évidemment pas été reçu par hasard. Car il doit bien y avoir de temps à autre, au

cours des débats qui se déroulent à Pékin aux échelons supérieurs, des gens pour se poser la question des avantages que le pays a tirés, jusqu'à présent, de son alliance de fait avec les Etats-Unis comme de la crédibilité de ce partenariat-là.

Sur le plan des avantages, on manque peut-être de certains éléments de jugement. Le leader albanais Enver Hoxha a affirmé, dans un ouvrage récent (3), que les Américains ont donné d'importantes informations nucléaires à Pékin pour l'amener à passer dans leur camp, et nous avons recueilli auparavant des indications analogues d'une source occidentale. Que la chose soit vraie ou non, elle appartient au passé. Ce qui importe, à présent, pour les Chinois, c'est de savoir s'ils peuvent compter sur Washington au cas où la pression soviétique sur eux prendrait des formes intolérables. Or rien n'est moins sûr. Pour le présent, Pékin doit bien constater que l'Occident n'est pas lui vendeur d'armes, que les Etats-Unis se sont pratiquement dérobés devant sa proposition d'aider en commun les résistants afghans qui n'ont toujours que leurs vieilles pétrolières, que les Américains n'ont pu proposer au Pakistan qu'une assistance symbolique.

(1) Discours à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> septembre 1979.  
(2) Editions de Médias, Paris, 1981, tome III.  
(3) *Survivre, Essai, l'impérialisme et la révolution*, en français, aux Editions 8 Montblanc, à Tirana (le Monde du 7 mars 1979).  
(4) *L'Express* daté 19-25 avril 1980, que dans l'affaire d'Iran ils ont multiplié les signes de naïveté

### N'en rêvez plus... Partez !

Vois à tarifs réduits ou charters

Turquie	8 j. 1750 F	Chine	22 j. 11900 F
U.S.A.	15 j. 4950 F	Israël	8 j. 2100 F
Grèce	8 j. 1630 F	Inde-Népal	19 j. 6350 F
Mexique	22 j. 6050 F	Kenya	15 j. 6500 F
Macao	8 j. 1750 F	Egypte	15 j. 3750 F

2 : Yougoslavie, Bulgarie, Israël, Espagne, France, Italie, Grèce, Hongrie, Inde-Népal, Chine, Thaïlande, etc.

Prez comprenant : voyage par avion, séjour à l'hôtel ou en centre de vacances, du circuit découverte et selon le cas les repas. Prix au 20.80. Brochure détaillée «*Vacances 80*» chez votre agent de voyages ou à :

payscope international  
6 rue de la Paix  
Paris 75002  
Tél. 261.50.02

nom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
ville \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_

### FINLANDE

naturellement votre  
la Laponie  
et  
le Cap Nord

circuits 8 jours  
à partir de  
5340 F  
location de chalets  
8 jours Paris-Paris  
à partir de  
1740 F

FINLANDIA TOURS/CRUISE  
2, rue de l'Oratoire 75006 Paris

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Documentaire \_\_\_\_\_

### Lentilles de contact SOUPLES

On les met  
et on les oublie...  
Fabriquées dans une nouvelle  
matière souple et perméable à  
l'eau, spécialement destinées aux  
yeux sensibles, elles apportent  
une solution parfaite aux  
problèmes de tolérance. Elles  
sont encore plus agréables à  
porter et encore plus invisibles...  
Essayez YSOPTIC

80, Bd Malesherbes  
75008 Paris  
Tél. 563.85.32  
Documentation et liste des correspondants  
Presque et étrangers sur demande.

### POUR TOUS



PARIS BÉZIERS	290 F
PARIS CARCASSONNE	290 F
PARIS DINARD	195 F
PARIS LANNION	235 F
PARIS LA ROCHELLE	240 F
PARIS RODEZ	290 F
PARIS SAINT BRIEUC	215 F

sur les vols 80

LA COMPAGNIE AERIEENNE TAT  
DES REGIONS

renseignements votre agence de voyages ou  
TAT : 17 rue de la Paix 75002 PARIS  
TAT : 261.85.85

### Glenfiddich: Découvrez la chaleureuse hospitalité des Highlands.

Dès votre arrivée dans la Vallée des Cerfs, (Glenfiddich en Gaélique signifie «*Vallée des Cerfs*»), vous serez transportés dans un autre monde. La distillerie dont les bâtiments pleins de charme appartiennent toujours aux descendants de William Grant, reflète l'hospitalité généreuse des Highlands.

Depuis les alambics en cuivre martelés à la main jusqu'aux magnifiques tonneaux de chêne, chaque chose raconte l'histoire d'un artisanat consacré par quatre générations de soins et

d'expérience; vous y rencontrerez des artisans comme Sandy Robertson, Maître Tonnelier à Glenfiddich, qui vous montrera que les imposants tonneaux en chêne dans lesquels vieillit l'alcool qui fait l'esprit des Highlands sont fabriqués exactement comme ils l'étaient autrefois.

Et comme les 4000 visiteurs français de l'année dernière, vous serez reçus à bras ouverts.

Si vous souhaitez une information plus complète, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME (6, place Vendôme, 75001 Paris), vous recevrez une documentation complète sur l'Ecosse, accompagnée de notre guide de Glenfiddich. Complétez:

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Glenfiddich, la Vallée des Cerfs, une expérience inoubliable.









## ASIE

## Thaïlande

## Le nouveau gouvernement semble avoir renoncé aux ouvertures ébauchées en direction de Hanoi et Phnom-Penh

Les cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) — Indonésie, Singapour, Thaïlande, Malaisie, Philippines — ont demandé, le mardi 22 avril, que le Conseil économique et social des Nations unies inscrive à l'ordre du jour de sa session le problème de l'aide humanitaire et des secours aux Kampuchéas, et que le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, convoque une réunion

internationale au niveau ministériel des que possible pour en discuter. Les pays de l'ASEAN ont observé que la pénurie au Cambodge pourrait conduire à la famine et à la mort de centaines de milliers de Khmers et provoquer un mouvement massif de populations vers la Thaïlande. Cette situation décourage toute perspective d'ouverture de la part du nouveau gouvernement thaïlandais en direction de Phnom-Penh et de Hanoi.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

**Mit du gouvernement de Kampuchéa démocratique** (Khmers rouges). La balle est dans le camp de Hanoi. Aux indications favorables à un dégel dont la Chine ne veut à aucun prix, sont venues depuis s'en ajouter d'autres qui le sont moins. On a appris, de sources diplomatiques, que si M. Thach a bien été invité en mai, les autorités thaïlandaises ont refusé de recevoir officiellement M. Pham Van Dong, son ministre des affaires étrangères qui en avaient fait récemment la demande, à leur retour de Delhi vers Hanoi. Qu'après l'invitation lancée à M. Thach pour la fin mai, les Thaïlandais ont refusé de recevoir officiellement M. Pham Van Dong, son ministre des affaires étrangères, en fait récemment la demande, à leur retour de Delhi vers Hanoi. Qu'après l'invitation lancée à M. Thach pour la fin mai, les Thaïlandais ont refusé de recevoir officiellement M. Pham Van Dong, son ministre des affaires étrangères, en fait récemment la demande, à leur retour de Delhi vers Hanoi. Qu'après l'invitation lancée à M. Thach pour la fin mai, les Thaïlandais ont refusé de recevoir officiellement M. Pham Van Dong, son ministre des affaires étrangères, en fait récemment la demande, à leur retour de Delhi vers Hanoi.

En effet, si chacun reste sur

des positions intransigeantes, on voit mal comment pourrait démarrer la dynamique de la négociation. Or, après quinze mois de conflit, chaque partie maintient des préjugés jugés inacceptables par son adversaire : pour l'ASEAN c'est le retrait inconditionnel des troupes vietnamiennes, pour le Vietnam c'est la cessation par l'ASEAN, et notamment par la Thaïlande, du soutien aux Khmers rouges et une nécessaire prise de distance à l'égard de Pékin. Bangkok dément régulièrement avec aplomb toute aide au régime déchu de M. Pol Pot et à ses combattants. Hanoi, avec son manque d'assurance, maintient que la situation au Cambodge est irréversible et qu'il n'y a pas même de « problèmes cambodgiens ». Dans ces conditions, et compte tenu de l'incapacité jusqu'à présent complète du secrétaire général des Nations unies à promouvoir une solution négociée, la marge de manœuvre des diplomates reste trop mince pour que les militaires ne gardent pas le rôle déterminant, *aidedebulho?*

R.-P. FARINGAUX.

## Chine

## LA FIN DE LA VISITE DE M. BERLINGUER A PÉKIN

## Communistes italiens et chinois estiment qu'ils doivent poursuivre leurs contacts malgré leurs divergences

De notre correspondant

Pékin. — La délégation du P.C. italien conduite par M. Enrico Berlinguer a quitté Pékin, ce mercredi 23 avril, pour Pyongyang. Elle repassera vendredi par la capitale chinoise pour une simple escale avant de regagner son pays. Annonçant la fin des entretiens, l'agence Chine nouvelle les qualifie de « positifs et productifs », et estime que le rétablissement de relations entre les deux partis sera bénéfique non seulement pour eux-mêmes et pour les peuples de leurs deux pays, mais aussi pour « la défense de la paix et le progrès de l'humanité ».

Mardi après-midi, au cours d'une conférence de presse, M. Berlinguer n'a pas cherché à minimiser les divergences qui séparent son parti du P.C. chinois. A la différence de ce dernier, les communistes italiens ne croient pas à l'inevitabilité de la guerre, ils refusent de considérer l'U.R.S.S. comme un « ennemi », et encore plus d'encourager la formation d'un « front uni » international contre l'hégémonie soviétique. Enfin leur position n'a pas changé sur le Vietnam. Le P.C.I. a désapprouvé l'intervention chinoise contre ce pays il y a un an, et il exprimerait à nouveau sa désapprobation si Pékin entreprenait une seconde fois le même genre d'opération. Mais, dit Berlinguer, « l'existence de positions différentes ne constitue pas un obstacle à la poursuite de contacts significatifs pour le mouve-

ment ouvrier et pour les mouvements de libération nationale dans leur ensemble ». La même idée devait être reprise dans la soirée, au cours du banquet d'adieu, par le secrétaire général du comité central du P.C. chinois, M. Hu Yaobang. « Les divergences de vues », a-t-il déclaré, ne feront que nous encourager à nous débiter mutuellement, à échanger nos opinions et, grâce à l'expérience, à les mettre constamment à l'épreuve afin de progresser en commun et de nous perfectionner sur la base du marxisme ».

On accorde le plus grand prix du côté italien à cette acceptation des différences par la partie chinoise, et l'on souligne, avec insistance, la « franchise » des discussions qui viennent de s'achever. M. Berlinguer note même que le P.C.I. n'a pas rencontré à Pékin plus qu'« ailleurs » — sans doute faut-il comprendre à Moscou — une conception du mouvement communiste international identique à la sienne. L'important, estime-t-il, néanmoins, est que « le P.C. chinois se soit ouvert à des contacts avec un parti comme le nôtre, qui est (en Italie) le principal représentant de la classe ouvrière ». Pour l'établissement de ces contacts, le P.C.I. a accepté pour sa part aucune « condition », et, lorsque les communistes chinois ont abordé le sujet du communisme soviétique, ils ont, apprend-on de bonne source, évoqué les « erreurs » qu'ils avaient commises il y a plus de trente ans au sujet de la Yougoslavie pour s'abstenir de toute appréciation sur les affaires internes d'un autre parti.

Cette réserve n'empêche pas M. Berlinguer de se déclarer « impressionné par le grand travail accompli en Chine pour surmonter les problèmes créés à l'époque de la révolution culturelle » et « frappé par le réalisme avec lequel les camarades chinois affrontent les difficultés actuelles comme par la franchise avec laquelle ils en parlent ». Le secrétaire général du P.C.I. a déclaré que sa visite n'avait « rien à voir » avec la réunion convoquée à Paris à l'initiative des P.C. français et polonais et affirme qu'il était venu à Pékin comme « le représentant d'un autre parti ». Sur le plan international, M. Berlinguer a rappelé que son parti avait condamné l'intervention soviétique en Afghanistan, et il a exprimé l'espoir que « la souveraineté du peuple afghan soit rétablie ».

Il a estimé, d'autre part, que les Etats-Unis portaient des responsabilités dans la situation internationale présente, mais il a souligné que de bonnes relations se poursuivent ou s'établissent aussi bien entre Moscou et Washington au nom de la coexistence pacifique qu'entre la Chine d'une part, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, d'autre part.

ALAIN JACOB.

## CONTRE L'IRAN

## Les conséquences seraient plus importantes pour le commerce que pour le pétrole

La C.E.E. et le Japon achètent environ les deux tiers du pétrole iranien. Les chiffres officiels font état d'un volume global d'exportations par l'Iran de 2 millions de barils par jour (107 millions de tonnes par an). Toutefois, les milieux spécialisés, tant occidentaux qu'arabes, estiment ce montant assez éloigné des réalités. Depuis le début de 1980, l'Iran n'aurait exporté en moyenne que 1,3 million de barils par jour (68 millions de tonnes par an).

Le Japon achète cinq cent vingt-six mille barils par jour de « brut » iranien (40 % des exportations de l'Iran), à travers un groupement de compagnies japonaises. Téhéran fournit ainsi près de 14 % de la consommation pétrolière japonaise. L'importation définitive des livraisons n'est donc pas sans poser des problèmes au Japon. Toutefois, ceux-ci ne devraient pas être insurmontables. On peut penser que les « cuves » sont pleines. De plus, le Japon s'était déjà engagé dans une politique de diversification de ses sources.

A plus long terme, Tokyo mise sans doute sur les potentialités pétrolières de la Chine, dont la production atteindrait déjà 100 millions de tonnes. Enfin, en cas de difficulté temporaire, le mécanisme de répartition mis au point par l'Agence internationale de l'énergie devrait se mettre en place automatiquement.

Les firmes japonaises ont fait un gros effort de prospection du marché iranien ces dernières années, et les exportations de biens d'équipement japonais vers l'Iran étaient en passe de dépasser celles de l'Allemagne fédérale. Les deux pays avaient mis sur pied un projet de construction d'un gigantesque complexe pétrochimique à Bandar Khomeini. L'Europe absorbe environ 30 % des exportations iraniennes de « brut », à travers la British Petroleum (150 000 barils-jour), la Royal Dutch (120 000 barils-jour) et de petites compagnies européennes et scandinaves, qui agissent souvent au coup par coup et enlèvent en moyenne de 110 000 à 120 000 barils par jour. L'Allemagne fédérale reçoit, par ces compagnies pétrolières, environ 220 000 barils par jour, soit plus de 10 % de sa consommation. Bien que les ventes de biens d'équipement de la R.F.A. à l'Iran aient sensiblement diminué depuis la révolution islamique, elle reste le partenaire écono-

mique occidental le plus important des Iraniens. Ses fournitures (en baisse de 55 % par rapport à 1979) ont encore représenté 1,2 milliard de dollars en 1979, et les sociétés allemandes sont implantées de longue date dans le pays.

La Grande-Bretagne reçoit, de son côté, 200 000 barils par jour de « brut » iranien, mais le gouvernement de Mme Thatcher peut compter sur le pétrole de la mer du Nord. Plus une goutte de pétrole iranien n'aurait selon les milieux pétroliers, pénétré en France depuis plusieurs semaines.

Comme pour le Japon et la R.F.A., une rupture avec l'Iran serait un fait plus durement ressenti par Paris au niveau des relations commerciales. On estime que les pertes des entreprises françaises travaillant en Iran au moment de la révolution s'établissent déjà entre 8 et 10 milliards de francs. Mais, on espère à Paris sauver « encore » quelques contrats signés en 1978 et qui, sans, en obtenir de nouveaux comme celui du métro de Téhéran.

Enfin, il faut rappeler que l'Iran détient indirectement 10 % du capital d'Eurodif, la société qui contrôle l'usine de diffusion gazeuse de la

production d'uranium enrichi de Tricastin. Paris et Téhéran sont en conflit à ce sujet, l'Iran souhaitant négocier son retrait d'Eurodif. Si l'Europe et le Japon doivent trouver des substituts au pétrole iranien, il faudra, pour Téhéran, trouver de nouveaux clients. Certes, la Compagnie nationale iranienne des pétroles peut signer de nouveaux contrats avec des pays comme l'Inde et le Brésil, à qui elle livre directement près de 200 000 barils-jour. Reste à savoir à quel prix ? C'est vers les pays de l'Est qu'elle cherche surtout à trouver de nouveaux débouchés. Ceux-ci achètent déjà 110 000 barils-jour et ils ont des besoins croissants que la production soviétique parait insuffisante à couvrir. Mardi, on annonçait ainsi, à Téhéran, la signature d'un vaste accord économique entre l'U.R.S.S. et l'Iran. Accord où l'on peut penser que le pétrole et le gaz naturel tiennent une place prépondérante. Plus précisément, l'Iran vient de signer un nouveau contrat avec la Roumanie portant sur 100 000 barils-jour, augmentant ainsi de 80 % le volume du précédent contrat.

J.-M. QUATREPOINT.

## M. GROMYKO A PARIS

## L'agence soviétique Novosti souligne « le caractère permanent et dynamique » du dialogue entre la France et l'U.R.S.S.

Attendu mercredi 23 avril en début d'après-midi à Paris, M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, devait ouvrir le même jour ses entretiens avec M. Jean François-Poncet au Quai d'Orsay. Il aura avec lui une seconde rencontre jeudi après-midi après avoir été reçu dans la matinée à l'Élysée par M. Giscard d'Estaing.

Dans un commentaire consacré à cette visite, l'agence soviétique Novosti estime « réjouissant de constater que le dialogue politique soviéto-français se poursuit intensément dans l'esprit des bonnes traditions ». Affirmant que l'Union soviétique et la France ont « joué un rôle de premier plan » dans la recherche des voies de la détente et « donné l'exemple d'une démarche responsable », l'agence ajoute : « L'instrument principal de la coopération soviéto-fran-

çaise a toujours été un dialogue politique varié et constant, fondé sur le réalisme et fermement orienté vers l'assainissement du climat mondial ». La visite de M. Gromyko à Paris témoigne du caractère permanent et dynamique de ce dialogue.

Toujours selon Novosti, « Washington n'a pas réussi, malgré des pressions éhontées, à entrainer la France dans la dangereuse aventure des sanctions économiques contre l'U.R.S.S. » (Les deux pays) ont déjà conclu des contrats de livraisons mutuelles de marchandises dépassant 3 milliards de roubles pour cette année, soit près d'un tiers de plus que les échanges commerciaux de l'an dernier. « Parmi les objectifs recherchés à court terme sur le plan politique, le commentateur demande que l'on réfléchisse à la meilleure façon de convoquer au plus vite une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe », ainsi qu'à la préparation de la rencontre de Madrid, cet automne, entre les trente-cinq participants de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), réunie en 1975 à Helsinki.

L'OTAN a d'autre part annoncé, mardi 22 avril, que les ministres des affaires étrangères des pays participants à l'organisation militaire intégrée de l'alliance atlantique (tous les pays membres, sauf la France et la Grèce) ont été convoqués à assister à la seconde journée de la session biennale du comité des plans de défense — qui regroupe d'ordinaire les seuls ministres de la défense — prévue pour les 13 et 14 mai. Il s'agit, indique un communiqué, de « souligner la détermination de l'alliance, de maintenir et de renforcer sa position de dissuasion et de défense, suite à l'invasion et à l'occupation de l'Afghanistan par les Soviétiques ». La présence des ministres des affaires étrangères, a précisé un responsable de l'OTAN, permettra de « renforcer la portée politique de cette réunion » et de « reprendre en main la classe atlantique » après les réunions européennes de Luxembourg MM. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, et lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, ont déjà confirmé leur participation, mais leurs collègues italien et portugais seront retenus par d'autres obligations.

**LAUSANNE PALACE**

Pour vos affaires, pour votre plaisir, un havre de paix situé au cœur de la ville.

Simple de FF 275 à 375  
Double de FF 375 à 500

Pour renseignements, service et taxes comprises, 1082 LAUSANNE (Suisse).  
Tél. 1931/29 37 11 - 1934/171.

## PROCHE-ORIENT

Représentant de l'O.L.P. à Paris

## M. Souss exclut l'hypothèse d'un référendum précédant la création d'un État palestinien

Des délégations de l'Organisation de libération de la Palestine ont entamé, mardi 22 avril, une série de visites dans les capitales européennes pour exposer aux divers gouvernements un plan de réconciliation.

## Irak

## L'AYATOLLAH BAGHER SADR CHIEF SPIRITUEL DES CHITES IRAKIENS AURAIT ÉTÉ EXÉCUTÉ

L'imam Khomeiny a décidé un deuil de trois jours pour le chite irakien, l'ayatollah Bagher Sadr, et de sa sœur, « lâchement assassinés par le régime basiste de Bagdad ».

Le chef de la communauté chite irakienne était depuis l'été dernier assigné à résidence en raison de son opposition à la politique gouvernementale et de son soutien à la révolution iranienne. Selon la section française d'Amnesty International, il a été apparemment enlevé par les forces de sécurité irakiennes le 5 avril dernier et exécuté quatre jours plus tard.

Amnesty International déclare connaître l'identité de soixante-six chites exécutés entre juillet 1979 et février 1980, comprenant des chefs religieux, des professeurs d'université et des étudiants. Cependant, précise l'organisation, « le nombre réel des exécutions serait beaucoup plus élevé ». Dans un télégramme au président Saddam Hussein, la section française d'Amnesty International demande que cessent les exécutions d'opposants politiques en Irak. — (Reuters, A.P.F.)

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de notre « env » spécial en Irak (le Monde daté 20-21 avril), une erreur de transmission nous a fait écrire que les Kurdes étaient des musulmans « sémites ». C'est évidemment « sunnites » (musulmans orthodoxes) qu'il fallait lire, les Kurdes étant, sur le plan ethnique, d'origine indo-européenne.

## sudestasie

MAGAZINE d'INFORMATION

Pour la première fois : un mensuel en langue française sur l'Asie du sud-est : Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

350 millions d'habitants

Neuf pays plus peuplés que l'Europe du Neuf A la une de notre information, par une équipe de chercheurs, sociologues, historiens, ethnologues, économistes et journalistes venus d'Asie ou intimement liés à celle-ci.

Premier numéro : MAI 1980. 72 pages  
Prix du numéro : 10 F  
Tarif annuel d'abonnement : France : 90 F et pays d'Europe : 120 F

BULLETIN d'ABONNEMENT

à retourner à Sudestasie 17 rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris

Nom

Adresse

ALAIN JACOB.



Le Monde

## politique

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Coopération majoritaire sur la participation

Sans passion ni participation excessive, l'Assemblée nationale a commencé, mardi 22 avril, l'examen de la proposition de loi du R.P.R. sur l'intérêt des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises. Très vite, un démenti fut apporté à la thèse selon laquelle les divergences entre la majorité et l'opposition pourraient n'être qu'artificielles.

Deux conceptions, deux projets de société se sont en effet affrontés avec, apparemment, peu de chances de converger l'un vers l'autre. Entre les partisans de l'autogestion et les défenseurs d'une participation « les yeux ouverts », selon le mot de M. Madelin (U.D.F.), il y a beaucoup plus que l'entrée des cadres au sein des conseils d'administration, ainsi que le prévoit le texte. La réalité sociale, les mots eux-mêmes, n'ont pas le même sens selon que l'on est député de la majorité ou de l'opposition. La « dignité des travailleurs »

invocée par M. Delalande (R.P.R.) n'est assurément pas celle à laquelle pense M. Leroy (P.C.), ni celle à laquelle se réfère M. Béche (P.S.). « Il n'y a pas d'appropriation des moyens de pouvoir, déclare fermement M. Béche (P.S.), mais un changement de leur structure. C'était là, pour la gauche, une raison suffisante pour indiquer qu'en tout état de cause elle ne cautionnerait pas la participation aux cotisations de la France » que M. Madelin appelle de ses vœux.

Dès lors, le débat se circonscrit une fois encore à la participation constructive — ou non — du R.P.R. M. Labbé confirme d'emblée l'état d'esprit résolu, mais majoritaire des gaullistes en rendant hommage à « l'action positive » menée depuis plusieurs semaines par M. Barre pour rapprocher les points de vue du R.P.R. et de l'U.D.F. Le premier ministre — on le savait depuis quelque temps — ne provoquerait pas les gau-

listes sur un thème qu'ils ont toujours considéré comme leur. En échange de cette bonne volonté, M. Labbé pousse la courtoisie jusqu'à refuser l'exclusivité de l'héritage. « La participation, déclare-t-il, ne nous appartient pas. Soucieux d'équilibrer son propos, le président du groupe R.P.R. dresse la liste de quelques-unes des réformes qui n'ont pas vu le jour, mettant en cause « la démocratie en façade et l'absence d'imaginaire ».

La discussion des articles, qui devait s'engager mercredi, ne devait donc pas donner lieu à beaucoup d'affrontements au sein de la majorité. En principe, d'autant que les principaux amendements maximalistes que devait défendre, notamment M. Seguin (R.P.R.) ont d'ores et déjà été retirés... sur l'amicale pression de M. Labbé. Le mot d'ordre du moment semble donc être « coopération ». En échange de quoi ?

LAURENT ZECCHINI.

## Le 8 mai férié : opposition du gouvernement

Au cours du débat sur la participation, qui se déroulait mardi 22 avril à l'Assemblée nationale, M. BROCARD (U.D.F.), qui présidait la séance, a annoncé que le gouvernement s'était opposé, lors de la réunion de la conférence des présidents, à la proposition de loi relative « à une journée nationale d'évocation de la Résistance et de la France libre et aux conditions de célébration de l'anniversaire du 8 mai 1945 ». Ce texte tend à conférer au 8 mai le caractère de jour férié.

Plusieurs députés ont fait alors des rappels au règlement pour protester contre cette décision. M. DUROMEAUX (P.C.) a rappelé que la commission des lois avait demandé ce vote et que la conférence des présidents avait donné son accord. M. SEGURIN (R.P.R.) a également déploré l'attitude du gouvernement, puis M. Brocard a indiqué que la conférence des présidents fixerait lors de sa prochaine réunion (mardi 29 avril) la date de la discussion des différentes propositions de loi sur le même thème.

M. DELEHEDDE (P.S.) a indiqué que, après « des mois de chicanes gouvernementales », le Sénat avait accepté cette proposition et a souligné que le gouvernement témoignait de sa volonté délibérée de refuser au 8 mai le caractère de jour férié. M. LABBÉ (U.D.F.) a réitéré sa demande pour que l'Assemblée nationale ne siège pas le 8 mai prochain, puis M. DUROLOUX (P.C.) a observé : « En parlant

comme il l'a fait l'ordre du jour des deux prochaines semaines, le gouvernement écarte tout ordre de jour complémentaire ». Enfin, M. FILLIOUX (P.S.) a demandé que tous les députés puissent se prononcer pour une suspension de séance de cinq minutes afin de protester contre la décision du gouvernement. Il a ajouté : « On saura en tout cas quels sont ceux qui souhaitent célébrer l'anniversaire de la Libération et de la fin de la guerre contre le nazisme et ceux qui pensent que le 8 mai doit être rayé du calendrier de notre pays ». Cette suspension de séance a été décidée à l'unanimité des 355 votants.

Ont voté pour : 130 députés R.P.R. sur 154, 6 députés U.D.F. sur 121 (MM. Brocard, Eudel, Le Cabellès, Masson, Maréchal, Gasset, Schneider), 113 députés P.S. sur 114, 56 députés P.C. sur 85. N'ont pas participé au scrutin : MM. Bar, César, Chaban-Delmas (président de l'Assemblée), Chassagnat, Cornette, Delhaye, Florens, Alain Gérard, Daniel Goulet, Jarrot, La Combe, Latallade, Massoubre, Mme Millaud, M. Failler, Pringault, Raynal, Rutenacht, Sallé, Taugourdeau, Tomasini, Vallet, MM. Brocard (U.D.F.) (président de séance), Cédric, P.S.; Audinot, Bannier, Beaumont, Delprat, Robert Fabre, Edgar Faure, Fontaine, Mme d'Harcourt, MM. Humault, Millaud, Pichot, Planteguest, Royer, Serpoulet (n.d.), Bataillon (R.P.R.), MM. Laffeur, Neuwirth (R.P.R.), Baridon, Branger (non-inscrits).

## M. Ibrahim Souss au Palais-Bourbon

## Protestation de M. Pierre-Bloch (U.D.F.)

M. JEAN-PIERRE PIERRE-BLOCH, député U.D.F. de Paris, a dénoncé, mardi 22 avril à l'Assemblée nationale, la présence au restaurant du Palais-Bourbon « de délégués de l'O.L.P. conduits par le représentant de l'O.L.P. à Paris, M. Ibrahim Souss, et accompagnés de gardes armés ». S'exprimant au cours d'un rapide discours, M. Pierre-Bloch a ajouté : « Comment se fait-il qu'une telle délégation ait été autorisée à pénétrer dans un restaurant réservé aux parlementaires ? Qu'a donné cette autorisation ? Est-il admissible que des gardes armés étrangers aient pu pénétrer dans le restaurant de l'Assemblée nationale ? »

Lui répondant, M. CHABAN-DELMAS a déclaré : « La réglementation des personnes étrangères présentes dans les locaux du Palais-Bourbon est très stricte, mais elle n'a pas empêché M. Ibrahim Souss d'être reçu au restaurant. Les gardes armés étrangers ont été introduits hier au restaurant. Le président de l'Assemblée nationale a autorisé leur présence. Il est fait pour retrouver les personnes armées, les conduire à la Questure et, de là, à l'extérieur. Des observations sérieuses ont été faites aux gardes qui les

avaient laissés franchir les portes du palais. Il se trouve que les bureaux ont délibéré jeudi dernier des questions de sécurité et écopé en particulier d'éventuelles intrusions d'armes dans l'enceinte de l'Assemblée ; il a notamment été décidé d'installer des détecteurs d'objets métalliques. Cette installation est indispensable. »

Peu après, au cours du débat sur la participation, M. LEROY, député communiste de la Seine-Maritime, a évoqué cette affaire, en déclarant : « Comment peut-on concilier les propos de haine à l'égard de l'O.L.P. et les déclarations du président de la République sur la nécessité de reconnaître le droit à l'existence du peuple palestinien ? »

M. DANIEL GOULET (R.P.R.), Ornel, président du groupe d'amitié France-pays arabes, dont M. Ibrahim Souss était l'invité, a estimé, hors séance, que « l'exploitateur politique d'un incident mineur ». Il a précisé que la protection dont disposait M. Souss était « une protection ad hoc, discrète, confiée à deux inspecteurs français ».

Il semble avoir que les « gardes armés » dont a fait état M. Pierre-Bloch étaient deux policiers français chargés de la protection rapprochée des personnalités étrangères.

## Le P.C.F. demande la libération de treize personnes

## « emprisonnées injustement » dont MM. Chicharanski et Havel

## De notre correspondant

Genève. — M. Georges Marchais a indiqué, mardi 22 avril, au cours d'une conférence de presse tenue à Genève, que le P.C.F. se propose d'organiser la libération de treize personnes « emprisonnées injustement » dans divers pays et dont le cas a, en quelque sorte, été symbolisé par deux personnes citées par le secrétaire général du P.C.F. : le mathématicien soviétique et du dramaturge tchécoslovaque Vaclav Havel, porte-parole de la Charte 77, condamné à quatre ans et demi de prison en octobre 1979. Les onze autres noms cités par M. Marchais sont ceux de MM. James Mangé (Afrique du Sud), Gary Tyler (Israël), José-Luis Massera (Uruguay), Salah Abdel Rahman Abdel (Liban), le général Libor Seregni (Uruguay), de Mme Annie Maguire (Irlande du Nord), de MM. Virgilio Baeiro (Paraguay), Kim Chi Ha (Corée du Sud), Mme Teresa Alicia Eudel (Argentine), MM. Abderrazak Ghorbal (Tunisie) et Abd Magid Ahmed (Égypte).

« Il ne s'agit nullement », a déclaré M. Marchais, de manifester sur le même plan l'impérialisme et les pays socialistes. Le secrétaire général du P.C.F. est soulignant l'« rapport insupportable du socialisme dans le domaine des droits de l'homme », estime qu'il existe dans certains pays socialistes « une méconnaissance persistante de l'urgence démocratique que dont le socialisme est porteur », méconnaissance qui se traduit par « certaines limitations à la démocratie et certaines mesures administratives injustifiées ».

— James Mangé, Sud-Africain de vingt-quatre ans, militant du Congrès national africain, qui lutte contre l'apartheid, a été condamné à mort le 12 novembre 1979.

— Gary Tyler, Noir américain de vingt et un ans, accusé du meurtre d'un militant raciste, a été condamné à l'empêchement à vie le 8 mars 1977.

— José Luis Massera, ancien député uruguayien, est détenu depuis le 22 octobre 1975 et figure une peine pouvant aller jusqu'à vingt-quatre ans de prison pour participation à une association subversive.

— Salah Abdel Rahman Abdel, membre du Front national palestinien, arrêté le 2 mai 1974 en Cisjordanie, a été condamné à dix-huit ans de prison pour détention d'armes.

— Le général Libor Seregni, arrêté pour avoir tenté de s'opposer au régime installé en Uruguay après le coup d'État militaire du 73 juillet 1973, a été condamné à quatre ans de prison.

— Annie Maguire, quarante-cinq ans, arrêtée en 1976 en Irlande du

Nord, et accusée d'avoir participé à la conférence générale, purge une peine de quatre ans de prison.

— Virgilio Baeiro, professeur à l'université d'Asunción (Paraguay), est détenu depuis seize ans sans qu'aucune incrimination n'ait été formulée contre lui.

— Kim Chi Ha a été arrêté et torturé à plusieurs reprises pour avoir publié des poèmes contre la répression en Corée du Sud. Il a été condamné à sept ans de prison en janvier 1976.

— Teresa Alicia Eudel, avocate de vingt-huit ans, membre de la Ligue argentine des droits de l'homme, a été arrêtée le 8 mars 1977 à son domicile de Buenos-Aires. Les autorités déclarent l'ignorer.

— Abderrazak Ghorbal, secrétaire général de l'Union syndicale des Baux (Tunisie), a été arrêté le 26 janvier 1978 et condamné à dix ans de travail forcé.

— Abd Magid Ahmed, ouvrier syndicaliste égyptien, est détenu depuis le 15 janvier 1980.

## M. LEROY (P.C.) : la troisième voie entre capitalisme et socialisme

M. LEROY (P.C., Seine-Maritime) déclare que ce texte tend à « court-circuiter les organisations syndicales et à déposséder les représentants élus des travailleurs dans les comités d'en-

## LE PROGRAMME DES TRAVAUX

La conférence des présidents, qui s'est tenue mardi 22 avril, a établi comme suit l'ordre du jour de la prochaine séance de l'Assemblée nationale.

MERCREDI 23 AVRIL : après les questions au gouvernement, suite du débat sur la proposition de loi relative à l'intérêt des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises.

JEUDI 24 : suite du débat. VENDREDI 25 : questions orales sans débat ; suite du projet sur la prévention des difficultés dans les entreprises ; projet relatif au code de procédure pénale dans les territoires d'outre-mer.

MARDI 26 : projet relatif aux formations professionnelles alternées ; concertation avec les milieux professionnels.

MERCREDI 29 : après les questions au gouvernement, proposition de loi de M. Labbé (R.P.R.) portant création d'un contrat emploi-jeunesse ; proposition de loi de M. Revet (U.D.F.) relative aux formations professionnelles alternées.

VENREDI 3 MAI : questions orales sans débat ; suite du projet relatif au code de procédure pénale dans les territoires d'outre-mer.

Le projet, à diviser les travailleurs en deux catégories : ceux qui sont reconnus comme cadres et ceux qui ne le sont pas. Les cadres dans les conseils d'administration et en leur faisant assumer la responsabilité de décisions qui ne relèvent pas de leur rôle. Selon lui, le R.P.R. « ressort des cartons empoussiérés ses chères idées sur la troisième voie entre le capitalisme et le socialisme ». Cette proposition, estime-t-il, a aussi une « dimension idéologique et politique » en ce sens qu'elle cherche à « intégrer les travailleurs aux finalités de la société capitaliste ».

Évoquant les dispositions prévoyant l'entrée des cadres au sein des conseils d'administration, M. LEROY estime que « le patronat et le pouvoir » veulent transformer l'encadrement en agent actif de la gestion de la crise, en propagandiste du capital, en militant du consensus social. Il ajoute : « Dans la pratique courante, aucune décision concernant la stratégie financière, économique, politique, d'une société n'est prise en réunion du conseil d'administration et surtout pas lorsque les représentants du personnel sont présents. Le Sénat de la Seine-Maritime indique enfin que son groupe déposera une proposition de loi prévoyant, notamment, la mise en place de conseils d'administrateurs et de services partout où c'est possible ».

M. MADELIN (U.D.F., Ile-et-Vilaine) estime que quatre conceptions existent en matière

de participation. La première, indique-t-il, est celle des communistes, partisans du « collectivisme » et dont l'objectif est de réaliser au total ou rien » et qui suppose « l'appropriation collective des moyens de production, la planification dite démocratique, la souveraineté de l'assemblée qui est le rôle des travailleurs ». M. Madelin ajoute : « Seuls les libéraux que nous sommes pouvons donner satisfaction à ces aspirations. »

La troisième conception, observe-t-il, est celle qui émerge dans la Démocratie française et qui prévoit de « rendre les Français propriétaires de la France », ce qui veut dire propriétaires de leurs logements, de leur voiture, de leur diffusion, la propriété industrielle. M. Madelin souhaite que la participation aille jusqu'à « niveau de l'État », puis il évoque la « participation à la gestion de l'entreprise », admettant que la participation est défendue par les « républicains » qui ne voient pas que « les salariés ne souhaitent pas forcément être propriétaires de leur propre entreprise ». Il affirme ensuite qu'il faut faire entrer « tout de suite » les salariés au conseil d'administration.

En séance de nuit, sous la présidence de M. BROCARD (U.D.F.), M. BECHE (P.S., Doubs) déclare : « Comment pouvons-nous parler de la dignité des travailleurs quand nous mettez en place un processus d'aliénation de l'homme, où il se trouve ? Quelle dignité, ajoutet-il, a-t-il quand on le considère comme un droit constitutionnel, le droit de grève. »

Mme BARBERA (P.C., Hérault) assure que la « maigre amende » proposée aux travailleurs « de la main droite, leur sera reprise de l'autre par le biais de l'impôt », et ajoute, « en effet, c'est avant de moins que les entreprises paieront au titre de l'impôt sur les bénéfices ».

M. FUCHES (U.D.F., Haut-Rhin) propose la création d'une agence nationale d'études et de promotion de la participation qui aurait une mission d'investigation et d'information et agirait comme une « vitamine » dynamisant les entreprises en leur laissant leurs capacités de choix ».

M. LABORDS (P.S., Gers) estime que la société d'actionnariat salarié est une solution « qui aura du mal à sortir de son marais théorique ». Elle opère, selon lui, « une discrimination entre les salariés » et aura tendance « à marginaliser les cadres », qui seront obligés « d'adopter les décisions du capital ».

M. ZELLER (app. U.D.F., Bas-Rhin) estime que la limitation aux seuls cadres de l'entrée des salariés dans les conseils d'administration « peut accentuer une coupure entre salariés ». Il se déclare favorable à ce que « les représentants actuels aux comités d'entreprise se voient accorder un pouvoir délibératif » au sein des conseils d'administration et ajoute qu'il faut éviter que les représentants aux comités « soient de simples figurants ». M. Zeller insiste sur la nécessité de favoriser, par des accords contractuels,

**V. KEUKOJIAN**  
Coopération Artisanale de Sévigné

MACONNERIE, CARRELAGE, PLOMBERIE, ELECTRICITE, MENUISERIE, PEINTURE, VITRERIE

APPARTEMENTS - MAGASINS VILLAS - RAVALEMENTS ESCALIERS

18, rue Maréchal - 75008 PARIS  
Tél. : BALAIS 31-40 et 34  
M. COSTA, chef de chantier

من الأصل

**BE BRITISH!**

**1050**

Chaque semaine, un gagnant est tiré au sort. Le gagnant reçoit un voyage en avion pour deux personnes vers un des nombreux pays du monde. Les gagnants sont tirés au sort chaque semaine. Les gagnants sont tirés au sort chaque semaine. Les gagnants sont tirés au sort chaque semaine.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## LE SÉNAT ADOPTE LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES RESPONSABILITÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Par 182 voix contre 99 (P.C., P.S., rad. g.), le Sénat a voté mardi 22 avril, à minuit, en première lecture, l'ensemble du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales. Au terme d'une discussion échauffée sur un texte ayant comporté 171 amendements, on ne saurait dire que les 251 articles du projet ont été adoptés dans l'enthousiasme. Beaucoup de

sénateurs, ceux du R.P.R. notamment, se sont prononcés en faveur de ce texte, simplement pour en permettre l'amélioration au cours des « navettes » (l'Assemblée nationale n'a pas encore débattu du projet en première lecture), qui ont eu lieu maintenant et se poursuivront, à leur tour, par de nombreux mois.

Les reproches qui sont faits à cette réforme sont souvent contradictoires. Néan-

moins, la critique dominante tient au décalage, que certains orateurs ont dénoncé, entre les promesses gouvernementales (ou les espérances des élus) et la réalité, qui reste assez centralisatrice : « Jacobine », ont dit quelques sénateurs. L'autonomie des collectivités locales et les responsabilités des élus demeureront floues, estiment-ils, tant que les finances locales seront tributaires du budget de l'Etat.

Au cours de sa séance du 17 avril le Sénat avait entamé l'examen d'un article « réservé » ayant trait aux concours techniques fournis par l'Etat aux collectivités locales : rémunérations allouées aux architectes, ingénieurs, fonctionnaires du génie rural des Ponts et Chaussées et des Eaux et Forêts. Il adopte finalement un article additionnel présenté par le rapporteur, M. de TINGUY (Un. cent., Vendée), et établissant, selon un mode complexe, un plafond de rémunérations pour les fonctionnaires intéressés.

Prenant la parole avant les explications de vote, M. CHRISTIAN BONNIET estime que, grâce au travail accompli par le Sénat, le cap de cette réforme, « c'est-à-dire son esprit pragmatique et novateur », a pu être maintenu. « Cette réforme », affirme le ministre de l'Intérieur, « fait la synthèse, dans l'état actuel de notre société, de tout ce qui peut être fait pour développer les libertés locales. »

Elle comporte, précise-t-il, des mesures concrètes qui répondent au désir des élus locaux de bénéficier de subventions d'équipement libres d'emploi. Elle « commence par le commencement » en partant de la base, qui est la commune. Enfin, elle est importante autant par ce qu'elle

contient que par le mouvement qu'elle engendre. « Le régime administratif de notre pays », déclare M. Christian Bonniot, « a souvent été décrit comme celui où prévalaient l'enchevêtrement des responsabilités et le goût du recours au pouvoir central, certains, sans doute, y trouvant leur compte à court terme, mais au prix d'une centralisation anonyme de décisions qui auraient pu être prises à la base. C'est ce cercle vicieux de relations, de dépendances mutuelles auxquelles la présente réforme entend mettre un terme. »

M. CHAUVIN (Val-d'Oise), président du groupe de l'Union centriste et de l'intergroupe U.D.F., estime que ce projet « représente la très bonne aboutissement d'une longue et fructueuse concertation entre le gouvernement et les élus locaux » et contribuera à « enrayer la décentralisation dans notre pays ».

M. SERUSCLAT (P.S., Rhône), considère à l'inverse de l'orateur précédent que ce projet « sera basculer la République dans une sorte de monarchie élective à tendance orléaniste ».

M. MICHEL GIRAUD (Val-de-Marne), qui exprime l'avis du groupe R.P.R., annonce que ses amis « ont décidé de ne pas être maximalistes ». Ils voteront le

texte en première lecture, et c'est au terme du débat, après la seconde lecture, qu'ils se prononceront véritablement. Cette procédure doit être interprétée, conclut-il, comme marquant « notre disponibilité pour poursuivre, notre détermination pour aboutir ».

M. GIRAUD avait indiqué auparavant que tout devait être prévu : l'équilibre entre l'autonomie fiscale et l'équité sociale, la redistribution des recettes fiscales, le sort de la taxe professionnelle, la taxation foncière, etc.

M. OUSSE (P.C., Essonne) affirme que la réforme proposée n'est qu'un « habillage verbal ». L'objectif réel, c'est d'obliger les communes à pratiquer la même politique d'austérité que le gouvernement. « Les communistes, conclut-il, finiront par imposer la commune comme base réelle de la démocratie. »

M. RIBETRE (C.N.I.E., Ardèche) annonce que son groupe votera à l'unanimité une réforme « qui n'est qu'un commencement ».

M. DE BOURGOING (Calvados), président du groupe des républicains, souligne les aspects positifs du projet et, en particulier, les allègements, qu'il inscrit dans la loi, du contrôle de l'autorité de tutelle. « Faisons confiance, dit-il, aux hommes qui ont voulu et accepté cette décentralisation. C'est d'eux que dépend le bon usage des moyens accrus par ce texte auquel nous apportons notre approbation unanime. »

M. GIROD (Gauche dém., Aisne), votera le projet en souhaitant qu'il soit amélioré avant le vote final.

M. MOINET (Gauche dém., rad. g., Charente-Maritime), est beaucoup plus critique à l'égard d'un projet qu'il ne votera pas et qui n'est, selon lui, décentralisation qu'en apparence.

Pour M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), les effets pervers de cette loi ne tarderont pas à se manifester.

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

### Plusieurs dirigeants socialistes pressent M. Mitterrand de se présenter

A quelques jours de la réunion de la convention nationale, prévue les 26 et 27 avril et qui doit notamment fixer le calendrier de la désignation du candidat socialiste, les dirigeants du P.S. multiplient les déclarations en faveur de la candidature de M. François Mitterrand. C'est ainsi que M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, déclare dans le Quotidien de Paris publié mercredi 23 avril : « Nous devons tout pour que François

Mitterrand soit le candidat du P.S. à l'élection présidentielle, et nous ne doutons nière que, le moment venu, il répondra à l'appel. S'il arrivait que François Mitterrand ne puisse lui-même être ce candidat, en tout état de cause c'est un homme représentatif du mouvement tel qu'il s'est affirmé par le choix historique et irrévocable d'Epiney, confirmé à Metz, qui représentera le parti dans cette grande bataille. »

Quant à M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national, il dénonce dans la Croix (daté 23 avril) « une campagne de trop contre laquelle nous ne pouvons nous opposer que par un rappel des règles du parti, de ce qui fait notre vie commune ». M. Jospin vise M. Rocard, coupable à ses yeux d'avoir engagé une campagne interne en vue de sa désignation comme candidat. M. Jospin ajoute : « Ce candidat, nous le désignerons en dehors des engagements passagers, en fonction de l'homme qui nous paraîtra le mieux adapté pour affronter les problèmes très difficiles posés par l'évolution politique, économique intérieure et internationale. Les facteurs individuels jouent sans doute dans ce contexte, mais pour gagner des voix peut-être moins, nous en sommes convaincus, que la grande force sociale représentée par le P.S. Il nous faut choisir le meilleur chef d'Etat socialiste, car il sera le meilleur candidat. »

De son côté, la fédération du Nord du P.S., animée par M. Pierre Mauroy, est revenue mardi sur le calendrier de désignation du candidat. Après avoir proposé que ce dernier soit désigné avant le 15 juin, elle a pris position pour le calendrier suivant : appel des candidatures dans la première quinzaine de septembre, information des militants dans la seconde quinzaine, vote des militants à la mi-octobre.

La fédération du Nord estime en effet qu'un « délai trop long porterait préjudice à celui qui devra défendre devant l'opinion les thèses du P.S. ». Cette position devrait donc être défendue par les amis de M. Mauroy devant la convention nationale. Elle répond à celle du courant de M. Michel Rocard, en faveur duquel M. Mauroy s'est prononcé.

### LES « DOUZE HEURES POUR ISRAËL » AURONT CETTE ANNÉE UN CARACTÈRE POLITIQUE

#### Une étape vers le « vote juif » ?

Dimanche 27 avril, le jeune mouvement Renouveau juif, que préside M. Henri Hajdenberg, et le Mouvement sioniste de France, présidé par M. Albert Neiman, organisent au Pavillon de Paris, porte de Pantin, leur Douze heures pour Israël. Manifestation traditionnellement populaire, culturelle, artistique, ces Douze heures revêtiront cette année un caractère plus politique que l'an dernier. La présence de M. Ben-El-Mechaiech, ambassadeur d'Israël au Caire, et celle de nombreuses personnalités françaises en témoignent. Seuls les parlementaires du C.D.S., ceux du parti républicain et ceux du P.C., n'ont pas répondu aux invitations qui leur étaient adressées.

Les dirigeants du P.S. (M. François Mitterrand notamment), du R.P.R., du M.R.G. et du parti valoisien, en revanche, ont annoncé leur présence et prendront part au forum sur « L'O.L.P. et la politique française au Proche-Orient », prévu pour 17 h. 30.

Les organisateurs de la manifestation veulent contribuer à mobiliser les juifs français et leurs amis contre la politique élyséenne, et faire la démonstration qu'il peut aussi exister en France un « vote juif » qui sera, en 1981, décisif, « un vote sanction ».

### PERSPECTIVES DU SOCIALISME PROLÉTARIEN

Revue trotskyste

Sommaire du n° 1 (avril 1980) :

Lettre ouverte à la direction de la LCI sur le refus de l'adhésion de la SU et la mise en place du CP, l'Afghanistan.

Commandes (15 F + port, à l'ordre de : Andr. ASLAVET) à : « Perspectives du socialisme prolétarien », B.P. 17 75 900 PARIS Cedex 20.

En vente à « La Brèche ».

**BE BRITISH!** 

Vacances linguistiques pour jeunes de 12 à 18 ans

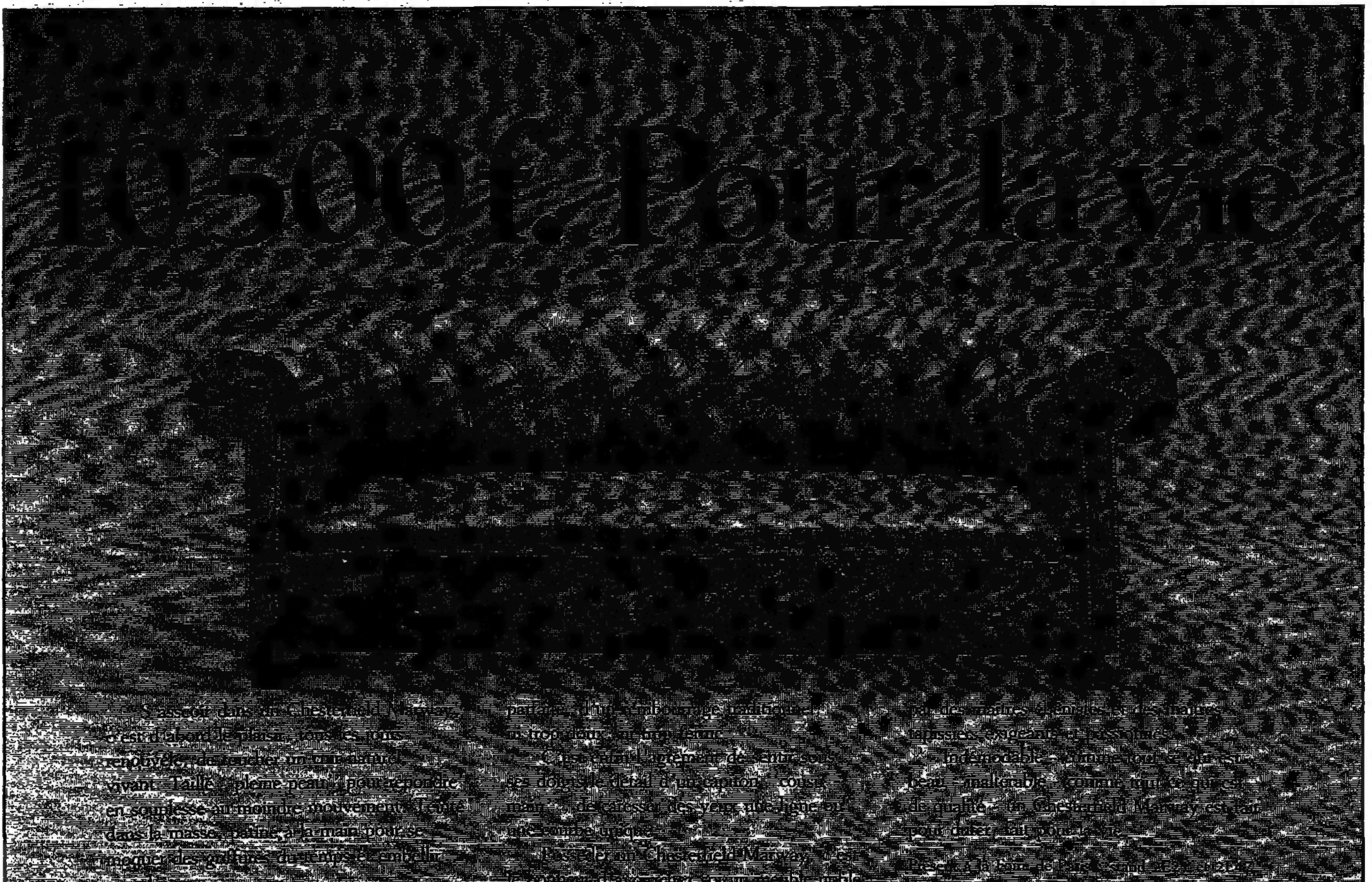
A découper et à retourner à FSL 14, rue des Poteaux, 92200 Neuilly-sur-Seine  
Tél. 637 16 23

**FSL**

Nom	_____
Prénom	_____
Age	_____
Adresse	_____

M 10

# 50% PLUS DE VITESSE



## MARWAY

Le temps travaille pour nous.

Marway, c'est la solution pour tous ceux qui veulent gagner du temps et de l'argent. C'est la seule voiture qui vous permet de travailler pendant que vous circulez. Elle est équipée d'un ordinateur qui gère tous vos déplacements, vous évitant ainsi les embouteillages et les pertes de temps. Marway est la voiture du futur, la voiture qui vous aide à travailler plus vite et plus efficacement.

Commandez maintenant votre Marway à : **Marway S.A.**, 10, rue de la République, 92100 Nanterre. Téléphone : 1 26 26 26 26.



Le Monde

## régions

## Ile-de-France

## LA GRÈVE DES NETTOYEURS DU MÉTRO PARISIEN

## Les syndicats s'opposent à l'intervention de l'armée

Faute d'une solution rapide, le conflit des nettoyeurs du métro risque de s'envenimer. Le mardi 22 avril, au journal d'Antenne 2 midi, M. Jacques Chirac, qui une fois encore a souligné que « l'État a lui seul les possibilités de régler rapidement ce conflit », a aussi demandé que « l'armée prenne en main le nettoyage du métro pour des raisons d'hygiène ». Ce souhait a été vivement critiqué par des élus communistes de la Ville de Paris, qui dénoncent « la duplicité de M. Chirac ». Le C.F.D.T. a aussi vivement répliqué à cette proposition. Elle annonce que ses syndicats « organiseront la riposte la plus vive à toute intervention de l'armée ou d'entreprise d'indiscipline ». La R.A.T.P., quant à elle, a continué, dans la nuit du mardi 22 au mercredi 23, à faire procéder au nettoyage d'une vingtaine de stations sous la protection des forces de police. Mais les incidents avec les piquets de grève se multiplient. Le mardi 23, au matin, la police a interpellé des jeunes gens qui déversaient sur les quais de la station Opéra des poubelles prises dans des immeubles voisins. Le C.F.D.T. dément les informations de sources policières, affirmant que ces jeunes gens étaient des grévistes du métro. Le syndicat explique que les balayeurs en grève s'opposent à

de tels gestes « de solidarité » mettant en cause la sécurité dans le métro. Cet incident est révélateur d'un climat qui se détériore. Le gouvernement, pourtant, ne paraît pas pressé d'intervenir. Au cabinet de M. Le Theule, le ministre des transports et de la R.A.T.P., on explique que les conséquences financières des augmentations demandées par les grévistes « est un problème complexe qui ne peut pas être résolu dans l'immédiat » et qu'il faut « attendre pas à pas ». Chez M. Stoléru, on affirme que le secrétaire d'État aux travaux publics et à l'immigration ne pourra intervenir pour faire améliorer les salaires des nettoyeurs que lorsque le conflit sera terminé. À la S.N.C.F., le mouvement décidé parmi les nettoyeurs et les manutentionnaires paraît diversement suivi. La G.G.T. a donné un ordre de grève après l'échec, le lundi 22 avril, de la commission de conciliation prévue par la convention collective de la manutention ferroviaire des travaux connexes. Le syndicat affirme que 90 % des ouvriers sont en grève, alors que la direction de la S.N.C.F. explique que seuls sont touchés les ateliers de nettoyage des wagons de la gare de Lyon et de Marseille et qu'il n'y a pas de conséquences pour le balayage des gares et la manutention des colis.

## Quais de papiers

La Côte d'Azur, les jonchaient les quais à la station Bourse ; à Saint-Michel, des pages de livres volaient au vent des rames ; à la Cité, on marchait sur des papiers jetés aussitôt que rendus... Il n'en est rien. La grève des nettoyeurs du métro, de l'insécurité sociale et raciale, plutôt qu'uniforme, le décor. Partout ces mêmes papiers de tickets jaunes, de papier froissé, de paquets de cigarettes vides, que les déplacements d'air font nicher à des endroits privilégiés : sous les banquettes et aux carrefours des couloirs.

Pris dans des tourbillons, des objets qui sont d'habitude vite balayés, piqués, substitués aux regards des voyageurs. Depuis que dure le conflit, sur l'armoire à jour, la variété est devenue : une lettre qu'un chagrin d'amour a déchirée, là, une correspondance d'homme affairé négligemment déposée sur une pile de détritus. Plus loin de plus grosses épaves : une chaussure à Montparnasse, une veste usagée à Saint-Germain. Les vieilles dames, descendant les escaliers en redoublant de précaution. Là où les dépôts se sont amassés, sédiments, les marches de béton se lèvent sous des sols de papier maché.

Tout s'anime avec le passage des rames. A fleur de quel grouillement les tracts de la G.G.T. : « Les patrons doivent en prendre plein la figure », les affichettes de la C.F.D.T. :

« Les nettoyeurs du métro défendent leur droit de vivre... Les décharges emportent sous leurs talons, qui un bordereau, une fiche perforée.

La vie continue. L'homme de la porte d'Italie qui imite si bien un mendiant de Bruegel, imperturbable, en haillons, n'a fait que balayer autour de lui un peu de concurrence. D'autres chantent et tapent sur des tam-tams sans même que virolole répète tape de feuilles. Et, rescapé d'une autre époque, on peut lire au-dessus des corbeilles qui en ont plein la gorge : « Ne jetez rien à terre, ces papiers sont à votre disposition ». La foule, indifférente, pousse ces papiers, même leurs affiches scotchées à la main. Il y a cinq semaines, pour revendiquer seulement le SMIC et la droit d'accès aux douches et à la cuisine de la R.A.T.P., se déchaînaient à leur tour et vint se mêler au grand tas.

L'odeur n'est pas encore insupportable, ni la saleté répugnante. Ce n'est pour l'instant qu'un désordre de feuilles et de cartons, comme un air d'après-guerre quand le sol est recouvert de détritus. Puis on se dit : la grève ne durera pas éternellement et les nettoyeurs nettoieront. Le public résiste, s'accommodant d'autant plus que les rats ne sont pas apparus. On ne voit que des souris rapetissées filant sans se gêner entre deux rails. CHRISTIAN COLOMBANI.

## Dans le quatorzième arrondissement

## La commission des sites approuve la construction de logements dans une partie du jardin de la Visitation

La commission départementale des sites de Paris, réunie sous la présidence de M. Lucien Lanier, préfet de la région d'Ile-de-France, a approuvé le projet de construction d'un immeuble de cinquante-trois logements dans le potager du parç du couvent de la Visitation, 7 et 9 rue Boissonnade, dans le quatorzième arrondissement (« le Monde » du 11 février).

La commission a aussi émis le vœu que la partie restante du parç fasse l'objet d'un classement destiné à assurer définitivement sa protection. Cette mesure, qui a reçu l'accord de la congrégation des religieuses, propriétaires du parç, sera proposée au ministre de l'Environnement et du cadre de vie.

L'approbation par la commission des sites du projet de la rue Boissonnade va-t-elle faire rebondir la querelle qui oppose depuis des années ces religieuses aux riverains du parç rassemblés dans un comité de défense ? Ce parç de 2 hectares, à l'exception du potager (concerné par le permis de construire), est inscrit comme espace vert non constructible au plan d'occupation des sols de la Ville de Paris. Les religieuses, qui ont besoin d'argent,

notamment pour réparer leur toiture, désirent profiter de ce potager pour réaliser une opération immobilière.

Trois demandes successives de permis de construire ont été refusées, notamment après l'avis des Bâtiments de France, qui estimaient que l'immeuble prévu de cinquante-dix logements « finirait mal dans le site. Certains riverains sont opposés à ce projet et veulent que la Ville « loue aux religieuses le terrain qu'elles veulent vendre, pour le transformer en jardin public ». Au mois de février dernier, la congrégation a déposé une nouvelle demande de permis de construire, mais pour cinquante-trois logements. Le nouveau projet est donc moins dense que le précédent, et la façade du futur immeuble a été beaucoup plus « travaillée » afin de l'harmoniser avec le site. C'est ce projet qui vient d'être approuvé par la commission des sites. Le sera-t-il par les riverains ? JEAN PERRIN.

● Homages à Edmond Michelet. — Une plaque à Edmond Michelet a été apposée sur la maison où l'ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou habitait à Paris, 33, avenue Laurière, dans le dix-neuvième arrondissement. La cérémonie aura lieu samedi 26 avril, à 15 h 30.

## Corse

## APRÈS LES DISPOSITIONS ADOPTÉES À L'ÉLYSÉE EN FAVEUR DE L'ÎLE

## Satisfaction des élus et attentats nationalistes

Le président de la République a réuni, à l'Élysée, le mardi matin 22 avril, les élus de la Corse pour faire le point sur l'état d'avancement du programme de développement et d'aménagement de l'île et arrêter de nouvelles mesures, notamment en faveur des secteurs directement liés à l'investissement créateur d'emplois et à la formation de la jeunesse. M. Raymond Barre et plusieurs ministres assistaient à cette séance de travail, suivie d'un déjeuner.

C'est vers 9 h 45 que, quasi simultanément, cinq explosions se produisirent dans la capitale : dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, où le « terminal » d'Air France, situé au rez-de-chaussée du Palais des Congrès de la porte Maillot, les bureaux de poste de la rue Bayen et une agence de voyages de la rue Pierre-Duport ont été endommagés, et dans le 12<sup>e</sup> arrondissement, où l'hôtel des Impôts, au 16, rue des Minimes a subi des dégâts importants. Hors

M. Barre a qualifié ces attentats de « sympathiques et constructifs ». M. Pierre Pasquini, député R.P.R. de la Haute-Corse, a souligné que « la réunion débouchait sur beaucoup de réalisations fort considérables de l'État en Corse ». M. Charles Ornano, maire bonapartiste d'Ajaccio, a relevé que les mesures gouvernementales « comportaient énormément de choses pour l'agriculture ». M. Jean Bozzi, député R.P.R. de la Corse-du-Sud, a qualifié de « sérieuse et

détendue » l'atmosphère de la réunion. D'autre part, onze attentats à l'explosif ont été commis dans la nuit du mardi 22 au mercredi 23 avril. Les attentats de Paris, qui visaient notamment le « terminal » d'Air France, situé au rez-de-chaussée du Palais des Congrès, porte Maillot, ont été revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), qui réclame l'indépendance de l'île.

de l'Hôtel-des-Postes, la trésorerie générale et la direction des douanes, l'autre moins d'une heure plus tard, contre une perception de la ville, située rue Joseph-Cadé. Ces deux actions non revendiquées, n'ont causé que des dégâts matériels.

En Corse du Sud, une charge explosive a fait voler en éclats la vitrine d'un magasin de meubles de Sarrola-Carcopino, détruisant une partie du mobilier qui y était exposé. C'est la qua-

trième fois, depuis 1977, que cet établissement est le cible des poseurs de bombes. Un attentat à d'autre part, détruit à Corte, la voiture d'un médecin, originaire du continent.

Enfin, la villa de vacances d'un retraité de la Banque de France, habitant la région parisienne, M. Georges Bencher, située au lieu-dit Agosta-Plage, sur la rive sud du golfe d'Ajaccio, a été totalement détruite par l'explosion de deux charges d'explosif.

## Des mesures économiques, mais pas de modifications institutionnelles

L'Élysée a, dans un communiqué, rappelé les nouvelles mesures économiques prises en faveur de la Corse.

## ● Infrastructures publiques.

Un effort exceptionnel sera engagé en faveur du réseau routier. Pour la voirie départementale et communale, les subventions de l'État atteindront 6,3 millions de francs en 1980. Pour les routes nationales, l'État proposera à la région un programme contractuel de cinq ans, comportant une majoration annuelle de 8 millions de francs de crédits d'État.

## ● Développement agricole.

Des mesures seront prises pour soutenir la trésorerie des viticulteurs susceptibles de bénéficier des prochaines distillations européennes. La France va proposer à ses partenaires européens la modification du régime communautaire de la clementine, en vue de protéger la production nationale contre les importations pays tiers. Dès maintenant, le gouvernement va étudier la mise en place d'un fonds de compensation de l'agriculture.

## ● Emploi industriel.

Grâce à l'aide de l'État, une société d'électronique créera prochainement soixante emplois à Bastia. Un chantier de construction de haut niveau va être nommé pour définir et exécuter un programme de développement de la filière bois en Corse.

## ● Formation de la jeunesse.

Le gouvernement a décidé d'adopter le plan quinquennal de développement de l'enseignement secondaire et professionnel proposé par le recteur de la Corse. Les crédits d'équipement de la première année seront inscrits dans le projet de loi de finances pour 1980. Ils sont destinés à développer l'enseignement technique dans l'île, en tenant compte des besoins locaux et accordant une attention particulière aux zones rurales où les capacités de for-

mation sont aujourd'hui insuffisantes.

Le président de la République s'est assuré que les moyens seraient en place pour permettre l'ouverture de l'université de Corte à l'automne 1981, en souhaitant que priorité soit donnée à la qualité de l'enseignement et que l'île soit considérée comme son premier devoir le maintien des institutions de la République, dont la Constitution affirme qu'elle est une et indivisible. Le problème des structures régionales est un problème national.

## ● Protection et développement du littoral.

Le schéma d'aménagement du littoral de la Haute-Corse sera soumis au prochain comité interministériel d'aménagement du territoire.

## ● Transports aériens.

À la suite de critiques qui ont été exprimées par plusieurs intermédiaires, le ministre des transports prendra l'initiative d'une nouvelle concertation avec les élus et les compagnies nationales pour définir un régime de desserte aérienne qui tienne mieux compte des problèmes propres à l'insularité, sur la base d'un accord pluri-annuel. En outre, les représentants de l'État auront un conseil technique et financier de gestion de la continuité territoriale, qui sera prochainement créé et présidera le ministre des transports sur l'ensemble des problèmes de la desserte maritime et aérienne de la Corse.

Le gouvernement, prenant acte des positions émises par les représentants de l'île et d'accord pour engager une réflexion d'ensemble sur deux importants dossiers de fond : une meilleure utilisation dans une optique de rentabilité économique, de l'enveloppe financière accordée au titre de la continuité territoriale ; un réexamen, par la suite, de la base de dispositions fiscales particulières de la Corse.

Les récents événements et la situation générale de la Corse ont été évoqués.

## LA POLITIQUE DU COMPTABLE

« Assez, assez », voilà-t-on tenté de dire à la lecture de ce nouveau train de mesures économiques, de cette nouvelle distribution de crédits. La tradition est désormais bien établie : chaque fois qu'un lendemain de violence les pouvoirs publics, sans s'interroger sur les raisons de la colère insulaire, déclarent les mesures de la Corse, des mesures de la Corse, des mesures de la Corse. Un élu ne déclarait-il pas avec cynisme, avant la réunion de l'Élysée : « Nous y gagnerons toujours un peu d'argent... »

A cet égard, le chef de l'État a été un peu plus ferme vis-à-vis de ses interlocuteurs puisqu'il a refusé tout net de se laisser entraîner sur la voie de « modifications institutionnelles » qui déboucheraient sur un statut particulier pour l'île. Son projet « politique » se limite au « maintien de l'ordre public » et à l'application de la justice républicaine. Hors de l'économie, donc, pas de salut pour la Corse.

A tout le moins, M. Giscard

d'Estaing admet que l'action des pouvoirs publics a été « insuffisamment expliquée » et indique que, sur ce sujet, le gouvernement est prêt à s'exprimer devant le Parlement. La malaise insulaire se nourrit-elle seulement de ces obscurités ? Comme si, dans l'île et sur le continent, on mesurait mal l'effort financier considérable que Paris consent à la Corse.

Les choses sont pourtant claires : d'un côté, des Corse, qui, au nom de la spécificité insulaire, revendiquent le droit de gérer eux-mêmes leurs propres affaires sans pour autant renier leur appartenance à la République française ; de l'autre, des pouvoirs publics qui s'entendent, avec la connivence des élus, à mesurer leur attachement à la Corse au terme comptable. Cette manière d'agir est indigne de celui qui donne, indigne de celui qui reçoit. Elle ne garantit pas forcément des jours meilleurs.

JACQUES DE BARRIN.

## Bretagne

## Le dossier de la marée noire du Tanio

## Le président de la République donne aux élus l'assurance que les indemnités seront versées dans les meilleurs délais

Vingt-deux maires bretons ainsi que les présidents des conseils généraux du Finistère et des Côtes-du-Nord, et le président du conseil régional devaient être reçus mercredi 23 avril à 16 heures par M. Giscard d'Estaing. Ces élus dont les communes subissent depuis treize ans les conséquences de marées noires successives et de plus en plus dommageables ont voulu ouvrir devant le chef de l'État trois dossiers. Le premier concerne le règlement définitif du pétrolier posé par l'épave du pétrolier malgache l'Amis, Celle-ci, immergée par 87 mètres de fond à 50 kilomètres au nord de l'île de Batz, depuis le 7 mars, a fait l'objet d'une première série de plongées d'observations. Un mini sous-marin de 7 mètres de long, équipé de caméras et avec trois hommes à bord, a fait le tour de l'épave sur laquelle on a repéré qu'une seule fuite d'hydrocarbures avait lieu. Cette fuite devrait commencer dans les jours à venir. Il durera environ deux semaines. Mais 10 000 tonnes de pétrole resteront au fond et constitueront une menace permanente pour le littoral du nord de la Bretagne. Aussi la solution définitive ne peut-elle être que le pompage de cette cargaison. C'est vraisemblable-

ment ce que l'on promettra aux élus sans leur donner l'assurance de réussir tant les conditions sont difficiles.

La délégation bretonne parlera aussi au président de la République des indemnités qui, selon elle, sont insuffisantes et trop tardives. Le chef de l'État devrait lui assurer que les dégâts de l'Amis-Cadix, que les délais de paiement seront raccourcis au maximum. Il devait donner également des assurances concernant les crédits affectés au nettoyage du littoral.

Enfin, au-delà du Tanio, les élus bretons aborderont le dossier de la prévention et de la lutte contre les marées noires. Sur ce chapitre, M. Giscard d'Estaing pourrait leur indiquer que la France allait demander à ses partenaires européens d'élaborer une stratégie commune de la prévention.

Ces trois dossiers seront ensuite résumés en détail à Malignon au cours d'une séance de travail à laquelle assisteront M. Raymond Barre et plusieurs ministres, dont M. Jean Le Theule pour les transports, M. Yvon Bourges pour la défense nationale, M. Michel d'Ornano pour l'environnement.

## L'aménagement du territoire permet d'atténuer les effets inflationnistes de la centralisation

déclare M. Barre

Venu à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), le 22 avril, pour célébrer le deuxième anniversaire du rattachement de cet organisme au premier ministre, M. Barre a félicité chaleureusement M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire et son équipe de quelque cinquante collaborateurs pour sa « ténacité, son efficacité et son attachement à l'intérêt général ».

Le premier ministre a indiqué que cent quinze mille emplois industriels et tertiaires avaient été, en deux ans, localisés grâce à l'action de la DATAR dans les zones prioritaires.

Justifiant la politique de décentralisation, M. Barre a déclaré : « L'aménagement du territoire participe au combat économique de la France. Certains esprits voudraient soutenir que, dans la conjoncture difficile que nous traversons, cette politique est devenue une pure contrainte à la recherche de la compétitivité et de la vérité des prix. C'est une vision erronée. En luttant contre l'en-

combrement urbain, en recherchant une meilleure répartition des activités, on stimule la valorisation des ressources locales, l'aménagement du territoire contribue à mieux utiliser les moyens existants et à atténuer les effets inflationnistes de la centralisation : il participe donc, à part entière, à la politique du gouvernement ».

Estimant que « l'époque de la centralisation excessive était révolue » et que « la vitalité en profondeur qui se manifeste dans le pays ne devait pas être étouffée », M. Barre a souligné que se développent les politiques contractuelles et que les méthodes de la DATAR inspirent les autres ministères. Il a déclaré en conclusion : « La politique française d'aménagement du territoire est un acquis original. Il n'existe, en effet, aucun équivalent comparable en Europe. Elle témoigne de la volonté du gouvernement d'assurer le cadre d'une vision globale de l'évolution de notre société, un développement harmonieux et cohérent du pays s'appuyant sur l'initiative locale ».

## CORSE

1. - Une com

صلى الله عليه وسلم



# CORSE : ANNÉES 80

## 1. — Une communauté en péril de mort

par NICOLAS ALFONSI (\*)

Les dramatiques événements de Bastelica et d'Ajaccio au début du mois de janvier ont suscité, en Corse, et sur le continent, de nombreuses réactions auxquelles nous avons fait écho (« Le Monde » des 29 janvier et 11 avril). Nous continuons de le faire avec la publication d'une série de deux articles sur le problème insulaire de M. Nicolas Alfonsi, ancien député et maire (M.R.G.), de Piana, en Corse-du-Sud.

Une première constatation s'impose. Les causes de la réalité insulaire ne peuvent plus être recherchées dans les rappels étiologiques à la perte de l'Empire, à la fraude électorale, aux pieds-nus ou autres clichés régulièrement servis par les médias, faute d'une tentative d'explication plus globale.

En vérité, le seul, l'unique problème — nous l'évoquons ici même au lendemain d'Ajaccio — demeure la prise de conscience née dans les années 1965-1970 de la disparition de la communauté ou peuple corse, mais en même temps la constatation — la dernière décennie en aura apporté la démonstration — de l'impossibilité d'y porter remède en l'état actuel des structures politiques et sociales du pays.

Les causes de l'effacement de la communauté corse sont complexes. Promises à une démographie galopante au début du siècle, la Corse, peuplée de trois cent dix mille habitants, aurait pu connaître, éloignée de toute influence extérieure, un essor analogue à ses voisines de la

méditerranée. La guerre de 1914, qui lui prit vingt-huit mille de ses fils — soit le quart de la population corse actuelle — l'assimila à un ensemble économique plus vaste qui permettrait à ses enfants des promotions sociales étonnamment rapides, coupant net cet élan.

Elle aurait pu toutefois, comme ses sœurs méditerranéennes, éloignées longtemps des courants d'échanges, supporter sans perdre son identité les contraintes superficielles du monde extérieur. Mais la mutation économique qu'elle connaît à compter des années 60 rendra évanouir les dernières résistances des anciennes structures sociales. Laissant aux politiques l'apparence du pouvoir, le laisser-faire économique en fera émerger de nouvelles et l'île ne résistera pas à ce dernier assaut. Ainsi, tandis que des destins individuels s'épanouissent, un destin collectif

est évanoui. Aujourd'hui, le monde rural, qui commençait à 3 kilomètres de la côte, s'est vidé, malgré quelques exceptions, de sa substance, et l'abandon du sol est perceptible partout.

Ainsi, la langue corse, dont la disparition dans vingt ou trente ans est le véritable révélateur de cette situation, n'est plus parlée aujourd'hui même dans le monde rural par les enfants, parce qu'il n'y a plus d'enfants et c'est sur sa pointe que repose la pyramide des âges de cent mille ou de cent vingt mille Corses d'origine qui vivent encore dans une île qui compte deux cent vingt mille habitants, dont quarante mille travailleurs immigrés.

Tel est le constat. Il sous-tend deux logiques et emporte deux stratégies.

### Deux logiques

La situation bloquée que connaît l'île actuellement, et qui pour durer dix ans, n'est que le résultat de ces choix excessifs. Ce devrait être la responsabilité de la gauche insulaire que de s'efforcer de dégrader les voies et moyens d'une si difficile synthèse, si tant est qu'elle soit possible. Bornons-nous, pour l'instant, à constater qu'on en est loin.

Le pouvoir a choisi, sans doute sans machiavélisme délibéré, sa stratégie : celle du développement de l'île. Elle a sa logique. Il n'y aura plus à terme de problème corse... faute de Corses pour le poser, et la décennie qui commence risque d'être décisive.

Tirant vite vers les conséquences d'Ajaccio, il accordera en quelques mois ce que certains élus réclamaient depuis longtemps. L'adoption du principe de la continuité territoriale d'université de Corse, vers laquelle on se presse lentement : l'assainissement du climat électoral ; la bidépartementalisation, qui, par-delà les arrières-pensées, améliorera le tissu administratif de l'île, constitueront autant d'étapes d'une amélioration apparente de la situation.

Elle n'empêchera pas pour autant la violence de se développer. L'insubordination du pouvoir consistera non à la combattre avec énergie mais à lui laisser

(\*) Avocat à la Cour de Paris, ancien député de la Corse (radical de gauche).

libre cours. Une opinion de plus en plus désabusée et réfractaire aux violences imputées inconsciemment l'origine de celle-ci aux nationalistes : elle ne s'oubliera pas en mars 1978 devant les urnes. Juin 1978 verra, à l'occasion de son voyage en Corse, Valéry Giscard d'Estaing diriger toutes les conséquences de la consultation de mars. Il sera affirmé que la solidarité nationale doit être totale pour sortir la Corse du sous-développement, mais aussi que l'île est et doit demeurer une région de droit commun.

L'effort financier consenti par l'Etat est aujourd'hui, il importe de le souligner, considérable. Mais les canaux de distribution, le processus d'affectation des crédits, les bénéficiaires, qu'il s'agisse des collectivités locales ou des organismes socioprofessionnels sont trop divers et occultés dans cette société napoléonienne qu'est la Corse à ce niveau-là pour qu'on n'abandonne pas à un habile gaspillage de l'argent public et, si comme l'a souligné à Ajaccio Valéry Giscard d'Estaing, « le gaspillage, c'est encore de l'indifférence », alors nous pouvons affirmer que ce dernier sentiment doit être encore, malgré la bonne volonté qu'on peut manifester, celui qu'on éprouve pour l'île. C'est toute la contradiction de la politique actuelle de consentir un effort considérable, mais mal orienté, faute de structures politiques nouvelles pour l'assumer de l'usage des crédits et rendre cet effort efficace.

Sur le plan institutionnel, en effet, l'histoire des vingt dernières années traduit une double évolution de sens inverse. Tant que le problème autonome n'existait pas, des dispositions particulières donnaient, par touches successives, le droit à la différence, sans que personne ne songe à s'en étonner.

Les dispositions fiscales de 1962, la création du fonds d'expansion économique de la Corse (F.E.E.C.), et les dispositions fiscales de 1965, la création d'une mission pour la Corse, les dispositions particulières du projet de loi référendaire de 1969 concernant, à la différence des autres régions, un conseil régional élu au suffrage universel direct et majoritaire, reprises avec succès dans la loi de juillet 1972, constituaient autant d'éléments d'une situation de plus en plus originale.

Il aura suffi que les thèmes autonomistes, même radicaux et se développent pour qu'une évolution en sens inverse soit aussitôt amorcée par le pouvoir, la création des deux départements et l'abandon de la Corse en région de droit commun en constituant l'étape décisive.

Insitutionnisme, qu'une réforme homopathe récente a portée à vingt membres, le conseil régional n'a jamais réussi à affirmer l'originalité de la situation qui pouvait être la sienne.

Aujourd'hui, le pouvoir campe dans une attitude trileune, et s'accroche au droit commun. On a tant attendu sans promouvoir les réformes nécessaires, que la moindre velléité de changement du cadre institutionnel, fût-elle légère, apparaît à certains comme le premier maillon de la scission. Mais une raison sans doute plus profonde la conduit au maintien du statu quo. Elle postule que le règlement de la crise passe moins par des solutions institutionnelles que par le développement économique.

### Prochain article :

#### ESPOIRS INCERTAINS

## destination ISLANDE

### Pays des Amoureux de la Nature.

Découvrez l'Islande selon vos goûts et votre tempérament. Voyage indépendant ou circuit accompagné : choisissez votre formule.

Glaciers, geysers, cascades, volcans, phénomènes géologiques... En voiture ou en véhicule tout terrain, en circuit accompagné ou en expédition, en camping ou à l'hôtel. Découvrez les merveilles de l'Islande.

### ALANT'S TOURS

Spécialiste de l'Islande, vous propose l'ensemble des possibilités de découverte.

Demandez, sans engagement de votre part, la brochure « ISLANDE » harmonies islandaises 80° à votre agent de voyages ou

ALANT'S TOURS 105, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 286.19.64

## jsf grandes vacances à petits prix

### GRECE

Séjour à Née Styra 8 j. 1.722 F

### MAROC

Séjour à Al Hoceima 8 j. 1.860 F

### TURQUIE

Séjour à Istanbul 8 j. 1.950 F

Airion compris

\* 50 % de réduction sur votre semaine supplémentaire sauf juillet et août. Prix garantis jusqu'au 31/5/80.

### Des vols spéciaux A.R.

PALMA	680 F
BASTIA/CALVI	750 F
TUNIS	1.090 F
TANGER	1.090 F
ATHENES	1.290 F

Prix au 28/3/80. Acceptation d'augmentation en fonction du prix du kérosène, plus courtoisie, conditions.

### jeunes sans frontière

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 281.53.21.  
6, rue St. Louis 75004 PARIS (Métro Odéon) Tél. 325.56.35.  
10, rue du Dr. Mazet 38000 GRENOBLE Tél. 45.36.30.

### FOIRE DE PRINTEMPS DU XIV<sup>e</sup>

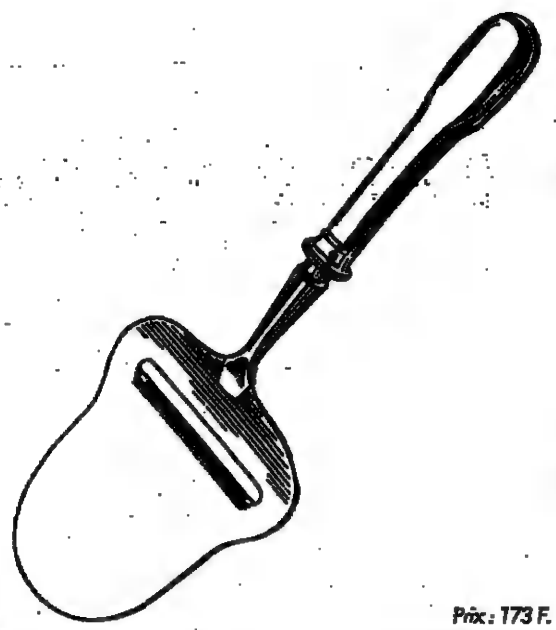
## BROCANTE

On y dîne... On y mange... On y boit...

AVENUE DU MAINE

19 au 27 AVRIL

### LA POLITIQUE DU COMPTAISE



Prix : 173 F.

Une pelle à fromage, toute nouvelle, pour couper et servir avec élégance le cantal, le comté, l'emmenthal ou le gruyère.

### Pavillon Christofle

12, rue Royale Paris  
31, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy  
Centre Commercial de Paris II  
... et maintenant Rive gauche, 93, rue de Seine

## Iles et rivages d'Orient

à bord de DANAE

15 jours à partir de 6.625 F.

au départ de Venise

Italie - Grèce - Egypte - Israël - Turquie - Yougoslavie

11 départs de Mai à Octobre

### CROISIÈRES PROUET

Renseignez-vous vite chez votre Agent de Voyages.

### votre bureau à PARIS

### G.E.I.C.A.

généraliste à l'indépendance de l'industrie du bâtiment et de l'édition

55 bis, rue de Louvre Paris 2

Tél. 296.41.12

\* Tarif pour une S&R (service courriel et après)

## SCIENCE-FICTION OU PHYSIQUE NUCLÉAIRE ?

## GIBERT JEUNE.

LIVRES, PAPETERIE, DISQUES.

LA BONNE ADRESSE POUR MIEUX CHOISIR.

Place et quai Saint-Michel. 15 bis, boulevard Saint-Denis. Paris.







de Broglie

JUSTICE

A Strasbourg

# L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se prononce contre la peine de mort

Strasbourg. — L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est prononcée, mardi 22 avril, contre la peine de mort. Plus précisément, les représentants des vingt et un pays membres (1) ont adopté une résolution recommandant aux Parlements des États dont la législation prévoit la peine capitale en temps de paix, d'y renoncer. L'Assemblée a également

adopté par 79,87 % des suffrages exprimés (108 voix contre 25, il n'y a pas eu d'abstentions) une recommandation demandant au comité des ministres de modifier la convention européenne des droits de l'homme, dont l'article 2 prévoit l'application de la peine capitale. Seule cette recommandation a donné lieu à un scrutin public.

## LA FRANCE ISOLÉE

De notre envoyé spécial

Si les débats n'ont rien ajouté d'essentiel à cette question, « usée du point de vue intellectuel », a souligné un orateur, la netteté de leur succès a surpris les abolitionnistes et démontre l'isolement de la France, seul pays à maintenir en droit et en fait la peine capitale. « Un triste record », a estimé le rapporteur, M. Carl Lidbom (social-démocrate, Suède). Un record à propos duquel M. Raymond Forni (socialiste, France), a déclaré : « J'ai honte ».

L'Assemblée du Conseil de l'Europe n'a qu'un rôle consultatif. Elle peut seulement adresser des recommandations à ses comités des ministres qui, seul, peut engager les gouvernements à s'y conformer. Le vote de mardi marque néanmoins une étape dans l'évolution de l'Assemblée, dont la commission des questions juridiques avait refusé, en janvier 1975, d'adopter un rapport sur l'abolition de la peine capitale présenté par M. Bertil Lidgard (conservateur, Suède). Le succès du nouveau rapporteur, M. Lidbom s'explique par l'évolution des mentalités et des législations dans les différents pays, mais aussi par le fait que, à la différence de 1975, la recommandation adoptée porte seulement sur l'abolition de la peine de mort en temps de paix. Six États membres sont totalement abolitionnistes, y compris en temps de guerre : l'Autriche, le Danemark, l'Islande, le Luxembourg, la Norvège et la République fédérale d'Allemagne.

Sept des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe maintiennent la peine capitale pour des crimes commis en temps de paix : la Belgique, Chypre, la France, la Grèce, l'Irlande, le Liechtenstein et la Turquie. De ces sept États, un seul l'applique encore : la France, où la dernière exécution a été celle d'André Dandoulis en 1977. Il faut remonter à 1964 en Irlande pour une exécution et à 1972 en Grèce, sous le régime des colonels. Le débat, malgré les apparences, n'a rien de théorique, ce qui explique cet appel lancé par M. Lidbom, dans leur langue, aux représentants français : « Nous,

les députés de nombreux pays européens qui nous sommes profondément attachés à la France, à sa langue, à sa culture et à ses traditions, et qui aimons voir la France constamment en première ligne dans la lutte pour la liberté et pour les droits de l'homme, nous sommes stupéfiés et navrés de voir la France se déshonorer par ce triste record ».

Sur les trente-huit parlementaires qui ont pris la parole, sept seulement ont exprimé leur opposition aux résolutions qui leur étaient soumises. Autour d'un amendement qui n'a pas été mis aux voix, M. Muammer Aksoy (parti républicain du peuple, Turquie) a plaidé en faveur du maintien de la peine capitale dans les pays où « des personnes sont sans

## LE VOTE DES FRANÇAIS

Strasbourg. — Sur les dix-huit représentants français à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, treize ont pris part au vote. Sept se sont prononcés en faveur de la recommandation demandant la modification de la convention européenne des droits de l'homme qui prévoit l'application de la peine capitale : dix socialistes (MM. Gilbert Bélin, Noël Berrier, Maurice Brugnon, Raymond Forni, Georges Le-moigne, Lucien Pigeon) et deux U.D.F. (MM. Jean-Marie Caro et Emile Koehl).

Cinq ont voté contre : deux R.P.R. (MM. Bernard Talon et Jean Valière), un apparenté R.P.R. (M. Emile Besset), un U.D.F. (M. Gabriel Péroin) et un membre de l'Union centriste des démocrates de progrès (M. René Jégou).

Les communistes, qui ne sont pas intervenus, n'ont pas non plus — n'étant pas en séance — pris part au vote, bien qu'ils aient fait savoir qu'ils s'associaient à cette recommandation.

cesse assassinée (...) pour leurs opinions politiques ».

Le caractère d'usage du châtiment suprême, le poids de l'opinion prétendument abolitionniste et la montée du terrorisme en Europe ont été les principaux arguments le plus souvent en faveur de cette thèse. A quel des aversaires de la peine capitale ont répondu, comme M. Emile Koehl (U.D.F., France), que « la théorie de l'insécurité apparaît comme la justification rationnelle d'une passion ». Le vote de M. Koehl en faveur de l'abolition, comme celui de ses collègues européens conservateurs et centristes, qui se sont prononcés dans le même sens, montre que ce choix relève, ainsi que l'ont souligné plusieurs orateurs, moins de la science que d'une conviction morale et de l'opportunité politique.

Le vote de l'Assemblée est d'avantage qu'un vote pieux. Il met en relief une contradiction de la convention européenne des droits de l'homme, dont l'article 2 prévoit que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains dégradants », mais dont l'article 3 demande la modification, déclare : « La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sans en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi ».

Même si cette recommandation a peu de chances d'aboutir immédiatement, elle rendra difficile la position de la France, qu'elle vise au premier chef, lors de la réunion des ministres de la justice des « vingt et un », les 20 et 21 mai à Luxembourg. Au cours de cette réunion, les ministres doivent notamment discuter, à l'instigation de leurs collègues autrichien et allemand, d'un texte demandant la suppression de la peine capitale.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, France, République fédérale d'Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni.

## FAITS DIVERS

### QUARANTE-HUIT MORTS CET HIVER DANS LES ALPES

## Un nombre croissant de skieurs s'aventurent hors des pistes

Quarante-huit personnes ont trouvé la mort dans les Alpes au cours de la saison de ski. Ces accidents sont dus moins aux avalanches qu'au comportement des skieurs, dont un nombre croissant de skieurs à emprunter des itinéraires hors pistes.

De notre correspondant

Grenoble. — De plus en plus fréquentée l'hiver par les alpinistes et les skieurs, la montagne est en passe de devenir tout aussi meurtrière qu'au cours de l'été. Quarante-huit morts ont été recensés dans les départements de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Isère et des Hautes-Alpes, depuis le 15 novembre. Quarante personnes ont été tuées alors

qu'elles escaladaient des sommets, dix-huit randonneurs et skieurs hors pistes ont été victimes d'avalanches, douze skieurs sont morts après des chutes dans des couloirs, des ravins ou des crevasses, un skieur a disparu.

Même sur les pistes balisées, de graves accidents se sont produits, entraînant la mort de trois skieurs. L'un d'eux a péri d'une hémorragie à la suite de blessures provoquées par les carres de ses skis. Enfin, plusieurs skieurs ont été grièvement blessés après de violentes collisions survenues sur des pistes. On peut estimer à près de vingt mille le nombre des

accidents qui sont survenus cet hiver dans les stations françaises qui ont accueilli environ quatre millions de skieurs. L'hôpital sud de Grenoble, qui s'est spécialisé depuis les Jeux olympiques de 1968 dans le traitement des lésions dues à des accidents de ski, a reçu, entre le 30 décembre 1979 et le 15 avril 1980, neuf cent quatre-vingt-seize personnes victimes de fractures, d'entorses, de luxations ou de traumatismes divers dus à la pratique du ski alpin ou de ski de fond.

Cette dernière discipline, qu'on présente généralement comme une activité sportive sans danger, s'est révélée cet hiver beaucoup plus périlleuse qu'on l'imagine. Pendant la saison 1975-1976, sur les neuf cent cinquante skieurs soignés dans les services du professeur Henri Besset, à l'hôpital sud de Grenoble, quatre seulement avaient été victimes d'accidents de ski de fond. Ils sont cet hiver cent vingt-cinq sur les neuf cent quatre-vingt-seize personnes hospitalisées à la suite d'accidents de ski.

Seuls en définitive, les skieurs pratiquant le ski hors pistes ont été victimes de cet hiver de la neige ou ont été emportés par des avalanches qu'ils avaient déclenchées. Le beau temps qui a régné en montagne, notamment pendant le mois de février et pendant une partie des vacances de Pâques, a conduit de nombreux skieurs à déserter les « pistes-boulevard » des stations et à s'engager dans des itinéraires de haute montagne, ordinairement peu fréquentés pendant cette période.

On estime à environ soixante mille les adeptes du « hors pistes » et de la randonnée qui recherchent chaque hiver le dépaysement, l'aventure et l'effort. L'association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver rappelle récemment que « ce n'est pas sans raison que les stations ont investi des millions dans l'aménagement de pistes balisées, pour leur entretien et la sécurité ». La surfréquentation de celles-ci, le coût toujours plus élevé des forfaits remonte-pentes, enfin le haut niveau technique de nombreux skieurs, conduisent ceux-ci à tenter « l'aventure » hors pistes et de la randonnée et les engagent ainsi dans des itinéraires difficiles de haute montagne. Mais beaucoup ignorent tout de la structure du manteau neigeux et de ses mouvements, se laissent ainsi surprendre par des avalanches. Pendant l'hiver, la haute montagne n'échappe plus, depuis quelques années, à l'assaut des passionnés d'espaces vierges, à l'écart des zones urbaines.

CHARLES MARQUES.

CLAUDE FRANCHILLON.

# Copieur Océ 1700 : comment le caïd européen s'est imposé aux States.

Il est arrivé sûr de lui, sûr de sa position de leader Européen. Puis il leur a sorti le grand jeu. Il leur a fait admirer sa construction modulaire qui permet un large éventail de possibilités. Il proclama tout haut, qu'il était le système de photocopie tout à fait adapté à leurs besoins, qu'ils soient de 3 000 ou de 50 000 copies par mois.

Tout le monde comprit très vite que l'Océ 1700 était le copieur idéal pour débiter, qu'il pouvait grandir en même temps que leurs besoins et qu'avec tous ses accessoires on obtenait de lui tout ce qu'on voulait sans aucune dépense inutile. Il ajouta à leur intention

qu'il était le premier copieur papier ordinaire conçu et créé en Europe par une Société Européenne, c'est-à-dire Océ.

Depuis, un nombre important de Océ 1700 a été placé aux U.S.A., la patrie mère du photocopieur. Car en plus de ses qualités, celles de ses copies restent inégalées. Son noir est franc, son blanc parfait et sa gamme de gris, une merveille.

Mais ce qui plut beaucoup également, c'est sa fiabilité remarquable, son design ergonomique qui le rend pratique et facilite les opérations.

Il n'est pas toujours facile de résister au top de la technologie Européenne.



Je souhaite recevoir gratuitement ☐ Une documentation Océ ☐ Des informations sur les possibilités de placement, vente et location.

NOM \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Ecrire ou téléphoner à : Christiane Philippe "Océ-Photos" - Division de Océ France S.A.  
27, rue Cuvier 93107 Montreuil - Tél. 374.11.35



**ANGLETERRE**  
3 formules

1. **Formule 1** : 12 semaines d'anglais intensif, 12 semaines de français, 12 semaines de culture anglaise. Total : 36 semaines.

2. **Formule 2** : 12 semaines d'anglais intensif, 12 semaines de français, 12 semaines de culture anglaise. Total : 36 semaines.

3. **Formule 3** : 12 semaines d'anglais intensif, 12 semaines de français, 12 semaines de culture anglaise. Total : 36 semaines.

**BRITISH EUROPEAN CENTRE**  
5, rue Richelieu - 75002 Paris - Tél. : 504.18.11

Adultes, étudiants, élèves

**Se perfectionner, ou apprendre la langue anglaise**

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA FIC**

Cours avec explication en français

Documentation : **EDITIONS DISOYER**, BICM, 8, rue de Berny - 75008 Paris

**APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**

**COURS SPECIAUX D'ETE**

1. **Formule 1** : 12 semaines d'anglais intensif, 12 semaines de français, 12 semaines de culture anglaise. Total : 36 semaines.

2. **Formule 2** : 12 semaines d'anglais intensif, 12 semaines de français, 12 semaines de culture anglaise. Total : 36 semaines.

3. **Formule 3** : 12 semaines d'anglais intensif, 12 semaines de français, 12 semaines de culture anglaise. Total : 36 semaines.

**BRITISH EUROPEAN CENTRE**  
5, rue Richelieu - 75002 Paris - Tél. : 504.18.11

Adultes, étudiants, élèves

## ÉDUCATION

### LE MOUVEMENT DE SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

#### Nouvelle intervention de la police à l'université de Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. — Les forces de police ont fait évacuer mercredi 23 avril, à 3 h. 30, le bâtiment administratif de l'université scientifique et médicale (Grenoble-I), situé sur le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères. Les locaux avaient été réoccupés la veille par le comité de coordination de grève des trois universités grenobloises et par trois cents étudiants, qui manifestaient ainsi leur soutien aux étudiants étrangers. C'est la seconde fois en quinze jours que la police intervient sur le campus (le Monde du 11 avril).

Dès mardi matin, le campus de Grenoble était en effervescence. Sur les pelouses du campus, deux mille étudiants attendaient que le président de l'université scientifique et médicale, M. Gabriel Cau, ait accepté d'ouvrir les portes de l'amphithéâtre Louis-Weill afin de pouvoir tenir une assemblée.

Les deux mille étudiants présents votèrent la grève générale sur le campus, la mise en place de piquets de grève dans les U.E.R. non grévistes. Enfin, à huis clos, le comité décida de réoccuper le bâtiment administratif de sciences.

Un incident se produisit mardi à 16 h. 30 lorsqu'un vigile accompagné d'un chien berger allemand renversa avec sa voiture trois étudiants qui furent blessés aux jambes et transportés à l'hôpital, où leur état n'est pas jugé grave.

Quant aux étudiants, ils prenaient aussitôt possession des locaux administratifs et décidaient de les occuper jusqu'à l'intervention des forces de police. À la demande

de M. Cau, qui avait reçu auparavant le soutien des deux autres présidents d'université (Grenoble-II et Grenoble-III), l'opération de police fut conduite au cours de la nuit. Une douzaine d'étudiants étrangers et une vingtaine d'étudiants français, qui étaient restés volontairement dans le bâtiment, ont été conduits à l'hôtel de police. Une procédure a été engagée à leur encontre.

Lors d'une réunion qui a eu lieu mardi soir, les présidents des trois universités grenobloises et le président de l'institut national polytechnique ont qualifié le mouvement des étudiants grenoblois de « suicidaire et irresponsable ».

« Si les cours ne reprennent pas dans le courant de la semaine prochaine, aucune session d'examen ne sera organisée en juin », ont précisé les quatre présidents. Ils ont d'autre part rappelé qu'une cinquantaine d'étudiants étrangers seulement sur les deux cent dix-huit convoqués le 24 mars dernier pour l'examen de français devront passer obligatoirement cette épreuve.

CLAUDE FRANÇILLON.

#### les ordinateurs à l'école

**pourquoi? comment? à suivre**

dans la première revue qui répond à ces questions

**EDUCATION & INFORMATIQUE**

Abonnement 1 an 95 F - Librairie Fernand Nathan, 3, rue Mâchain 75576 Paris Cedex 14

### Libres opinions

#### Réflexions d'un « déconnecté »

par ANDRÉ HENRY (\*)

CERTES, le ministre de l'éducation nationale n'a pas le beau rôle face à l'action revendicative de masse qui se développe en cette fin du mois d'avril, sous l'impulsion de la FEN. Il est de plus en plus clair que les parents d'élèves d'abord, la masse de l'opinion publique ensuite, comprennent, approuvent et appuient les grèves qui ont été décidées, même si celles-ci comportent des désagréments. Et la FEN apparaît de plus en plus dans le pays comme la seule organisation capable de mobiliser sur une grande échelle les travailleurs qu'elle représente, en créant, de surcroît, autour d'elle un large mouvement d'unité.

Mais le gouvernement ne doit s'en prendre qu'à lui-même de cet aboutissement de sa politique, qui confond accueil et instruction avec éducation et formation. Si le ministre de l'éducation nationale était logique avec lui-même, il exigerait du gouvernement les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de qualité de l'enseignement, puisque aussi bien il avait lui-même repris à son compte, il y a quelques semaines, cette idée force d'amélioration qualitative que la FEN défend depuis tant d'années.

Mais il y a loin des mots aux actes, et les syndicalistes de la FEN, qui sont des gens de dialogue et de concertation, n'apprécient pas les premiers lorsqu'ils sont assortis des seconds.

Impuissant devant une action syndicale de grande ampleur, le ministre parle de sanctions : son discours est un peu court et trahit une attitude d'assèchement. Chacun sait, de surcroît, que les menaces ne feront que renforcer notre détermination. La totalité des personnels d'éducation, de recherche et de culture est mobilisée : chacun d'eux entend exercer son droit de grève inscrit dans la Constitution, et des consignes précises ont été données par la FEN pour que ce droit soit partout respecté. Que le ministre évite donc, par dignité pour sa fonction, d'user d'un discours biaisé pour remettre en cause ce droit de grève, et qu'il réserve sa fermeté pour son collègue des finances.

Demander au gouvernement de faire preuve de lucidité, de ne pas sacrifier l'avenir de la jeunesse et de la nation aux difficultés d'aujourd'hui, souligner que le devenir économique de la France exige que soit préparée pour un avenir à court terme sa capacité à exporter l'innovation, c'est-à-dire que priorité soit donnée aujourd'hui aux actions d'éducation et de formation, est-ce tenir un langage du passé ?

La FEN n'a mis en avant qu'une seule revendication, mais elle est soignée : « améliorer la qualité du service public ».

Nous n'édigeons pas tout, ni tout de suite : nous demandons que le gouvernement prenne enfin conscience des motivations profondes de notre protestation, et que des discussions s'ouvrent pour que nos propositions soient examinées : disparition des classes trop chargées qui concernent encore plus de deux millions d'élèves, création d'équipes éducatives actives dans les écoles et les établissements avec plus de maîtres qu'il n'y a de classes, développement d'une éducation spécialisée intégrée au service des jeunes handicapés, réduction du nombre d'élèves pour que les établissements deviennent des communautés éducatives à visage humain, réorientation d'un service social et de santé scolaire et universitaire digne de ce nom, amélioration de la formation initiale pour tous, organisation de la formation continue pour l'ensemble des personnels, dotation suffisante des établissements et des universités en postes de service technique, de gestion, d'administration, de techniciens de laboratoire, de bibliothécaires, développement de l'éducation physique et sportive, et de l'éducation culturelle considérées comme des dimensions fondamentales de l'éducation, extension de la recherche en éducation, etc.

Ce ne sont là que quelques-unes des propositions avancées par la FEN et qui sont en prise avec les exigences et avec les réalités de notre temps. Notre fierté est d'en être les porteurs militants, dans une période où la jeunesse de ce pays a tant besoin de croire dans son avenir.

Que les ministres qui ont en charge l'éducation et la formation, et principalement celui de l'éducation nationale, essaient de comprendre que ces revendications de qualité couvrent la voie aux changements de progrès. C'est en les rejetant obstinément qu'ils font le jeu de ceux qui souhaitent que rien n'évolue. Ce sont eux qui sont « en retard d'une guerre ».

(\*) Secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

## Nous pensons que les jeunes ont déjà assez de problèmes avec les maths pour en avoir avec leur calculatrice.

C'est dur, les maths ! Mais si, en plus, votre calculatrice vous pose des problèmes d'utilisation à chaque calcul, alors... La grande supériorité des calculatrices électroniques Texas Instruments, c'est qu'elles ont été spécialement conçues en vue de répondre aux besoins des jeunes. Et de leurs professeurs.

Des calculatrices faciles à vivre : l'AOS.

A quoi servirait de faire les calculatrices les plus performantes si l'accès devait en rester fermé au plus grand nombre ?

Une calculatrice se doit donc d'être adaptée aux conventions des mathématiciens : le calcul algébrique. La Notation Algébrique Directe, brevetée sous le sigle AOS (Algebraic Operating System) par Texas Instruments permet à l'élève d'introduire dans la calculatrice les données et les opérations comme elles sont écrites sur le papier... Comment mieux faciliter sa tâche ?

Des calculatrices à très haute puissance. Pour exemple, ne prenons que la TI 57. Voilà une calculatrice qui dispose de toutes les fonctions

mathématiques, des fonctions statistiques et d'une capacité de programmation qui va permettre à l'élève de maîtriser vite et facilement les bases de l'informatique. On comprend pourquoi la TI 57 est, à son prix, la calculatrice programmable la plus vendue en France !

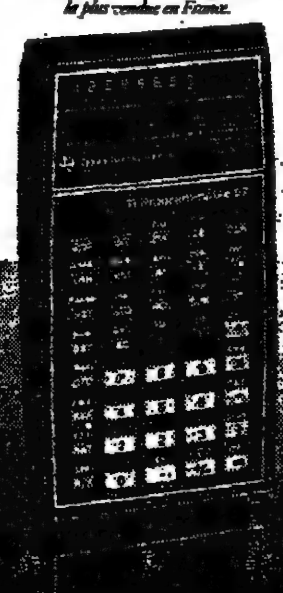
Des calculatrices à grandes performances. A petit prix.

Premières calculatrices scientifiques sur le marché sous le double rapport de la puissance de calcul et de la simplicité d'emploi, les calculatrices électroniques Texas Instruments restent également sans concurrence quant au prix. Sachez simplement que la TI 30, calculatrice scientifique la plus vendue au monde, vous est aujourd'hui proposée à moins de 120,00 F !

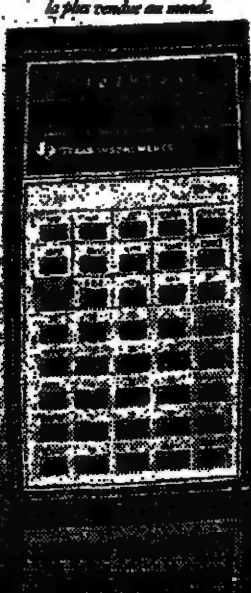
Calculatrices Scientifiques Texas Instruments. C'est rassurant, des calculatrices qui ne posent pas de problèmes à tous les calculs.

**TEXAS INSTRUMENTS**  
L'électronique facile à vivre.

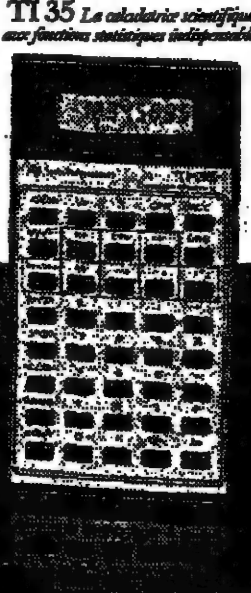
TI 57 La calculatrice programmable la plus vendue en France.



TI 30 La calculatrice scientifique la plus vendue au monde.



TI 35 La calculatrice scientifique aux fonctions statistiques indépendantes.



TI 38 La calculatrice scientifique conçue pour les concours.



محکمات الأصل



**Réflexions d'un « déconnecté »**

[illegible]

## Le congrès du SGEN-C.F.D.T. adopte à une faible majorité le rapport d'activité de son secrétaire général

de se faire reconnaître comme interlocuteurs par la puissante Fédération de l'éducation nationale (FEN), alors que, selon eux, le SGEN, syndicat minoritaire (il compte dans les divers secteurs, de l'école maternelle à l'Université, soixante-dix mille adhérents), peut être efficace seul. Mais, à travers la direction actuelle du SGEN, ce sont aussi les responsables de la C.F.D.T. qu'ils critiquaient, et toujours selon eux, le « coupable » recensement de cette organisation.

reventenditions traditionnelles ou, pire à leurs yeux, pour participer à des négociations avec le ministère de l'Intérieur, les délégués des académies de Caen, Créteil et Rouen, les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Culture ont, cependant, été si manifestés lors du des congrès fédéral de la C.F.P.T. de Brest, en refusant la concertation avec les parents, les professeurs, le patronat, et en privilégiant les « actions offensives ».

Les enseignants ont certains sont d'anciens membres des mouvements d'extrême gauche, ont été pris à partie par M. Lépinay, qui reproche de ne pas avoir vu le problème des fermetures de classe lié à la carte scolaire, de ne pas avoir fait l'apport de forces favorables à la scolarisation des « enfants parents », enseignants, élèves et souvent syndicats ouvriers, de ne pas avoir fait la politique du gouvernement.

Pour le secrétaire général, que

« Je ne suis pas le rapporteur de la commission, mais je suis mandaté, contre 30,04 % d'absentéisme nationale, de faire un rapport politique en partie d'une équipe de 15 personnes, dont 12 sont membres du SGEN de la région parisienne. Je me suis représenté à la SGEN de la région parisienne, assistant de loi à la continuation d'un mouvement qu'ils ont largement contribué à créer. »

**SERGE ROLLOCH.**

(1) A Grenoble, en 1977, le rapport d'activité avait été adopté par 52,06 % des mandats, 4,92 % s'étaient portés contre, 34,92 % s'étaient abstenus et 8,10 % avaient refusé de prendre part au vote.

Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, a présenté au conseil des ministres ce mercredi 23 avril, une communication sur « la carte universitaire des formations du troisième cycle ».

Les universités ont dû présenter avant le 15 décembre 1979 leurs demandes d'habilitation. Celles-ci ont été examinées par des groupes d'experts, constitués *« unilatéralement par le ministère »*, affirment les syndicats. Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNER) devrait examiner entre la mi-mai et la mi-juin leurs conclusions. Les habilitations prendraient effet à la rentrée universitaire d'octobre prochain.

En outre, la pratique du « double sceau » (coopération entre deux universités pour délivrer un même D.E.A.) serait abandonnée. Le ministère souhaitant que les coopérations continuent, mais qu'un seul établissement ait la « maîtrise de l'ouvrage ». Le

SGEN et le SNE-Sup., de même que certains présidents, redoutent la « marginalisation » de certaines universités, ou leur réduction à des centres préparant les premiers et deuxième cycles.

« A notre époque, dans la capitale de la France, l'organisation de la restauration scolaire ne peut conserver son caractère d'œuvre de « bienfaisance. » Cette phrase résume les conclusions que le conseil départemental de Paris de la fédération de parents d'élèves Corneé tire d'une enquête sur les cantines scolaires qu'il a menée auprès de soixante écoles maternelles ou élémentaires de la capitale. En publiant les résultats de cette enquête sous le titre Le Livre noir des cantines scolaires de Paris, la Fédération Corneé affirme qu'à côté d'aspects satisfaisants dans la restauration des écoliers parisiens, d'autres « plus nombreux » sont « inacceptables ».

Si, dans 80 % des cas, les baves des enfants n'ont pas de conséquences néfastes, le fait que pour des tables est le plus souvent adoptée à la taille des enfants, c'est surtout le bruit pendant les repas qui est le plus gênant.

Le document, dans 85 % des cas étudiés, il n'y a aucune insonorisation. Des exemples sont donnés où le niveau sonore est supérieur à celui d'un mètre d'une scie à bois ou d'une presse à découper. « Après trente minutes d'exposition à un bruit de ce type, les enfants ont besoin de repos pour récupérer la totalité de la perception auditive. »

Et de conclure : « Les repas... »

Le conseil départemental de Paris de la Fédération Correc demande de nombreuses améliorations : en équipements (insonorisation, sanitaires, etc.) ; en horaires ; et en contrôlant la qualité des repas notamment. Il conclut en reconnaissant que « plusieurs écoles de construction récente ont des conditions de restauration qui les rapprochent de ce que devraient être de véritables restaurants d'enfants dignes de leur statut. »

Mais il ajoute que « ce qui est possible là doit l'être pour tous les enfants parisiens. »

La capacité d'accueil des restaurants scolaires à Paris n'est pas suffisante. Les parents le savent, et fait apparaître qu'en plusieurs endroits l'inscription d'enfants s'est faite sans que les parents aient été avisés, lorsque les deux parents ne travaillent pas. La proportion d'enfants qui fréquentent régulièrement les restaurants scolaires tend à augmenter : elle est de 45,5 % selon l'enquête, contre 25 % en 1970-71, et 30,7 % en 1977, d'après la Ville de Paris.

Les tarifs constatés (soixante-dix à quatre-vingts prix différents) s'échelonnent de la gratuité à 850 F par repas. Les tarifs grossissent avec le confort et le confort, comme un foyeur et non un droit. Le mode de paiement est en général au mois ; ici, une grande souplesse est

● **Un sondage sur les Français et l'école.** 46 % des mille personnes, plus de dix-huit ans, interrogées par la Soifres pour le journal *Midi libre*, déclarent ne pas être très satisfaites de l'institution scolaire et de son fonctionnement. Pour 57 % des personnes interrogées, il y a trop d'élèves dans les classes ; les rythmes scolaires ne sont pas adaptés aux élèves, pensent 30 % d'entre elles. L'école doit d'abord préparer la vie professionnelle, estiment 46 % ; 47 % attachent de l'importance à la formation de la personnalité. 30 % des personnes interrogées ont répondu : « Je ne sais pas ». Les moins compétents, et 41 % moins consciencieux que ceux qu'elles ont connus à leur époque.

# L'ASSISTANCE AVIS: ELLE BAT SAINT CHRISTOPHE.



# UNESCO

## La conférence générale examinera un projet de « programme international pour le développement de la communication »

Réunie à Paris du 14 au 21 avril, la conférence intergouvernementale de l'UNESCO consacrée aux problèmes de l'information et des communications a décidé de créer un « programme international pour le développement de la communication ». Cette décision devra être entérinée lors de la prochaine conférence générale de l'UNESCO, en septembre, à Belgrade.

La décision de créer ce programme, obtenue « par consensus » comme l'a souligné le président de la conférence, M. Mustapha Masroufi, a une nouvelle fois opposé le groupe des « 77 » (non alignés) à plusieurs États occidentaux, et en particulier les États-Unis. Ces derniers ont dû accepter que l'UNESCO garde la maîtrise complète du programme, alors qu'ils avaient précédemment un « comité directeur composé de partenaires égaux, dont l'UNESCO ».

Le groupe des « 77 » a dû renoncer à la création d'un fonds d'aide au développement de la communication. La majorité des 121 États représentés à la conférence s'est ralliée au « programme », notion moins contrai-

gnante qu'un « fonds » puisqu'il permet d'apporter une aide sous de multiples formes et pas seulement en argent.

Ce programme international a pour but d'aider les pays en développement, sur leur demande, à élaborer et mettre en œuvre leurs plans de développement de l'information et de la communication, qu'il s'agisse de radio, de télévision, d'agences de presse, d'imprimeries ou de réseaux téléphoniques.

Le programme serait coordonné par un conseil intergouvernemental composé de trente-cinq États membres, « élus sur la base d'une représentation géographique équilibrée » par la conférence générale de l'UNESCO. Le conseil ne sera responsable que devant la conférence générale. L'administration des fonds alloués au programme et les affectations aux projets de son choix.

« Il reste maintenant à passer des intentions aux actes », a dit dans son discours de clôture le directeur général M. Mbow, chargé de présenter les recommandations à la conférence générale de Belgrade.

# SCIENCES

## Nouvel appel d'offres des pouvoirs publics pour la création de banques de données automatiques

La Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST) lance un nouvel appel aux propositions pour la mise sur pied de banques de données automatiques (1) dans les secteurs d'activités les plus variés (scientifique, technique, économique, financier, réglementaire, etc.). M. Jacques Michel, directeur de la MIDIST, a indiqué, mardi 22 avril, au cours d'une conférence de presse, que l'appel d'offres similaire lancé en 1979 avait suscité 75 propositions, parmi lesquelles 19 ont été retenues. Ces projets s'appliquent au domaine industriel et scientifique (compositions et propriétés des matières plastiques, données auxiliaires, données liquides, par exemple), au domaine médical (données sur l'hypertension, les maladies, les produits, les méthodes utilisées en biologie médicale, entre autres), au domaine agricole (données sur les médicaments vétérinaires et la sylviculture tropicale, notamment), ou en économie et sciences humaines (informations écono-

miques régionales sur le triangle Lyon-Chambéry-Grenoble, données sur l'activité industrielle, par exemple).

Comme les projets retenus en 1979, les propositions nouvelles qui seront jugées intéressantes recevront un soutien financier maximal de 150 000 francs pour une durée de un an. Après un bilan réalisé au terme de cette première période de fonctionnement sera éventuellement décidée la poursuite ultérieure du soutien financier public.

En plus de ce soutien apporté au lancement de nouvelles banques de données, la MIDIST a fait fréquemment de l'information de banques de données existantes, ou de l'ouverture au public de banques privées fonctionnant déjà. La MIDIST soutient, a rappelé M. Michel, la création de banques de données existantes, ou de l'ouverture au public de banques privées fonctionnant déjà. La MIDIST soutient, a rappelé M. Michel, la création de banques de données existantes, ou de l'ouverture au public de banques privées fonctionnant déjà.

(1) Il s'agit ici de « banques de données factuelles », donnant directement accès à l'information « utile », par opposition aux banques de données bibliographiques (ou bases de données) qui ne renvoient qu'à des publications écrites.

# MÉDECINE

## ÉLECTIONS À L'ACADÉMIE

### Les professeurs Lechat, Guillemain et Mach

Lors de sa séance du mardi 22 avril, l'Académie nationale de médecine a élu, dans la quatrième section (sciences biologiques, physiques, chimiques et naturelles), un membre titulaire, le professeur Paul Lechat, et deux associés étrangers, les professeurs Roger Guillemain (États-Unis) et René Mach (Genève).

[Né le 14 décembre 1929 au Mont, le professeur Paul Lechat a été nommé pharmacien des hôpitaux de Paris en 1954. Docteur en médecine en 1955 et docteur en pharmacologie en 1958, il a principalement travaillé sur les problèmes de pharmacologie cellulaire (action des médicaments sur cultures de cellules cardiaques et sur l'analyse au niveau cellulaire de phénomènes inflammatoires) et la toxicité des médicaments. Expert de l'O.M.S., le professeur Lechat est directeur de l'Institut de pharmacologie et professeur à la faculté de médecine de Lariboisière.]

[Né à Dijon en 1924, le professeur Roger Guillemain a obtenu son doctorat en médecine à Lyon en 1949 avant de devenir successivement assistant de recherche à l'université de Montréal puis professeur assistant de physiologie au Baylor College of Medicine de Houston (Texas). Il travaille actuellement au sein de l'Institut de San-Diego (Californie).]

Prix Nobel de physiologie et de médecine 1977 pour ses travaux sur les hormones ovariennes, le professeur Roger Guillemain est actuellement directeur de l'Institut de pharmacologie et professeur à la faculté de médecine de Lariboisière.

**5 vitesses - 8 CV ou Automatique 3 rapports/6 CV**  
**HONDA PRELUDE**  
Toit ouvrant électrique  
**JAPAUTO**  
Concessionnaire exclusif: 27, av. de la Grande Armée - Tél. 500.14.51

# SPORTS

## MALGRÉ DE NOUVELLES PRISES DE POSITION POUR LE BOYCOTTAGE

### Les dirigeants du mouvement sportif tentent de sauver les Jeux de Moscou

En dépit des menaces qui s'accroissent sur les Jeux olympiques de Moscou, les dirigeants du mouvement sportif international (présidents des fédérations et C.I.O.) qui sont réunis à Lausanne, s'efforcent, nous indique notre envoyé spécial, de sauver ce qui peut l'être encore. C'est ainsi que, à l'unanimité, les fédérations internationales des sports olympiques ont adopté, mardi 22 avril, une motion qui condamne le boycottage.

Ce texte — dont la rédaction a été confiée au prince Philip, duc d'Edimbourg, président de la Fédération internationale des sports équestres qui, à titre personnel, n'a pas à Moscou — invite les fédérations nationales à favoriser la participation des sportifs.

Les membres de la commission exécutive du C.I.O., qui semblent nier la gravité de la crise, poursuivent leurs consultations. Après les comités olympiques européens, lundi, et les fédérations internationales, mardi, ils devaient entendre ce mercredi le comité olympique américain. Lord Killanin, président du C.I.O.,

devait ensuite faire le point ce mercredi 23 ou jeudi 24.

Dans un message au président du C.I.O., M. Jimmy Carter explique sa position mais l'assure qu'il s'opposera au transfert de la responsabilité des Jeux à l'UNESCO, car le président des États-Unis « croit en la valeur du mouvement olympique international ».

■ Au CANADA, le gouvernement a annoncé, mardi, qu'il était favorable au boycottage. Le comité olympique canadien, qui y était opposé, se pliera sans doute à cette recommandation.

■ En REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, au cours de la réunion du conseil des ministres, le gouvernement s'est prononcé pour le boycottage, mercredi 23 avril. Conformément à ce qui était attendu, le gouvernement a adressé une recommandation dans ce sens au Comité national olympique (C.N.O.) qui se prononcera le 15 mai. Le chancelier Helmut Schmidt devait ensuite s'en expliquer au Bundestag. Toutefois, le gouvernement fédéral contribuera comme conve-

nu aux demandes financières de son comité national olympique et lui fera parvenir 4 millions de deutschemarks pour « frais de voyage » au cas où les sportifs décideraient de participer.

Sur le thème « L'olympisme vit », soixante-trois sportifs ouest-allemands de haut niveau ont participé lundi, à Dortmund, à une manifestation à laquelle assistaient environ cinq mille personnes, en faveur des Jeux de Moscou.

■ EN FRANCE, la Fédération des sports équestres a annoncé officiellement, mardi 22 avril, qu'elle n'enverrait pas de cavaliers à Moscou. De son côté, M. Maurice Herzog, ancien secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports et membre du C.I.O., a estimé, dans une interview à FR3-Bourges, que « la participation française aux Jeux de Moscou allait devenir très difficile ». S'il ne doit y avoir que des pays socialistes, je ne pense pas que la participation de la France sera utile et surtout démonstrative en ce qui concerne les performances sportives ».

## LE GOUVERNEMENT CANADIEN SE PRONONCE POUR LE BOYCOTTAGE

De notre correspondant

Montréal. — Le gouvernement canadien a annoncé, mardi 22 avril, qu'il était favorable au boycottage des Jeux de Moscou et qu'il ne modifierait sa position que si l'Union soviétique faisait « un geste satisfaisant » à propos de l'Afghanistan. La ministre des affaires extérieures, M. Mari Mac Guilan, a indiqué que les athlètes canadiens pourraient participer à titre personnel aux compétitions olympiques mais qu'ils n'auraient pas l'appui moral ni financier de leur gouvernement.

M. Mac Guilan a expliqué qu'il s'était rallié au boycottage après des consultations avec ses collègues d'autres pays, en particulier d'Allemagne fédérale. Lors des cérémonies marquant l'indépendance du Zimbabwe, la semaine dernière, le ministre canadien se serait assuré le soutien de plusieurs gouvernements. « Nous avons convaincu des pays du tiers-monde et des pays occidentaux de se prononcer en faveur du boycottage », a-t-il déclaré, et certains d'entre eux vont annoncer leur position dans les prochains jours. « Au cours des semaines précédentes, le premier ministre canadien a été très assuré le soutien de plusieurs gouvernements. »

« Nous avons convaincu des pays du tiers-monde et des pays occidentaux de se prononcer en faveur du boycottage », a-t-il déclaré, et certains d'entre eux vont annoncer leur position dans les prochains jours. « Au cours des semaines précédentes, le premier ministre canadien a été très assuré le soutien de plusieurs gouvernements. »

Le ministre canadien des sports, M. Gerald Regan, a indiqué qu'il étudierait la possibilité d'organiser des compétitions au Canada dans « deux ou trois disciplines sportives » et que plusieurs pays faisaient de même. M. Regan a ajouté qu'il espérait que les athlètes canadiens compétiteurs à Moscou, enfin, l'opposition conservatrice à la Chambre des communes était opposée à une participation du Canada aux Jeux.

Le ministre canadien des sports, M. Gerald Regan, a indiqué qu'il étudierait la possibilité d'organiser des compétitions au Canada dans « deux ou trois disciplines sportives » et que plusieurs pays faisaient de même. M. Regan a ajouté qu'il espérait que les athlètes canadiens compétiteurs à Moscou, enfin, l'opposition conservatrice à la Chambre des communes était opposée à une participation du Canada aux Jeux.

Le ministre canadien des sports, M. Gerald Regan, a indiqué qu'il étudierait la possibilité d'organiser des compétitions au Canada dans « deux ou trois disciplines sportives » et que plusieurs pays faisaient de même. M. Regan a ajouté qu'il espérait que les athlètes canadiens compétiteurs à Moscou, enfin, l'opposition conservatrice à la Chambre des communes était opposée à une participation du Canada aux Jeux.

Le ministre canadien des sports, M. Gerald Regan, a indiqué qu'il étudierait la possibilité d'organiser des compétitions au Canada dans « deux ou trois disciplines sportives » et que plusieurs pays faisaient de même. M. Regan a ajouté qu'il espérait que les athlètes canadiens compétiteurs à Moscou, enfin, l'opposition conservatrice à la Chambre des communes était opposée à une participation du Canada aux Jeux.

Le ministre canadien des sports, M. Gerald Regan, a indiqué qu'il étudierait la possibilité d'organiser des compétitions au Canada dans « deux ou trois disciplines sportives » et que plusieurs pays faisaient de même. M. Regan a ajouté qu'il espérait que les athlètes canadiens compétiteurs à Moscou, enfin, l'opposition conservatrice à la Chambre des communes était opposée à une participation du Canada aux Jeux.

Le ministre canadien des sports, M. Gerald Regan, a indiqué qu'il étudierait la possibilité d'organiser des compétitions au Canada dans « deux ou trois disciplines sportives » et que plusieurs pays faisaient de même. M. Regan a ajouté qu'il espérait que les athlètes canadiens compétiteurs à Moscou, enfin, l'opposition conservatrice à la Chambre des communes était opposée à une participation du Canada aux Jeux.

Le ministre canadien des sports, M. Gerald Regan, a indiqué qu'il étudierait la possibilité d'organiser des compétitions au Canada dans « deux ou trois disciplines sportives » et que plusieurs pays faisaient de même. M. Regan a ajouté qu'il espérait que les athlètes canadiens compétiteurs à Moscou, enfin, l'opposition conservatrice à la Chambre des communes était opposée à une participation du Canada aux Jeux.

## LA RÉUNION DU C.I.O.

### Le malade imaginaire

De notre envoyé spécial

Lausanne. — Depuis que les huit membres présents sur neuf (1) de la commission exécutive du Comité international olympique sont réunis à Lausanne, les gros parades et les gros bonnets des fédérations sportives internationales n'ont pratiquement pas arrêté de discuter de l'avenir des Jeux olympiques d'une manière qui rassemble tout aux débats des médias de Mollère au chevet d'Argem.

Ainsi le malade — les Jeux de Moscou — perd dangereusement son sang. Les Jeux de Moscou ont été officiellement déclarés officiellement de ne pas être représentés dans la capitale soviétique et, maintenant, l'hémorragie risque d'entraîner les États européens occidentaux. Peut-être conviendrait-il de faire une transfusion ? Si certains comités nationaux olympiques refusent d'engager des équipes, pourquoi ne pas accepter des engagements individuels ? Les doctes en chef : « Vous n'y pensez pas, ça les tuerait. »

D'abord, on ne fait pas une transfusion à la légère : il faudrait modifier la charte olympique. Ensuite, accepter des engagements individuels reviendrait à mettre en cause l'unité des comités nationaux olympiques, qui sont les véritables piliers du mouvement sportif. Or, avec l'aggravation des pressions des gouvernements, ces comités sont déjà assez malades. Des engagements directs ouvriront la porte à des complications dont les fédérations sportives internationales ne veulent pas se charger.

### Que faire ?

Faut-il, dès lors, pratiquer une saignée ? Il s'agit d'y penser. Les Jeux de Moscou ne sont pas du tout menacés par la tension internationale. Ils sont en péril à cause des cérémonies protocolaires, des hymnes à la gloire des vainqueurs et des drapeaux déployés sur les stades. Saignons donc les Jeux de leur sport et tout ira mieux. Mais la cérémonie est prévue dans la charte. Sa modification demanderait une ratification par l'assemblée générale du C.I.O. D'ailleurs les Soviétiques et leurs alliés tiennent beaucoup, eux, à leurs drapeaux et à leur musique.

Mais alors, que faire ? Si l'on s'avisait de demander des comptes aux Américains qui ont eu cette méchante idée de boycottage ? Mins sévère des orléans olympiques : retirer les

Jeux de 1984 à Los Angeles ?

Sanctionner le comité olympique américain ? Il n'en est pas question. Les Soviétiques eux-mêmes n'ont pas formulé la moindre menace en ce sens. Quelqu'un, un journaliste, aurait entendu à Moscou une personnalité autorisée lui dire le contraire ? Mais non, le C.I.O. n'est pas au courant. 90 % de ce que disent et écrivent les médias est faux », déclare lord Killanin. Les Jeux de Moscou auront lieu. Le président du C.I.O. vous le dit, les fédérations sportives internationales et les organisateurs soviétiques aussi. Il n'y a pas de raison de ne pas les croire.

Au reste, il faut s'informer. Le comité olympique américain a bien voté à une majorité des deux tiers le boycottage de Moscou. Mais dans des conditions qui méritent d'être éclaircies. Ce boycottage-là n'aurait-il pas été décidé par des fédérations qui n'ont aucun point commun avec l'olympisme ? De plus, c'est à tort qu'on a prétendu que le C.I.O. n'est pas au courant. Le C.I.O. n'est pas au courant. Le C.I.O. n'est pas au courant. Le C.I.O. n'est pas au courant.

Dans ces conditions, affirmait-on à Lausanne, il n'y a pas d'urgence. Le diagnostic et les soins peuvent être faits demain ou après-demain.

On croit rêver. Les Jeux olympiques de 1980 auront été officiellement sacrifiés par la volonté politique des puissances occidentales. C'est maintenant une évidence. Or ceux-là mêmes qui devraient s'efforcer de trouver des solutions pour sortir de la crise jouent depuis deux jours dans les salons des palais roccos de Lausanne, devant deux cents journalistes, une adaptation du Malade imaginaire. Ils voudraient discréditer définitivement le mouvement sportif qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

### ALAIN GIRAUDO.

(1) Les huit membres de la commission exécutive sont : lord Killanin (Irlande), président ; M. Mohamed Morsi (Égypte), premier vice-président ; M. Vitaly Smirnov (U.R.S.S.), deuxième vice-président ; M. Masao Miyatake (Japon), troisième vice-président ; Jean de Beaumont (France), quatrième vice-président ; Louis Guindardou (France), cinquième vice-président ; Jean Samard (France), sixième vice-président ; et Alexandre Siperco (Roumanie), membre.

## Les cavaliers français forfaits

Les cavaliers français n'ont pas à Moscou. La nouvelle a été annoncée, mardi 22 avril, par M. Christian Legras, président de la Fédération équestre française (F.E.F.).

Loi de produire l'effet d'une petite bombe, cette décision, au contraire, est apparue comme conforme à la logique sportive, la politique n'y prenant aucune part. L'explication en est simple. Les États-Unis, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, la Suisse, bref tout le « grain » de l'équitation internationale, ayant renoncé aux Jeux et l'ayant fait savoir, l'absence effective des rivaux étrangers les plus intimes en U.R.S.S. ne pouvait que « dénatureliser la qualité et l'absence de l'équitation olympique », pour reprendre les termes mêmes du communiqué fédéral.

« Bien entendu », a indiqué le président Legras, « la situation,

par suite d'événements encore imprévisibles, venait à évoluer dans le sens d'une participation aux Jeux olympiques des autres fédérations concernées, la F.E.F. sans nul doute pourrait être appelée à revenir sur sa décision actuelle ».

Il reste que cette prise de position ne modifie en rien l'application du programme de préparation olympique et de compétitions internationales pour l'année 1980.

La France a, d'autre part, pris l'initiative de proposer aux fédérations intéressées l'organisation, sur son sol, d'un concours dit de remplacement aux grandes épreuves prévues à Moscou. Les trois disciplines, sans d'obstacle, dressage, concours complet, y seraient naturellement représentées.

R. M.

## UNE SÉLECTION

### cinéma

rière — dans le même hôpital — avait déjà été condamnée en 1977 au Congrès international de psychiatrie à Honolulu. Depuis, jusqu'à l'armée olympique, il n'avait plus été inquiété par la répression psychiatrique. C'est seulement dans le cadre du « nettoyage olympique » qu'est devenue envisageable à nouveau l'hospitalisation d'un homme qui a été reconnu sain d'esprit à la fois par le psychiatre britannique Garry Low-Beer en 1978 et par un psychiatre d'État au mois d'août 1978.

« Ce n'est pas vous qui êtes en cause », vous le président du Comité olympique, mais les principes olympiques. Les arrestations continuelles des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que les expulsions de Moscou et de Leningrad des personnes « gênantes », vont bon train. (...)

« Par votre intermédiaire, je m'adresse à tous les sportifs, touristes et amateurs de sport sans qu'ils aient besoin de connaître les règles du jeu. Cela dans la plus pure tradition du système soviétique.

« Vous n'apercevez pas la cohorte des « exilés », des « arrêtés », des « coffres » dans un hôpital psychiatrique, ceux qui auraient pu vous raconter à quel prix se déroule votre « fête ».

Vladimir Borissov aurait pu vous en toucher deux mots, lui qui est l'un des fondateurs de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs et qui a lutté pendant de longues années pour la défense des droits de l'homme. Cela, les autorités soviétiques ne l'ont pas admis. Alors, elles l'ont banni de la société et placé avec les fous furieux !

« Lord Killanin ! Je peux vous fournir les preuves juridiques irréfutables de l'illégalité de l'hospitalisation forcée de Vladimir Borissov. Son hospitalisation anté-

rieure — dans le même hôpital — avait déjà été condamnée en 1977 au Congrès international de psychiatrie à Honolulu. Depuis, jusqu'à l'armée olympique, il n'avait plus été inquiété par la répression psychiatrique. C'est seulement dans le cadre du « nettoyage olympique » qu'est devenue envisageable à nouveau l'hospitalisation d'un homme qui a été reconnu sain d'esprit à la fois par le psychiatre britannique Garry Low-Beer en 1978 et par un psychiatre d'État au mois d'août 1978.

« Ce n'est pas vous qui êtes en cause », vous le président du Comité olympique, mais les principes olympiques. Les arrestations continuelles des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que les expulsions de Moscou et de Leningrad des personnes « gênantes », vont bon train. (...)

« Par votre intermédiaire, je m'adresse à tous les sportifs, touristes et amateurs de sport sans qu'ils aient besoin de connaître les règles du jeu. Cela dans la plus pure tradition du système soviétique.

« Vous n'apercevez pas la cohorte des « exilés », des « arrêtés », des « coffres » dans un hôpital psychiatrique, ceux qui auraient pu vous raconter à quel prix se déroule votre « fête ».

Vladimir Borissov aurait pu vous en toucher deux mots, lui qui est l'un des fondateurs de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs et qui a lutté pendant de longues années pour la défense des droits de l'homme. Cela, les autorités soviétiques ne l'ont pas admis. Alors, elles l'ont banni de la société et placé avec les fous furieux !

حکومت اسلامی



الجزيرة

# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### Architectures en Algérie

## L'urgence et la tradition

REN de plus agressif, rien de plus violent qu'une grande ville étrangère où l'on met les pieds pour la première fois. Alger, sans doute, n'échappe pas à la règle, surtout si, ignorant du pays et n'ayant pas connu la guerre, on y arrive « les pieds en dedans ». Mais, à Alger, cette crainte diffuse passe vite vite qu'elle est étouffée par des traits d'hospitalité qui étonnent. A la bienveillance de nombreux Algériens s'ajoute que la plupart des adultes et une bonne partie des jeunes parlent encore français et qu'il y a, dans la figure de cette ville, quelque chose, c'est une lueur, qui vous rappelle « le pays », pour le meilleur et pour le pire. Sans à se rappeler ce qui prévalait ici pendant un siècle et demi, on se demande parfois ce que vient faire ici tel ou tel bâtiment dans ce qui apparaît avec évidence comme une autre nation, un autre territoire, avec ses lois, et ses coutumes autres.

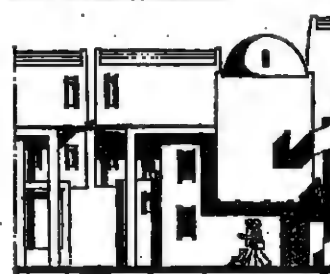
Plus que beaucoup d'autres villes de bord de mer, Alger se donne à voir de la mer comme une sorte d'hémicycle de théâtre, ce qui ne signifie pas qu'elle se donne à lire aisément. On la dit défigurée et sale : d'ores et déjà elle a été assez blanche, depuis l'automne dernier où le gouvernement décida le nettoyage, tant moral que physique, de la ville (le Monde des 6 et 13 septembre 1979 et du 5 octobre) pour qu'Alger la Blanche n'ait plus l'air d'un surnom dérisoire. Quant à être défigurée, massacrée, c'est vrai si on la compare aux clichés idéologiques qui restent de son passé : un jeu consiste à prendre une photo actuelle de la ville, à en effacer par l'esprit la verdure la plus voyante ; celle qui semble à elle seule « glacer le paysage » : l'Hôtel Aurassi, par exemple. Deux ou trois autres de ces ruptures apparaissent alors, qu'on peut à leur tour gommer. Et ainsi de suite.

De ces grandes catastrophes architecturales, d'ailleurs, il y en a plus modestes, il en est un grand nombre à Alger (comme on en trouve à Constantine, où la luxure, la dispendiosité, la grâce et la prétentieuse faculté laisse assez bien imaginer l'amour que porte Niemeyer aux bidonvilles

désespérément accrochés à la ville). Mais près de ces erreurs, dont la plus tragique aurait pu être le projet de Le Corbusier pour la capitale algérienne, il y a aussi un joli lot de réussites, de taille modeste souvent : souvent aussi fidèles à l'autre « Le Corbusier que fut l'architecte ».

Avant comme après la guerre d'indépendance, et depuis belle lurette, l'Algérie a été un peu, pour les architectes français, un laboratoire de bonnes et de mauvaises idées. Et cela continue au rythme insuffisant de vingt ou trente mille logements par an, avec les Français encore, avec

Projet de 400 logements urbains à El Oued. H. et A. El Moudary, architectes.



d'autres aussi, avec encore trop peu d'Algériens. « Après le temps de la réflexion qu'elle s'est donnée », les expériences diverses qu'elle a connues, c'est probablement d'inspiration que l'Algérie a le plus besoin pour intégrer les contraintes qui pèsent sur la production de son espace construit. C'est en ces termes, prudents et modérés, qu'Elisabeth Aubry conclut, dans le dernier numéro de Technique et Architecture consacré à l'Algérie, un article intitulé « Algérie 1980 : les conditions du projet ». C'est en ces termes aussi que tout le numéro aurait pu s'achever : un Technique et Architecture remarquable, qui fait pour la première fois le point sur l'architecture moderne et contemporaine en Algérie (1).

Remarquable encore par sa tonalité générale. Il s'ouvre sur un historique écrit de Jean-Jacques Delux, « Alger, 1962 : l'héritage... ». Si deux premières périodes, celle de l'urbanisme militaire, au sens propre comme au sens figuré — un urbanisme radical et des opérations d'une

envergure alors sans égale — et l'entre-deux-guerres, qui voit l'avènement d'un « urbanisme bureaucratique » et de prestige (le Palais du gouvernement de Gueisscha pour lequel l'auteur éprouve quelque faiblesse), c'est essentiellement à l'après-guerre, à l'année pour lui charnière de 1954, que s'attache J.-J. Delux. Apparaissent alors les noms de Chevalier, Poulton, Colomb, Dallos, Hannu, ceux de Miquel, Simounet, Emery. Mais, entre les projets d'urbanisme, les constructions qu'ils élaborent et les pressions d'administrations proches et lointaines associées à de généreuses spéculations,

Monde du 18 octobre 1978). Là même où l'on pourrait croire les habitants préservés, que ce soit par la chaleur ou par les écarts de température : à El-Oued comme à Rougourt, à Biskra... En fait (pour s'en tenir à ce qu'on a pu voir), ces constructions inesthétiques d'abord, d'autant plus inconfortables que leur taux d'occupation est élevé (jusqu'à huit personnes par pièce), en désaccord avec la tradition de grandes familles, difficiles d'entretien et de réparation, coûteuses donc à plus ou moins long terme, ces constructions sur lesquelles les habitants n'ont pas de prise ont été et restent, près des

Technique et Architecture. Kenzo Tange, ou bien d'autres encore des grands noms de l'architecture, en qui l'Algérie a largement placé sa confiance. Mais ces avatars médiocres, pour revenir à nos H.L.M., de l'idée d'une « habitation moderne » valable partout et pour tous, portés en germe par la charte d'Athènes même s'ils ne lui sont pas fidèles, restent, semble-t-il, le souhait de beaucoup d'Algériens.

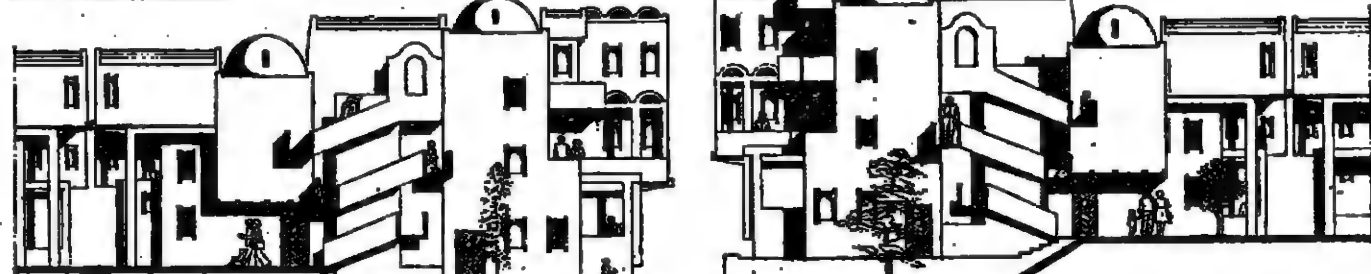
De l'architecture traditionnelle, beaucoup d'entre eux, qui entretiennent ainsi une forme de néo-colonialisme culturel, ne veulent pas, là même où elle serait le

n'en a ni le temps, ni les moyens, ni, semble-t-il, le goût. Mais il s'agit de conserver ce qui, dans ses formes de constructions traditionnelles, correspond à ses besoins et peut préserver son « identité culturelle », comme on dit.

A cela nombre d'architectes se sont attachés, Algériens et étrangers, trouvant des réponses, sinon toujours des solutions, extrêmement variées (variables aussi), réponses dont Technique et Architecture donne un bon échantillonnage — d'où Fernand Pouillon, composite et constructeur dans sa série d'hôtels notamment, n'est pas à exclure. C'est Simounet, encore lui, avec sa désormais célèbre cité de transit à Djendel-El-Hassan, avec l'indag, avec le centre Albert-Camus à El-Anassir (en collaboration avec L. Miquel), Simounet qui fait parler le parapage, qui va des pratiques européennes à la rencontre de la réalité algérienne. C'est André Raverau dont le chemin est en quelque sorte inversé, puisqu'il part de la tradition pour lui donner une nouvelle « modernité » (tout cela fait un curieux aller-retour Algérie-Le Corbusier). Il n'est pas certain que cela soit le village Houari-Boumediène de l'A.U.A. et du Teller de Boffil, dans le genre village-palais pour le peuple, très spectaculaire au demeurant. Mais c'est peut-être encore Guerrara, un autre village socialiste, de D. et R. Foux et Arco, ou les deux villages de H. et L. Moudary. Construire, c'est aussi réparer, restaurer, et il faut s'attarder, dans ce numéro, sur le remarquable plan de sauvegarde de la Casbah d'Alger.

Construire enfin, c'est pour l'Algérie, au-delà d'exemples tristes ou admirables, savoir qu'il lui faudrait, au bas mot, cent mille logements nouveaux par an pour faire face, on a peu près, à son accroissement démographique et à l'exode rural (propre à l'émigration) quand elle ne parvient qu'à peine à en cinquième de ce chiffre. Pour la France, qui y a laissé assez de souvenirs, construire pourrait être aider l'Algérie mieux qu'elle ne donne aujourd'hui l'impression de le faire.

FREDERIC EDELMANN.



« architecture » a parfois du mal à passer... ou passe dans tous les sens.

Pour s'y retrouver dans le grand corrélation d'Alger, où rues et routes suivent volontiers des traces de mulet, un plan méticuleux a été établi, où sont portés une bonne partie des édifices dignes d'intérêt ou d'indignité.

Le pire et le meilleur : il y a tout cela dans ce numéro spécial, avec des tolérances qui ne satisfont pas toujours notre intolérance, et des intolérances qui peuvent heurter la tolérance.

En tout cas il rend très parfaitement compte des tendances contradictoires qui sont nées de cette évolution chaotique, sinon de ce qu'on voit d'ordinaire. Ce qu'on voit, à la ville comme en campagne, sous le ciel éblouissant du nord et jusque dans le désert, c'est de la mauvaise H.L.M., cette abréviation devenue, à tort parfois, synonyme de médiocrité, — de cette « architecture de banlieue », que dénonçait récemment Antoine Grumbach (le

vieilles villes ignorées et à côté de rares réalisations de meilleure qualité — celles-là mêmes que montre « T et A », — la règle générale.

C'est ainsi encore que, à Timgad, près des restes formidables de la « ville nouvelle » qu'y construisaient les Romains, près du village traditionnel, et à côté de la « cité » presque invisible que Roland Simounet y a bâti à la fin des années 50 avec des moyens dérisoires, ont été posés une série de ces mauvais parallèles à étager.

Mais finalement, n'est-ce pas la version « modeste » de la fascination pour le style justement dit « international » dont Niemeyer se fait trop bien le chantre avec l'université de Constantine ou avec son projet abandonné de cité gouvernementale à Alger (vingt-cinq ans de vingt-trois étages, d'est assez vouloir d'autres lubies qu'on a connues) ? Niemeyer, ou Kenzo Tange : il construit près d'Oran une université, lui aussi, qui ne s'encombre pas trop des sensibilités locales, si l'on en croit la maquette présentée par

mieux indiquée. Les arêtes franchantes et droites de l'architecture de série, éventuellement régionalisée par des monochromes, leur paraissent être les signes de la modernité, du progrès, du confort. La souplesse des matériaux traditionnels, les maisons « pas plus hautes que la Kaaba de la Mecque », prescrites à l'origine par la loi, comme le rappelle André Raverau — il est de ceux qui, dans le Mzab, tentent de retrouver les vertus de l'habitat local, — sont trop souvent perçues comme des régressions, des signes de sous-développement : mais ne renouvent-elles pas un esprit identique dans les provinces des pays dits développés ? L'imparfait, fût-il parfait, est rejeté dans le passé, un peu vite.

Architecture traditionnelle ? Ne révoquons pas. Il ne s'agit pas de revenir à une forme d'autoconstruction prétendument idyllique, à une vision figée de l'architecture islamique. L'histoire ne se refait pas et l'Algérie

(1) Technique et Architecture, n° 259, 62, rue Ampère, 75017 Paris.

## UNE SELECTION

### cinéma

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE DE DALTON TRUMBO

Le premier film, réalisé à soixante-cinq ans, d'une des plus célèbres victimes du macabre, le scénariste Dalton Trumbo, après un roman de jeunesse. Un plaidoyer vibrant contre la guerre et ses horreurs.

LA VIEILLE DAME INDIGNE DE RENE ALLIO

Le meilleur peut-être des films de ce qu'on appelait à l'époque la « nouvelle vague », qui s'est étonnamment bonifié avec le passage du temps. Brecht (une de ses « histoires d'almanach ») au départ ; à l'arrivée, la grande Sylvie, Marseille et sa barbe, le monde de la Méditerranée de retour sur nos écrans, pour le premier fois depuis « Marius » et « Tonin ».

LA SEMAINE DES « CAHIERS DU CINEMA » Action République

Un programme très riche avec le dernier Wadja, primé à Berlin, « Zone grise », de Fred Murrer ; « A étour », de Jerzy Klesowicz ; deux films du Magreb, « Nahia » et « Noces ». La problématique du documentaire et de la vidéo, avec Jean-André Fieschi (« Les Nouveaux Mystères de New-York »), Rudolph Thome (« Description d'une île »), Richard Leacock (« Happy Mother's Day », un choix d'œuvres d'élèves du MIT), Raymond Depardon (« Numéro zéro »), Raul Ruiz (film sur les élections en France). Trois « tables rondes » sont prévues, dont une sur l'édition et une sur le cinéma direct (avec la participation de Raymond Depardon, Richard Leacock et Jean Rouch).

HOMMAGE A NICOLE STEPHANE

(à l'olympie) : toute une tradition française de qualité : le Fox de mai, de Philippe Debrance ; sous les pavés de 1968, la crise au foyer ; le Pré, de Vittorio et Paolo Taviani ; un des films qui expriment avec le plus de justesse le sentiment de révolte de la jeunesse d'aujourd'hui ; Shercock Holmes attaque l'« Orient-Express » ; le rendez-vous du docteur Freud avec Conan Doyle ; « Les Montées » de Max Ophüls ; une légende : Yanka, de John Schlesinger ; du bon omanesque anglo-américain ; cinq solaires de Nikita Mikhalkov ; admirable exercice de style en vase clos.

### théâtre

VOYAGE AVANT L'AN 40 A AUBERVILLIERS

La vie d'un magistrat dans les colonies, l'état d'esprit d'une bourgeoisie française catholique de droite, curieusement contredit par le témoignage authentique de cet homme solitaire, arxéux.

REGARDE LES HOMMES TOMBER A SAINT-DENIS

Onze Buster Keaton beckettisés, poètes loufoques du malheur de vivre, explorent l'absurde jusqu'à un profond de ses méandres. Un comique noir, irrésistible.

LES MELODIES DU MALHEUR A CHAILLOT

Le retour du Magic Circus. Jérôme Savary présente les vies pathétiques et les aventures droitières de quatre animaux tristes, quatre mélos éternels.

BLANCHIS : THE BLANCHE AU STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES

Chansons gaies, gaga rêveurs, po'rie candide, c'est la romance des Mirabiles, les tendres et insatiables travestis axols.

### musique

LES BONNES CAUSES

Sous le titre Musique en liberté et avec la participation de solistes bénévoles, le Groupe 184 réunit en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (2, place du Louvre), le jeudi 24 avril à 20 h 30, tous ceux qui veulent répondre à son appel et contribuer ainsi au financement du budget musical d'Amnesty International, et le Théâtre des Champs-Élysées accueillera, le dimanche 27 avril à 20 h 30, les mélomanes plus fortunés désireux à la fois de soutenir la lutte contre le cancer menée par les Instituts Pasteur et Weizmann, d'entendre la Mer de Debussy et la 5<sup>e</sup> Symphonie de Mahler par l'Orchestre de Paris sous la direction de Daniel Barenboim, et de voir Arthur Rubinstein recevoir un diplôme d'honneur.

OPERATION SIGNAL

En avant-première du Festival qui se déroulera du 25 juin au 14 juillet, le pianiste Jean-Claude Pennetier, le Trio à Cordes de Paris et Michel Portal sont invités pour deux jours par la Maison de la culture de La Rochelle. Une animation, deux ateliers avec les élèves du Conservatoire, trois concerts, la répétition publique, par l'Ensemble instrumental de La Rochelle, d'une nouvelle œuvre de Marcel Monnet, se succèdent ainsi presque sans interruption, donnant au public rochelais mieux qu'un avant-goût de ce qu'il les attend dans deux mois, inaugurée par les Rencontres de Metz, une telle formule, quelque encore expérimentale, est sans conteste celle de l'avenir. (Renseignements : 41-02-95.)

JEUNES MUSICIENS SANS FRONTIERES

A Evian, du 30 avril au 10 mai, dans le cadre somptueux du Royal Hotel qui abrite une salle de concert, le Cinquième Festival accueillera comme chaque année à la même époque les participants au concours de quatuor à cordes, et des orchestres de jeunes : celui de Rhénanie-Westphalie (le 3 mai) auquel se joindra, sous la direction de K. Penderecki (pour deux soirées consacrées au compositeur polonais les 4 et 5 mai) la Philharmonie de Yale, qu'on retrouvera, seule cette fois, les 7 et 10 mai.

C'est le violoniste G. Kramer qui donnera le coup d'envoi le 30 avril ; les lauréats de l'Union européenne des concours de musique lui succéderont le lendemain. (Renseignements : tél. (50) 75-03-74.)

Uri Segal dirigera le 6<sup>e</sup> Symphonie de Mahler et le Nouvel Orchestre philharmonique (Radio-France, jeudi 24 avril). Récital de piano par G. Frey (Schubert, Prokofiev, Schumann), jeudi 24 avril à la Faculté de droit. Le Dialogue des Carmélites, de Poulenc, au Théâtre des Champs-Élysées (vendredi 25, à 20 heures). Week-end de musique contemporaine à l'Institut néerlandais, 121, rue de Lille, samedi 26 et dimanche 27. Récital Théo Adam à l'Athènes (jeudi 28, à 21 heures). Concert-lecture avec le New Phonic Art (Radio-France le 28, à 19 heures). Récital de clavecin par Alan Curtis (mardi 29, à Saint-Séverin). Sonates de Beethoven par Edith Fischer, au Renselagh (mercredi 30 avril).

### danse

CROWDNET A L'ESPACE CARDIN

Martha Clarke, transgée de Plobois, plus Robert Bernst, encore à Plobois, et Féliz Blaz, en quête de lui-même, proposent quelques essais en demi-teinte.

L'Opéra de Pékin au Palais des Congrès : renaissance d'une forme

de spectacle traditionnel chinois, un triomphe pour Mme Guan Shuang. Sunayama au musée Guimet : le style Kathak (24 avril). Le groupe Arcor au Théâtre Oblique. Le Théâtre d'Images et le Ballet-Théâtre de l'Arche au Théâtre de la Ville.

### expositions

LE FUTURISME...

Des peintures, des dessins de Boccioni, Balla, Carrà, Severini, des sculptures (de Boccioni) prêtées pour plusieurs mois par le musée d'art moderne de New-York (en échange de dix-neuf Picasso). L'ensemble, une trentaine d'œuvres, est présenté dans le musée et assez conséquent pour donner un aperçu de la dynamique futuriste que les Parisiens n'ont pas souvent

ou l'occasion de confronter avec la plastique cubiste.

MALEVITCH...

Les Malevitch du Musée national d'art moderne, qui jusqu'à une date très récente, n'en avait pas, mais comble ses lacunes grâce surtout à des dons, notamment celui d'un ensemble unique d'Architectures, ces « modèles » architecturaux élaborés dans les années 20 par le père du Suprématisme, après le Carré blanc sur fond blanc, avant le retour à la peinture figurative.

ET ELLSWORTH KELLY... AU CENTRE GEORGES-POISSON Les peintures « froides » et les sculptures 1958-1979 d'une des principales représentations new-yorkaises de la réaction à l'Action painting et au Pop art, qui pousse ses recherches abstraites jusqu'à l'extrême dépouillement.

## Yehudi MENUHIN

### Variations sans thème

Après la vie de Menuhin, voici sa pensée. A travers la musique, l'éducation, l'environnement, Yehudi Menuhin se livre complètement. Il étonnera le lecteur par l'ampleur de sa pensée, sa générosité, sa profondeur.

BUCHET / CHASTEL

18, rue de Condé, 75006 Paris







Les peintres de Skagen à la Maison du Danemark

## La transparence des matins de Bretagne

Quand c'est beau, c'est vraiment beau un couvent, et il y a un plaisir authentique à s'asseoir autour d'une table soigneusement dressée. On la regarde d'abord dans cette sorte de timidité qu'inspire tout ordonnancement menacé : des qu'une chaise aura été bousillée, une serviette dépliée, des qu'un verre aura été posé, on se précipite à la fourchette ou que tel autre, d'un geste machinal, aura touché au pain et répandu quelques miettes, plus rien de la fragile symétrie initiale ne sera pareil. Cependant — sauf catastrophe — un joli couvert à cette particularité de rester harmonieux jusqu'à la fin du repas. Il se modifie, c'est tout : en un mot, il s'agit de vivre. Et c'est une chose très sérieuse un joli couvert, cela ne tient pas à la cherté des assiettes, à la fragilité des verres, cela n'est pas tellement une question de vernis ou d'argent, ni même de broderies. Cela dépend de qui a arrangé l'ensemble, et de pourquoi et de comment cette personne l'a fait. Cela pourrait aussi s'appeler l'art de vivre et justifier une certaine attention.

Tous ces prolégomènes pour dire qu'à Skagen, ce soir où nous sommes entrés dans le musée — il faisait nuit — la table qui attendait les invités du conservateur est, à elle toute seule — doucement éclairée par deux candélabres, — un vrai spectacle. Nous passerons les détails : le bouquet de jonquilles au centre était jaune et la nappe rose très pâle, et tout le vaisselle de porcelaine peinte en bleu comme souvent au Danemark. Néanmoins, le plus insolite tenait au fait que nous allions donc dîner dans une galerie de peintures et que cette pièce, aux parois de bois sombre incrustées de toutes parts de tableaux, avait précédemment été en d'autres temps la salle à manger de l'hôtel de Skagen : l'hôtel Brøndum, du nom de ce propriétaire qui, entre 1870 et 1910, ne cessa d'accueillir et d'aider des peintres.

Dans cette petite ville de pêcheurs située à l'extrême nord du Danemark, dans les dunes de sable, à ce point précis où se rejoignent la mer du Nord et la Baltique, la lumière est particulière. Là, l'air a la transparence

des matins en Bretagne où le ciel paraît lavé, pur (des peintres ne se sent-ils pas fins à Pont-Aven ?). Les essais d'artistes se constituent — se constituent — la plupart du temps, à cause d'une lumière. Un « précurseur », le découvreur, tombe amoureux de l'endroit, et lui-même prend sa suite, et lui s'installe, puis deux, puis trois... Ensuite les amateurs ou les marchands parlent d'un « groupe ». Pour le groupe de Skagen, les trois du départ s'appelaient Karl Locher, Michael Ancher et Viggo Johansen. En 1880, Michael Ancher commença par épouser la fille de l'hôtelier Brøndum : et, avec deux expositions à Copenhague, Skagen, avec ses petites maisons jaunes aux toits rouges, devint le point de résidence obligé, non seulement des fabricateurs de « marines » et autres dessinateurs de scènes de la vie des pêcheurs, mais aussi des artistes scandinaves qui, impressionnés plus tardivement que leurs homologues français, voulaient en finir avec le romantisme et traiter de la réalité.

### Le soleil par la fenêtre

On ne verra pas, au long de l'ascension que propose la Maison du Danemark à Paris, les toiles fixées dans les murs de l'ancienne salle à manger de l'hôtel, cette série de cinquante et un petits portraits des uns et des autres, par les uns et les autres, ou ce tableau du Norvégien Christian Krogh représentant un vieux pêcheur endormi que son épouse veille, assise près du lit, sombre avec son fichu couleur rare. On ne verra pas la nature morte au gigot ni celle à la tête de mouton. Ni la vague

en trois panneaux défilant à la droite du gros poêle qui chauffait l'hôtel.

Si la salle à manger avait été ainsi décorée progressivement ce fut à cause du peintre danois P. S. Kroyer. Durant l'un de ses séjours en France, où il s'était installé avec Bonnat, il avait passé un été à l'hôtel de Cernay-la-Ville, où le groupe de Skagen, les trois du départ s'appelaient Karl Locher, Michael Ancher et Viggo Johansen. Arrivé à Skagen en 1882, il convaincra très vite Brøndum des avantages de ces échanges en nature. L'homme devait avoir du



Soria, quatre ans, par Michael Ancher, 1878.

goût : il disposa les toiles, les incorpora au bois, de manière telle que sa salle au étage devint une œuvre d'art. De la fondation du musée de Skagen, en 1908, Brøndum légua à celui-ci sa « galerie ». C'est en 1946 qu'elle a été transportée pièce par pièce et reconstituée, à 100 mètres de l'ancien, au musée parce qu'une salle à manger semblable... c'est peut-être trop beau pour les touristes et qu'à la fin tout aurait risqué de s'effriter. C'est triste, mais c'est comme ça. Et c'est partout ainsi, et même si dans un autre endroit de ce genre, la maison de Victor Hugo, à Guernsey, il arrive que les gardiens invitent quelque visiteur à dormir dans la chambre construite par le poète spécialement pour Garibaldi, c'est par mesure de faveur exceptionnelle, ou juste parce qu'ils ont de l'humour et que, « pour une fois, c'est plutôt gai de faire revivre les choses ».

Imaginez aussi des musées d'instruments de musique où il ne serait pas grossièrement écrit partout « défense de toucher » où ceux qui savent auraient le droit de se mettre à jouer. À Skagen, non loin du musée, la maison d'Anna et Michael Ancher est aussi devenue... un musée, où le visiteur est tenu d'enlever des chaussures pour ne pas abîmer les parquets. Avec son jardin fleuri et sa cuisine peinte en bleu et rose, et le petit salon, et l'atelier du mari, et celui de la femme, tout tapissé de tableaux, cette demeure est comme un paisible livre d'histoire de famille — étonnante comme un album de photos. On apprend là, en voyant une grosse commode ventrue, qu'Anna Ancher, qui peignait également, et avec beaucoup plus de talent que son époux, ne lui montrait jamais ce qu'elle faisait : dès qu'une toile était achevée, elle la roulait et la remisait au fond des vastes tiroirs. A sa mort, on a retrouvé ses peintures, bleues, d'un magnifique bleu comme ce portrait d'une fillette assise au bord d'une chaise un peu trop haute pour elle. Et le soleil par la fenêtre éclaira le mur et joue sur la petite tête blonde.

Avec les dessins de Kroyer, les toiles d'Anna Ancher sont ce qui est montré de mieux dans l'échantillonnage proposé à Paris. Présentation qui aurait gagné à être enrichie par certains des tableaux du groupe de Skagen possédés par ailleurs par la collection Hirschsprungsk de Copenhague.

MATHILDE LA BARDONNIE.

\* Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées (à partir du 24 avril).

## LE MUSÉE DES ARTS AFRICAINS ET OCÉANIENS

### Difficultés et ambiguïté d'une décolonisation

Le Musée national des arts africains et océaniques fait depuis plusieurs années l'objet d'importantes transformations. Après l'ouverture au public en 1978 de nouvelles salles consacrées aux arts du Maghreb, ce sont les sections africaines dans les galeries du premier étage ainsi que le fait d'honneur partagé entre l'Afrique et l'Océanie qui font l'objet d'une nouvelle présentation. Le Musée ainsi rénové sera officiellement inauguré le 28 avril.

À proximité immédiate de la fibre algérienne de bronze doré qui a donné son nom à cette porte de Paris, et qui est censée symboliser « la France colonisatrice », s'élève le Musée des arts africains et océaniques. Face au monument qui perpétue le souvenir de la mission Marchand et que les contestataires de l'université de Vincennes recouvrent régulièrement de badigeons et graffiti divers, dort un des ensembles muséographiques les plus méconnus de la capitale. A lui seul, pourtant, le bâtiment conçu par l'architecte Laprade, inauguré lors de l'Exposition coloniale de 1931, mérite de retenir l'attention. Il est recouvert d'un somptueux bas-relief, réputé le plus vaste d'Europe, sculpté par Jeannot, qui représente l'apport de l'outre-mer à la mère patrie et à la civilisation.

Trois appellations successives — « Musée des colonies », « de la France d'outre-mer », « des arts africains et océaniques » (1), —

deux destinations successives, ont peut-être nul au renom de ce lieu. À l'origine, il s'agissait de présenter l'empire colonial dans sa totalité, en insistant sur le rayonnement universel de la France. Puis, à l'initiative d'André Malraux, alors ministre des affaires culturelles, l'objectif fut — et reste — de présenter l'art et l'esthétique des continents africain et océanique.

Bien que le musée accueille annuellement trois cent mille visiteurs, M. Henri Marchal, conservateur depuis l'année der-

nière, est insatisfait. Cet arabisant distingué, ancien collaborateur de la section islamique du musée du Louvre, constate avec nostalgie : « Le public est composé pour les trois quarts de scolaires, presque tous attirés par l'agitation et le visuel ». En effet, de la dernière époque de l'Exposition coloniale, le Musée conserve ces collections vivantes que constituent les poissons tropicaux, crocodiles et tortues de mer qui font depuis un demi-siècle la joie et l'émerveillement de plusieurs générations d'élèves et de collégiens.

### Le souvenir de l'Exposition coloniale

Sont encore exposés, autres vestiges de l'époque des « arts déco » : le salon du maréchal Lyautey, commissaire à l'Exposition coloniale, et celui de Paul Reynaud, alors ministre des colonies. Beaucoup d'autres richesses, comme les peintures orientales ou le Fonds dit Paul et Virginie, dorment dans de vastes réserves, à l'abri de tout regard.

Ce qui provenait de dépôts ou de prêts, ce qui ne correspondait pas à la nouvelle vocation du musée telle qu'elle a été définie par Malraux, a été soit restitué, soit distribué. Le Musée de l'Armée a reçu des armes blanches, des bannières, étendards et drapeaux divers. Ont hérité : Guinée, de bijoux et de statues en provenance de l'ancienne péninsule indochinoise ; Cluj, de pierres tombales des royaumes

francs du Proche-Orient ; Carthage, d'éventails ; le mobilier national, de panneaux décoratifs ; Versailles, de tableaux, de bustes, de pièces d'ameublement ; le Musée de la marine, du fonds Pierre Savorgnan de Brazza (le Musée daté 2-3 mars). Cette politique de dons doit être poursuivie, et certains objets sont d'ores et déjà réservés pour de futurs musées, dont celui de l'Atlantique, prévu à Lorient, qui recueillera toutes les pièces se rapportant à la prestigieuse compagnie des Indes.

En revanche, de nouvelles pièces ont été récemment acquises : africaines, échangées avec certains États subsahariens, dont le Sénégal, ou achetées en ventes publiques en Europe ; maghrébines, provenant en majorité de dons ou de legs ;

océaniques, essentiellement en provenance d'Australie ; septentrionales, de Nouvelle-Guinée et des Nouvelles-Hébrides, ramenées pour la plupart par M. Guirard, directeur de la section océanique, au cours de nombreuses missions effectuées en Mélanésie. Curieusement, ni Tahiti ni la Nouvelle-Calédonie ne sont ici représentées, malgré la présence de pièces remarquables dans les réserves.

Le premier souci de M. Marchal, reste l'image du Musée dans le public, car, dit-il, « celle-ci est ambiguë, dans la mesure où le souvenir de l'Exposition coloniale reste vivace ». Pour M. Marchal, « il faut décoloniser l'image du Musée dans l'opinion publique parce que celle-ci est désormais sans aucun rapport avec l'ancien Empire. Mais en acceptant précisément ce bâtiment et en choisissant d'y abriter les arts africains et océaniques, André Malraux a perpétué l'ambiguïté, parce qu'il y a eu coïncidence dans le temps entre la décolonisation et la constitution du nouveau Musée... ».

On s'étonne de voir ici occulter tout ce qui rappelle la colonisation. La galerie historique est non seulement fermée au public, mais elle a été littéralement démantelée. Les toiles ont été sorties de leurs cadres. Les bustes ont été descendus de leurs présentoirs. Des objets divers sont entassés, empilés sous un amas de poussière. Comme en Guinée en 1958 ou en d'autres États

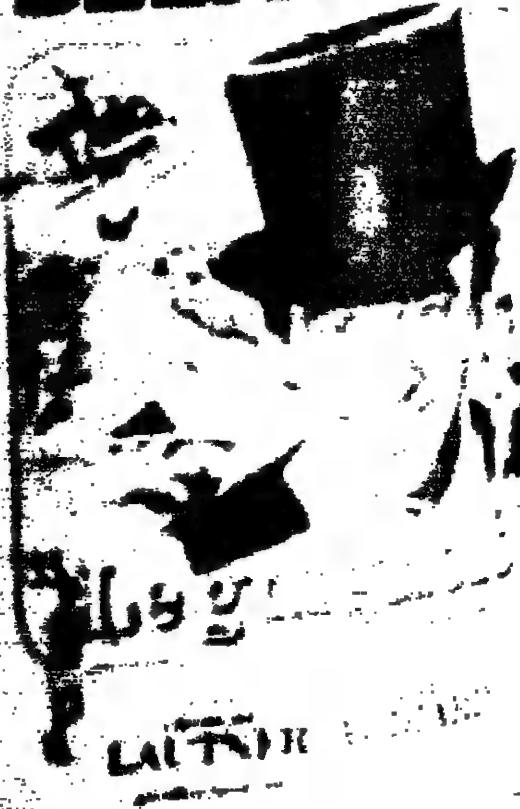
africains en 1960, tout se passe comme si l'on avait tenté d'effacer des souvenirs brusquement devenus odieux. Pourtant, au Sénégal, dans l'enceinte de la Maison militaire du président Senghor, s'élève encore aujourd'hui la statue d'un polytechnicien illinois dénommé Faidherbe. Dans beaucoup de capitales africaines, on commémore encore le 11 novembre et le 8 mai, et la présence de nombreux monuments aux morts entretiennent le souvenir des deux dernières guerres mondiales. Mais peut-être envisage-t-on ailleurs la création d'un Musée qui serait spécialement consacré à l'histoire de l'expansion française outre-mer ? N'aurait-on pas parlé de Versailles, il y a quelques années déjà ?...

PHILIPPE DECAENE.

(1) Les arts asiatiques sont présentés au musée Guimet. Quant aux arts américains, l'équipe d'André Malraux avait pensé créer un musée qui leur fût spécialement réservé, dans l'ouest de la France, à partir des collections très riches — mais très dispersées — des musées de province.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (signes groupés) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

BELMONDO



GROUPEMENT DES ANTIQUAIRES DU VEXIN-VAL-D'OISE  
LES 25, 26, 27, 28 AVRIL  
4<sup>e</sup> salon d'antiquités (60) Chantilly  
Grandes écuries de Condé de 10 h. à 20 h.

ROBERT DURAND  
Peintures  
Le Soleil dans le Tête  
10, rue de Valenciennes  
16 avril - 7 mai 1980

SALON DES ARTISTES FRANÇAIS  
"PANORAMA DE LA JEUNE PEINTURE DES ANNEES 1950-60"  
J. Poupelet Art animalier Feux-verts  
du 23 avril au 25 mai  
GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
tous les jours de 10 h à 19 h sans interruption

SIMONE POTTIER  
SERGE DELHOMME  
16 avril - 15 mai  
exposant  
NOVOTEL PARIS-BAGNOLET  
1, avenue de la République, 93177 Bagnelet Cedex

MOSAIQUES D'ART  
Claude BRUYANT  
artiste  
01 47 27 0230 SOUS-BOIS

Tapissieries d'Aubusson  
Manufacture Robert Four  
CARZOU-LURCAT-TOFFOLI  
Présent au salon du MIGAME  
Galeries Robert Four "le mur du nomade"  
PARIS 6<sup>e</sup>, 28, r. Bonaparte, 329.30.60 LYON 1<sup>er</sup>, 23, pl. des Terreaux, 281.43.35

les 5 jours de l'Objet Extraordinaire  
Carrière Rive Gauche  
Pour la 4<sup>e</sup> année, les antiquaires et galeries d'art du Carrière Rive Gauche présentent dans leur vitrine une sélection de meubles, tableaux et objets d'art des plus remarquables pour les 5 jours de leur exposition annuelle.  
du Jeudi 24 au Lundi 28 Avril 1980  
de 11 h. à 22 h. (dimanche inclus)

GALERIE DENISE RENÉ  
196, boulevard Saint-Germain, 222-77-57  
DAMIAN  
GOUGHES 1978-1979  
Vernissage jeudi 24 avril, de 19 h. à 21 h.

AZULEJOS  
Faïences murales du Portugal XV<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles  
MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS  
107, rue de Rivoli - Paris (1<sup>er</sup>)  
T. 1<sup>er</sup> (sauf mardi) 15 h. - 18 h. - Jusqu'au 12 mai

GALERIE D'ART DE LA PLACE BEAUVAU - 265.66.98  
PIERRE HENRY  
Jusqu'au 17 mai

MAISON DU DANEMARK  
142, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>) - 2<sup>e</sup> étage - M<sup>o</sup> Étoile  
Les peintres de Skagen 1870-1920  
Tous les jours de 12 h. à 19 h. dimanche et fêtes de 15 h. à 19 h.  
1<sup>er</sup> IV<sup>er</sup> 01 47 41 94 92 2<sup>e</sup> 01 47 41 94 93  
Entrée libre



## LIVRES



Arts

## SUR UN TABLEAU

Un tableau, un livre. C'est désormais une spécialité de Jean-Louis Schefer, une formule éprouvée trois fois depuis son premier ouvrage. Pour lui « la peinture fait écrire », il la démontre encore, mieux que la première fois (Séquence d'un tableau), moins bien que la seconde (Le Déluge, la Peste, Paolo Uccello). La Lumière et la proie, aux éditions Albatros, tourne sur le Mariage mystique de Sainte-Catherine du Corrège, au Louvre. Cette fois l'auteur n'a pas choisi son tableau, il répond à une commande de scénario pour un film qui ne verra sans doute pas le jour. Travail d'auteur, plus que résultat d'une recherche, ce livre n'apporte rien à la connaissance érudite du peintre, il donne plutôt une manière de voir.

Schefer n'est le supporter d'aucune école, l'a d'ailleurs d'aucune théorie, d'aucune méthode. Son premier livre, d'inspiration sémiotique, lui apparaît manifestement comme une erreur lointaine. Il préfère aujourd'hui écrire en amateur, comme pour lui-même, sans justification. On peut toujours lui reprocher de n'être pas historien, il n'est pas non plus critique. Ses lecteurs sont dispersés, ils ne partagent aucune certitude. On entre en le

lisant dans le relatif, parfois dans l'arbitraire, on passe sans transition du plus simple au plus complexe, on aborde l'Inexprimable. On peut suivre les contours d'une écriture abstraite et détaillée, continue et fragmentaire, souvent hallucinée, une écriture photographique qui torture le tableau, comme une vision déformée par des lentilles, qui sait révéler des énigmes et des figures cachées sous l'évidence des formes.

J.-F. C.

\* J.-L. Schefer : *La Lumière et la Proie* (fantasmes d'une figure religieuse, Le Corrège, 1539), Éditions Albatros, 120 pages.

## Cinéma

## LE CHAGRIN ET LA PITIÉ

Le découpage et les textes du film de Marcel Ophüls, chronique d'une ville française (Clermont-Ferrand) sous l'occupation, avaient été publiés par la revue *l'Avant-Scène cinéma*, dans un numéro spécial de l'été 1972. Un éditeur bien inspiré reprend, aujourd'hui, cette publication en volume.

On se souvient encore de la sensation causée par le *Chagrin et la Pitié*, œuvre documentaire, historique qui brisa le mythe soigneusement entretenu d'une France unie, à l'heure allemande, dans l'esprit de résistance. On se souvient encore du scandale politique causé par le refus du défilé O.R.T.F. d'acheter et de diffuser ce film, produit par Télévision Rencontre (Lausanne), la Société suisse de radiodiffusion (Lausanne) et Norddeutscher Rundfunk (Hambourg), et destiné aux télévisions.

En 1980, la nôtre continue d'ignorer le *Chagrin et la Pitié*, même après *Holocauste* qui, il est vrai, était un feuillet transparent en termes de fiction les horreurs de l'antisémitisme nazi. Mais les passions se sont apaisées et la vérité révélée par l'œuvre de Marcel Ophüls (programmée dans les salles de cinéma) demeure. Elle a changé beaucoup de choses, et c'est pourquoi il faut lire ce livre où les témoignages recueillis, leur orga-

isation, l'indication des documents d'actualité, révèlent une autre manière d'écrire l'histoire. Marcel Ophüls rappelle ici la genèse du *Chagrin et la Pitié*, à l'origine conçu comme la suite chronologique d'une émission de télévision « Munich ou la paix pour cent ans », réalisée pour les producteurs André Harris et Alain de Sédouy, mise en dégratée d'O.R.T.F. après mai 68. Et il donne en annexe ses longues réponses à un questionnaire qui lui a soumis une classe du lycée Condorcet, à Paris, après la reprise du film en salles, en 1978.

Cette partie du livre est tout à fait remarquable. Avec sa fougue, sa passion, sa sensibilité de cinéaste et d'homme marqué par la guerre et le nazisme (il est, on le sait, le fils de Max Ophüls, juif contraint à l'exil), Marcel Ophüls rend compte de sa démarche, de ses rapports avec certains des « témoins » qui figurent dans son film. Il s'interroge sur le changement d'attitude des spectateurs de 1971 à 1979, et c'est François Truffaut qui donne la réponse. Si Marcel Ophüls a poursuivi ailleurs ses travaux sur le documentaire historique, on sent bien qu'il garde particulièrement à cœur le *Chagrin et la Pitié* dont il attend toujours — et nous aussi — que la télévision française reconnaisse l'existence. Mais ce serait un acte politique dont on ne voit pas encore qui pourrait avoir le courage de le décider.

J. S.

\* Éditions Alain Moreau, 284 p., et le catalogue des publications diverses, III.

## RENDONS A CÉSAR...

Nous avons écrit par erreur dans le *Monde* daté 23-24 mars, à propos du Festival du court métrage et du documentaire de Lille, qu'André Harris et Alain de Sédouy étaient « coproducteurs » du film de Marcel Ophüls le *Chagrin et la Pitié*. Rappelons, comme nous l'avions indiqué dans le *Monde* du 10 octobre à la suite d'un erreur de même nature, que Marcel Ophüls est l'unique réalisateur de ce film, dont il a assuré, avec André Harris, le scénario et les interviews. Nous prions Marcel Ophüls de nous excuser de ces erreurs répétées.

## DISQUES



Jazz

JACK DEJOHNETTE : Special Edition. — Une nouvelle formation pour le plus admiré des batteurs modernes, montre de précision et d'invention, DeJohnette : à ses côtés le jeune David Murray, mais aussi Arthur Blythe et Peter Warren sont utilisés pour ce qu'ils peuvent offrir de meilleur. A force d'hésiter entre le bouillonnement rythmique et la régularité du tempo, DeJohnette a ouvert une brèche où il allie les avantages des deux manières. Son disque est un bon exemple de ce qui se crée de plus nouveau sur la scène du jazz américain. (E.C.M. Distribution Phonogram.)

KALAPARUSHA MAURICE MACINTYRE : *Peace and Blessings*. — Un des disques tempérés du saxophoniste Kalaparusha qui restitue une de ses musiques les plus accessibles. Jusqu'aux les enregistrements de ce musicien, disponibles en France, relevaient d'une période très conceptuelle et mystique de sa carrière et se révélaient à l'écoute plutôt hermétiques. Comme à son habitude, Kalaparusha joue de nombreux instruments à vent, dont la clarinette basse qu'il redéfinit à sa manière et utilise sous un jour très « swingant ». *Peace and Blessings* est un aboutissement du chemin déjà long d'un des aînés de la nouvelle musique new-yorkaise. (Black Saint Records. Distribution Musica.) P. E. R.

## STRAVINSKI EN AUTOMNE

## Le retour au père

L'IDEE même d'une rétrospective Stravinski paraît, d'abord, si extravagante, si incompatible avec l'image de marque que le Festival d'automne, toujours à l'avant-garde, avait su se forger d'année en année, qu'on avait cru d'abord à une simple rumeur d'antichambre ou, lorsque cela s'est confirmé, à une volte-face après la série de « Performances » de l'an dernier. Mais non, de même que certains étiquettes déjà éteintes continuent à envoyer de la lumière, de même cette rétrospective est l'aboutissement d'un projet de Nicolas Nabokov qui avait souhaité, il y a de cela plusieurs années, associer les grandes capitales européennes à un hommage collectif. Toutefois, si cette idée, abandonnée ailleurs, sauf à Berlin, a pu prendre corps, c'est aussi parce qu'elle correspond à l'idée que Michel Guy se fait d'un festival qu'il a créé et dont la vocation est de faire ce que les autres ne font pas ou ne peuvent pas faire. Donner à découvrir naturellement, mais aussi « recréer » se permettre au grand public de faire le point, exactement comme il est nécessaire d'organiser des expositions géantes pour certains grands peintres.

Il n'était pas question, fut-ce en vingt soirées, de présenter une intégrale (l'exception faite d'*Edipus Rex* et du *Dumbarton Oak Concert*, il ne manquera cependant que des pages mineures), et même il a semblé plus fructueux de confronter de temps en temps Stravinski à Webern, à Mahler, à Prokofiev, à Boulez, à Debussy, à Mossoïov et à bien d'autres. On pourra découvrir également la version primitive des *Noces* avec

accompagnement d'orchestre et, puisque le Festival international de danse s'est associé à l'entreprise, on écouterait Agon en regardant la chorégraphie de Balanchine, ce qui confèrerait à la partition sa véritable dimension.

Du 16 septembre au 15 décembre, les interprètes les plus prestigieux — Dietrich Fischer-Dieskau, Maurizio Pollini, Pierre Boulez, Claudio Abbado — se succéderont au chevet du compositeur le plus discuté du vingtième siècle, génial et terriblement inégal. Les grands orchestres parisiens et l'Ensemble intercontemporain seront au rendez-vous mais également le New York Philharmonic, le B.B.C. Symphony, le London Symphony et la Philharmonique de Lorraine. Enfin, événement très parisien, l'*Histoire du soldat* réunira sous la direction de Boulez, Patrice Chéreau (le soldat), Roger Planchon (le récit), Antoine Vitez (le diable). Une exposition réalisée par François Lesure : Stravinski, ses interprètes, ses critiques, fera le trait d'union entre tant de manifestations diverses et pour lesquelles on peut — car il faudra bien refuser du monde — s'abonner dès maintenant. Deux formules sont prévues avec des programmes différents à l'exception du *Requiem* Progres obligatoire, en quelque sorte, compte tenu du caractère exceptionnel de cette production venue de Glyndebourne.

G. C.

Le 18<sup>e</sup> Festival de danse

La dix-huitième Festival de danse de Paris, placé sous la présidence de M. Pierre Bas, est organisé en coproduction avec le Festival d'automne à Paris, dirigé par Michel Guy. Pour harmoniser ce festival de danse avec le programme Stravinski du festival d'automne, Jean Robin, son directeur général, s'est efforcé d'axer les productions chorégraphiques présentées sur des ballets inspirés du musicien.

Trois grandes compagnies se succéderont au Théâtre des Champs-Élysées : le New York City Ballet, du 10 au 28 septembre ; Twyla Tharp and Dancers, du 6 au 12 octobre ; l'Opéra de Paris, du 18 au 30 novembre.

La New York City Ballet présentera un certain nombre d'ouvrages de Balanchine, comme le *Baiser de la fée* (1957), qui fut repris à l'Opéra, en juillet 1947, avec Tomanova, *Square Dance*, Agon, *Duo concertant*, *Suite* numéro trois de Tchaïkovsky,

*Dances concertantes*, *Concerto pour violon*, aussi *Camer Music n° 2* (Hindemith), *Ballo della Regina* (Verdi). La compagnie dansera aussi des œuvres de Jerome Robbins, comme *Les Quatre Saisons* (Furieux) et le fameux ballet *le Copeau* (sur le Concerto en ré de Stravinski), créé en 1951 à New-York avec Nora Kaye.

Twyla Tharp, c'est la sollicitation de la « modern dance », un air naturel reposant sur un travail rigoureux, et une référence à la jeunesse américaine d'aujourd'hui.

L'Opéra de Paris, qui sera à l'époque placé sous la responsabilité artistique de Bernard Lefort, fait appel à la fois au classique avec le *Sacre du printemps* et l'*Oiseau de feu* (de Béjart) et au moderne en demandant à Douglas Dunn, ancien élève de Cunningham, de monter une nouvelle version de *Pulcinella*. — M. M.

MAIRIE ANNEXE DU 13<sup>e</sup>  
1, place d'Italie - M<sup>e</sup> Place d'Italie  
PARIS - SUR - BIÈVRE  
Histoire du 13<sup>e</sup> arrondissement.  
Collections du Musée Carnavalet  
T.J.Jr et lundi de 11 h. 30 à 18 h.  
Jusqu'au 18 mai - Entrée gratuite

Dorthea Speyer  
6, r. Jacques-Caliot - P - 354-78-41  
**GRANET**

GALERIE VALMAY  
22, rue de Solfero, P - 354-96-75  
**LOO**  
Peintures récentes  
Du 31 avril au 30 mai

Galerie 222  
222, rue de Fg-St-Honoré, Paris-8  
**André Hubert**  
« La voie du silence »  
16 avril - 2 mai

Exposition  
des œuvres originales de  
**DIDONET**  
BOUQUIN-SCULPTURES  
24 AVRIL - 24 MAI  
La Boutique Danoise  
42, avenue de Friedland, Paris,  
à l'Étoile.

**MARCEL JEAN**  
œuvres graphiques  
1926 - 1980  
23 mars - 23 avril 1980  
GALERIE DU DRAGON  
18, rue du Dragon - Paris

GALERIE LOUISE LEIRS  
503-28-80  
42, rue de Monceau, 75008 Paris  
**André BEAUDIN**  
« esquisses »  
23 avril - 24 mai

Très importants tableaux impressionnistes  
et modernes, mobilier français du XVIII<sup>e</sup> siècle,  
porcelaines européennes  
et de la Compagnie des Indes,  
mobilier et objets d'art décoratifs américains



Edgar Degas  
Danceuse basculante  
Pastel sur papier, signé  
70,2 x 51,2 cm

## The Garbisch Collection

sera mise en vente à New York en mai 1980 au cours de quatre vacations. Veuillez adresser vos demandes de catalogues auprès de nos bureaux, en indiquant la référence des volumes et le nom de la vente « Garbisch ».

Volume I. Lundi 12 mai. Tableaux, dessins et sculptures impressionnistes et modernes (relé - 25 \$) 120 F - 130 F (port compris).

Volume II. Samedi 17 mai. Mobilier français, porcelaines européennes, tapis et objets de vitrine (relé - 25 \$) 120 F - 130 F (port compris).

Volume III. Jeudi 22 et vendredi 23 mai. Porcelaines de la Compagnie des Indes, Delft, objets de vitrine et orfèvrerie (broché - 17,5 \$) 80 F - 90 F (port compris).

Volume IV. Vendredi 23 et samedi 24 mai. Mobilier et objets d'art décoratifs américains (broché - 17,5 \$) 80 F - 90 F (port compris).

Pour tous renseignements au sujet de cette vente, veuillez contacter Grace Walters.

**Sotheby Parke Bernet • New York**

Sotheby Parke Bernet, 980 Madison Avenue, New York 10021 - tél. (212) 4723-400  
Sotheby Parke Bernet (France), 3 rue de Miromesnil, 75008 Paris - tél. (1) 266.40.60 - télégr. : Abaildis, France - télex : 640004  
Sotheby Parke Bernet (Monaco), P.O. Box 45, Sporting d'Hiver Place de Casino, Monaco Carlo - tél. (93) 30.88.80 - télex : 670471

MIGAME  
1<sup>er</sup> MARCHÉ INTERNATIONAL  
DES GALERIES D'ART MODERNE ET ÉDITION  
**1<sup>er</sup> MIGAME**  
**ART MODERNE**  
19/27 AVRIL 1980 / PARIS-BASTILLE  
TOUS LES JOURS : 13 H-20 H. SAMEDI-DIMANCHE : 10 H-20 H.  
NOCTURNE : MERCREDI : 13 H-22H.

**SALON DES ANTIQUAIRES**  
A.A.B.H.N.  
**HALLE aux TOILES.ROUEN**  
26 avril - 4 mai inclus 10h à 23h  
FOIRE à la FERRAILLE - Place de GAILLARD-BOIS

مكتبة الأصيل



# BRAVO LAUZIER!

PREMIERE

## NOUVELLE RECRUE

C'est devenu une véritable rengaine. Dès qu'on parle « du cinéma français », on réentend toujours la même phrase : « Nous manquons de scénaristes ». C'est là qu'est, paraît-il, l'origine de tous nos maux. C'est parce que nous manquons de scénaristes que les Français vont moins au cinéma, c'est parce que nous manquons de scénaristes que le cinéma américain est plus intéressant que le nôtre, c'est parce que nous manquons de scénaristes que de plus en plus de producteurs font faillite, etc. « C'est la faute à... », vieux réflexe français...

Eh bien, réjouissons-nous, un nouveau scénariste fait son apparition dans le cercle extrêmement fermé des scénaristes français. (Attention, quand on dit « scénariste », cela veut dire « seulement scénariste », car un metteur en scène qui écrit ses propres scénarios n'est pas un « scénariste », mais un « auteur » ! Subtil distinguo, non ?) Cette nouvelle recrue n'est pas inconnue du grand public. En effet, Gérard Lauzier a déjà vendu quelques centaines de milliers d'albums de bandes dessinées qui en ont fait l'une des « vedettes » du genre. « Les aventures de Zizi Panpan »,

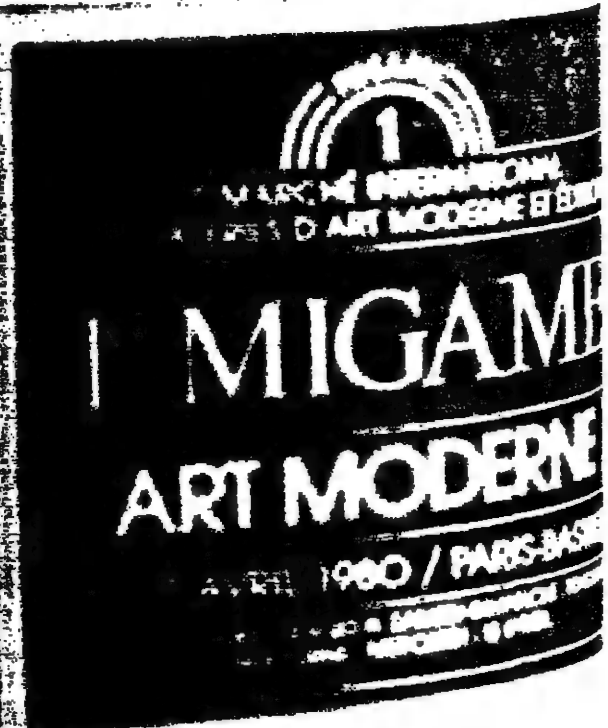
malaise des cadres ou un brillant vaudeville bourré de mots d'auteur, Lauzier, lui, a bâti une « comédie ». Tout simplement. Avec des dialogues justes et drôles, des situations simples et quotidiennes, des personnages comme vous et moi. Bref, « on s'identifie à mort » ! Or, qu'on le veuille ou pas, une bonne partie du plaisir que nous prenons à voir un film repose sur cet autre vieux réflexe qui nous fait penser à telle réplique, à tel retournement de situation : « C'est comme moi... » ! Et avec « JE VAIS CRAQUER », c'est d'autant plus fort que Lauzier a la dent dure. Très dure...

Bref, les Dabadie, Boulanger, Audiard, Carrière et autres Weber, nos stars-scénaristes n'ont qu'à bien se tenir. Car ce premier scénario sera suivi, c'est déjà sûr, de beaucoup d'autres. N'est-il pas en train d'écrire un film pour de Broca ?

Quand on sait que Lauzier se sent complètement incapable d'écrire des histoires d'où tout humour serait absent, nous voilà avec de belles occasions de rire en perspective. Un tel espoir valait bien un édito, non ?

Marc Esposito.

*François Leterrier, l'équipe technique  
et tous les comédiens de "Je vais craquer"  
se réjouissent de ton arrivée aujourd'hui  
dans le Cinéma Français et te rejoignent  
à moi pour te dire : Bravo LAUZIER!*





## Le Relais culturel d'Aix-en-Provence menacé

## L'ORDRE ET LA MORALE

Aix-en-Provence est un des berceaux de la décentralisation. Dès 1922, Gaston Baty y dirige l'un des cinq premiers centres dramatiques mis en place par Jeanne Laurent. Plusieurs directeurs s'y succèdent jusqu'en 1969. Cette année-là, en acceptant le départ d'Antoine Bonnelier pour Marseille, la municipalité laisse échapper le Centre dramatique. Aujourd'hui, c'est son centre d'action culturelle, le Relais culturel, qu'elle encadre. En effet, le 15 mars dernier, le maire de la ville, M. Alain Joissains, faisant connaître sa décision de démissionner la convention qui lie la ville à l'association de gestion et de ne plus la subventionner. Ce coup d'éclat brutal signe l'arrêt de mort du centre culturel, créé en 1971, lorsque l'Etat, appuyant sur le jeu de la parité (1), a décidé de bloquer ses subventions.

L'affaire d'Aix nous rappelle que le diktat d'un maire a le pouvoir de mettre en échec une politique nationale. Elle éclaire la fragilité de ces institutions, colosses aux pieds d'argile, que sont les maisons de la culture et les centres d'action culturelle. Elle pose également le problème des rapports de pouvoir entre un directeur et son association de gestion.

La mesure prise par la municipalité d'Aix-en-Provence n'est pas sans précédent. Déjà, en 1968, celles de Thonon et de Caen avaient expédié ad patres leurs maisons de la culture jugées trop turbulentes et politisées. Ce sont des accusations similaires qu'adresse le maire d'Aix au Relais culturel. Mais ce ne sont pas les seules. En effet, lors du conseil d'administration où il est venu en personne annoncer qu'il ne chercherait plus au bassin, le maire a fondé sa décision sur plusieurs reproches. Selon lui, le Relais ne remplit pas toutes ses missions, sa gestion est critiquable, il est le lieu de conflits internes et surtout d'agitation politique. Il a été, dit-il, « contredit par la prise de position du Relais, par voie de son C.A., dans l'affaire du film le Pull-Over rouge : « C'est dans la cour d'assises de cette ville que l'affaire avait été jugée, je leur avais demandé de garder une neutralité de bon aloi. » Plus graves encore à ses yeux les conflits internes dénoncés comme « la lutte P.C./P.S. pour s'approprier la maîtrise du Relais ». Cette accusation semble s'inscrire davantage dans les retombées d'une campagne électorale, qui a mobilisé la ville trois ans de suite, que dans la réalité des faits.

Fort d'une majorité de 50,90 % au premier tour des élections d'octobre dernier (Le Monde du 13 octobre), M. Joissains (U.D.F.-Rad.), qui se déclare « aussi violemment opposé aux communistes qu'à l'extrême droite » et pour qui « l'idéal serait la social-démocratie », entend se poser en magistrat soucieux du bien public. La campagne publicitaire qui orne le cours Mirabeau, « Aix ville propre », trouve en quelque sorte son prolongement dans le

ménage que la municipalité entend faire ici et là. C'est ainsi que les subventions aux centres socioculturels sont assorties de deux exigences : présence des représentants de la municipalité au sein de leur conseil d'administration et interdiction d'y faire de la politique. « L'action culturelle n'a pas à être conjuguée avec l'agitation politique », déclare le maire. M. Joissains cite, scandale, le cas de cette M.J.C. qui avait organisé une réunion, « qui était un véritable soutien à l'O.L.P. », et une autre encore baptisée « Mouvements folles lesbiennes » pour « attirer de la chair fraîche ». « Nous sommes responsables de l'ordre public », affirme M. Joissains. Je n'admets pas qu'on se serve de ces endroits pour faire du prosélytisme. Mettez-vous dans la peau de n'importe quelle mère de famille. » Si le maire d'Aix

veut préserver l'ordre et la morale, il entend également se montrer sage avec les deniers de ses administrés. Or le Relais, « perçu, dit-il, comme un lieu d'agitation culturelle plus ou moins gauchiste, gaspillant de façon éhontée les deniers publics ». Donc, M. Joissains a décidé de ne plus y « investir l'argent des Aixois ».

S'attaquant à l'image de marque du Relais, le maire a beau jeu de l'estimer compromise et de dénoncer « une paralysie fonctionnelle ». Vue sous cet angle, la situation est difficilement défendable. Pour des raisons multiples le Relais souffre d'absence, de désaccord au sein du conseil d'administration au sujet du renouvellement du contrat de la directrice, Simone Turk, ont apporté de l'eau au moulin des critiques formulées par la municipalité.

## Des administrateurs malheureux

Nommée en 1976, Simone Turk héritait d'une situation fixée. Son prédécesseur, Charles Nugues, assisté de Jean Digne, avait déjà mis Aix à l'heure de Musique dans la rue et des Saltimbanques. Elle arrivait, comme le remarque Jean Boyer, l'actuel vice-président du Relais, dans « un fiasco récurrent ». Avant tout soucieuse de remettre un peu d'ordre dans une gestion quelque peu chaotique, Simone Turk n'a pas cherché à être porteuse de grands projets culturels. « Je ne vois pas pourquoi j'aurais tout chamboulé », dit-elle, il fallait continuer. C'est ce qu'elle a fait, en mettant en place quelques opérations réussies (« la Fête du livre »), en nouant des relations de coopération avec certaines associations telles les A.T.P. en laissant les

animateurs animer. Sans doute n'a-t-elle pas vraiment innové. Cependant, son plus grand tort fut de n'obtenir ni l'appui de son équipe ni le consensus de son conseil d'administration. Si aujourd'hui, devant le danger, on essaie de colmater les brèches, il n'en est pas moins vrai qu'un mois de décembre dernier le bureau présidé alors par Jean Digne avait réclaté sa tête. Désavoué par le conseil d'administration qui votait le renouvellement du contrat de Simone Turk, Jean Digne démissionnait de la présidence qu'il occupait depuis fin 1978.

La présence à la présidence de l'ancien coéquipier de Charles Nugues n'avait cependant pas facilité la vie de la directrice. Si Jean Digne, également directeur de l'office régional culturel,

avait accepté de prendre cette nouvelle casquette, c'est qu'il pensait « pouvoir aider à définir un profil nouveau pour le Centre d'action culturelle en fonction des perspectives régionales. Pour cela, il fallait pouvoir redéfinir l'organigramme et le contenu des missions de chacun ». En clair, le président (démisionnaire) du conseil d'administration conteste aujourd'hui le bien-fondé du travail de l'équipe mise en place hier par le directeur adjoint.

Cette équipe, menacée maintenant de licenciement, refuse d'endosser des responsabilités qui ne sont pas les siennes. « Le personnel », explique Bernard Lafon, délégué C.G.T., « n'a pas à se substituer à une direction défaillante ni à un conseil d'administration pour définir une politique culturelle de la ville ».

Quant à Charles Nugues, il dit seulement : « Je ne veux pas être la caution d'une situation qui m'apparaît pourrie. En définitive, les institutions doivent avoir le droit de mourir. Ce qui importe, c'est d'examiner en quoi le Relais a, ou n'a pas été générateur ».

Hélas ! l'heure n'est plus guère au bilan, il ne s'agit plus de comptabiliser les actions positives. Il y en a, et la mairie, du reste, compte en récupérer certaines comme « Musique dans la rue » ou « la Fête du livre ». Ce qu'il faut, maintenant, c'est éviter à tout prix que ne disparaissent un lieu culturel. C'est tout le panorama de la ville qui risque d'en être bouleversé et d'en pâtir.

« Si le Relais disparaît, nous ne savons pas où nous pourrions jouer », dit le Théâtre de l'Obélisque. « C'est cinq ou six programmations en moins dans la saison », expliquent les A.T.P. (2). Aussi, Jean Digne n'a pas tort

de dire : « Nous sommes des administrateurs malheureux. » Ils peuvent l'être, en effet, car ils ont contribué à cette mise à mort.

C'est bien de cela qu'il est question, puisqu'un des partenaires financiers, le ministère de la culture et de la communication, sans doute pas mécontent d'avoir l'occasion de remettre en cause la fameuse parité, s'abrite derrière les principes et suspend aussi ses subventions. « Il s'agit de répondre à une demande locale », explique René Gachet, directeur de la mission de développement d'action culturelle au ministère. Si le maire considère que le centre d'action culturelle ne correspond plus à ce que souhaite la communauté, nous ne pouvons pas nous y opposer. René Gachet affirme cependant ne pas souhaiter la disparition d'une action culturelle sur la ville et précise que le ministère espère entamer des négociations en ce sens avec la municipalité. Pour cela, il a dépêché sur place un inspecteur général qui doit analyser « les conséquences de la rupture et examiner comment peut être envisagée la mise en place par mutation ou par transformation — d'un nouveau centre qui corresponde aux objectifs de la ville et de l'Etat ». Pour sa part, M. Joissains ne se déclare pas hostile à une telle négociation : « Je verrai, dit-il, dans quelle mesure c'est compatible avec l'intérêt de la ville et des Aixois ».

DOMINIQUE DARZACQ.

(1) En réalité, le terme « parité », employé par habitude, est impropre en ce qu'il concerne le mode de subventionnement des centres d'action culturelle. Ils sont, en effet, subventionnés pour un tiers par la ville, un tiers par les collectivités locales, un tiers par l'Etat.

(2) Amis du théâtre populaire.



**Maman, bébé...**



**"elle"**

UN FILM DE BLAKE EDWARDS  
/ JULIE ANDREWS /  
DUDLEY MOORE / BO DEREK  
Columbia Pictures Release  
Distribué par WARNER COLUMBIA FILM

**LA CANNE A SUCRE**

BAB 23.25

DINER-SPECTACLE

actuellement dans 18 salles PARIS-PERIPHERIE

A.M. de CHARBONNIERE et C. BOURLIOT présentent

# UN FILM FOLLEMENT DRÔLE

Un Couple très Particulier

PERRY KING - MEG FOSTER dans "Un Couple très Particulier" avec VALERIE CURRY et JEFFREY DONAT

MERCURY v.o. - PUBLICIS ST-GERMAIN v.o. - PARAMOUNT OPÉRA v.f.  
PARAMOUNT BASTILLE v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f.  
PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - CONVENTION ST-CHARLES v.f.  
PARAMOUNT ORLÉANS v.f. - PARAMOUNT Gobelins v.f.  
PARAMOUNT MAILLOT v.f.  
COLOMBES Club v.f. - LA VARENNE Paramount v.f. - CRÉTEIL Arcl v.f.  
NOGENT Arcl v.f. - PANTIN Carrefour v.f.

D'un suspense haletant  
ROBERT BENAYOUN - LE POINT

... Un magnifique cauchemar  
FABRIEN ROLAND-LEVY - LIBÉRATION

... La tension monte... L'épouvante s'installe... Un thriller fantastique.  
GERARD LENNE - TELE 7 JOURS



PRIX SPECIAL DU JURY  
PRIX DE LA CRITIQUE

**TERREUR SUR LA LIGNE**

WHEN A STRANGER CALLS

United Artists

U.G.C. NORMANDIE (v.o.) - U.G.C. DANTON (v.o.) - GRAND REX (v.f.) -  
BRETAGNE (v.f.) - MISTRAL (v.f.) - MAGIC CONVENTION (v.f.) -  
U.G.C. Gobelins (v.f.) - 3 MURAT (v.f.) - CYRANO Versailles  
CARREFOUR Pantin - ARTEL Rosny - ARTEL Créteil - ULIS 2 Orsay -  
ARGENTEUIL-PALAIS DU PARC Le Perreux - MELIES Montreuil -  
BUXY Vol-d'Yerres - FLANADES Sarcelles

Le jour où ils voulurent  
"prendre" Tom HORN,  
ils n'étaient pas  
assez nombreux.

**STEVE MCQUEEN**  
DANS  
**TOM HORN**  
... Sa Véritable Histoire

First Artists présente  
STEVE MCQUEEN dans "TOM HORN"  
Une Production de SOLAR-FRED WEINTRAUB  
Musique de ERNEST GOLD  
Directeur de la Photographie JOHN ALONZO, A.S.C.  
Producteur Exécutif STEVE MCQUEEN  
Scénario de THOMAS MC GUANE et BUD SHRAKE  
Produit par FRED WEINTRAUB  
Réalisé par WILLIAM WIARD

Distribué par WARNER COLUMBIA FILM



مكتبة الامم المتحدة











## Concerts

**MERCREDI 23 AVRIL**  
**THEATRE D'ORSAY**, 20 h. 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. P. Kötve, Groupe vocal de France. Quatuor Intercontemporain (Worms).  
**THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES**, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Brahms, Franck).  
**SALLE PLEYEL**, 20 h. 30 : V. Tarkov (Beethoven).  
**CENTRE CULTUREL NERLANDAIS**, 20 h. 30 : W. Oesterkamp, R. Spanjaard (Wolff, Debussy).  
**LUCKENAUER**, 19 h. 30 : K. Kollera (Chopin, Brahms, Liszt, Schumann).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**SALLE CORTOT**, 20 h. 45 : T. Czek (Smetana, Liszt), Trio Oct (Prokofiev, Moros, Mendelssohn, Quilès).  
**Y. Le Lay-Lapeyre, J. O'Sullivan** (David).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J. van Immerseel (Bach, Schum., Brahms, Ravel, Fauré, Poulenc).  
**HOTEL DE GALLIENI**, 20 h. 30 : P. Dupont, M. Massat, G. Gubella, Van Fraunce, M. Volante (extraits d'Opéra français et italiens).  
**INSTITUT MONODI**, 20 h. 30 : I. Polya, J. Tarkov (Beethoven, Ravel, Chopin, Liszt, Brahms).  
**UNESCO**, 20 h. 30 : J.-L. Fria, piano.

**JEUDI 24 AVRIL**  
**THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES**, 20 h. 30 : voir le 23.  
**THEATRE D'ORSAY**, 20 h. 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. P. Kötve (Boulez).  
**RADIO-FRANCE**, studio 106, 18 h. 15 : G. Rachevski (Chopin, Liszt, Brahms, Debussy, Poulenc, Mahler).  
**CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE**, 20 h. 30 : Ensemble Musique Nouvelle, dir. G. Cécile (Boulez, Poulenc, Robert) à 18 h. (Mozart).  
**THEATRE DU RANELAGH**, 20 h. 30 : A. Fiammer, D. Fontaine (Beethoven, Bach, Franck).  
**OTIS DES ARTS**, 20 h. 30 : Coors M. Tagliapietra.  
**HOTEL HERBERT**, 20 h. 30 : A. Oulivier, G. Bernard, B. Borel (Bach, Debussy).  
**CENTRE CULTUREL SUEDOIS**, 20 h. 30 : Groupe des Sept (Nielsen).  
**SALLE GAVEAU**, 20 h. 30 : Orchestre du Conservatoire de Paris, dir. P. Kötve (Boulez, Liszt, Brahms, Debussy, Poulenc, Mahler).  
**FAUCONNET**, 20 h. 30 : G. Frémy (Schubert, Prokofiev, Schumann).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 19 h. 30 : E. et D. d'Arco (Liszt, Mozart, Bartok, Hindemith).  
**SALLE CORTOT**, 20 h. 30 : M. Renaud, J. Herbillon (Poulenc, Auric, Durey, Tailleferre, Milhaud, Honegger, Satie, Jachet).  
**LUCKENAUER**, 19 h. 30 : voir le 23.  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 45 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**THEATRE DE LA PLATINE**, 20 h. 30 : M. Sartorius, C. Debrun (Mozart, Schumann, Mahler).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Orchestre J.-F. Goussier, Chœur Franco-Allemand de Paris (Haydn).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 20 h. 30 : Ensemble vocal E. de Lassus, dir. E. Dasse (Renaud).  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN**, 21 h. : J.-L. Fria, piano.

## Variétés

## Les music-halls

**BOBINO** (222-74-84) (D. soir. L.), 20 h. 45 : Mat. dim. 17 h. 30 : Holiday on Ice.  
**CENTRE D'ART CULTUREL** (222-87-87), 20 h. 30 : Na Cabaret.  
**FONTAINE** (274-74-40) (D.), 21 h. : Jacques Douai (dern. le 20).  
**FORUM DES HALLES** (237-53-47), 20 h. 30 : Dominique Montain.  
**GAITE-MONTMARTRE** (222-16-18) (D.), 20 h. 30 : P. Post et P. Vial.  
**MARIGNY** (222-04-41) (D.), 21 h. : Thierry Le Luron (dernière).  
**MATURINS** (222-00-00) (D. soir. L.), 20 h. 45 : Mat. dim. 18 h. 30 : J.-M. Caradee, R. Masson.  
**OLYMPIA** (724-25-45) (D.), 21 h. : Charles Aznavour.

**PALAI DES SPORTS** (222-40-50) (D. soir. L.), 21 h. : Mat. mer. 18 h. 30 : 14 h. 15 et 17 h. 30 : Holiday on Ice.  
**POINT VIRGULE** (278-67-03) (D. L.), 21 h. : Jean-Pierre Ruser (dern. le 20).  
**SALLE CONFLUENCE** (287-67-28), 21 h. : Kachoula (dern. le 20).  
**THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN** (277-57-53) (Mer.), 21 h. : Mat. dim. 18 h. 30 : le Grand orchestre du Splendid.  
**THEATRE NOIR** (297-85-14) (D.), 20 h. 30 : Kapla.  
**THEATRE DE MONTMONTRENT** (222-00-00), 20 h. 30 : Chul à pied.  
**UNESCO** (277-16-16), 20 h. 45 : S. Rodriguez et P. Milanes, chant populaire cubain.

## Les comédies musicales

**LA FENETRE** (205-40-35) (D.), 20 h. 30 : Utopopolis.  
**BOULEVARD SAINT-GERMAIN** (222-00-00) (D. soir. L.), 21 h. : Mat. Mar. (V. R. Mar.), 15 h. : P. Phil. (S. R. Phil.).  
**RENAISSANCE** (222-16-18), 20 h. 30 : 14 h. 30 : 15 h. 30 : 16 h. 45 : 17 h. 30 : 18 h. 30 : 19 h. 30 : 20 h. 30 : 21 h. 30 : 22 h. 30 : 23 h. 30 : 24 h. 30 : 25 h. 30 : 26 h. 30 : 27 h. 30 : 28 h. 30 : 29 h. 30 : 30 h. 30 : 31 h. 30 : 32 h. 30 : 33 h. 30 : 34 h. 30 : 35 h. 30 : 36 h. 30 : 37 h. 30 : 38 h. 30 : 39 h. 30 : 40 h. 30 : 41 h. 30 : 42 h. 30 : 43 h. 30 : 44 h. 30 : 45 h. 30 : 46 h. 30 : 47 h. 30 : 48 h. 30 : 49 h. 30 : 50 h. 30 : 51 h. 30 : 52 h. 30 : 53 h. 30 : 54 h. 30 : 55 h. 30 : 56 h. 30 : 57 h. 30 : 58 h. 30 : 59 h. 30 : 60 h. 30 : 61 h. 30 : 62 h. 30 : 63 h. 30 : 64 h. 30 : 65 h. 30 : 66 h. 30 : 67 h. 30 : 68 h. 30 : 69 h. 30 : 70 h. 30 : 71 h. 30 : 72 h. 30 : 73 h. 30 : 74 h. 30 : 75 h. 30 : 76 h. 30 : 77 h. 30 : 78 h. 30 : 79 h. 30 : 80 h. 30 : 81 h. 30 : 82 h. 30 : 83 h. 30 : 84 h. 30 : 85 h. 30 : 86 h. 30 : 87 h. 30 : 88 h. 30 : 89 h. 30 : 90 h. 30 : 91 h. 30 : 92 h. 30 : 93 h. 30 : 94 h. 30 : 95 h. 30 : 96 h. 30 : 97 h. 30 : 98 h. 30 : 99 h. 30 : 100 h. 30 : 101 h. 30 : 102 h. 30 : 103 h. 30 : 104 h. 30 : 105 h. 30 : 106 h. 30 : 107 h. 30 : 108 h. 30 : 109 h. 30 : 110 h. 30 : 111 h. 30 : 112 h. 30 : 113 h. 30 : 114 h. 30 : 115 h. 30 : 116 h. 30 : 117 h. 30 : 118 h. 30 : 119 h. 30 : 120 h. 30 : 121 h. 30 : 122 h. 30 : 123 h. 30 : 124 h. 30 : 125 h. 30 : 126 h. 30 : 127 h. 30 : 128 h. 30 : 129 h. 30 : 130 h. 30 : 131 h. 30 : 132 h. 30 : 133 h. 30 : 134 h. 30 : 135 h. 30 : 136 h. 30 : 137 h. 30 : 138 h. 30 : 139 h. 30 : 140 h. 30 : 141 h. 30 : 142 h. 30 : 143 h. 30 : 144 h. 30 : 145 h. 30 : 146 h. 30 : 147 h. 30 : 148 h. 30 : 149 h. 30 : 150 h. 30 : 151 h. 30 : 152 h. 30 : 153 h. 30 : 154 h. 30 : 155 h. 30 : 156 h. 30 : 157 h. 30 : 158 h. 30 : 159 h. 30 : 160 h. 30 : 161 h. 30 : 162 h. 30 : 163 h. 30 : 164 h. 30 : 165 h. 30 : 166 h. 30 : 167 h. 30 : 168 h. 30 : 169 h. 30 : 170 h. 30 : 171 h. 30 : 172 h. 30 : 173 h. 30 : 174 h. 30 : 175 h. 30 : 176 h. 30 : 177 h. 30 : 178 h. 30 : 179 h. 30 : 180 h. 30 : 181 h. 30 : 182 h. 30 : 183 h. 30 : 184 h. 30 : 185 h. 30 : 186 h. 30 : 187 h. 30 : 188 h. 30 : 189 h. 30 : 190 h. 30 : 191 h. 30 : 192 h. 30 : 193 h. 30 : 194 h. 30 : 195 h. 30 : 196 h. 30 : 197 h. 30 : 198 h. 30 : 199 h. 30 : 200 h. 30 : 201 h. 30 : 202 h. 30 : 203 h. 30 : 204 h. 30 : 205 h. 30 : 206 h. 30 : 207 h. 30 : 208 h. 30 : 209 h. 30 : 210 h. 30 : 211 h. 30 : 212 h. 30 : 213 h. 30 : 214 h. 30 : 215 h. 30 : 216 h. 30 : 217 h. 30 : 218 h. 30 : 219 h. 30 : 220 h. 30 : 221 h. 30 : 222 h. 30 : 223 h. 30 : 224 h. 30 : 225 h. 30 : 226 h. 30 : 227 h. 30 : 228 h. 30 : 229 h. 30 : 230 h. 30 : 231 h. 30 : 232 h. 30 : 233 h. 30 : 234 h. 30 : 235 h. 30 : 236 h. 30 : 237 h. 30 : 238 h. 30 : 239 h. 30 : 240 h. 30 : 241 h. 30 : 242 h. 30 : 243 h. 30 : 244 h. 30 : 245 h. 30 : 246 h. 30 : 247 h. 30 : 248 h. 30 : 249 h. 30 : 250 h. 30 : 251 h. 30 : 252 h. 30 : 253 h. 30 : 254 h. 30 : 255 h. 30 : 256 h. 30 : 257 h. 30 : 258 h. 30 : 259 h. 30 : 260 h. 30 : 261 h. 30 : 262 h. 30 : 263 h. 30 : 264 h. 30 : 265 h. 30 : 266 h. 30 : 267 h. 30 : 268 h. 30 : 269 h. 30 : 270 h. 30 : 271 h. 30 : 272 h. 30 : 273 h. 30 : 274 h. 30 : 275 h. 30 : 276 h. 30 : 277 h. 30 : 278 h. 30 : 279 h. 30 : 280 h. 30 : 281 h. 30 : 282 h. 30 : 283 h. 30 : 284 h. 30 : 285 h. 30 : 286 h. 30 : 287 h. 30 : 288 h. 30 : 289 h. 30 : 290 h. 30 : 291 h. 30 : 292 h. 30 : 293 h. 30 : 294 h. 30 : 295 h. 30 : 296 h. 30 : 297 h. 30 : 298 h. 30 : 299 h. 30 : 300 h. 30 : 301 h. 30 : 302 h. 30 : 303 h. 30 : 304 h. 30 : 305 h. 30 : 306 h. 30 : 307 h. 30 : 308 h. 30 : 309 h. 30 : 310 h. 30 : 311 h. 30 : 312 h. 30 : 313 h. 30 : 314 h. 30 : 315 h. 30 : 316 h. 30 : 317 h. 30 : 318 h. 30 : 319 h. 30 : 320 h. 30 : 321 h. 30 : 322 h. 30 : 323 h. 30 : 324 h. 30 : 325 h. 30 : 326 h. 30 : 327 h. 30 : 328 h. 30 : 329 h. 30 : 330 h. 30 : 331 h. 30 : 332 h. 30 : 333 h. 30 : 334 h. 30 : 335 h. 30 : 336 h. 30 : 337 h. 30 : 338 h. 30 : 339 h. 30 : 340 h. 30 : 341 h. 30 : 342 h. 30 : 343 h. 30 : 344 h. 30 : 345 h. 30 : 346 h. 30 : 347 h. 30 : 348 h. 30 : 349 h. 30 : 350 h. 30 : 351 h. 30 : 352 h. 30 : 353 h. 30 : 354 h. 30 : 355 h. 30 : 356 h. 30 : 357 h. 30 : 358 h. 30 : 359 h. 30 : 360 h. 30 : 361 h. 30 : 362 h. 30 : 363 h. 30 : 364 h. 30 : 365 h. 30 : 366 h. 30 : 367 h. 30 : 368 h. 30 : 369 h. 30 : 370 h. 30 : 371 h. 30 : 372 h. 30 : 373 h. 30 : 374 h. 30 : 375 h. 30 : 376 h. 30 : 377 h. 30 : 378 h. 30 : 379 h. 30 : 380 h. 30 : 381 h. 30 : 382 h. 30 : 383 h. 30 : 384 h. 30 : 385 h. 30 : 386 h. 30 : 387 h. 30 : 388 h. 30 : 389 h. 30 : 390 h. 30 : 391 h. 30 : 392 h. 30 : 393 h. 30 : 394 h. 30 : 395 h. 30 : 396 h. 30 : 397 h. 30 : 398 h. 30 : 399 h. 30 : 400 h. 30 : 401 h. 30 : 402 h. 30 : 403 h. 30 : 404 h. 30 : 405 h. 30 : 406 h. 30 : 407 h. 30 : 408 h. 30 : 409 h. 30 : 410 h. 30 : 411 h. 30 : 412 h. 30 : 413 h. 30 : 414 h. 30 : 415 h. 30 : 416 h. 30 : 417 h. 30 : 418 h. 30 : 419 h. 30 : 420 h. 30 : 421 h. 30 : 422 h. 30 : 423 h. 30 : 424 h. 30 : 425 h. 30 : 426 h. 30 : 427 h. 30 : 428 h. 30 : 429 h. 30 : 430 h. 30 : 431 h. 30 : 432 h. 30 : 433 h. 30 : 434 h. 30 : 435 h. 30 : 436 h. 30 : 437 h. 30 : 438 h. 30 : 439 h. 30 : 440 h. 30 : 441 h. 30 : 442 h. 30 : 443 h. 30 : 444 h. 30 : 445 h. 30 : 446 h. 30 : 447 h. 30 : 448 h. 30 : 449 h. 30 : 450 h. 30 : 451 h. 30 : 452 h. 30 : 453 h. 30 : 454 h. 30 : 455 h. 30 : 456 h. 30 : 457 h. 30 : 458 h. 30 : 459 h. 30 : 460 h. 30 : 461 h. 30 : 462 h. 30 : 463 h. 30 : 464 h. 30 : 465 h. 30 : 466 h. 30 : 467 h. 30 : 468 h. 30 : 469 h. 30 : 470 h. 30 : 471 h. 30 : 472 h. 30 : 473 h. 30 : 474 h. 30 : 475 h. 30 : 476 h. 30 : 477 h. 30 : 478 h. 30 : 479 h. 30 : 480 h. 30 : 481 h. 30 : 482 h. 30 : 483 h. 30 : 484 h. 30 : 485 h. 30 : 486 h. 30 : 487 h. 30 : 488 h. 30 : 489 h. 30 : 490 h. 30 : 491 h. 30 : 492 h. 30 : 493 h. 30 : 494 h. 30 : 495 h. 30 : 496 h. 30 : 497 h. 30 : 498 h. 30 : 499 h. 30 : 500 h. 30 : 501 h. 30 : 502 h. 30 : 503 h. 30 : 504 h. 30 : 505 h. 30 : 506 h. 30 : 507 h. 30 : 508 h. 30 : 509 h. 30 : 510 h. 30 : 511 h. 30 : 512 h. 30 : 513 h. 30 : 514 h. 30 : 515 h. 30 : 516 h. 30 : 517 h. 30 : 518 h. 30 : 519 h. 30 : 520 h. 30 : 521 h. 30 : 522 h. 30 : 523 h. 30 : 524 h. 30 : 525 h. 30 : 526 h. 30 : 527 h. 30 : 528 h. 30 : 529 h. 30 : 530 h. 30 : 531 h. 30 : 532 h. 30 : 533 h. 30 : 534 h. 30 : 535 h. 30 : 536 h. 30 : 537 h. 30 : 538 h. 30 : 539 h. 30 : 540 h. 30 : 541 h. 30 : 542 h. 30 : 543 h. 30 : 544 h. 30 : 545 h. 30 : 546 h. 30 : 547 h. 30 : 548 h. 30 : 549 h. 30 : 550 h. 30 : 551 h. 30 : 552 h. 30 : 553 h. 30 : 554 h. 30 : 555 h. 30 : 556 h. 30 : 557 h. 30 : 558 h. 30 : 559 h. 30 : 560 h. 30 : 561 h. 30 : 562 h. 30 : 563 h. 30 : 564 h. 30 : 565 h. 30 : 566 h. 30 : 567 h. 30 : 568 h. 30 : 569 h. 30 : 570 h. 30 : 571 h. 30 : 572 h. 30 : 573 h. 30 : 574 h. 30 : 575 h. 30 : 576 h. 30 : 577 h. 30 : 578 h. 30 : 579 h. 30 : 580 h. 30 : 581 h. 30 : 582 h. 30 : 583 h. 30 : 584 h. 30 : 585 h. 30 : 586 h. 30 : 587 h. 30 : 588 h. 30 : 589 h. 30 : 590 h. 30 : 591 h. 30 : 592 h. 30 : 593 h. 30 : 594 h. 30 : 595 h. 30 : 596 h. 30 : 597 h. 30 : 598 h. 30 : 599 h. 30 : 600 h. 30 : 601 h. 30 : 602 h. 30 : 603 h. 30 : 604 h. 30 : 605 h. 30 : 606 h. 30 : 607 h. 30 : 608 h. 30 : 609 h. 30 : 610 h. 30 : 611 h. 30 : 612 h. 30 : 613 h. 30 : 614 h. 30 : 615 h. 30 : 616 h. 30 : 617 h. 30 : 618 h. 30 : 619 h. 30 : 620 h. 30 : 621 h. 30 : 622 h. 30 : 623 h. 30 : 624 h. 30 : 625 h. 30 : 626 h. 30 : 627 h. 30 : 628 h. 30 : 629 h. 30 : 630 h. 30 : 631 h. 30 : 632 h. 30 : 633 h. 30 : 634 h. 30 : 635 h. 30 : 636 h. 30 : 637 h. 30 : 638 h. 30 : 639 h. 30 : 640 h. 30 : 641 h. 30 : 642 h. 30 : 643 h. 30 : 644 h. 30 : 645 h. 30 : 646 h. 30 : 647 h. 30 : 648 h. 30 : 649 h. 30 : 650 h. 30 : 651 h. 30 : 652 h. 30 : 653 h. 30 : 654 h. 30 : 655 h. 30 : 656 h. 30 : 657 h. 30 : 658 h. 30 : 659 h. 30 : 660 h. 30 : 661 h. 30 : 662 h. 30 : 663 h. 30 : 664 h. 30 : 665 h. 30 : 666 h. 30 : 667 h. 30 : 668 h. 30 : 669 h. 30 : 670 h. 30 : 671 h. 30 : 672 h. 30 : 673 h. 30 : 674 h. 30 : 675 h. 30 : 676 h. 30 : 677 h. 30 : 678 h. 30 : 679 h. 30 : 680 h. 30 : 681 h. 30 : 682 h. 30 : 683 h. 30 : 684 h. 30 : 685 h. 30 : 686 h. 30 : 687 h. 30 : 688 h. 30 : 689 h. 30 : 690 h. 30 : 691 h. 30 : 692 h. 30 : 693 h. 30 : 694 h. 30 : 695 h. 30 : 696 h. 30 : 697 h. 30 : 698 h. 30 : 699 h. 30 : 700 h. 30 : 701 h. 30 : 702 h. 30 : 703 h. 30 : 704 h. 30 : 705 h. 30 : 706 h. 30 : 707 h. 30 : 708 h. 30 : 709 h. 30 : 710 h. 30 : 711 h. 30 : 712 h. 30 : 713 h. 30 : 714 h. 30 : 715 h. 30 : 716 h. 30 : 717 h. 30 : 718 h. 30 : 719 h. 30 : 720 h. 30 : 721 h. 30 : 722 h. 30 : 723 h. 30 : 724 h. 30 : 725 h. 30 : 726 h. 30 : 727 h. 30 : 728 h. 30 : 729 h. 30 : 730 h. 30 : 731 h. 30 : 732 h. 30 : 733 h. 30 : 734 h. 30 : 735 h. 30 : 736 h. 30 : 737 h. 30 : 738 h. 30 : 739 h. 30 : 740 h. 30 : 741 h. 30 : 742 h. 30 : 743 h. 30 : 744 h. 30 : 745 h. 30 : 746 h. 30 : 747 h. 30 : 748 h. 30 : 749 h. 30 : 750 h. 30 : 751 h. 30 : 752 h. 30 : 753 h. 30 : 754 h. 30 : 755 h. 30 : 756 h. 30 : 757 h. 30 : 758 h. 30 : 759 h. 30 : 760 h. 30 : 761 h. 30 : 762 h. 30 : 763 h. 30 : 764 h. 30 : 765 h. 30 : 766 h. 30 : 767 h. 30 : 768 h. 30 : 769 h. 30 : 770 h. 30 : 771 h. 30 : 772 h. 30 : 773 h. 30 : 774 h. 30 : 775 h. 30 : 776 h. 30 : 777 h. 30 : 778 h. 30 : 779 h. 30 : 780 h. 30 : 781 h. 30 : 782 h. 30 : 783 h. 30 : 784 h. 30 : 785 h. 30 : 786 h. 30 : 787 h. 30 : 788 h. 30 : 789 h. 30 : 790 h. 30 : 791 h. 30 : 792 h. 30 : 793 h. 30 : 794 h. 30 : 795 h. 30 : 796 h. 30 : 797 h. 30 : 798 h. 30 : 799 h. 30 : 800 h. 30 : 801 h. 30 : 802 h. 30 : 803 h. 30 : 804 h. 30 : 805 h. 30 : 806 h. 30 : 807 h. 30 : 808 h. 30 : 809 h. 30 : 810 h. 30 : 811 h. 30 : 812 h. 30 : 813 h. 30 : 814 h. 30 : 815 h. 30 : 816 h. 30 : 817 h. 30 : 818 h. 30 : 819 h. 30 : 820 h. 30 : 821 h. 30 : 822 h. 30 : 823 h. 30 : 824 h. 30 : 825 h. 30 : 826 h. 30 : 827 h. 30 : 828 h. 30 : 829 h. 30 : 830 h. 30 : 831 h. 30 : 832 h. 30 : 833 h. 30 : 834 h. 30 : 835 h. 30 : 836 h. 30 : 837 h. 30 : 838 h. 30 : 839 h. 30 : 840 h. 30 : 841 h. 30 : 842 h. 30 : 843 h. 30 : 844 h. 30 : 845 h. 30 : 846 h. 30 : 847 h. 30 : 848 h. 30 : 849 h. 30 : 850 h. 30 : 851 h. 30 : 852 h. 30 : 853 h. 30 : 854 h. 30 : 855 h. 30 : 856 h. 30 : 857 h. 30 : 858 h. 30 : 859 h. 30 : 860 h. 30 : 861 h. 30 : 862 h. 30 : 863 h. 30 : 864 h. 30 : 865 h. 30 : 866 h. 30 : 867 h. 30 : 868 h. 30 : 869 h. 30 : 870 h. 30 : 871 h. 30 : 872 h. 30 : 873 h. 30 : 874 h. 30 : 875 h. 30 : 876 h. 30 : 877 h. 30 : 878 h. 30 : 879 h. 30 : 880 h. 30 : 881 h. 30 : 882 h. 30 : 883 h. 30 : 884 h. 30 : 885 h. 30 : 886 h. 30 : 887 h. 30 : 888 h. 30 : 889 h. 30 : 890 h. 30 : 891 h. 30 : 892 h. 30 : 893 h. 30 : 894 h. 30 : 895 h. 30 : 896 h. 30 : 897 h. 30 : 898 h. 30 : 899 h. 30 : 900 h. 30 : 901 h. 30 : 902 h. 30 : 903 h. 30 : 904 h. 30 : 905 h. 30 : 906 h.



MARIGNAN PATHE v.o. - QUARTIER LATIN v.o.  
GAUMONT HALLES v.o. - BROADWAY v.o. - GAUMONT RICHELIEU  
GAUMONT SUD - CAMBROU - WEPLER - MONT-PARNASSE 83  
MULTICINÉ Champigny - CALYPSO Viry-Châtillon

# SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS

UN FILM DE  
HERBERT ROSS

Un spectacle tonique, réjouissant et stimulant. Un film d'action et de suspense, avec disparition, enlèvement, poursuite, mystère et duels meurtriers. On est comblé.  
Gérard Lenne / TÉLÉ 7 JOURS

Un régal du cinéma de divertissement...  
Jacques Siclier / LE MONDE

Un film drôle, riche en situations et en personnages pittoresques.  
Robert Chazal / FRANCE SOIR

Si vous n'allez au cinéma qu'une fois par an, allez voir cette surprenante rencontre entre Sherlock Holmes et le Dr Freud.  
Jean Chatel / EUROPE 1

D'un coup de théâtre à l'autre, un sens du baroque très affirmé, une aventure délicieuse.  
Robert Benayoun / LE POINT



GAUMONT COLISEE v.o. - BERLITZ v.f. - GAUMONT RICHELIEU v.f.  
WEPLER PATHE v.f. - MONT-PARNASSE PATHE v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f.  
NATION v.f. - GAUMONT LES HALLES v.f. - MAYFAIR v.o.  
QUINTETTE v.o. - LUXEMBOURG v.o.

"Une nouvelle chevauchée fantastique,  
celle de l'Amérique  
à la reconquête de ses racines."  
(LE POINT)



UNIVERSAL PICTURES et COLUMBIA PICTURES présentent  
UNE PRODUCTION RAY STARK-WILDWOOD

ROBERT REDFORD  
JANE FONDA

UN FILM DE SYDNEY POLLACK

LE CAVALIER ELECTRIQUE  
(THE ELECTRIC HORSEMAN)

avec VALERIE PERRINE  
et WILLIE NELSON

Directeur de la photographie OWEN ROIZMAN A.S.C.  
Musique de DAVE GRUSIN - Scénario de ROBERT GARLAND  
Porté à l'écran par PAUL GAER et ROBERT GARLAND  
Produit par RAY STARK. Réalisé par SYDNEY POLLACK

Carte officielle du film aux droits de cession C.I.S. 83

ASNIERES Tricycle - THAIS Belle Epine - CHAMPIGNY Multiciné Pathe  
VELIZY 2 - VERSAILLES Cyrano - RUEIL Ariet - EVRY Gaumont

## Cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits  
aux moins de treize ans  
(\*\*) aux moins de dix-huit ans

### La Cinémaèque

CHATELLOT (704-34-34)

MERCREDI 23 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton et Eddie Gribbon ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

JEUDI 24 AVRIL

15 h. : L'Ardeur du monde, de N. Ray ; 18 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

VENREDI 25 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

SAMEDI 26 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

DIMANCHE 27 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

LUNDI 28 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MARDI 29 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MERCREDI 30 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

JEUDI 1er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

VENREDI 2er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

SAMEDI 3er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

DIMANCHE 4er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

LUNDI 5er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MARDI 6er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MERCREDI 7er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

JEUDI 8er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

VENREDI 9er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

SAMEDI 10er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

DIMANCHE 11er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

LUNDI 12er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MARDI 13er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MERCREDI 14er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

JEUDI 15er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

VENREDI 16er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

SAMEDI 17er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

DIMANCHE 18er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

BEAUBOURG (778-35-57)

MERCREDI 23 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

JEUDI 24 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

VENREDI 25 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

SAMEDI 26 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

DIMANCHE 27 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

LUNDI 28 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MARDI 29 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MERCREDI 30 AVRIL

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

JEUDI 1er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

VENREDI 2er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

SAMEDI 3er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

DIMANCHE 4er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

LUNDI 5er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MARDI 6er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MERCREDI 7er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

JEUDI 8er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

VENREDI 9er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

SAMEDI 10er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

DIMANCHE 11er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

LUNDI 12er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MARDI 13er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

MERCREDI 14er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

JEUDI 15er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

VENREDI 16er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

SAMEDI 17er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

DIMANCHE 18er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

LUNDI 19er MAI

15 h. : Les Trois Ages de Buster Keaton ; 18 h. : Ophélie, de C. Chabrol ; 20 h. : le jeune cinéma allemand : le Derrier Cri, de E. Van Ackeren ; 22 h. : Hommage à R. Pariah ; Body and Soul, de R. Rosen.

CHERE INCONNU (Fr.) : Gaumont-

Les Halles, 1<sup>er</sup> (297-49-70) ; Berlitz, 2<sup>e</sup> (749-60-33) ; Capri, 3<sup>e</sup> (308-11-80) ; Saint-Ouen-Studio, 4<sup>e</sup> (354-42-72) ; Montparnasse-83, 5<sup>e</sup> (344-14-37) ; Concordia, 6<sup>e</sup> (359-82-63) ; Faubourg, 13<sup>e</sup> (331-55-88) ; Gaumont-Convent, 15<sup>e</sup> (822-42-27) ; Clichy-Palace, 18<sup>e</sup> (822-46-81) ; Essay, 19<sup>e</sup> (288-82-34) ; Gaumont - Gambetta, 20<sup>e</sup> (626-10-96).

CINQ SOIREE (Sov. v.o.) : Cosmos, 2<sup>e</sup> (648-82-25).

LA DANSE AVEC L'AVSUGLE (Fr.) : Saint-Séverin, 3<sup>e</sup> (354-50-51), Jours Impériaux.

DES ESPIONS DANS LA VILLE (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6<sup>e</sup> (329-42-83) ; Biarritz, 8<sup>e</sup> (723-49-23) ; V.I. : U.G.C. Gary de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-50) ; U.G.C. Gobelin, 13<sup>e</sup> (335-24-44) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (335-89-52) ; Magic Convention, 15<sup>e</sup> (823-20-38) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (236-71-33) ; Rex, 20<sup>e</sup> (238-82-93) ; Convention - Saint-Charles, 21<sup>e</sup> (579-33-00).

LA DEROBEE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (261-55-32).

DON GIOVANNI (Fr.-It.) : Vendôme, 2<sup>e</sup> (743-97-83), France-Riviera, 3<sup>e</sup> (713-71-11).

ELIS (A. v.o.) : Publicis-Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (730-76-23), Paramount-City, 9<sup>e</sup> (362-43-70) ; V.I. : Paramount-Martinez, 10<sup>e</sup> (286-90-40) ; Paramount-Montparnasse, 14<sup>e</sup> (338-90-10) ; Paramount-Mallot, 17<sup>e</sup> (738-26-34).

LENTOUILLON (Fr.) : U.G.C. Danton, 6<sup>e</sup> (329-42-83), Bretagne, 8<sup>e</sup> (323-57-97), Caméo, 9<sup>e</sup> (246-85-44), U.G.C. Gary de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-50), U.G.C. Gobelin, 13<sup>e</sup> (335-24-44), Miramar, 14<sup>e</sup> (335-89-52), Magic Convention, 15<sup>e</sup> (823-20-38), Secrétan, 19<sup>e</sup> (236-71-33), Rex, 20<sup>e</sup> (238-82-93), Convention - Saint-Charles, 21<sup>e</sup> (579-33-00).

L'ETALON NOIR (A. v.o.) : Caméo, 9<sup>e</sup> (246-85-44), Miramar, 14<sup>e</sup> (335-89-52), Napoleon, 17<sup>e</sup> (330-41-46).

LES EUROPEENS (A. v.o.) : Luxem- bourg, 3<sup>e</sup> (833-97-77), Elysées- Pi-Show, 5<sup>e</sup> (225-87-29).

LA FEMME FLIC (Fr.) : Grand-Parva, 15<sup>e</sup> (554-46-85).

FILMING OTHELLO (A. v.o.) : Seine, 5<sup>e</sup> (323-85-28).

FOG (A. v.o.) : Le Seine, 5<sup>e</sup> (323-85-28), Elysées-Cinéma, 8<sup>e</sup> (225-87-29), U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (261-55-32).

LE FOUT DE MAI (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 3<sup>e</sup> (354-50-51), Jours Impériaux.

FRANCE MERE DES ARTS, DES ARMES ET DES LOIS (Fr.) : Action Républicaine, 11<sup>e</sup> (803-51-23), E. sp.

LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : Caméo, 9<sup>e</sup> (246-85-44), U.G.C. Mar- beuf, 14<sup>e</sup> (335-89-



[illegible]

**LES CAVALIERS ÉLECTRIQUES**, film américain de Sydney Pollack (v.o.) : Gaietyette, 9<sup>e</sup> ; Lechard, 10<sup>e</sup> ; U.G.C. (832-37-77) ; Colisée, 3<sup>e</sup> (330-20-30) ; Mayral, 10<sup>e</sup> (81-32-32) ; Gaumont, 12<sup>e</sup> (333-34-57) ; Richelieu, 2<sup>e</sup> (333-34-50) ; Gaumont les Halles, 1<sup>re</sup> (333-34-57) ; Nations, 12<sup>e</sup> (333-34-57) ; Gaumont-Convention, 1<sup>re</sup> (332-43-57) ; Saint-Louis, 1<sup>re</sup> (332-43-57) ; 18-30<sup>e</sup> ; Wexlar, 1<sup>re</sup> (337-30-70).  
**LES MÉTÉORES DE LA MORALE**, film japonais de K. Fukunaga (v.o.) : la Clot, 5<sup>e</sup>.  
**JE VAIS CROQUER**, film français de François Lestrange : Rex, 2<sup>e</sup> (330-43-50) ; U.G.C. (832-37-77) ; Colisée, 3<sup>e</sup> (330-20-30) ; Richelieu, 2<sup>e</sup> (333-34-50) ; U.G.C. Gare d'Orléans, 1<sup>re</sup> (332-43-57) ; Métamar, 1<sup>re</sup> (330-30-53) ; Métal, 1<sup>re</sup> (330-30-53) ; Paramount-Métropole, 1<sup>re</sup> (330-34-25).  
**UN COUDRIER TAPÉ PASTROUCH**, film américain de Robert Alton (v.o.) : Saint-Germain-Village, 9<sup>e</sup> (332-13-25) ; Marignan, 1<sup>re</sup> (330-34-25) ; Richelieu, 2<sup>e</sup> (333-34-50) ; U.G.C. Gare de Lyon, 1<sup>re</sup> (332-43-57) ; Paramount, 1<sup>re</sup> (330-34-25) ; Gaumont-Sud, 1<sup>re</sup> (3-36-50) ; Cambronne, 1<sup>re</sup> (738-43-30) ; Orléans-Patna, 1<sup>re</sup> (330-34-25) ; Métal, 1<sup>re</sup> (330-30-53) ; Gambetta, 2<sup>e</sup> (330-10-30).  
**L'ÉPOQUE DU KAMAYAMA**, film japonais de K. Fukunaga (v.o.) : M. Salviati : la Satne, 3<sup>e</sup> (335-30-37).  
**TOUL**, film américain de William Wyler (v.o.) : U.G.C. Denton, 6<sup>e</sup> (330-42-30) ; Normandie, 1<sup>re</sup> (330-42-30) ; U.G.C. (832-37-77) ; Bretagne, 3<sup>e</sup> (222-37-97) ; U.G.C. Gobelins, 1<sup>re</sup> (330-34-40) ; Métal, 1<sup>re</sup> (330-30-53) ; U.G.C. (832-37-77).  
**LES VAINQUEURS**, film américain de John Huston (v.o.) : la Paris, 9<sup>e</sup> (330-53-59) ; Studio Média, 3<sup>e</sup> (333-23-97) ; U.G.C. (832-37-77) ; Paramount-Opéra, 9<sup>e</sup> (702-36-31) ; Paramount-Bastille, 1<sup>re</sup> (330-34-25) ; Gaumont, 12<sup>e</sup> (333-34-57) ; Galade, 1<sup>re</sup> (330-18-30) ; Paramount-Orléans, 1<sup>re</sup> (540-45-31) ; Métal, 1<sup>re</sup> (330-30-53) ; U.G.C. (832-37-77) ; Gaumont-Convention, 1<sup>re</sup> (332-43-57) ; Saint-Charles, 1<sup>re</sup> (370-33-00) ; Paramount-Métro, 1<sup>re</sup> (738-43-30) ; Métal, 1<sup>re</sup> (330-30-53) ; Paramount-Métropole, 1<sup>re</sup> (330-34-25).  
**THE BRIDE DES ANGES**, film américain de F. P. Zellerbach (v.o.) : M. Principaux (v.o.) : Elysées-Lincoln, 6<sup>e</sup> (330-34-40) ; Paramount, 1<sup>re</sup> (330-34-25) ; Métal, 1<sup>re</sup> (330-30-53) ; V.I. : Bastille, 2<sup>e</sup> (740-30-33) ; Saint-Laure-Pasquier, 9<sup>e</sup> (337-35-33) ; Nations, 1<sup>re</sup> (333-34-25).

[illegible]

Non Saint-Chambers, 1<sup>re</sup> (1878-24-34),  
 Parnassus-Mallory, 1<sup>re</sup> (1788-24-34),  
 Parnassus-Monmartraine, 1<sup>re</sup> (800-84-34).  
 TESS (Fr.-Brit. v. ang.) : Studio  
 Bagnoli, 1<sup>re</sup> (1920-34-34), Kiyasai 2<sup>nd</sup>  
 (1920-34-34).  
 UN AMOUR D'EMMANUEL (Fr.) :  
 Montparnasse-Monmartraine, 1<sup>re</sup> (320-  
 90-10).  
 LA VIE DE BRIAN (Ang. v.) :  
 U.C. Opéra, 2<sup>nd</sup> (38-32-34), U.C.O.  
 Odéon, 3<sup>rd</sup> (35-71-34), Biarritz, 3<sup>rd</sup>  
 (72-32-34), U.C.O. Marbous, 3<sup>rd</sup>  
 (72-32-34), U.C.O. Marbous, 3<sup>rd</sup>  
 (66-44), 14-Juillet Bastille, 1<sup>re</sup> (397-  
 90-31), Boulevard-Monparnasse, 1<sup>re</sup>  
 1<sup>re</sup> (344-23-34), 14-Juillet Bagnac-  
 3<sup>rd</sup> (375-70-34), Munk, 1<sup>st</sup> (81-  
 80-34).  
 XANES (A. v. o.) : Hantevelles, 1<sup>re</sup>  
 (82-35-34), Concorde, 3<sup>rd</sup> (350-  
 34-34), 14-Juillet Bastille, 1<sup>re</sup> (377-  
 90-34), Montparnasse-Fathé, 1<sup>re</sup>  
 1<sup>re</sup> (322-32-34).  
 XANES (A. v. o.) : Forum  
 nigrum, 1<sup>re</sup> (297-33-34).

**CINQUÈME SÉRIAL DES CARTELS**  
DU CINÉMA (v.o.). Action-Républi-  
cain, 11 (806-51-33), mar. 16 h. :  
Femmes entre elles ; 16 h. : La  
Vieillesse ; 17 h. : Pour l'humanité ;  
L'escaut et Just Luss ; 20 h.-32 h. :  
Numéro Zero ; jeu. 14 h. : Une  
amante pour l'été ; 16 h. : Les  
Bourgeois ; 17 h. : Le franc  
de Munich ; 18 h. : Six business  
made in pacific ; 20 h. : Albert  
Watt ; 22 h. : Les Femmes  
Selles minuit vingt secondes ;  
24 h. : Les Nouveaux Mystères de  
Paris ; 26 h. : Les Femmes  
à la chaîne ; 16 h. : L'Expro-  
piation ; 18 h. : Colloque de  
chêne ; Des Francs événements et  
des Francs audaces ; 20 h. : L'Amour  
à la chaîne ; 16 h. : L'Expro-  
piation ; 18 h. : Colloque  
de chêne ; 20 h. : Les Francs  
événements et les Francs audaces  
et des gens ordinaires ; 22 h. :  
Le Tour du monde en 80 jours ;  
24 h. : La Machine à vapeur ; 26 h. :  
Les Nouveaux Mystères de New-York ;  
jeu. 14 h. : J'ai vu la mort ; 16 h. :  
L'Amour à la chaîne ; 18 h. :  
La Môme vert-de-gris ; 20 h. :  
Evidance ; 22 h. : Les femmes sur balan-  
çoire ; 24 h. : Les Nouveaux Mys-  
tères de New-York ; 26 h. : L'Arxiome  
de la famille Kolygawa ; 24 h. : A  
Weisse Reize ; dim. 14 h. :  
L'Amour à la chaîne ; 16 h. :  
Amour ; 18 h. : Le Choc d'Or-  
chestré ; 20 h. : Poto and Cabango ;  
22 h. : Le Convul des traves ;  
24 h. : Les Nouveaux Mystères  
de New-York ; lun. 14 h. : Je ne  
sais que vous aimer ; 16 h. :  
Les Femmes jaunes ; 18 h. :  
L'Amour à la chaîne ; 20 h. :  
De Sans-Mercé ; 20 h. : Zoni  
gris ; 22 h. : Voyage en Italie et  
Symploie ; mar. 14 h. : Malin's  
et l'Amour à la chaîne ; 16 h. :  
20 h. : La Mémoria courte ;  
22 h. : La Contesse de Hongkong.

**NICOLAS STEPHAN. UNE FEMME**

foule enfin réunie, l'une et l'autre  
 s'embrassent, se regardent, se  
 disent, Désirée, dis-elle: ven; m. et  
 m. Curie, la silence de la mer;  
 nam: T.M.S., les Enfants terribles;  
 m. et diamants; nam: Kana; j. l'au;  
 et les Dames de Wilko; nam: j.

A HYPERCOOP (v.o.): New-York;  
 8 (77-03-40) mer: j. d. d. et  
 j. l'au: Complet de famille; ven.

JEAN NOËL (v.o.): Grande-Au-  
 tins: 8 (83-23-13) mer: j. l'au;  
 les Carroux de la ville; ven.  
 nam: le Point de non retour;  
 m. et diamants; nam: j. l'au;  
 mer: Panique dans la rue.

NOUVEAUX CINÉMAS FRANÇAIS  
 14 (84-03-11) mer: j. l'au;  
 D'enfer: 14 (84-03-11) mer: j. l'au;

des anges; lion; mar.; le Chéménis par l'air.

MARIE-DETRICH (v.o.) : Action-Christe, 8° (325-3570), mar., mercredi, Critique.

MAISONNETTE (v.o.) : L'Enfer, jeudi, sam., lundi; le Splendeur des Amberson, mardi.

MORON WELLES (v.o.) : Action-Christe, 8° (325-3570), mar., mercredi, Critique.

MURRAY CLOSE (v.o.) : Les Femmes de la Guerre, samedi.

NORMAN KING-GINGER ROGERS (v.o.) : Mac-Mahon, 10° (320-3431), mar.; Carillon, jeudi; les Femmes de la Guerre, samedi.

PALMISTO (v.o.) : Le Grand Amant, dimanche; la Grande Danseuse du Moulin, mardi; mar.; l'Extremepoint Mr Petrov, mercredi.

JACQUES TATY Grand Paveur, 15° (324-45-82), un alternance; Jour d'un Conquérant, le Vendredi de M. Enlot.

CHAPLIN (v.o.) : Studio Locomo, 5° (326-3900), mar.; les Femmes modernes, jeudi; l'Extrême Point, vendredi; le Dictateur, samedi; le Kid, dimanche; le Conquérant, mardi; lundi; le Pélerin, mercredi.

[illegible]

ANDRÉ ROUBINE (Gov. v.l.) :  
Toulon, 2P (336-11-89), Jym.  
L'AUTRE (A. v.o.) : Olympia,  
16 (342-97-43), 18 h. (st S. D.).  
BOULEVARD (A. v.o.) : Olympia,  
16 (342-97-43), 18 h. (st S. D.).  
BOUL'NEUF (A. v.o.) : Olympia,  
16 (338-48-26), 18 h. (st S. D.).  
L'EMPIRE DES BEUX (Jap. v.o.) :  
Saint-André des Arx, 6 (336-  
97-43), 18 h. (st S. D.).  
FEITZE TEN CAT (A. v.o.) : Saint-  
André des Arx, 6 (336-18-18),  
12 h. et 24 h.  
LA BOUFFE (Pto-18-55) :  
La Stadio de l'Etoile, 17 (370-38-55),  
P. 2, 24 h. 40.  
LE MAIDE (A. v.o.) : Olympia,  
16 (336-97-77), 18 h. (st S. D.).  
LE MAIDE (A. v.o.) : Olympia,  
16 (336-97-77), 18 h. (st S. D.).  
NEUREUX COMME UN RESE DANSE  
(A. v.o.) : Olympia, 16 (336-97-77),  
18 h. (st S. D.).  
INDIA BONG (Pto-18-55) : La Seine, 30  
(336-97-80), 12 h. (st S. D.).  
JUSSE (A. v.o.) : Olympia,  
16 (336-97-77), 10 h. 12 h. 24 h.  
LA LUNA (A. v.o.) : Les Tou-  
rnes, 16 (336-97-77), 18 h. (st S. D.).  
MACADAM COW BOY (A. v.o.) :  
Luxembourg, 6 (336-97-77), 10 h.  
MAMA ROMA (A. v.o.) : Olympia,  
16 (342-97-43), 18 h. (st S. D.).  
MAMA ROMA (A. v.o.) : Olympia,  
16 (342-97-43), 18 h. (st S. D.).  
POTTE (A. v.o.) : Olympia, 16  
(342-97-43), 18 h.  
LA FRISE DU POUVOIR PAR THI-  
ERRE (A. v.o.) : Pto-18-55, 17  
ma. 1P (297-34-74), 14 h.  
PROFESSION REPORTER (A. v.o.) :  
Luxembourg, 6 (336-97-77), 18 h.  
LA REVOLTE DES MOINES-VIVANTS  
(A. v.o.) : Ancetta, 17 (764-  
97-43), V. 2, 12 h.  
LES TUCUES DE LA LUNE DE  
MAY (A. v.o.) : Olympia, 16  
(342-97-43), 18 h. (st S. D.).  
UNE FEMME DOUCE (Pto-18-55) :

[illegible]

(34-40-12), 14 Juillet - Demoguel  
14-17 (34-47-30)  
LE MYSTERE D'ANTOINETTE CLIT-  
TERBERG (a. v.o.) : Studio  
Bertrand, 7 (783-64-66)  
MONTY MAX ET LE STUDIO BER-  
TRAND, 7 (783-64-66)  
NOW VOTAGES (a. v.o.) : Lege-  
rand, 10 (784-07-30)  
ORANGE MECHANIQUE (a. v.o.)  
E. J. : Hausmann, 9 (170-47-58)  
PARA-POW (a. v.o.) : La Pa-  
pa, 10 (783-64-66)  
[POL. v.o.] : Chiny-Solov, 9 (364-  
00-12) : Olympic, 14 (40-67-42)  
PAIN ET CHOCOLAT (IL, v.o.) :  
Studio Bertrand, 7  
PRENDS L'OSSELLE ET TIEE-TOUT  
(a. v.o.) : Elysees-London, 2  
[POL. v.o.] : Chiny-Solov, 9 (364-  
00-12)  
REMY (a. v.o.) : La Pa-  
pa, 10 (783-64-66)  
SAINT-PAUL (v.o.) : Saint-  
Lucas-Paquelin, 9 (381-55-33)  
QUE VOUS FAIT-IL ? (a. v.o.) :  
Bonaparte, 8 (329-13-12)  
RAISON D'ETAT (FR.) : Club, 9  
[POL. v.o.] : Chiny-Solov, 9  
ROMEO, VILLE OUVERTE (IL, v.o.) :  
Olympio-Saint-Germain, 6 (232-  
67-30)  
SABOTER PAR LUI-MEMME (FR.) :  
14-Juillet-Parnasse, 6 (338-58-00)  
LES SENSITIVES (FR.) : Club, 9  
LES SENTIERES DE LA GLOIRE  
(a. v.o.) : Grand Pavillon, 15 (554-  
66-00)  
SIMONE DE BEAUVOIRE (FR.) :  
14-Juillet-Parnasse, 6 (338-58-00)  
TOMBER LES FILLES ET TAI-TOUT  
(a. v.o.) : Elysees Point Show, 2  
[POL. v.o.] : Chiny-Solov, 9  
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TROU-  
VEZ VOUS VOUL SAVOIR SUR LES  
FEMMES (FR.) : Club, 9  
Saint-Germain, 6 (338-58-00)  
UN AMER DU CECI-TOILE (a. v.o.) :  
Narbon, 17 (230-10-10)  
UNE NUIT A CASABLANCA (a. v.o.) :  
Acton Casablanca, 6 (232-  
67-30)  
LA VIERGE DAME INDIENNE (FR.) :  
Saint-Germain, 6 (338-58-00)  
ANDRÉ DES ARTS (FR.) : Club, 9  
[POL. v.o.] : Chiny-Solov, 9

**VERVE** (Jap. v.o.) : 14-Juillet-Feuilles  
mar.

**LA VOIE LACTÉE** (Fr.) : Saint-  
Catherine, 14° (1848-49),  
Paranassua, 14°

**Dans la région parisienne**

**LYULINES** (Fr.)

**LE CHESNAY**, Paris-V (54-54-40)  
Kramer contre Kramer (v.o.) ;  
JERRY : Chénou, Chénou ;  
L'Entourloupe : Tom Horn.

**LA CROIX SAINT-COLOMBE**, Rives-de-  
la-Loire (54-54-40) : Kramer ;  
JERRY : Chénou, Chénou ;

**LES CLAYES-SOUS-BOIS**, E.-Lan-  
guis (055-78-01) : Le Voyage en  
Train ;

**MAISONS-LAFFITE**, Studio (052-  
19-31) : Manhattan

**POUILLEY**, Paris-V (54-54-40)  
L'Entourloupe : Jerry ;  
L'Entourloupe : Je vais craquer !  
Tom Horn ; Psychose phase II (?) mar.  
JERRY : Chénou, Chénou ;

**SAINTE-GERMAIN-NE-LAYE**, C.R.A.  
(41-54-11) : Kramer contre Kram-  
er ;

**VELIZY**, Centre commercial (945-  
34-23) : La Vie de Brian (v.o.) ;  
JERRY : Chénou, Chénou ;

**VERSAILLAS**, Cynara (060-56-58)  
JERRY : Le Guigulgo : Au boulot  
Jerry ; Le Guigulgo : Un couple très  
particulier : Jerry ; Je vais  
craquer ! Jerry ; 24 ; Les Contes  
de Canterbury ; C.R.A. (050-55-53)  
; La Vie de Brian (v.o.) ;

**VIENNOIS**, C.R.A. (94-54-18) :  
Le Souffleur d'opéra ; L'apocaly-  
psse ; Musée Louvre ; Ghibli de  
passage ; Gentleman Jim ; Renaldo  
et Clara.

**ESSONNENNE** (31)

**BURES-ORLOGES**, Paris-V (057-  
54-14) : La Vie de Brian ; L'Entour-  
loupe ; Kramer contre Kramer ;

**CORBEIL**, Arcueil (068-06-54) : Tom  
Horn ; Un couple très particulier :  
Jerry ;

**EVRY**, Gaumont (077-06-23) : Le Ca-  
vallier électrique ; Au boulot Jerry ;  
Chénou ; Le Guigulgo ;  
Dumbo.

**ERIS-ORANGES**, Cinoche (97-73-72)  
; Le Rôge ; Naples ; Le Court en  
train ;

**EVRY**, C.R.A. (057-54-18) :  
Système 7 ; L'Odyssée du cosmo-  
s.

**VILLEFRAVILLE**, Paris-V (057-54-18)

Mohabbat attaque l'Orient-Express.  
MONTAUDO, Gino (80-96-75) :  
**SANTIERES**, Tricycle (70-02-15) :  
la Cavalier électrique ; le Roi et  
le Couteau ; Chère Inconnue.  
**CHEVALERIE**, Bicyclette (vintag)  
dans dans les autres ; L'Avare,  
L'Avoine.  
**VILLEVALEMYRE**, Rex (80-18-  
39-70) : Un sac de billes ; Anna  
et les loups ; Mamam à deux sacs ;  
Le Tour du monde en quatre jours.  
**COLOMBES**, Club (74-04-00) : Le  
Valaqueur ; Terreur sur la ligne ;  
Je vais craquer ! Au bout d'un jerry.  
C'est tout un autre monde (74-04-  
97-65) : le Règne de Naples ;  
Swing Jack ; J'en suis sûr planète ;  
J'ai peur.

**EUREL**, Ariel (74-09-25) : La Cavalièr  
électrique ; Chère Inconnue - une  
autre version ; Les Amis des chiens ;  
Les particularités ; Je vais craquer ;  
Psychoses particulières III (\*).  
**VALAUBERT**, Bicyclette (74-09-  
25-00) : le Grigoulo ; Froude  
Fosselle et tire-tout.

**GUYON-SAINTE-DENIS** (53)  
**RAGNOLET**, Ciccho (38-01-07) :  
Santia, Beatissime ; Pilecadavre ;  
La Vieillesse au pouvoir par Philippe  
Pétain.  
**BORGNIY**, M.C. (53-14-45) : Remon-  
te-moi ça ; Les Femmes qui ont été  
dattées de Saint-Amand ; Monrirage  
est vivre fou ; Pour City ; Les  
Généralistes ; U.S. et S.T. ;  
**LE BOUGRET**, Avialac (53-17-58) :  
Kramer contre Kramer ; Au bouge-  
ment ; Une affaire ;  
Parlerie.

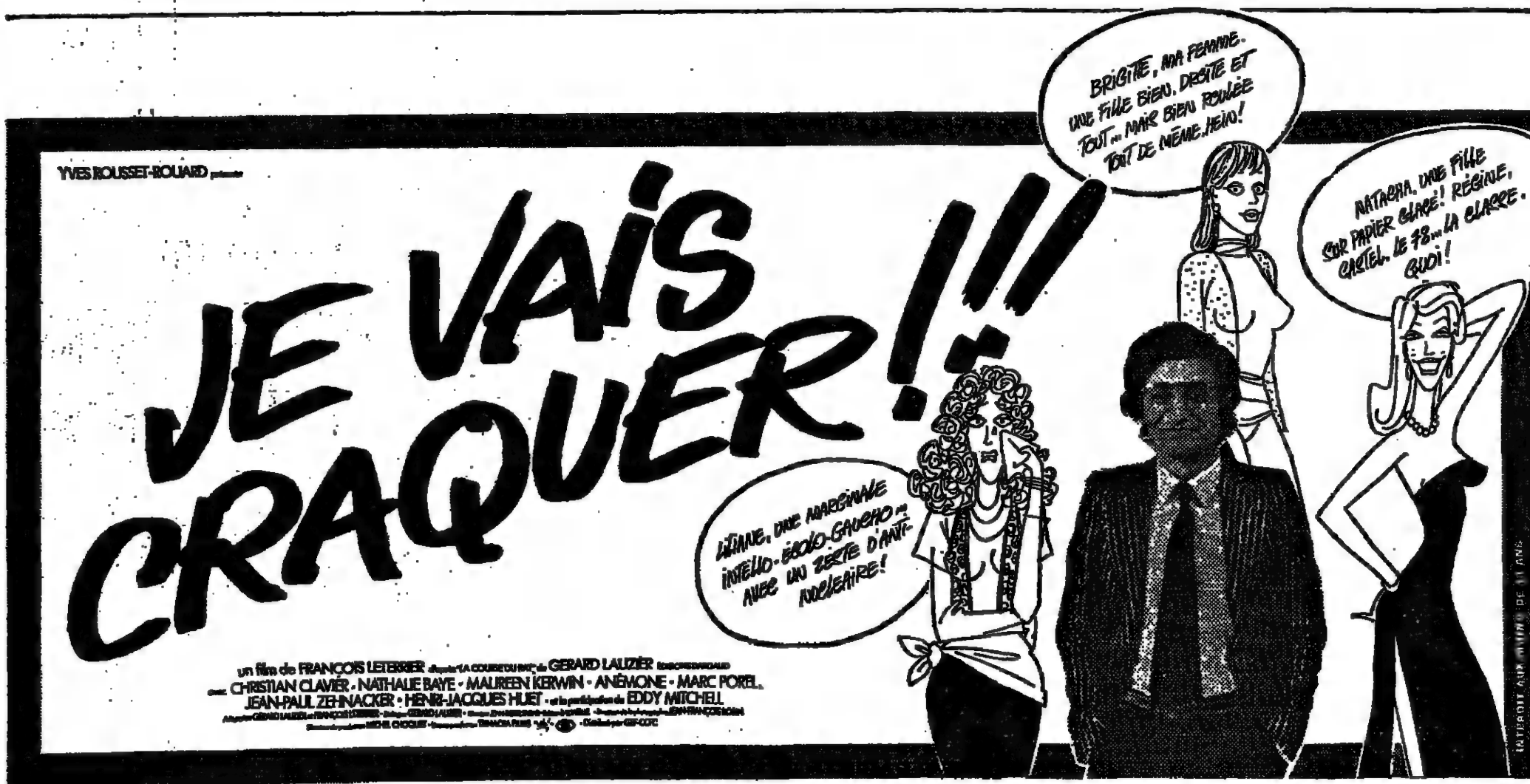
**MONTSULT**, Mélie (58-00-12) :  
Chère Inconnue ; La Cuisine.  
**LE RAINET**, Casino (30-23-25) :

**FANFIN**, Carrefour (84-01-38) :  
Je vais craquer ; le Grigoulo ;  
Terreur sur la ligne ; Interro ?  
Voyage.

**DOSNY**, Arlet (52-08-00) : Kramer  
contre Kramer ; L'Estonique ;  
Monrirage ; Les Particularités ;

Belgiques : Max. Comme une  
CELESTIN, Pêche. (881-73-94) :  
le Guigolpo; les Mupette; le  
Chapou; le Guigolpo; le  
Chapou attaque l'Orpère; les  
Chapou; au boulot Jerry;  
Chapou; au boulot Jerry;  
ferme; Terreur sur la ligne  
cette pendamine; Tom Horn;  
Chapou; au boulot Jerry;  
JOINVILLE-LE-PONT, Centre sociocul-  
turel (883-22-29) : Amy-  
telle (883-22-29) : Amy-  
LE PERREUX, Palais du Parc (330-  
77-04) : Tom Horn; Kramer  
contre Kramer; Club (378-71-  
70) : Kramer contre Kramer; Ten-  
dre combat.  
LE PONT-AUX-MAINES, Ariel (871-  
11-31) : Je vais craquer; Terreur  
sur la ligne; Un couple très par-  
ticulier; Kramer contre  
OBLÉ, Fararom (726-21-68) : M-  
telle (883-22-29) : Amy-  
TETIAIS, Boulevard (558-57-37) :  
le Cavalier; le Dénique; Chère  
Inconnue; Kramer contre  
Guigolpo; les Mupette; Kramer  
le Guigolpo; les Mupette; Kramer  
contre Kramer.  
VILLERS-LEZ-CAUVIN, Vincennes (33-  
22-56) : Un couple très particulier;  
Chère Inconnue; Kramer contre  
Kramer.  
VAL-D'AISE (35)  
ARGENTHOU, D'Ophe (881-00-97) :  
Tom Horn; Kramer contre Kra-  
mer; au boulot Jerry; Terreur  
sur la ligne; Guigolpo; au boulot  
Gammia (881-00-97) : Je vais cra-  
quer; Un couple très particulier;  
Chère Inconnue.  
BESONS, Théâtre (882-30-45) : le  
Grand Cane; Quand Joseph  
CRESQ-POINTEAU, Bouvill (880-  
48-80) : C'est dans l'air; Des  
Chères Inconnues; Kramer  
craquer; Inferno.  
MEHEIN, Français (881-00-97) :  
le Cavalier; le Dénique; le Cavalier;  
le Guigolpo; Chère Inconnue;  
Fog; Dumbo; l'Inconnue; le  
Cavalier; le Dénique; le Cavalier;  
SAINT-GRATIEN, Les Toiles (882-  
21-49) : l'Avaire; le Beligneur  
contre Kramer.  
SARCELLES, Flanades (881-30-55) :  
Tom Horn; Inferno; Je vais cra-  
quer; Kramer contre Kramer;  
Chère Inconnue; Kramer contre  
Kramer.

U.G.C. BIARRITZ - MIRAMAR - MISTRAL - REX - HELDER - U.G.C. ODEON - MAGIC CONVENTION - U.G.C. GARE DE LYON - PARAMOUNT MONTMARTRE - CYRANO Versailles  
ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - ARGENTEUIL - STUDIO Rueil - FLANADES Sarcelles ULIS Orsay - CLUB Colombes  
PARAMOUNT La Varenne









## CARNET

## INSTITUT

## A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

## L'état actuel du système monétaire européen

M. Jean Marchal a fait lundi à l'Académie des sciences morales et politiques un exposé sur l'état actuel du système monétaire européen, système qui, instauré le 13 mars 1979, a pour but de rétablir au sein de la C.E.E. une zone de stabilité monétaire et repose sur une monnaie nouvelle, l'écu, équivalent à un panier de monnaies européennes. Son mécanisme de change, analogue à celui du « serpent monétaire », comporte des taux pivots bilatéraux, des marges de fluctuations limitées autour de ces taux, des interventions des banques centrales en cas de dépassement des limites, une assistance mutuelle de ces banques.

Au cours de sa première année d'application, le système monétaire européen a assisté son but, mais pour que ce succès soit durable, il faut que soit réalisée une convergence suffisante des politiques des États membres et que soient établies des institutions susceptibles de s'opposer à une spéculation sur les interparités européennes. Cette spéculation peut être d'origine interne ou externe : interne lorsque les déplacements de capitaux effectuent d'une monnaie communautaire à une autre ; externe lorsqu'ils ont lieu entre le dollar et une monnaie européenne privilégiée, telle que le mark. C'est la plus dangereuse. Elle peut acculer la Banque fédérale d'Allemagne à des choix presque impossibles et provoquer l'écroulement du système monétaire européen.

Pour parer à ce danger, deux solutions peuvent être envisagées : ou bien une réforme du système, transformant celui-ci en un véritable ordre et amenant les États-Unis à s'opposer à de trop grandes variations du dollar par rapport aux monnaies européennes ; ou bien une évolution du système lui-même, conformément à ce qui a été prévu lors de sa fondation : que le Fonds européen de coopération monétaire devienne un Fonds monétaire européen et l'ECU une réelle monnaie européenne.

Ces deux solutions sont concluantes. De toute façon, une fois franchis de nombreux obstacles, elles exigent des délais assez longs.

## Commémorations

— La messe traditionnelle à la mémoire de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup> et des soldats morts pour la France sera célébrée, avec le cérémonial habituel, en la chapelle de Dôme des Invalides, le mardi 5 mai, à 15 h, en présence du prince et de la princesse Napoléon.

Il ne sera pas envoyé d'invitation. Entrée libre. Des places seront réservées aux membres des associations. Les portes seront fermées à 17 h. 45.

— L'Ordre national des anciens combattants organise une cérémonie solennelle le jeudi 24 avril, à 18 h, à la synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris (9<sup>e</sup>), destinée à commémorer les victimes de la déportation et à honorer la mémoire des morts des deux guerres. Cette cérémonie aura lieu en présence des représentants de la présidence de la République et des plus hautes autorités civiles et religieuses.

— La section de Boulogne-Billancourt de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme, 22, rue de la Seine, organise une conférence, le jeudi 24 avril, à 20 h, sous la présidence de M. Jean-Louis Lemaire, président de la section. Le thème de la conférence est : « L'indivisibilité de la République ». Le conférencier sera M. Jean-Louis Lemaire, président de la section.

Chaque homme a une double personnalité : « l'indivisible » pour l'un, « l'indivisible » pour l'autre.

## ANCIENS COMBATTANTS

## POUR UN MUSÉE DE LA RÉSISTANCE

Une Association pour la création d'un musée de la Résistance a été fondée, voici quinze ans, par Georges Marziani, alors maître d'œuvre et directeur du musée de la Ville de Paris. Elle a collecté des milliers de documents, objets et photos, qui devraient trouver leur place dans un musée et qui servent, en attendant, à la réalisation d'expositions itinérantes, à la recherche et à la presse, à la radio, à la télévision.

L'association, qui est maintenant présidée par M. André Tillet — qui présidait le comité parisien de libération — vient de célébrer le quinquantième anniversaire de sa fondation, à la mairie d'Ivry, en présence de M. Jacques Laloë, maître d'œuvre, et de M. André Tillet, maître d'œuvre. M. André Tillet a exposé les perspectives d'installation du musée.

La ville de Champigny a offert, en effet, l'installation d'un musée qui fut une fondation religieuse dirigée par une résistante, militante de l'ANACR, Mme Marie-Louise Lemaire. Elle a collecté des milliers de documents, objets et photos, qui devraient trouver leur place dans un musée et qui servent, en attendant, à la réalisation d'expositions itinérantes, à la recherche et à la presse, à la radio, à la télévision.

L'association (qui a son siège 71, rue Lefebvre, 94000 Ivry) dispose à l'expédition prévue au Centre Beaumarchais, du 7 mai au 22 juin, à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de la victoire de 1945.

La chanteuse Rosalie Dubois apportait son concours à la partie artistique de cette commémoration d'Ivry, qui comportait des chants patriotiques, des poèmes de Desnos et d'Aragon, ainsi qu'un concert donné par les membres du conservatoire municipal. — C. D.

## Anniversaires

— Le 10 avril 1979, M. Henri GARIN était ravi à l'effacement des siens. Au terme de cette année, ses nombreux amis et tous ceux qui l'ont connu auront pour sa mémoire une pensée émue.

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de Jacques RUEFF, de l'Académie française, de l'Académie des sciences morales et politiques, grand-croix de la Légion d'honneur, une messe sera célébrée à 10 h, à tous ceux qui sont fidèles à son souvenir.

## OPÉRATION SPÉCIALE

3 costumes (2 pièces)

1200<sup>F</sup>

1 costume à partir de 500<sup>F</sup> pour laine, lin et polyester, velours coton, etc.

3 pantalons 350<sup>F</sup> pour laine, lin et polyester, velours coton, etc.

3 chemises 140<sup>F</sup> polyester et coton

CLUB DX 131

TOUT LE PRÉT A PORTER MASCULIN

ouvert tous les jours sauf dimanche de 10 h à 18 h 30

CLUB DX 131

131, rue du Fg S' Honoré 75008

M<sup>r</sup> S' Philippe du Ronle

## Naissances

— Marcel et Guy BERNARD sont heureux d'annoncer la naissance de Caroline Séverine, le 23 mars 1980, 23, avenue Salomon-de-Curi, Les Courbevaux, 75004 Paris.

— Le docteur Gérard Philippe GUASCH et Mme, née Rodic Peyron, ont la joie de faire part de la naissance de Anna-Maria, le 15 avril 1980, 2, avenue Carnot, 75017 Paris.

— M. Takashi ODAJIMA et Mme, née Nadia de Pol, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils Taki-shi, Alexandre, Tokyo, le 20 mars 1980.

## Décès

— M. et Mme Pierre Alexandre Brodsky, Alexia et Marina, M. et Mme Jean-Paul Bouillon, Nicolas Stéphane et Juliette, M. et Mme Emile Severin, ont la douleur de faire part du décès de M. Michel BRODSKY, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 20 avril 1980, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 24 avril 1980, à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Germain-en-Laye, suivie de l'inhumation à l'ancien cimetière de Saint-Germain-en-Laye, 23, rue de la Gaillarderie, 75009 Paris.

— Le directeur de l'Entreprise minière et chimique, M. et Mme Jean-Paul Bouillon, ont la douleur de faire part du décès de M. Michel BRODSKY, président-directeur général de l'Entreprise minière et chimique, survenu le 20 avril 1980, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 24 avril 1980, à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Germain-en-Laye, suivie de l'inhumation à l'ancien cimetière de Saint-Germain-en-Laye, 23, rue de la Gaillarderie, 75009 Paris.

— M. Marcel Caratini, premier président de la cour d'appel de Lyon, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel CARATINI, survenu dans sa cinquante-sixième année, le 17 avril 1980, 4, place Bellecour, 69003 Lyon.

## "Til Lykke"

(Tous nos vœux de bonheur, en Danois.)

Venez choisir votre Cadeau en déposant votre Liste de Mariage.

1.400 m<sup>2</sup> de cadeaux originaux, exclusifs, tous superbes. La Boutique Danoise a ouvert un département spécialisé dans les listes de mariage. Vous y trouverez des milliers d'idées à tous les prix : porcelaines danoises, orfèvrerie et verrerie nordiques, bibelots, œuvres d'art, luminaires, meubles. Exclusivement des créations originales d'artistes et stylistes danois.



LA BOUTIQUE DANOISE

PARIS 42, Avenue de Friedland, à l'Étoile (75008) - 22.07.92

MARSEILLE 21, rue Grignan (13006) - 33.89.17

## NOS DÉPARTS SPÉCIAUX Fêtes du Monde

FÊTE TOSHOGU Japon • Corée 16 Mai au 3 Juin

FÊTE DU SOLEIL Pérou 18 Juin au 4 Juillet

FÊTE des CHARS Orissa (Inde) Sikkim Népal 5 Juillet au 26 Juillet

FÊTE WARAKU ODORI Japon Corée 1<sup>er</sup> Août au 19 Août

FÊTE de la MOUSSON Inde du Nord Népal 9 Août au 24 Août



un monde de différences

CHERZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Lac 46

Franck et Fils. Les petites robes dont on a envie.



Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16<sup>e</sup>. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Mueeta.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## VIVRE A PARIS

### SUCCÈS DES LUDOTHÈQUES

Deux cent cinquante ludothèques en France; il y en a eu six cents en Grande-Bretagne. La première ludothèque française a été créée en 1968 à Dijon, mais depuis deux ou trois ans la formule a de plus en plus de succès.

Le principe est simple : on propose de prêter pour une semaine ou deux, moyennant une cotisation annuelle variable (de 30 à 60 F) et d'un prix de location modique (entre 2 et 5 F), jouets, jeux éducatifs, parfois livres et maintenant aussi des jeux vidéo. En général, créées dans le cadre d'associations socio-culturelles municipales ou scolaires, pratiquement toutes régies par la loi de 1901, les premières ludothèques s'an sont tenues à ces bases d'échange : on prend, on rapporte. Mais sous la poussée de jeunes ludothécaires dynamiques, bénévoles pour la plupart, de nouvelles ludothèques se sont ouvertes aux résidents d'autres quartiers ou localités, sont parties de bibliothèques, de clubs, de lieux de rencontre et de réflexion entre parents et chercheurs, c'est le plus original, des moyens de subsistance qui ne les tiennent pas exclusivement au bon vouloir des municipalités.

Paris, comme souvent, est à la traine. Trois ludothèques « classiques » seulement sont accessibles à tous, dont deux dans le quinzième arrondissement. Mais depuis peu, les projets fleurissent et une quatrième devrait prochainement ouvrir dans le vingtième arrondissement. Planière, la ludothèque du Luxembourg, ouverte en 1978. Un peu triste avec ses fenêtres grillagées, mais l'une des plus riches : deux mille cinq cents jouets dont mille huit cents « tournent » régulièrement. Elle reçoit environ mille personnes par mois. « A Noël, on se croirait aux Galeries Lafayette », plaisante Mme Vieilleux, sa responsable.

### De trois à onze ans

Ici, pas d'animations en raison de l'adéquité des locaux (50 mètres carrés), mais un éventail extrêmement large, qui va même jusqu'à des jeux sophistiqués comme des échiquiers électroniques, joués aussi à F. Au total, à peine 1/5 de perte (jouets non rapportés) et environ 7 % d'absence du « capital jeu » : rien que de très normal. Les jouets neufs cassés — c'est rare — sont remboursés par le prêteur au taux d'achat, c'est-à-dire au prix de gros.

La clientèle est, en général, composée d'enfants venus de tous les coins de Paris et qui ont de trois à onze ans. Contrairement à certaines ludothèques, où les jouets « agressifs » et les jeux d'argent sont systématiquement bannis, Mme Vieilleux a adopté une politique plus souple : pas de revolver, mais des carabines à bouchon et des Goldorak, des Action Jos, etc. « Il veut mieux, le croit, démythifier le jouet guerrier », dit-elle, « proposer à l'enfant d'être d'un côté à repasser, l'autre, les petits garçons sont très tentés par les fers à repasser. Ce sont les parents qui bloquent : « Tu chatoies ce que tu veux. Ah non, pas ça, c'est pour les filles ! » C'est afin d'éviter ce genre d'influences qu'à Lyon, par exemple, les parents sont priés de rester à la porte.

Dans la toute récente Ludo Seine, créée à la Défense, les parents, au contraire, jouent un rôle actif. Désespérés de voir leurs gamins se disputer l'unique toboggan dressé aux quatre vents sur la dalle, les résidents ont appuyé l'initiative d'une dame, Sylvie Porta. Les démarches ont duré un an. La municipalité de Courbevoie refusant son patronage, force fut de trouver des subsideurs ailleurs. Or ? Dans les tours d'affaires voisines, 18 000 des milliers d'employés alimentent de pots-

seaux comités d'entreprise. La plupart des sociétés ont accepté de participer financièrement au projet, en échange d'un accès aux jouets et aux activités pour les enfants de leurs salariés. L'U.A.P. a même fourni un très beau local de 170 mètres carrés. Ludo Seine dispose maintenant d'un stock d'environ huit cents jouets mais ne s'en sert pas. Accessible tous les jours à tout le monde, y compris pendant les petites et grandes vacances, la ludothèque s'est rapidement transformée en atelier de création le mercredi et samedi, puis en garderie pour les déjeunés. C'est surtout devenu le seul lieu de communication des enfants. Le prêt de jouets ou de livres est plutôt pratiqué aux rencontres qui brisent l'isolement d'un quartier « sans arbres, sans bouillottes et sans... église », comme s'en plaignent les habitants.

Ici tout est possible, le terrain est vierge. Les mères viennent donner un coup de main à l'équipage des jouets ou au contrôle du fichier, les pères viennent le soir chercher leurs enfants et se lancent dans une partie de ping-pong... La permanence est assurée par Sylvie Porta et Frédéric, un jeune éducateur spécialisé, mais, pour l'instant, bénévoles et idées ne manquent pas.

En un mois, cent vingt inscriptions ont été prises, un millier de familles « touchées ». Certains jours, c'est le tour de Babel ! De la « casse » ? Sylvie Porta attrape un puzzle : « C'est du bois ! Non, les enfants, dans l'ensemble, respectent les jouets qu'ils emportent. Quant à la ludothèque elle-même... il n'y a pas un commerce à la Défense qui ne soit, un jour ou l'autre, mis à sec, mais jusqu'à présent nous sommes épanouis ! »

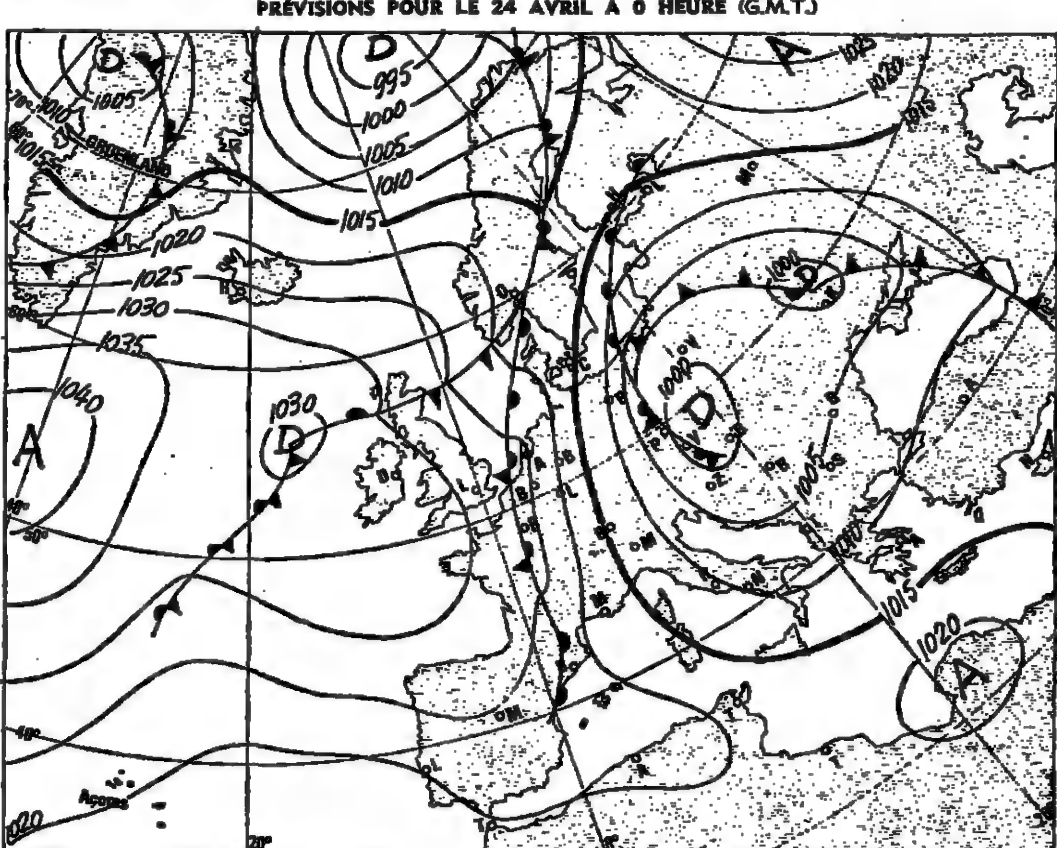
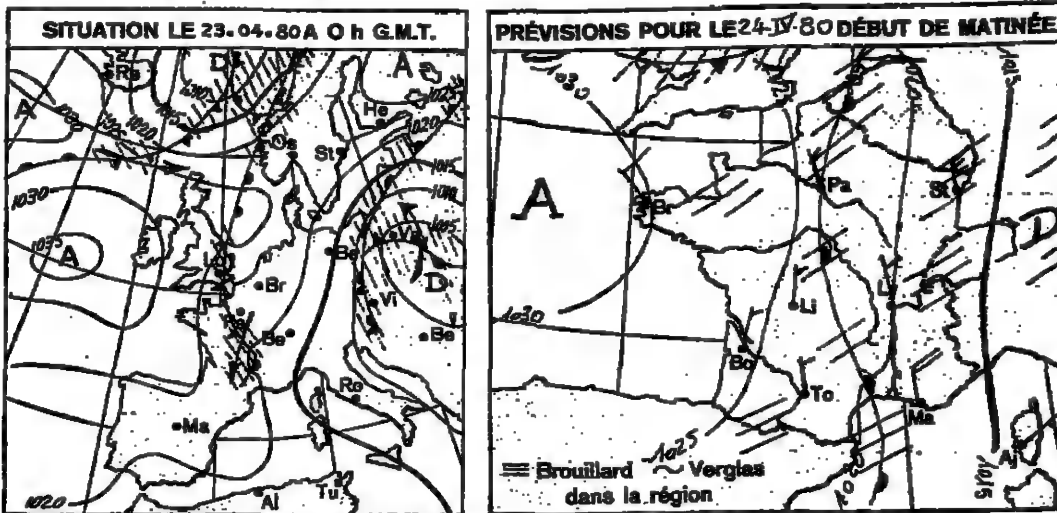
Encore un exemple de la diversité du phénomène, l'espace « Si tu veux », créé il y a deux mois en plein cœur des Halles. Anne Grosjean et Marie-Christine Bleureau, ses instigatrices, n'ont pas l'aspect ludothécaire, bien qu'il en assure toutes les fonctions. Seule différence : son financement est entièrement privé et les jouets prêtés sont également vendus, ainsi que du mobilier d'enfant.

L'endroit, tapi au fond d'une cour tranquille, est ravissant. Un premier stock de deux cents jouets environ ; seuls les « attriteurs » (jouets, animaux en peluche) ne sont pas prêtés, « car les petits s'y attachent trop et cela fait des drames au moment des retours ». Là aussi on garde les enfants, gratuitement pendant une heure ou deux. En projet, des ateliers le mercredi, des goûters, du troc de livres et de jeux, des spectacles de clown ou de marionnettes. Sans aucune subvention pour le moment, la formule « location-vente » de « Si tu veux » reste précieuse. Mais c'est la première du genre et les parents du quartier, timides au début, commencent à participer au fonctionnement et à proposer leur aide. Expérience à suivre.

CATHERINE BOISSY.

\* Ludothèque du Luxembourg : 15, rue de Bagdad, Paris-9, tél. 944-67-56. Ouverture : mardi et jeudi, de 15 heures à 19 h. 30 ; mercredi, de 10 h. 30 à 19 h. 30 ; vendredi, de 10 h. 30 à 19 heures ; samedi, de 14 heures à 19 heures.  
\* Ludo Seine : 53, galerie des Dames, La Défense 1, 92460 Courbevoie, tél. 712-64-11. Ouverture : tous les jours, sauf le dimanche, de 10 heures à 18 heures pendant les périodes scolaires ; de 9 h. 30 à 12 heures pendant les vacances.  
\* Si tu veux : 13, rue du Joux, Paris-16, tél. 236-06-97. Ouverture : tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h. 30 à 19 heures.

## MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)  
— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verges  
— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds  
— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 23 avril à 6 heures et le jeudi 24 avril à 6 heures :  
Le mercredi 23 avril, à 6 heures, le temps sera nuageux et pluvieux, avec quelques averses. Le vent sera fort, du sud-ouest, avec des rafales atteignant 50 km/h. La mer sera agitée.  
Le jeudi 24 avril, à 6 heures, le temps sera nuageux et pluvieux, avec quelques averses. Le vent sera fort, du sud-ouest, avec des rafales atteignant 50 km/h. La mer sera agitée.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2657  
I. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
II. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
III. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
IV. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
V. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
VI. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
VII. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
VIII. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
IX. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
X. 1 2 3 4 5 6 7 8 9  
XI. 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Solution du problème n° 2656  
Horizontalement  
I. Châlière. — II. Ode. — III. Mépât. — IV. Prie. — V. Buse. — VI. Ite. — VII. Cas. — VIII. Tars. — IX. Tars. — X. Sme. — XI. Dénée.  
Verticalement  
I. Complète. — II. Hier. — III. Rame. — IV. Alpinisme. — V. Ille. — VI. An. — VII. Sa. — VIII. Ne. — IX. Touillon. — X. Es. — XI. Escalier. — XII. Répit. — XIII. Remue. — XIV. Ecole. — XV. Sde.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérant : Jacques Furet, directeur de la publication, Jacques Broouty.

Imprimé par la S.A.R.L. le Monde.  
5, rue de la République, PARIS-10.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 3749.

## TRANSPORTS

### LA S.N.C.F. ET L'ÉTALEMENT DES VACANCES

En liaison avec la direction du tourisme et de nombreuses stations de Bretagne et du Sud-Ouest, la S.N.C.F. offrira, du 31 mai au 30 juin 1980, une réduction de 40 % aux voyageurs effectuant un parcours aller et retour en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe d'un moins 300 kilomètres entre toute gare S.N.C.F. et l'une des gares desservant environ quatre-vingt stations concernées de Bretagne, d'Aquitaine, du Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon. Ces stations se sont engagées à offrir en juin à la fois des conditions financières favorables d'hébergement et une animation comparable à celle qu'elles offrent en juillet et août.

La réduction sera applicable sur présentation d'un bon spécial délivré par le syndicat d'initiative des stations participant à l'opération ainsi que par les Maires de Bretagne, de Lot-et-Garonne, du Rouergue et du Périgord à Paris. La durée minimale du séjour à destination devra être de sept jours (jour de départ compris) et les voyages aller et retour devront être effectués dans un délai de 30 jours à compter du jour de départ.

### PARIS EN VISITES

JEUDI 24 AVRIL  
« Exposition Viollet-le-Duc », 10 h. 30, entrée de l'exposition, Grand Palais, Mme Vermeersch.  
« Saint-Etienne-du-Mont et le Panthéon », 14 h. 30, devant l'église Saint-Etienne-du-Mont, Mme Allès.  
« Exposition la Conquête Française », 15 h. 30, rue de Richelieu, Mme Bachellier.  
« Hôtel de Salm et le musée de la Révolution française », 15 h. 30, rue de Richelieu, Mme Bachellier.  
« Palais de Justice, histoire et fonctionnement », 15 h. 30, métro Cité, M. P.-Y. Jalet (Commissaire d'Instruction).

« La tombe de Louis XVII : église Sainte-Marguerite », 15 h. 30, rue Saint-Bernard, entrée de l'église, Mme Perrand.  
« Œuvres d'art de Notre-Dame-de-la-Neuve », 15 h. 30, rue de la Neuve, M. Boule (Histoire et Archéologie).

« Les Gobelins », 15 h. 30, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).  
« Jardins, l'abbaye, le village de Saint-Germain-des-Près », 15 h. 30, rue Maitland, M. Tournier (Le Village-Paris).  
« Exposition Monet », 15 h. 30, entrée de l'exposition, Grand Palais (Visages de Paris).

## CONFÉRENCES

15 h. Musée des arts décoratifs, M. Gérard Mabille : « Les petites résidences de Louis XV : la suite, Châteaueuil, Balnear et les rendez-vous de chaux ».  
15 h. 30, rue Madame : Le Moyen Age en Tunisie : Kairouan, Sousse, Mahdia (Arcus).  
15 h. 30, le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal, M. Charles Pitt : « Le siège anglais ».  
15 h. 30, E.C. 14-15, rue de l'Europe, M. Olivier de Bohnen-Schabot : « Les chasseurs de tête en question ».  
15 h. 30, Union interalliée, 33, rue du Faubourg-Saint-Sauveur, M. E. Ebelin : « L'enfer de la curiosité et les questions diaboliques de Catherine May ».  
15 h. 30, rue de la Sorbonne, M. Jean Boudier : « L'actualité et le théâtre ».  
15 h. 30, rue de la Sorbonne, M. Jean Boudier : « L'actualité et le théâtre ».  
15 h. 30, rue de la Sorbonne, M. Jean Boudier : « L'actualité et le théâtre ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 23 avril 1980 :

DES DÉCRETS  
● Fixant les modalités de répartition entre les communes des départements d'outre-mer de la quote-part qui leur est réservée au titre des concours particuliers par l'article L. 263-5 du code des communes modifiant le code des communes ;  
● Fixant la quote-part pour l'année 1980 des ressources du budget du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances destinées à alimenter le fonds intercommunal de péréquation ;  
● Relatif au classement des établissements publics et privés assurant le service public hospitalier.

UN ARRÊTÉ  
● Portant organisation d'une Semaine internationale de l'agriculture à Paris et du concours général agricole de Paris pour l'année 1981.

### SEJOUR EXCEPTIONNEL A NAJAC

SAMEDI 26 AVRIL 1980. — Départ de PARIS gare d'AUSTERLITZ par train couchettes de 2<sup>e</sup> classe.  
DIMANCHE 27 AVRIL 1980. — Arrivée à NAJAC tôt le matin. — Transfert à la résidence de NAJAC. — Séjour en pension complète (logement en chambre à deux lits), sauf hôtel. — Jusqu'au samedi 3 MAI 1980. — Dîner.

SAMEDI 3 MAI 1980. — Vers 21 h. 30 : transfert à la gare de NAJAC. — Départ par train couchettes de 2<sup>e</sup> classe.  
DIMANCHE 4 MAI 1980. — Arrivée à PARIS Austerlitz vers 7 h. 30. — Prix par personne : 995 FRANCS.

Renseignements et inscriptions : TOURISME S.N.C.F. LAY IV A Gares S.N.C.F. de PARIS : gare S.N.C.F. de PROVINC : gare S.N.C.F. de NANTERRE, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, VINCENNES, CHATELAIN, HALLES ; Gare S.N.C.F. de EVRY-COURCOURONNES : 50, bd Carnot, 77110 LE VESINET ; 48, rue du Général-de-Gaulle, 77120 RAMBOUILLET ; 16, bd des Capucines, 75006 PARIS ; 127, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS ; 11, bd des Batignolles, 75006 PARIS ; 116, av. du Président-Kennedy (Maison de la Radio), PARIS-16<sup>e</sup> ; 17, bd de Vaugrassat (Service Excursions), 75015 PARIS ; V.P.C. S.F. 120 - 75003 PARIS Cédex 01.

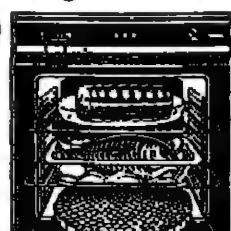
## CUISINE

### Tout sur les fours Pyrolair

au 260.80.80

Dans ses 7 versions différentes, le four Pyrolair cuit plusieurs plats ensemble à la française sans imprégnation d'odeurs et il se nettoie seul moins souvent que d'autres. Sachez pourquoi et comment en appelant directement Scholtes au 260.80.80, à Paris, tous les jours, sauf dimanche, de 8 à 20 heures.

Scholtes



4 à 5 fois moins de temps et d'énergie : la cuisine y gagne

محکمات الأصل

296 15 01



OFFRES D'EMPLOI		La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI		57,00	67,00
IMMOBILIER		14,00	16,40
AUTOMOBILES		39,00	45,86
AGENDA		39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX		105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES		La m/m est.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI		38,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI		8,00	9,40
IMMOBILIER		25,00	29,40
AUTOMOBILES		25,00	29,40
AGENDA		25,00	29,40

## ANNONCES CLASSEES



emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux

### COMMERCIAL haut niveau

Pour participer à son expansion, important IMPORTATEUR BOIS ET DERIVES (80 personnes, situé dans l'OUEST de la France, recherche un COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU.  
**MISSION :** Après une période de formation à nos produits, et en étroite collaboration avec le Directeur des Ventes, le candidat retenu (25 ans minimum) assurera les ventes auprès des négociants d'une part, et par priorité auprès des gros et moyens utilisateurs de Bois et dérivés (Nord, Exotique, Amérique). Une bonne introduction auprès de cette clientèle constituerait un atout supplémentaire, et une expérience confirmée dans ce domaine d'activités serait très souhaitable.  
**Secteurs à pourvoir :** 85 - 87 - 23 - 03 - 18 - 19 - 36 - 37 - 41 - 45 - 58 - 63 - 15.  
Résidence sur secteur ou à proximité du siège (LA ROCHELLE) indispensable.  
Salaire attractif dès la 1ère année - voiture de fonction - remboursement frais.  
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Mr LARDEAU - «LE MONTESQUIEU» - B.P. 82 - Avenue du Président J.F. Kennedy - 33704 MERIGNAC - Discretion totale assurée.

**SOCIETE MULTINATIONALE**  
secteur électronique  
recherche  
pour un Etablissement de 500 personnes  
situé en Province

### UN DIRECTEUR

Chargé de coordonner les activités des services de planning et de production.  
Ce poste peut convenir à des candidats ayant 5 ans d'expérience en ordonnancement - lancement et/ou en fabrication de moyennes ou grandes séries.  
La pratique de l'anglais est nécessaire dans cette fonction.  
Adresser C.V., photo et prétentions de salaire à no 54863 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIETE BATIMENT**  
Région Centre et Pays de Loire  
Filiale d'un grand groupe français de  
**BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**  
recherche pour son siège social situé à

### ORLEANS JEUNE INGENIEUR MATERIEL

AM - TP - INSA - ENIB ou équivalent.  
Il prendra en charge la gestion et l'entretien d'un important parc d'engins, la direction des équipes d'installations et d'entretien sur chantiers.  
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à no 55516 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



emploi international  
Départements d'Outre-Mer

**BUREAU d'INGENIEURS - CONSEILS**  
recherche pour  
**SUPERVISION des TRAVAUX**  
de construction d'un ensemble PORTUAIRE  
en Arabie Saoudite

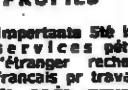
### Directeur de Travaux

Réf. CM/12  
Ingénieur diplômé, spécialité Génie Civil, ayant au minimum 15 ans d'expérience de chantier, bureau d'étude et contrôle de travaux dont 5 ans en travaux maritimes.  
Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

### Metteur vérificateur

Réf. MV/14  
ayant au minimum 8 ans d'expérience en gros ouvrage de Génie Civil et T.C.E. pour métré, préparation descriptifs, vérifications T.C.E. etc...  
Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser CV et prétentions sous références à :  
**PROFILS - Immeuble PERISUD**  
5, rue L. Lejeune  
92128 MONTROUGE



**PROFILS**  
Importante ENE internationale de services pétroliers basée à l'étranger recherche nationaux français et étrangers pour travailler à l'étranger.  
**1) OPERATEURS DE CIMENTATION ET D'ESSAIS (DSO)**  
Ayant plusieurs années d'expérience. Un recyclage de 2 mois aux U.S.A. est assuré par la société.  
**2) STAGIAIRES DE CIMENTATION/ESSAIS**  
Les candidats doivent avoir une bonne connaissance dans ce domaine. La formation étant assurée par la société. Une bonne connaissance de la langue anglaise est requise. Ils peuvent être mariés ou célibataires mais doivent être préparés à passer 2 années à l'étranger en famille ou effectuer des rotations.

Cie internationale Offshore basée à SINGAPOUR  
**EXTREME-ORIENT**  
**3 CHIEFS DE PROJETS**  
Jeunes ingénieurs à vocation commerciale et opérationnelle. Anglais indispensable.  
Ecrire avec C.V. et photo à CIOFFORCE, 5, rue d'Antipolis, 92010 Paris.

**ANNONCES CLASSEES**  
TELEPHONEES  
**296-15-01**

**Filiale Régie Renault**  
*Région Toulousaine*  
à 150 kms de la Méditerranée    à 150 kms des Pyrénées

**RECHERCHE**

**INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE MARCHES ETRANGERS**  
Nous recherchons des hommes de terrain dynamiques, méthodiques, accrocheurs aptes à organiser et structurer les marchés étrangers de langues anglaise ou allemande qui leur seront confiés. Une expérience préalable des automobiles est absolument nécessaire. La connaissance économique du marché sera vivement appréciée. POSTES DE CONFIANCE ET D'AVENIR (REF M4).

**INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE (FRANCE)**  
Il reste à pourvoir un poste de responsable de Région. Nous le réservons à un homme expérimenté en automobile ayant le goût de l'organisation, de l'animation et la volonté de réussir (REF M5).

**INGENIEURS ELECTRONICIENS**  
Expérience des microprocesseurs, circuits associés nécessaires. POSTES PROPOSES : Chefs de Projet pour l'étude et la réalisation de systèmes de commandes industrielles à base de microprocesseurs (REF M1).

**INGENIEURS EN AUTOMATISMES**  
Expérience en automatique, électronique ou informatique nécessaires. POSTES PROPOSES : Responsables d'Etudes avancées en logiciels et architectures de systèmes de commande industrielle (REF M2).

**TECHNICIENS SUPERIEURS**  
Expérience en électronique ou informatique industrielle nécessaire. Connaissance des microprocesseurs appréciée. POSTES PROPOSES : Chefs de groupe d'Etude et de réalisation de produits destinés à la commande de processus industriels (REF M3).

**JLF** Adresser C.V. détaillé et photo à : J. Lefèvre - BP 07 - 91650 Bréillet

## L'INFORMATIQUE DE DEMAIN AUJOURD'HUI SUR LA COTE D'AZUR

L'informatique de Demain, c'est Digital Equipment Corporation, n°1 de l'informatique interactive.

Nous venons de créer à Valbonne - Sophia - Antipolis (près de Nice) un Centre Technique Européen qui a pour mission d'apporter une assistance à nos ingénieurs de maintenance européens, en particulier grâce au télédiagnostic informatisé.

Notre siège européen envisage maintenant de décentraliser à SOPHIA-ANTIPOLIS une partie de son activité "Systèmes Informatiques" qui consiste à développer des systèmes de gestion à l'usage des différentes entités Digital en Europe. Cela implique bien sûr des communications régulières avec notre réseau de centres informatiques dans les principales villes d'Europe. C'est également l'occasion de travailler avec toute la gamme de matériel Digital, avec accès à un PDP 11 qui sera entièrement réservé au développement des programmes.

Pour préparer cette décentralisation, nous souhaitons rencontrer dès aujourd'hui des :

**INGENIEURS ANALYSTES**  
**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**  
**PROGRAMMEURS**  
ainsi que leur futur  
**CHEF DE DÉPARTEMENT**

Nous recherchons des candidats de tous niveaux depuis ceux qui viennent d'acquies les bases de la programmation jusqu'aux professionnels les plus qualifiés.

- Si vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise.
- Si vous avez envie de travailler auprès de spécialistes du plus haut niveau.
- Si vous souhaitez vivre avec votre famille dans un environnement exceptionnel.

**VEZ-NOUS RENCONTRER**  
au CERAM, parc international d'activités de Valbonne - Sophia - Antipolis (autoroute A8 - Sortie Antibes)

OU  
**TELEPHONEZ-NOUS (en PCV)**  
AU (93) 74.24.24

**LES**  
**VENDREDI 25 et SAMEDI 26 AVRIL**  
(8 h 30 à 19 h)    (8 h 30 à 13 h)

Vous aurez ainsi l'occasion d'envisager votre avenir chez Digital avec les responsables qui vous accueilleront.

**DIGITAL EQUIPMENT**  
Centre Technique (Europe)  
BP 29 Sophia Antipolis 06560 VALBONNE

**digital**



		ANNONCES ENCADRÉES		La m/m est.		T.L.	
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00	OFFRES D'EMPLOI	33,00	33,00	OFFRES D'EMPLOI	33,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00	DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,00	DEMANDES D'EMPLOI	8,00
IMMOBILIER	39,00	39,00	IMMOBILIER	25,00	25,00	IMMOBILIER	25,00
AUTOMOBILES	39,00	39,00	AUTOMOBILES	25,00	25,00	AUTOMOBILES	25,00
AGENDA	39,00	39,00	AGENDA	25,00	25,00	AGENDA	25,00
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	105,00					

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

# Aujourd'hui, l'avenir c'est l'industrie aérospatiale

Dans le cadre de grands projets industriels, une importante société aérospatiale (Région Parisienne) recrute des

## Ingénieurs Grandes Ecoles

### Responsable Contrôle de Projets Réf. 252

Diplômé d'une Grande École, cet ingénieur est un gestionnaire rompu aux techniques de contrôle des coûts, délais, modifications... 3 à 5 ans d'expérience sur de grands projets sont nécessaires.

### Télécommunications Réf. 253

Diplômé ESE, ENST... ayant 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine, cet ingénieur participera à des travaux de direction et d'ingénierie de stations de réception.

### Électro-Opticien Réf. 254

Il prendra en charge tout ou parties de projets d'études et de développement de systèmes et de matériels électro-optiques. Ces fonctions intéressent un jeune ingénieur diplômé ECP, ENSA, ENST... débutant ou ayant jusqu'à 3 années d'expérience.

Les dossiers de candidature avec C.V. sont à adresser sous la référence correspondante au(x) poste(s) à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

# Software- Temps réel

Pour prendre en charge la conception et la réalisation de systèmes informatiques complexes, utilisant des bases de données importantes et des périphériques temps réel nombreux, une grande entreprise de techniques avancées souhaite recruter un Ingénieur Grande École (ou niveau équivalent en électronique ou informatique). Éventuellement débutant, mais ayant une très bonne formation logique, il connaît si possible les matériels embarqués.

Les candidatures sont à adresser sous référence 259 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

## MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.  
94, rue Servient Le Mercur 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

### Direction Générale Paris

Une société française de plusieurs milliers de personnes, réalisant un chiffre d'affaires supérieur au milliard de francs et spécialisée dans le domaine des travaux publics, cherche à renforcer son équipe de direction composée d'une dizaine de personnes. Au sein de cette équipe, les responsables opérationnelles initialement confiées concerneront principalement l'organisation, l'animation et le contrôle de centres de profits sur les plans de la conception commerciale, de la rentabilité, de l'innovation créatrice ainsi que du développement des travaux à l'étranger. Cette recherche s'adresse à des ingénieurs d'un moins 35 ans, ayant déjà une solide expérience de direction effective. Les responsabilités à assumer impliquent des qualités de novateur et d'animateur, une ambition réaliste, l'aptitude au commandement, le goût des contacts et le sens commercial. Elles ne conviennent qu'à des candidats ayant une rémunération annuelle supérieure à 250 000 Francs. De réelles perspectives d'avenir existent, en particulier la possibilité d'accéder au comité restreint de direction. Écrire à Yves Blanchon - Réf. M 9306 (Paris).

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

C.A. + 1 milliard de francs  
LEADER DE SA PROFESSION  
recherche pour ses agences de

Bordeaux - Grenoble - Lille - Marseille  
Nantes - Paris - Reims - Toulouse - Tours

### INGÉNIEURS DE VENTE

- Formation écoles ingénieurs ou écoles supérieures de commerce.
- Débutants ou ayant quelques années d'exp.
- Pour exercer activité commerciale sur le terrain.
- Évolution possible dans filière commerciale ou autres branches d'activité.
- Stage d'intégration + formation continue.

70.000 F + (et participation aux résultats)  
Adresser curriculum vitae détaillé et photo à :  
n° 1052, « Le Monde » Publiété, 3, rue des Italiens,  
75007 PARIS CEDEX 10.

### DIRECTION D'USINE

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
recherche

### INGENIEUR A.M.

Capable d'assurer la Direction d'une Usine de 800 personnes, fabrications variées en petite mécanique, petite et grande série.

Situation en Province : CENTRE OUEST.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 55050 à  
CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra  
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société Juridique et Fiscale  
de France recherche

### CONSEILS EN DROIT DES SOCIÉTÉS

- Pour régions Champagne et Est
- Expérience professionnelle et formation supérieure.
- Sens des contacts humains.
- Goût du travail en équipe
- Indépendance.
- Situation stable et d'avenir.
- Débutants s'abstenir.
- Discrétion assurée.

Ecr. s/vet. M15, à P. HAGEGE  
FIDAL, 2 bis, rue de Villiers,  
92099 LEVALLOIS-PERRET ced.

### SGLS

Société de Gestion du Livre Spécialisé  
offre à BLOIS un poste d'

### ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ

Il sera chargé une formation niveau DECS, une expérience de 3 années minimum dans un secteur informatique, et un sens du commandement.

Envoyer curriculum vitae et photo, à :  
M. DUPONT, SGLS, BP. 22, 41000 VINEUIL.

### directeur de filiale

Ce Centre de Profit totalement autonome d'un Groupe Français, dispose de ses propres services achats, études, production et commerciaux.

Situé dans une grande ville universitaire, il réalise un chiffre d'affaires de 80 millions de francs et compte un effectif de 300 personnes environ.

Nous recherchons un INGENIEUR de 35 ans minimum, excellent organisateur et gestionnaire, ayant déjà eu une expérience similaire ou de Direction d'usine.

Adresser CV et prétentions sous référence 2416/F à :

Q7/organisation et publicité  
2 RUE MARBEGU 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

### LESIEUR

recherche pour son activité emballage

### INGENIEUR CHEF DE PROJET

- formation centrale, IDN, A. et M.
- débutant ou quelques années d'expérience dans le domaine de l'emballage et plus particulièrement des plastiques.

Aura pour mission de conduire des études dans le domaine des techniques de fabrication d'emballage.

La personnalité, les qualités humaines et la mobilité sont des atouts importants de réussite dans la fonction et d'évolution au sein du groupe.

Nombreux déplacements.

Poste à pourvoir dans un premier temps en région Rhône Alpes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à LESIEUR Recrutement  
Cadres, 122, avenue du Général Leclerc - 92100 BOULOGNE.

### directeur organisation et informatique (Futur Directeur Financier)

Un groupe de taille moyenne (3 sociétés - 800 personnes) recherche l'homme qui organisera et mettra en place l'ensemble des nouvelles méthodes et procédures d'information adaptées à son développement.

Cette fonction devra déboucher à moyen terme sur un poste de Directeur Financier du groupe, selon la performance et le potentiel du candidat.

La candidate, de formation supérieure, doit avoir une expérience réussie d'implantation et de gestion d'un service informatique dans une entreprise industrielle. Une compétence certaine des domaines financier et juridique lui permettra de valoriser sa fonction et d'acquiescer rapidement des responsabilités plus importantes.

La rémunération sera motivante et fonction de la valeur du candidat. Le poste est à pourvoir près d'une importante ville universitaire.

Ecrire sous référence 2706/G à :

Q7/organisation et publicité  
2 RUE MARBEGU 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

### ESSWEIN S.A.

### LA ROCHE-SUR-YON

Production de matériel électro-ménager grande série - Leader sur le marché européen  
600 millions C.A. - 2300 personnes  
recherche  
pour une unité de montage - 400 personnes

### CHEF DE FABRICATION

Le poste sera confié à un candidat ayant une expérience réussie de quelques années en production. Issu d'une grande école d'ingénieurs, il devra être rompu aux méthodes d'organisation et de gestion de la production et posséder un sens constant d'amélioration. Ce poste évolue vers un poste à un homme d'entreprise, à la recherche de responsabilités croissantes.

### JEUNE INGÉNIEUR

Diplômé de grande école, le candidat possède une grande volonté de réussite. Il est sérieux, rigoureux et particulièrement attiré par le secteur de la production. Son esprit critique, sa capacité d'innovation et son sens des décisions doivent lui assurer une promotion rapide et une réelle autonomie dans son travail.

Adresser votre curriculum vitae et photo à  
PSYCHO 84, 3, rue Poincaré  
85000 LA ROCHE-SUR-YON.

مكتبة الامن



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Dans le cadre de son expansion générale et du lancement de sa nouvelle gamme d'ordinateurs transactionnels : 9066 série MCS

## Kienzle Informatique

recherche

### ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- formation Bac Technique - DUT...
- minimum de 3 ans d'expérience en programmation d'applications comptables sur ordinateur de bureau
- connaissances des langages évolués - COBOL.

L'expérience des candidats pourra s'exprimer dans les domaines suivants :

- FORMATION : cours techniques sur nouveaux matériels, cours de langages et de méthodologie.
- DEVELOPPEMENT : de produits, programmes d'applications dans les domaines de : comptabilité, gestion de stocks, salaires, facturation,...

Envoyer curriculum vitae et présentations à Mr ISOLA Alain - Directeur National du Logiciel - KENZLE INFORMATIQUE - 50, avenue Daumesnil 75012 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS-13<sup>e</sup> recherche pour sa DIVISION « MESURES » (RÉFÉRENCE 01)

### UN CHEF DU SERVICE INDUSTRIALISATION

- INGÉNIEUR A.M. - I.N.S.A. - R.S.E. - I.P.C.
- EXPERIENCE en Electronique, analogique et logique.
- NOTIONS de programmation.
- CONNAISSANCES en tôlerie, usinage mécanique, moulage des plastiques, technologies d'essai.
- EXPERIENCE de 5 à 10 ans dans service Etudes ou industrialisation de produits électroniques de petites ou moyennes séries, apprêtées.

(RÉFÉRENCE 02)

### UN RESPONSABLE DES VENTES EN EUROPE

- LA FONCTION EST CARACTÉRISÉE PAR :
- LE DEVELOPPEMENT des ventes en Europe ;
- L'ANIMATION du réseau de représentants existant ;
- COMPLETER ce réseau dans les pays qui en sont dépourvus ;
- L'AIDE au service marketing pour définition de nouveaux produits.

POUR RÉUSSIR il faut avoir le GOÛT DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES, TECHNIQUES et une GRANDE DISPONIBILITÉ.

— ANGLAIS INDISPENSABLE. Allemand et Espagnol souhaités.

— EXPERIENCE de quelques années dans la vente à l'étranger appréciée.

BOIRER AVEC C.V. et PRÉSENTATIONS à PUBLI C.E. N° 302, 37, Faubourg Montmartre - 75009 PARIS (qui transmettra).

### CONSULTANT RECRUTEMENT associé gérant (FRANCE)

Aujourd'hui nous recrutons pour notre propre compte, dans le cadre d'un groupe européen de sociétés de conseil comptant plus de 600 employés, nous sommes l'une des grandes sociétés de recrutement de personnel de la zone géographique. L'ouverture de bureaux à l'étranger nous permet de suivre l'extension de nos activités en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Notre activité en France sera suivie conformément à nos principes - par une société indépendante ayant son siège à Paris et il sera offert à l'associé-gérant la possibilité de participer à l'entreprise.

Notre structure spécifique nous permet d'offrir sécurité et soutien à nos associés gérants au sein de notre groupe de sociétés, ainsi qu'indépendance et responsabilité dans la conduite de l'entreprise.

Notre futur associé devra en particulier remplir les conditions suivantes : connaissance des relations au sein d'une entreprise résultant d'une activité de gestion réussie, faculté non seulement d'acquiescer de nouveaux clients, mais de les satisfaire en permanence par une bonne activité de conseil, connaissance des hommes, disponibilité, initiative et esprit d'équipe. Bonne connaissance de l'allemand indispensable.

Vous trouverez chez nous une bonne marge de manœuvre, une situation indépendante et des possibilités de revenus intéressantes. Nous serions heureux de vous entretenir avec vous. Écrivez ou téléphonez moi (à partir de Lundi 28 Avril) si vous souhaitez des informations complémentaires. Dr. Helmut NEUMANN, Associé-gérant de la Société Dr Helmut NEUMANN, Management-Beratung Holding GmbH, A-1090 WIEN, QUENTHENGASSE 3, TEL (19-45) 22/43 59 84.



Division Télécommunications

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Chefs de produits

FONCTION

- Responsable commercial d'une famille de produits ;
- Définir les caractéristiques des produits ;
- Suivre leur développement pour assurer que les objectifs seront atteints ;
- Préparer et animer le programme de lancement commercial ;
- Assister sur le terrain les services de vente ;
- Proposer une politique de vente.

FORMATION SOUHAITÉE

Ecole d'ingénieurs de haut niveau.

EXPERIENCE INDISPENSABLE

- 5 ans minimum dans le domaine de l'électronique ;
- Excellentes connaissances de l'anglais indispensables.

Une formation marketing pourrait éventuellement être donnée à un candidat désirant changer d'orientation.

Evolution possible vers le commercial export.

Adressez curriculum vitae, photo et présentations à : J.-P. GALLAGHER, 16, rue du Ponce-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS.

MONTAGE d'AFFAIRES - Secteur Immobilier

Nous sommes un Groupe français de construction bâtiment de premier plan et nous souhaitons recruter un :

### COLLABORATEUR

ayant acquis dans le domaine promotion immobilière une large

expérience et qui se verra confier :

- recherche et sélection de terrains,
- définition de programmes,
- recherche de terrain de table ou investissement.

Adressez lettre de candidature avec photo, précisant expérience et présentations de maître à Mr LE DIFFON Bernard - Village Anglais - 9, rue Guérin - 77340 PONTAULT-COMBAULT, en précisant éventuellement les sociétés auxquelles votre CV ne doit pas être transmis.

Un Groupe International souhaite renforcer les compétences informatiques de son implantation en France et recrute pour cela un Jeune Ingénieur Informaticien

### CONSEILLER INTERNE EN INFORMATIQUE

Il assure une très large mission de développement et d'applications et intervient sur tous les problèmes informatiques de l'entreprise :

- Promotion de l'informatique interne à partir des développements technologiques et des applications réalisées par les autres unités du Groupe.

- Participation aux études pour les parties informatiques des projets confiés à nos clients.

Ce poste intéresse un débutant bien formé à l'informatique ou ayant une première expérience en SCL Polyvalent (ou pouvant le devenir rapidement) Il est attiré par des activités très diversifiées et par des contacts étroits avec les utilisateurs dans l'entreprise.

GROUPES

Ce recrutement a été confié à :

### ETHNOS

Recrutement et Orientation de Personnel - 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris, qui recevra les candidatures sous la réf. 78.930 M.

### CRÉDIT SUISSE (MO) FRANCE (Quartier Etoile)

recherche

#### 1) UN CHEF DE CAISSE

- Responsable du guichet des opérations de caisse France et des paiements étrangers.
- Il est requis une solide expérience bancaire, la connaissance de la réglementation des changes et la pratique courante de l'anglais.

#### 2) COMPTABLE QUALIFIÉ (E)

- D.E.C.S. (ou formation et expérience similaires).
- Ayant travaillé plusieurs années en milieu bancaire et ayant la connaissance de l'informatique.
- Anglais nécessaire.

Adressez C.V., photo et présent., à la Chambre de Commerce Suisse en France, 14, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

### BANQUE POPULAIRE de la REGION PARISIENNE recherche pour son service CREDITS aux ARTISANS

#### Chargé d'études gradé

sous l'autorité du responsable du service il participera :

- à l'élaboration des décisions
- à la réalisation et au suivi des dossiers
- aux actions menées par la banque auprès du secteur artisanal.

Expérience concrète souhaitée.

B.P. Banque appréciée.

Adressez C.V., photo et présentations à/réf. 11813 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q.1x.



AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

Pour son Siège Social à FLAISE (zone industrielle des Gâtines) et pour ses agences de ROUEN et TOULOUSE :

### INSPECTEURS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES (R4L 80-831)

R.T.S. ou D.U.T. de préférence.

Ayant des connaissances en informatique pour assurer la maintenance et l'intervention sur calculateurs et périphériques associés.

Après un stage de formation au Siège Social à FLAISE, ils seront affectés dans lesdites agences. En plus de leurs appointements, ils bénéficieront de leur affectation, d'une prime de fonction.

Connaissance de la langue anglaise appréciée. Véhicule indispensable.

Nombreux avantages sociaux par accords d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adr. curriculum vitae avec présentations, en précisant référence annonce, à Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

Importante Société de Produits de Luxe leader dans sa branche recherche son

### RESPONSABLE

de la gestion de produits finis

Ce cadre, adjoint au Chef du service planning, gestion des stocks qu'il devra assister dans la totalité de ses attributions, aura l'entière responsabilité de la gestion des produits finis réalisés par des techniques modernes, informatiques qu'il devra maîtriser.

Ce poste évoluerait convenablement à un candidat de formation supérieure possédant une expérience professionnelle confirmée dans un service planning de gestion des stocks.

Lieu de travail : proche banlieue Est.

Env. C.V., photo et présent., au numéro 84.761, Contesse P. 20, av. Opéra, 75004 Paris, Cedex 01.

### ANALYSTES PROGRAMMEURS (H ou F)

I.U.T. ou équivalent

3 ans d'expérience dans cette fonction, connaissant parfaitement le COBOL (si possible l'Assembleur)

DO8/V8, CICS - Command Level, VSAM ou DLL.

Vous êtes celui (celle) qu'il nous faut !

NOUS SOMMES :

### NEODATA FRANCE

Jeune Société d'Informatique, filiale d'un groupe de marketing international, professionnels des secteurs de la Presse et de la V.P.C. Nous occuperons bientôt une place importante dans ce secteur.

NOUS OFFRONS :

- Un très bon salaire, des avantages sociaux ;
- Un réel travail en équipe ;
- Des applications passionnantes ;
- De vraies perspectives d'avenir !

Adressez votre candidature à : NEODATA FRANCE - Claude CHARLES 123, boulevard de Grenelle 75015 Paris.

Important groupe industriel développant des Systèmes spatiaux recherche un

### INGÉNIEUR « TÉLÉCOM »

Travaillant au sein d'une équipe technique responsable de l'étude et de la réalisation d'un Système comprenant un satellite, il aura la charge de :

- l'établissement de la configuration des liaisons montante et descendante ;
- le suivi des activités de développement correspondantes.

Le candidat devra avoir une bonne compétence en liaison dans la bande S.H.F. et en équipements sol et embarqués correspondants.

Il devra avoir une bonne connaissance des problèmes de brouillage et de protection.

Ce poste s'adresse à un ingénieur (Télécom, Supélec, Supaéro) ayant une expérience de 5 ans dans le même domaine.

Écrire avec C.V. et rémunération actuelle à Catherine ROZES (réf. MIT).

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 Paris.

Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.



vous offre des postes

D'INGÉNIEURS

D'ANALYSTES

et

D'ANALYSTES-PROGRAMMEURS

74.000 F - 140.000 F +/- an

Salaire cadre

Progression de salaire, de carrière et formation technique assurées.

### ALBA INFORMATIQUE

118, rue de la Tour, 75018 PARIS

Tél. 506-39-96 +

Votre préavis et vos vacances ne sont pas un handicap à votre collaboration future.

### directeur organisation et informatique

Le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans la direction d'un service informatique d'une entreprise de dimension internationale. Il devra avoir une solide expérience en matière de gestion des ressources humaines, de gestion des systèmes d'information, de gestion des projets et de gestion des risques. Il devra également avoir une bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand. Adressez votre candidature à : M. J. P. GALLAGHER, 16, rue du Ponce-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**CORT Consultants**  
recherche

**ingénieur  
d'entretien  
ou de production**  
ECP - SUPELEC - AM 35 ans  
pour exercer la profession de  
**consultant  
de haut niveau**  
Gestion de la maintenance - Informatique

Formation assurée  
Possibilité de rémunération très élevée  
Evolution rapide de situation et de responsabilités.  
Excellente présentation - Personnalité  
Animateur - Conférencier - Négociateur  
Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions à réf. 2627 MB  
85, Av. Kléber 75116 Paris

**CORT**

**ICN**  
**INTERTECHNIQUE  
INFORMATIQUE**

recherche

Pour la Direction des Etudes :

• Pour développer des logiciels de base et d'application

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**  
(Option Informatique) (R.M. DE-322)

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
(R.M. DE-323)

L.I.T., Institut de Programmation.

Une première expérience sur mini-ordinateur est souhaitée.

• Pour l'exploitation d'un centre de calcul destiné au développement logiciel :

**OPÉRATEUR PUPITREUR**  
(R.M. DE-324)

Nombreux avantages sociaux par accords d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Services quotidiens de cars à partir de :

Porte d'Auteuil, Porte de Saint-Cloud, Trois gares de Versailles, Colombes, Porte d'Orléans, Gares de Plaisir, Gares de Trappes.

Adressez C.V. avec prétentions, en précisant référence autonome, à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

Groupe d'assurances nationalisé

Vous êtes débutant et diplômé d'études supérieures, Sup. de Co, ou université, vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise, vous êtes un homme de relation. Des missions à l'étranger vous intéressent. Vous voulez faire une carrière commerciale et internationale.

Nous vous proposons :

- dans un premier temps un poste de formation au sein de notre Direction Réassurance à Paris (3 ans environ),
- dans un second temps, des responsabilités de négociation et le suivi de relations de réassurance.

Envoyer lettre manuscrite motivée, C.V. et photo à notre Département Recrutement, 33 rue Lafayette, 75009 Paris.

recherche

**Groupe Privé d'Assurances**  
recherche pour son  
DEPARTEMENT INFORMATIQUE

**ANALYSTE**

Mission : conception de nouvelles procédures administratives - réalisation de traitement informatique - mise en place de systèmes de gestion.  
Profil : diplôme école de commerce ou scientifique - facilité de contact à tous niveaux. Une première expérience n'est pas indispensable. Le poste est basé à Paris (92)

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 4937 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

DIRECTION GENERALE DES  
TELECOMMUNICATIONS  
DIRECTION DES AFFAIRES  
COMMERCIALES ET TELEMATIQUES  
cherche

**un Cadre  
Commercial**

chargé d'organiser la commercialisation des services des télécommunications utilisant les moyens radioélectriques (téléphone dans les voitures ou autres mobiles - appel de personnes en déplacement).

Formation Grande Ecole - Expérience 5 ans commercialisation grand public - Connaissances radio souhaitables. Anglais nécessaire.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6864 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

Cedex 02 - qui transmettra

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE**  
recherche

pour son service informatique  
(Métro Porte de Saint-Ouen)

**ANALYSTE-  
PROGRAMMEUR**

ayant plusieurs années d'expérience et connaissant si possible matériel CII - IB - 64 fonctionnant sous TOS.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à n° 58426, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS.

**CENTRE TECHNIQUE**  
du Bois recherche  
pour division d'exploitation  
forestière :

**INGÉNIEUR**  
DIPLOME  
né débutant  
spécialisé en exploitation  
forestière et ayant bonnes  
connaissances Sylviculture.

Adresser C.V. à C.T.B. Division E.F., 10, avenue de Saint-Mandé, 75015 PARIS

BUREAU VERITAS

recherche

**INGÉNIEUR**  
DEBUTANT

formation E.N.S.T., ENSM  
similaire pour études  
relatives à la sécurité  
de navires spécialisés  
(transport de produits  
chimiques, etc.).

Bonnes connaissances  
de l'anglais indispensables.

Env. C.V. et prét. sous réf. n° 25 à BUREAU VERITAS, Direction du Personnel, 31, rue Henri-Rochefort 75007 PARIS

Groupe électronique

pour ses centres

**INGÉNIEURS SYSTÈMES**  
IBM - OS - CICS  
CII - IB 64

Salaires : 125.000 F par an.

INFORMATIS SELECTION  
25, r. Daubenton (5<sup>e</sup>), 75001-92.

CEPE recr. 34 pr. et pr. form.

Eco 9 ms à Ing. phys. alt.

20-25 emplois. Ecr. : 28 bis, rue de l'Université, 75007 PARIS.

Centre de formation d'apprentis

de la Chambre de Métiers

22, place de la Préfecture

6900 BEAUVAIS

pour COMPAGNIE

**PROF. DE FRANÇAIS**

pour enseigner

à apprentis de 16 à 18 ans

préparant C.A.P.

Téléphone : 16 (0) 420-27-42.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Env. C.V. et prét. à JARBAU,

IDEL INFORMATIQUE, 4, rue

Berlin-Poincaré - 75001 PARIS.

Importance filiale 500 allemande  
recherche

**RESPONSABLE COMPT.**  
et FINANCIER

pratique langue allemande ou  
anglais courant, m. D.E.C.S.

Env. C.V. photo et prétentions  
à FRANCE S.P. 302

92000 MANTERRE Cedex.

**AG. DE PUBLICITÉ**

recrute

**RESPONSABLE**  
**DE BUDGETS**

produits grande consommation

Marques leaders. Formation

universitaire. Anglais exp.

Agence indispensable. Dévelop-

pement possible dans l'agence.

Discrétion totale assurée.

Env. C.V. à D.G.A.G. BOSCH,

5, rue Duval, 75015 PARIS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**PÉTROLIÈRE**

PRIS DE LA DÉPENSE

recherche pour secteur

DAUNT COMPTABLE

et FINANCIER

**COMPTABLE**  
**EXPÉRIMENTÉ**

Déposé des obligations

militaires.

4 ou 5 ans d'expérience

appréciés.

Connaissances en matière

de T.V.A. indispensables.

Formation B.T.S. ou certifié

Comptable du D.E.C.S.

40 heures en 4 jours.

Restaurant d'entreprise.

Probabilité de déplacements

en province.

Adresser C.V. (retournée) et

prétentions au préalable à date

de disponibilité à n° 5450,

Connaissance Publique

20, av. de l'Opéra

75004 Paris Cedex 01.

**CABINET D'ÉTUDES**  
**DE MARCHÉS PARIS**

recherche

**CHARGÉ (E) D'ÉTUDES**

Sup. de Co. équiv. ou ma-

îtrise psycho. Un an d'exp.

ou débutant (e). Déposité des

O.A. Libre rapidement.

3072, « Le Monde » Publicité,

5, r. Italiens, 75002 Paris C. 01.

L'Office Municipal des Loisirs et de l'Enfance  
de NOIX-LE-GRAND  
recrute

**UN DIRECTEUR PERMANENT**

de centre de loisirs maternel, diplômé et confirmé.

**UN(E) ÉDUCATRICE**

de jeunes enfants diplômé (e) pour fonction

de direction de centre de loisirs.

Envoyer candidature avec C.V. et prétentions à

L'ONL.E. M. Philippe LOUVEAU,

1, allée de la Grèce, 92100 Noisy-le-Grand

Engineering Pétrole  
recherche pour Paris Ouest

**CHEF DE GROUPE**  
**TUYAUTERIE**

réf. sér. bons expé.,

connaissances de l'engl. modér.

Adresser C.V. + photo, réf. n°

T 079.47 M. Régis-Presse,

16 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**INTERPRÈTE**

ANGLAIS TECHNIQUE

Une importante S.S. industrielle

recherche

**UN CONCEPTEUR**

**RÉALISATEUR DB/DC**

désireux d'aborder

des projets nouveaux.

Contactez ou envoyez C.V. à

Mme GERARD, C.C.E. Conseil

en recrutement,

14, rue Lincoln, 75008 PARIS.

TEL : 329-20-00

Importance Entreprise Paris C.

**RESPONSABLE DÉP. ÉLECTRI-**

**CIÈRE GÉNÉRAL** et petit C.C.

SUPELEC - A.M. - T.P. 100.000

+ CENAF, 207-49-95

Société à vocation nationale

spéc. des problèmes d'énergie

recherche

pour développement activité

« ENERGIE SOLAIRE » DANS

SECT. RESID. ET TERTIAIRE »

**INGÉNIEUR**

GRANDE ÉCOLE

Expérience thermique et si

possible économie d'énergie.

Adresser lettre man. C.V. et photo à

n° 58426, CONTEXTE Publicité,

20, av. de l'Opéra, 75004 Paris C. 01.

**SERVICE D'ÉTUDES, recherche**

**PSYCHOLOGUE</**







Le Monde

# économie

## SOCIAL

### Elections professionnelles

#### LA C.F.D.T. DEVIENT MAJORITAIRE CHEZ CREUSOT-LOIRE A DUNKERQUE

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — Les élections professionnelles qui viennent d'avoir lieu dans la sidérurgie dunkerquoise montrent que la C.F.D.T. a bien surmonté sa crise de l'an dernier. Elle a amélioré ses positions à l'usine et à l'usine de Mardoch, à l'usine Creusot-Loire des Dunes, sa progression est constante.

Dans cette usine, elle supplante largement la C.G.T., en passant de 34,38 % des suffrages exprimés en 1978 à 41,81 % en 1979 et 59,19 % cette année. Dans le collège des agents de maîtrise et techniciens, elle arrive presque au niveau de la C.G.T., en relevant de 29,03 % en 1978 à 44,94 % en 1979 et 48,83 % cette année.

Au comité d'entreprise, la C.F.D.T. dispose de cinq sièges, la C.G.T. de deux et la C.F.T.C. de deux.

Voici les résultats des élections au comité d'entreprise qui viennent d'avoir lieu :

Collège ouvrier-employés : inscrits 2 388 (- 215), exprimés 1 843 (- 55) ; C.F.D.T. : 59,19 % (+ 17,38 % par rapport à 1978) ; C.G.T. : 32,83 % (- 12,61 %) ; C.F.T.C. : 8,98 % (- 4 %) ; P.S. : 2,08 % (- 0,77 %).

Agents de maîtrise-techniciens : inscrits 645 (+ 11), exprimés 485 (- 5) ; C.G.T. : 51,18 % (- 4,56 %) ; C.F.D.T. : 48,82 % (+ 4,58 %) ; 1 siège.

M. B.

La C.G.T. gagne un siège chez Renault-Le Mans. — A l'usine Renault du Mans, la C.G.T., dans les élections de délégués du personnel dans le collège ouvrier-employés, perd 0,50 % des suffrages exprimés. Elle gagne néanmoins un siège qui était à pourvoir en raison des fluctuations d'effectifs du personnel ouvrier.

Sur 7 489 inscrits et 6 350 suffrages exprimés, la C.G.T. a obtenu 53,37 % de ces suffrages (58,87 % en 1978) ; la C.F.D.T. 38,07 % (37,17 % en 1978) ; la C.F.T.C. 1,95 % (- 1,95 %) et la C.F.T.C. 1,34 % (1,89 %).

Le ticket modérateur d'ordre public doit être appliqué, a déclaré à Ajaccio, mardi 22 avril, M. Barrot, ministre de la Santé, en parlant du décret qui interdit aux mutuelles de rembourser intégralement leurs adhérents. « La mesure est bien fondée », a-t-il dit. « Il importe d'informer complètement le public. »

## ÉNERGIE

### L'Agence internationale de l'énergie étudie les moyens de tripler en 20 ans la production mondiale de charbon

La situation du marché mondial pétrolier est « un peu plus tendue » qu'en 1979, a estimé mardi 22 avril le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie, M. Ulf Lantke. Cette diminution de la demande est due, selon M. Lantke, aux mesures d'économie d'énergie et au niveau « très élevé » des stocks des pays occidentaux.

Interrogé sur l'interruption des livraisons de pétrole iranien au Japon, le directeur de l'A.I.E. a indiqué que si une « diminution réelle et durable » apparaissait, l'A.I.E. « examinerait la situation ». On sait que cet organisme (dont la France n'est pas membre) peut déclencher un plan de répartition d'urgence du pétrole à l'un de ses vingt membres.

Le Japon, qui souffre d'une réduction d'environ 10 % de ses approvisionnements, a demandé à l'A.I.E. de lui fournir des renseignements sur les possibilités de production de charbon. L'Agence internationale de l'énergie a répondu que la production de charbon doublerait seulement d'ici à la fin du siècle. Or il faut, selon l'A.I.E., tripler la production mondiale de charbon d'ici à l'an 2000 si l'on veut tenir de surmonter la crise énergétique. Les experts du C.C.L.C. doivent donc examiner les réelles potentialités du charbon dans les vingt ans à venir et dresser un tableau des obstacles (transport et environnement) notamment.

### Gaz et Eaux (filiale de l'IDI) prend le contrôle du groupe ouest-allemand Harpener

La société Gaz et Eaux, filiale à 25 % de l'Institut de développement industriel (IDI), prend le contrôle du groupe Harpener A.G., société ouest-allemande dont la valeur boursière atteint 400 millions de deutschemarks (630 millions de francs), avec un patrimoine très diversifié : centrales thermiques, flotte pour la navigation fluviale, nombreux actifs immobiliers (filiales spécialisées dans la construction mécanique, la robinetterie, le sanitaire et la chimie).

L'opération s'effectuera par l'acquisition, au prix de 220 millions de francs, de 80 % du capital de Sildchar, filiale commune des principaux groupes sidérurgiques français, avec l'ap-

port des Charbonnages de France, et dont le principal actif est précisément une participation de 51 % dans le capital de Harpener. A l'origine, cette participation avait été prise pour obtenir une part du charbon produit par la mine Harpener-Bergbau, absorbée ultérieurement par l'organisme d'Etat Ruhrkohle et transformée en holding. C'est la plus grosse opération jamais réalisée par le groupe IDI. Gaz et Eaux, et cette fois à l'extérieur de nos frontières. On peut s'interroger sur la signification : internationalisation de ce groupe, qui élargit le cadre de sa mission, limitée à l'Hexagone jusqu'à présent, et accentuation de son rôle de banque d'affaires, en rivalité avec Paribas et Suex ?

## La remise du rapport Giraudet

(Suite de la première page.)

Déjà, M. Jean Marin a déclaré, mardi 22 avril, au nom de la C.G.C. : « Le contenu de ce rapport paraît suffisamment proche des positions (de l'organisation des cadres) pour pouvoir servir d'élément de base à une reprise des discussions avec le patronat. »

Ces négociations avaient été interrompues, voire rompues, le 5 janvier — elles avaient été ouvertes le 17 octobre 1979 — chacune des deux parties restant sur des positions irréductibles.

Le gouvernement décidait alors, le 15 janvier, de nommer M. Pierre Giraudet, P.-D. G. d'Air France, « chargé de mission », pour trouver les moyens de relancer la concertation, à l'appui d'un rapport technique, élaboré en liaison avec les partenaires sociaux.

Le rapport de M. Giraudet — outre les syndicats et les dirigeants du C.N.P.F., l'auteur a consulté une centaine de chefs d'entreprise — constitue un compromis entre les différentes positions. En quelques dizaines de pages, il préconise essentiellement :

1) L'abaissement du temps de travail annuel de 1 620 heures à 1 516 heures, sans perte de salaire ;

2) L'abaissement de nombreux salaires « récupérant », en travaillant le samedi, les huit jours fériés répartis dans l'année. Cette obligation serait dérogatoire interdite. Le nombre de jours effectivement travaillés passerait ainsi de 240 à 232. De plus, un crédit annuel de 40 heures serait attribué à chaque salarié ; il pourrait être utilisé, soit sous la forme d'une réduction hebdomadaire de la durée du travail, soit sous la forme d'une cinquième semaine de congés payés. Le nombre de jours effectivement travaillés serait alors, en définitive, de 227 jours, soit 1 516 heures.

Aujourd'hui, selon une récente étude du mensuel Inter-social, cinq à six millions de Français — soit le tiers de la population salariée — bénéficient déjà de cinq semaines ou plus de congés payés (sauf agents, policiers, agents des P.T.T. et de l'E.D.F., certains fonctionnaires et certains travailleurs du secteur privé). Il paraît probable que les autres utiliseront ainsi ce crédit de 40 heures d'autant que, selon le rapport Giraudet, cette disposition ne doit pas être liée à l'assiduité au travail. Cette mesure donnerait donc satisfaction aux syndicats et notamment à Forc ouvriers, dont le cheval de bataille est depuis longtemps, on le sait, la généralisation de cette fameuse « cinquième semaine ».

3) La réduction des heures supplémentaires de 384 heures à 140 heures par salarié et par an. Il s'agit là d'une diminution très sensible. Actuellement, les entreprises sont tenues, pour faire effectuer des heures supplémentaires, d'obtenir

l'autorisation préalable de l'inspection du travail. Cette contrainte serait supprimée et satisfaction serait ainsi donnée au patronat (qui prévoit, lui, un contingent de 150 heures supplémentaires en 1982). Les employeurs pourraient ainsi utiliser librement ce quota, souplesse influant favorablement sur la rentabilité des équipements. L'obligation d'un référent à l'inspection du travail ne serait établie qu'en cas de dépassement de ce crédit de 140 heures supplémentaires, qui seront payées en tenant compte de la réduction de la durée du travail.

Dans une première version, M. Giraudet avait semblé-t-il, envisagé des mesures encore plus favorables aux salariés, notamment pour les travailleurs postés et ceux qui, d'une façon générale, effectuent des travaux pénibles. Mais il aurait dû tempérer ses propositions devant les réactions des chefs d'entreprise.

Son rapport n'en constitue pas moins, comme l'assurait dès le 28 mars M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., « une base solide

pour la reprise des négociations ». C'était du reste, au-delà des considérations pratiques et techniques, son objet principal. Le C.N.P.F. attend maintenant, pour faire connaître sa position officielle, l'avis non moins officiel des syndicats. En tout cas, la bataille est de nouveau, aujourd'hui, dans le camp des partenaires sociaux. Le gouvernement, lui, assure qu'il attend « beaucoup d'importants » à la conclusion d'un « grand accord social » en la matière, avant ainsi le recours à un projet de loi et à des dispositions législatives autoritaires.

MICHEL CASTAING.

## LA CONFÉRENCE SYNDICALE MONDIALE DE BELGRADE

### La plupart des délégations arabes demandent l'exclusion des Égyptiens

De notre correspondant

Belgrade. — Dès la première journée de la Conférence syndicale mondiale, qui s'est ouverte le 22 avril à Belgrade, les deux délégations françaises — qui siègent côte à côte — ont pris la parole. M. Séguin, secrétaire général de la C.G.T., affirmant que la crise est le produit de l'accumulation du capital et de la course au profit, a souligné que les pays en voie de développement sont l'ob-

jet des « pillages » des multinationales, et que les masses populaires sont exclues des décisions. C'est, a-t-il ajouté, qu'une issue à la crise répondant aux besoins des travailleurs et des peuples implique un nouveau type de développement dans les pays capitalistes et l'établissement de nouveaux rapports économiques internationaux. (.)

En France même, le nouvel ordre économique doit repérer sur des changements importants comme les rationalisations, sur un vaste développement d'une démocratie autogestionnaire et faire le résultat des luttes. M. Séguin a suggéré que la conférence crée un comité restreint permettant de poursuivre la consultation entre ses participants.

De son côté, M. Maître, pour la C.F.D.T., a déclaré que les travailleurs des pays industrialisés ne pouvaient accepter l'écart croissant du niveau de développement entre pays riches et pays pauvres. Mais pour cela, il est notamment indispensable que dans chaque pays les travailleurs aient un mouvement syndical représentatif et démocratique capable d'autonomie dans son action par rapport aux tenants du pouvoir. Ce mouvement doit s'affirmer comme le défenseur de la paix et des libertés et refuser toute ingérence étrangère « qu'il s'agisse du Vietnam hier ou de l'Afghanistan aujourd'hui, ou en ce qui concerne la France, de l'Algérie d'hier, de la République centrafricaine aujourd'hui ».

Après avoir rappelé que les limites de la conférence de Belgrade tiennent notamment à l'absence de plusieurs importants syndicats des pays industrialisés, à certaines exclusives, par exemple à l'exclusion des syndicats d'Iran, mais aussi à certaines incompréhensions et inquiétudes. En effet, la conférence n'a pu surmonter la complication surgie dès le premier jour : tous les représentants des pays arabes, exception faite de la Tunisie, ont demandé aux syndicats yougoslaves de prononcer l'exclusion de la délégation égyptienne. Les Yougoslaves ont répondu qu'ils n'étaient pas habilités à prendre une telle mesure, et ont invité les demandeurs à s'adresser directement à la Conférence. Or ceux-ci, pour des raisons insuffisamment établies, ont refusé de paraître dans le bâtiment de la conférence. Ils ont passé la journée à leur hôtel, et on ignorait tout, ce mercredi matin, sur leurs intentions.

PAUL YANKOVITCH.

## AUTOMOBILE

### Chrysler Corp. annonce de nouvelles suppressions d'emplois

Chrysler Corp., troisième constructeur américain d'automobiles, qui tente depuis l'an passé d'éviter la faillite, a annoncé mardi 22 avril nouvelles compressions de personnel au cours des prochaines semaines. Le groupe, qui emploie actuellement 132 000 salariés (dont 42 400 ouvriers mis au chômage pour une durée indéterminée) a déjà licencié 8 500 employés depuis le début de l'année. Chrysler va procéder à la mise au chômage pour une durée indéterminée d'environ 10 % de ses effectifs autres que ceux des unités de production, soit 6 800 salariés. Ils permettront à la société de réaliser une économie d'environ 200 millions de dollars par an.

Les nouvelles « dégraissages » ont pour but de limiter au maxi-

mum les pertes de la firme de Detroit (750 millions de dollars prévus en 1980, après 1,1 milliard l'an passé). Cette décision intervient alors que Chrysler attend la réponse du gouvernement qui décidera de sa survie. Le groupe a remis la semaine passée à la commission gouvernementale concernée un nouveau plan financier. C'est en fonction de ce plan que les pouvoirs publics décideront si Chrysler peut ou non prétendre à la garantie fédérale de 1,5 milliard de dollars votée par le Congrès en sa faveur, sous réserve qu'il réunisse des financements privés d'un montant comparable. La firme a fait savoir au gouvernement que le temps presse, car le financement fédéral de 200 millions de dollars qu'elle avait pu obtenir est en voie d'épuisement.

### PEUGEOT SIGNE UN ACCORD DE COOPÉRATION AVEC UNE FIRME INDIENNE

Peugeot-Automobiles a signé un accord de coopération avec la société indienne Mahindra and Mahindra, qui fabrique sous licence américaine (American Motors Corp.) des véhicules du type jeep et d'autres véhicules utilitaires dérivés (douze mille trois cents en 1978). Aux termes de cet accord, la société indienne produira dans son usine de Bombay un moteur Diesel Peugeot, destiné à équiper les jeeps indiennes à une cadence prévue de vingt-cinq mille unités par an.

Cet accord souligne dans un communiqué Peugeot-Automobiles « permet d'introduire la technologie automobile française en Inde à travers d'un partenariat particulièrement renforcé pour la qualité et la spécificité de ses fabrications ».

L'industrie automobile indienne, qui, avec une production de trente quatre mille six cents voitures particulières par an, fonctionne très en deçà de ses capacités réelles de production, a connu ces dernières années un taux de croissance d'environ 40 % par an. Le gouvernement indien, qui songe à remplacer le parc de voitures existantes (dérivées de modèles Fiat et British Leyland), étudie actuellement un projet de fabrication d'une voiture populaire, robuste et d'un prix de revient modique. Une entreprise nationale pourrait être créée à cet effet en collaboration avec un partenaire étranger. Dans cette optique, il est important pour les constructeurs français d'essayer de se faire connaître sur ce marché.

# 1750F\* RÉALISEZ VOTRE RÊVE.

Galerie Lafayette

FESTIVAL DE LA PHOTO JUSQU'AU 10 MAI

50.000 من الأصيل



## AFFAIRES

LA COMPAGNIE FINANCIÈRE  
PREND UNE PARTICIPATION  
DANS LE CAPITAL DE HACHETTE

La Compagnie financière, dont le président et principal actionnaire est M. Edmond de Rothschild, a acquis récemment une participation inférieure à 5 % dans le capital de la Librairie Hachette. Elle détenait déjà depuis 1976 10,4 % de l'hebdomadaire « 7 Jours », appartenant à la librairie, et s'est associée en 1979 au lancement de l'hebdomadaire américain « Look » aux côtés de Hachette et du groupe Filipacchi.

En conséquence, M. Edmond de Rothschild va entrer au conseil d'administration de Hachette, de même que M. Jean Riboud, président de Schlumberger, mais à titre personnel pour ce dernier.

Pernod-Ricard  
pénètre sur le marché américain

Le groupe Pernod-Ricard vient d'acquiescer aux États-Unis la société Austin Nichols, filiale de Liggett, un des « grands » du marché américain du tabac, des vins et spiritueux.

Le montant de la transaction s'élève à 97,5 millions de dollars (environ 420 millions de francs) payables comptant. Austin Nichols est propriétaire de la marque de bourbon Wild Turkey, qu'elle distille dans son usine de Lawrenceburg (Kentucky). Elle distribue aussi aux États-Unis les marques Pernod, Campari, le champagne Henriot et divers vins français. Son chiffre d'affaires s'est élevé en 1979 à 87 millions

de dollars (288 millions de francs) et son résultat d'exploitation à 3,7 millions de dollars (15,9 millions de francs).

Selon M. Patrick Ricard, P.D.G. du groupe, cette acquisition représente un « saut » de pénétration sur le marché américain des vins et spiritueux, où la société n'était guère représentée jusqu'alors.

Pernod-Ricard, fondé en 1974 par la fusion des deux marques jusqu'alors concurrentes, est le premier groupe européen (Grande-Bretagne exceptée) de boissons alcoolisées. Son chiffre d'affaires consolidé s'est élevé en 1979 à 5,3 milliards de francs. Il est aussi le premier producteur français de jus de fruits et de boissons à base de jus, ainsi que le concessionnaire de la marque Coca-Cola.

## LOGEMENT

## L'INDUSTRIALISATION DU BATIMENT

M. Michel d'Ornano annonce cinq mesures  
en faveur des « systèmes constructifs »

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a précisé ses intentions sur l'industrialisation du bâtiment, à l'occasion de l'inauguration, mardi 22 avril, à la Maison de la chimie, de trois journées d'information sur les « systèmes constructifs par composants ».

Il s'agit de la production en grande série de produits industriels (blocs-fenêtres, cloisons, équipements de sanitaires) de dimensions plus réduites que ceux de la première génération de l'industrialisation du bâtiment (comme les dalles de béton), mais surtout compatibles entre eux, de façon à améliorer la productivité et les coûts sans porter atteinte à l'originalité architecturale.

M. d'Ornano, en présentant les vingt systèmes constructifs sélectionnés par son ministère, a annoncé les cinq nouvelles mesures qui seront applicables en 1980 et 1981 à la construction aidée (prêts à l'accession à la propriété et prêts locatifs aidés) pour favoriser le recours à ces systèmes constructifs :

● Le surcoût d'étude pour un architecte recourant à un système constructif pour la première fois sera pris en charge par l'Etat, grâce à une subvention.

● Les études comparatives de système menées par les architectes et les maîtres d'ouvrage seront également subventionnées, et plus encore les études d'ingénierie faites par les spécialistes seront indemnisées forfaitairement à hauteur

de 20 000 francs lorsque le système soumis ne sera pas retenu.

● Le surcoût d'organisation de concours d'architectes par les maîtres d'ouvrage seront pris en charge par le « plan-construction ».

● Le financement d'opérations prévues avec un système constructif préagré ne pourra pas être retardé au niveau local : la direction de la construction, en liaison avec les directions départementales de l'équipement, disposera de fonds de réserve au niveau national pour permettre un déblocage rapide de telles opérations.

● Le dépassement du prix de référence sera possible et financé par un prêt complémentaire, dans la limite de « l'économie théorique », faite sur le poste « révision de prix » par rapport à un processus de construction traditionnelle, le coût plus élevé apparent étant compensé par les délais de réalisation généralement très courts dans le cas des systèmes constructifs.

M. d'Ornano a invité « les entreprises à investir et à prendre des risques », les assurant qu'il veillera « à ce que les administrations qui contraignent mément une politique cohérente à des techniques nouvelles de construction ». « L'Etat, a-t-il déclaré, même s'il préfère laisser à chaque équipe la plénitude de ses responsabilités, est fermement déterminé à encourager des évolutions technologiques et structurelles qui sont décisives pour la construction ».

## A Nancy

Des locataires ont assigné en référé  
l'office d'H.L.M. en raison de graves malfaçons

De notre correspondant

Nancy. — Monté sur pilotis d'acier sur la pente de la rue de la Colline, à Nancy, le groupe d'immeubles Gamma était apparu dans un premier temps comme une indéniable réussite esthétique due à l'office d'H.L.M. de Nancy. Hélas ! la technique employée par les entreprises chargées de la réalisation s'est révélée de beaucoup moins bonne qualité. Après que les immeubles furent restés plusieurs mois inoccupés, les premiers locataires entrés dans les lieux en mai 1979 prirent immédiatement conscience de graves malfaçons : mauvaise isolation des appartements, certes, mais aussi et surtout infiltrations d'eau qui attaquaient rapidement moquettes et plâtres. Les locataires se regroupèrent en créant un syndicat de locataires, affilié depuis à la Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.). Une grève des charges était décidée en juin 1978, accentuée peu après par une assignation en référé de l'office d'H.L.M. de Nancy, propriétaire des bâtiments. Cette première action des locataires prenait fin en mars 1979. Un accord amiable en effet intervenu.

An 1<sup>er</sup> janvier de cette année, alors qu'à peine 30 % des travaux d'achèvement étaient réalisés, une augmentation générale des loyers d'H.L.M. intervenait. Les locataires des immeubles Gamma, mécontents des retards pris dans la réalisation des travaux, en profitèrent pour entamer l'épreuve de force. Trente-cinq des soixante-cinq locataires versaient charges et loyers sur un compte bloqué. Les récalcitrants adressaient une plainte aux bureaux d'hygiène de Nancy : un inspecteur constatait le 24 mars, cinq infractions au règlement sanitaire départemental. Face aux menaces d'expulsion formulées par l'office, le syndicat des locataires assigna ensuite en référé l'office d'H.L.M. pour deux procès en expertise. L'un pour une expertise générale de tous les bâtiments appartenant par appartement, avec demande de diminution de loyer pour services non rendus, l'autre pour une expertise des comptes de construction et des charges 1978-1979 concernant les bâtiments Gamma. L'office, qui, de son côté, a en-

gagé un recours devant le tribunal administratif contre les entrepreneurs et architectes responsables de la construction, déclare avoir dû attendre le passage des experts puis l'attribution des points de pénalisation pour continuer les travaux. Alors qu'une petite fête organisée par les locataires pointait le premier trimestre de leur action, le président de l'office d'H.L.M. faisait une ultime tentative de règlement amiable en saisissant la commission mixte départementale. Mais l'échec de la première solution amiable intervenue un an plus tôt semble rendre cette fois aisée l'annulation de l'assignation en référé prévue pour le 17 avril, qui a cependant été repoussée au 24. — J.-L. B.

● Le groupe des Ardostiers d'Angers vient de reprendre la Société des fermetures métalliques du bâtiment, P.M.B.-Vendôme, qui connaît depuis dix ans des difficultés (déficit de bilan et concordat), encore aggravées ces deux dernières années (6 millions de pertes pour assurer le bilan 1978, avec un chiffre d'affaires d'une centaine de millions). Les Ardostiers d'Angers et leurs filiales ont réalisé en 1979 un chiffre d'affaires cumulé de plus de 600 millions de P et emploient plus de 1 850 personnes. La société P.M.B.-Vendôme emploie actuellement 400 personnes (il y a eu 130 suppressions d'emplois — retraites, préretraites, licenciements — en 1979). Les Ardostiers d'Angers ont reçu, pour la reprise de P.M.B. les prêts du F.D.S. et de la Société de développement régional, encouragés par le C.I.A.S.I.

● M. Jacques Desnos, président de la Fédération nationale du bâtiment a été reçu, mardi 22 avril, par M. Clément d'Estaing. Il a fait part au président de la « grande inquiétude » des professionnels à la suite des dernières mesures d'encadrement du crédit. « Nous avons déjà constaté une baisse de 15 % du nombre des démarrages de chantiers, au cours des trois derniers mois, et 15 à 25 % dans le déblocage des prêts », a déclaré M. Desnos.

THOMSON - C.S.F. ET XEROX SIGNENT UN ACCORD  
DE COOPÉRATION DANS LE SECTEUR DE LA BUREAUTIQUE

Le groupe français Thomson-C.S.F. et la firme américaine Xerox viennent de signer un important accord de coopération pour développer en commun des disques numériques optiques destinés à des applications informatiques. Ces disques offrent des capacités de stockage de données vingt fois plus importantes que les classiques supports magnétiques. Les deux entreprises vont également développer et produire en commun le lecteur-enregistreur optique qui permettra d'utiliser ces disques.

Le stockage de données numériques est, en fait, l'une des premières retombées de la technologie du vidéodisque. Les disques et les lecteurs que Thomson-C.S.F. et Xerox vont développer et produire en commun devront beaucoup au vidéodisque à lecture optique par laser que les laboratoires de Thomson-C.S.F. ont mis au point voilà plus de cinq ans (« le Monde » du 23 avril).

Les deux firmes visent tout à la fois le créneau de l'informatique (les disques peuvent remplacer les supports magnétiques) et le futur marché de la bureautique, le lecteur-enregistreur pouvant fonctionner comme une documentation et être complété à d'autres périphériques (imprimantes par exemple).

Cet accord franco-américain est également une réponse — partielle — du groupe Thomson aux récentes opérations menées par ses deux concurrents français sur le futur marché de la bureautique : la C.G.E., qui a racheté la société britannique Rensco, et Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, qui va acquérir 20 % de la société italienne Olivetti.

Thomson se voit ainsi être en mesure de répondre à la demande de la société britannique Rensco, et de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, qui va acquérir 20 % de la société italienne Olivetti. Thomson se voit ainsi être en mesure de répondre à la demande de la société britannique Rensco, et de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, qui va acquérir 20 % de la société italienne Olivetti.

La société, a déclaré M. Nader, a créé un *Frankenstein* légal : des entreprises qui ont tous les droits des êtres humains mais les privilèges refusés aux êtres humains. Ce que nous leur demandons, a-t-il ajouté, c'est d'arrêter la politique de l'immigration, d'arrêter de corrompre le gouvernement, d'arrêter la discrimination entre les gens.

## Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe

les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LAFAYETTE, PARIS-5

Téléphone. (16 soirs) 787-85-64

LES ÉPICIERS DÉTAILLANTS  
ESTIMENTQUE « LE POUVOIR POLITIQUE  
SE MOQUE D'EUX »

(De notre correspondant)

Nancy. — Lors du trentième congrès national de la Fédération des syndicats d'épiciers détaillants de France (45 syndicats, 20 000 adhérents), qui vient de se dérouler à Nancy, le président Roger Duboc est allé, selon son expression, « droit au but » : « Le pouvoir politique se moque de nous et, sous prétexte de sacro-saint intérêt général, il n'hésite pas à écraser toute une classe sociale en nous accordant, au moment des élections, pour capter nos voix, un intérêt qui n'est qu'illusoire ».

Les raisons du mécontentement : crédit à 20 %, taux de découvert à 17 %, auxquels s'ajoutent des mutations sociales, comme le fait que les familles ne prennent de plus en plus qu'un seul repas en commun ou que les surgelés détruisent les légumes frais. Quarante mille épiciers détaillants ont disparu au cours des vingt-cinq dernières années.

Les participants au congrès ont adopté une motion qui affirme que devant la dégradation constatée, tant sur le plan économique que politique, ils allaient intervenir dans toutes les régions, auprès de l'ensemble des parlementaires. — J.-L. B.

● La société Legrand, premier fabricant français d'appareillage électrique, va céder une partie des activités de la société F.A.E.-Arnould, qu'elle avait rachetée, en janvier 1980, au groupe C.G.E.

D'une part, Legrand va vendre à Merlin-Gerin 80 % des actions de Saparel, filiale de F.A.E.-Arnould, spécialisée dans les disjoncteurs. D'autre part, la rétrospective lui rachète 50 % de Normabare (canalisations préfabriquées).

Legrand a d'autre part pris le contrôle de trois sociétés à l'étranger. Il s'agit de Krupka, en Autriche (matériel étanche et prises de courant murales), de Contour, en Grande-Bretagne (prises de courant, douilles) et de Multi-contact, Ouessant, au Mexique (interrupteurs).

QUI VOUS AIDE DANS  
LA GESTION  
DE VOTRE ENTREPRISE ?

Guider les chefs d'entreprise dans leur prise de décisions, leur donner des outils pour améliorer leur gestion quotidienne, le Crédit Lyonnais s'y emploie depuis longtemps en proposant des solutions adaptées et efficaces.

Avec SERAFIN, modèle de simulation, le Crédit Lyonnais répond à vos problèmes de gestion prévisionnelle.

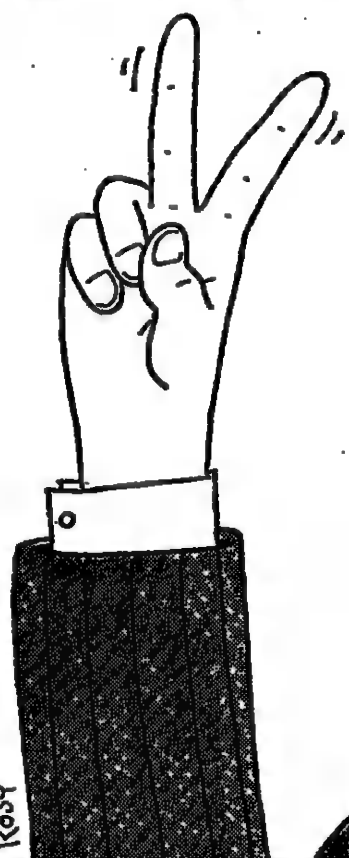
Avec ses services informatisés, le Crédit Lyonnais vous fournit les moyens de mieux recouvrer vos créances, alléger les tâches liées aux paiements, contrôler vos opérations bancaires.

**CREDIT  
LYONNAIS**  
Votre partenaire.





**Vittel. Au restaurant, sachez faire le geste qui sauve.**



**Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.**

**Apollo Beach**

**Hôtel-club en Grèce**

2 semaines de 3040 à 3850 Frs. sans suppléments surprises.

pharos-france Y TOUR

2, rue de l'Échelle 75001 Paris Tel. : 260.30.18

19, rue de la Michodière 75002 Paris Tel. : 742.22.83

(Publité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE**

**Sous-direction des Marchés et Contrats**

**AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI DE L.A.I.O. n° 05/80**

Les Sociétés Intéressées par l'Appel d'Offres International n° 05/80 « Equipement de l'Institut de Chimie de l'Université des Sciences et de la Technologie » « Houari Boumediène » sont informées que la date limite de réception des soumissions initialement fixée au 11 mai 1980 est reportée au 1<sup>er</sup> juin 1980.

Il est rappelé aux Intéressés que les Cahiers des Charges sont à retirer au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire, Sous-direction des Marchés et Contrats, 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai (Alger).

**Avec Vittel, plus besoin de parler pour se faire entendre.**



**Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.**

## ÉTRANGER

**GRANDE-BRETAGNE : FORD PRÊTE 2,2 MILLIARDS DE £ À LA MAISON MÈRE**

(De notre correspondant.)

Londres. — La compagnie Ford-G.B. a annoncé, lundi 21 avril, qu'en 1979 elle avait réalisé un bénéfice brut de 386 millions de livres (1), soit environ 3,7 milliards de francs, un chiffre supérieur d'environ 80 % à celui de l'année précédente (242 millions de livres). Cette bonne performance a permis de verser 229 millions de livres (2,17 milliards de francs) à Ford-U.S.A., qui connaît de sérieuses difficultés financières en raison de la baisse sensible de ses ventes. D'autre part, sur son bénéfice net de 247 millions de livres (3,3 milliards de francs), Ford-G.B. a envoyé 128 millions de livres à la maison mère américaine.

Bénéficiaire des difficultés de British Leyland (B.L.), Ford-G.B. a, en 1979, vendu 854 000 véhicules représentant 3,3 milliards de livres, et ses exportations ont atteint 1,1 milliard de livres. Les investissements se sont élevés à 334 millions de livres. Néanmoins, Sir Terence Beckett, P.-D.G. de Ford-G.B., a souligné que la compagnie devait faire 500 millions de bénéfice annuel afin de maintenir ses investissements à un niveau suffisant pour résister à la concurrence étrangère. Bien que les ventes aient augmenté de 6,5 % pendant le premier trimestre de 1980, les voitures étrangères représentent 57,3 % du total, en hausse de 4 % par rapport à l'an dernier.

Pour la troisième année consécutive, Ford-G.B. n'a pas été des ventes et, bien que prévoyant un tassement de la demande pour cette année, la compagnie espère augmenter sa part du marché britannique de 2,2 % l'an dernier, à 32 %. La production perdue par suite de grèves a été réduite à 25 000 véhicules (159 000 en 1978). En fait, Ford-G.B. a payé relativement cher le prix social, en augmentant les salaires de 20 % l'an dernier (à l'issue d'une grève de neuf semaines) et de 18 % cette année, évitant ainsi les difficultés auxquelles ses concurrents (B.L., Talbot-Chrysler) ont dû faire face.

Dans l'ensemble, la performance de Ford-G.B. est bonne par rapport à ses concurrents. B.L. a perdu environ 145 millions de livres l'an dernier, les pertes de Talbot-Chrysler sont évaluées à environ 40 millions de livres. Sir Terence Beckett a indiqué que la General Motors américaine, améliorée sa position et espère arriver cette année à l'équilibre financier.

Cependant, les résultats de 1978 ont été faussés par la longue grève qui a empêché la compagnie de faire un bénéfice brut de 270 millions de livres. L'amélioration de 1979 (286 millions de livres) est donc modeste. D'autre part, le problème de la productivité est loin d'être résolu. Sir Terence Beckett a indiqué que les bons résultats de la vente avaient été obtenus grâce aux importations de voitures Ford construites sur le continent.

HENRI PIERRE.

(1) Le livre vaut 9,00 £.

**MEDECINE Pharmacie**

Documentation sur demande

Septembre

Recyclage scientifique

Octobre à Juin

Préparation "Plein-Temps"

Soutien au PCEM 1

**IPEC** Enseignement supérieur privé

46, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>

Téléphone : 633.61.23/329.03.71/354.45.87

**JAPON : l'offensive syndicale de printemps a tourné court**

(De notre correspondant)

Tokyo. — La rituelle offensive syndicale de printemps (« shunto »), qui, traditionnellement, paralyse le Japon pendant quelques jours, a, cette année, d'entrée de jeu, perdu beaucoup de sa vigueur. Avec l'accord immédiatement intervenu entre les syndicats et la direction des chemins de fer privés, la grève des transports — l'une des plus spectaculaires — ne sera donc menée que par le secteur public. Toutes les lignes privées — et elles sont nombreuses, tant en province qu'à Tokyo —, ainsi que les métros de la capitale (privés, pour la grande majorité), ont fonctionné normalement.

Tout avait pourtant été prévu par le patronat pour affronter l'offensive syndicale. Les entreprises avaient loué des dizaines de milliers de « futur » (futuristes japonais) pour leurs employés ; les hôtels de Tokyo avaient tous été réservés, et chaque salarié s'apprêtait à partir avec son petit bagage pour trois jours.

Plusieurs facteurs expliquent que cette année le « shunto » ait été aussi « mou », même s'il conserve son caractère de psychodrame, avec ses défilés dans l'ordre, sous des bannières multicolores, poings levés, ses vitupérations devant le siège de l'entreprise, etc.

Les syndicats expliquent la modération de leurs demandes d'augmentation de salaires (6 %) par leur sens des responsabilités : « Il faut ajuster les demandes à la situation économique », dit-on à la confédération DOMEI, puissante dans le secteur privé. En fait, cette année, l'offensive syndicale aura été dominée par la peur de l'inflation.

**Des hausses très diverses**

Les prix de gros ont augmenté en février de 21,4 %, par rapport au même mois de 1979, tandis que les prix à la consommation enregistraient une hausse de 7,6 %. Les demandes syndicales restent donc dans les limites de la hausse des prix. Mais, à y regarder de plus près, si la hausse des prix ne s'est accélérée que ces derniers mois (le pouvoir d'achat n'a donc été ébranlé qu'à récemment), tout le monde s'attend à la persistance de l'inflation, voire à son accélération.

Les salariés réagissent donc d'être vite de leur poche. Selon le parti socialiste, les majorations de 50 % des tarifs du gaz et de l'électricité intervenues au 1<sup>er</sup> avril — qui seront suivies sous peu par celles des prix des tabacs, des alcools et des transports — vont entraîner à elles seules une croissance de 2,2 % de l'indice des prix. Cela dit, les hausses de prix sont très inégales, et la modération des syndicats peut parfois paraître fondée. On note d'abord une modération des tarifs des services. Apparemment les anticipations psychologiques qui alimentent généralement l'inflation ont été beaucoup moins

fortes au Japon qu'ailleurs. D'autre part, il semble que, contrairement à ce qui s'était passé en 1974-1975, le commerce ait accepté de ne pas complètement répercuter la hausse des prix de gros au niveau du détail.

Il existe des différences fondamentales avec la crise qui avait suivi la première augmentation des prix pétroliers, celle-là même qui provoqua une panique chez les consommateurs qu'on vit, par exemple, se ruier sur le papier hygiénique et qui provoqua une spéculation effrénée des distributeurs consistant des stocks pour faire monter les prix. D'abord la dernière augmentation des prix du pétrole est intervenue dans une période non inflationniste (contrairement à 1974). Ensuite la Banque du Japon a réagi préventivement en « encadrant » le crédit afin d'éviter une fuite devant la monnaie. Cela n'empêche pas le rythme de production et de consommation d'être plus élevé que prévu, probablement à cause de comportements opportunistes. Mais le pire n'a pas eu lieu.

**Les organisations en difficulté**

Le fait que l'inflation ait été provoquée pendant plusieurs mois par la hausse des prix des matières premières a permis au patronat de déclarer, en entamant les négociations avec les syndicats, qu'il n'accepterait de discuter que sur la base du taux d'inflation intérieur. Argument tactique pour faire baisser les demandes syndicales, ce discours n'en est pas moins significatif de la volonté des dirigeants d'étayer la thèse selon laquelle chacun, pauvre ou riche, est placé dans la même situation vis-à-vis de l'augmentation des coûts de la vie. Apparemment au Japon, sauf dans les couches sociales privilégiées, ce type de « message » — orchestré sur le thème de la vulnérabilité de l'économie japonaise — a passé assez bien, mieux qu'ailleurs en tout cas. Politiquement ce discours, partant d'une analyse fondée, est utilisé soit pour justifier des maux ayant une autre origine, soit pour légitimer les sacrifices demandés aux plus démunis.

L'audience que paraissent avoir dans la population les arguments des dirigeants ne facilite pas la tâche

des syndicats qui, déjà, ne représentent que douze millions de salariés, soit un tiers de la main-d'œuvre, une sorte d'élite ouvrière. Les vingt-cinq millions de salariés non syndiqués ne recevront que les moindres de la lutte de printemps. En revanche, la politique du maintien de l'emploi, menée depuis plusieurs années par les syndicats, a indirectement des conséquences fâcheuses sur les employés des firmes sous-traitantes. Ces employés sont les premières victimes de licenciements en cas de crise ou de difficultés salariales.

Les syndicats japonais sont peu combattifs parce qu'ils traversent une crise profonde. Face à un patronat beaucoup plus uni que par le passé — on parle dans les revues ouvrières du « cartel patronal » — les syndicats apparaissent divisés. La grande confédération nationale Shōtō (4,8 millions d'adhérents), puissante surtout dans le secteur public et liée au P.S., traverse actuellement une mauvaise passe. Les confédérations du secteur privé (Domei, Chūritsu — industrie électrique, — Shūmeitō — gaz du Kanagawa) cherchent à « unifier » le mouvement syndical. Elles menacent directement la puissance de Shōtō et risquent de placer une bonne partie du mouvement syndical sous le contrôle de ses éléments « les plus responsables » selon la terminologie patronale, c'est-à-dire en fait ceux qui sont les plus sensibles aux arguments du patronat.

Deux facteurs ont contribué à la modération de Shōtō. D'une part en prévision des élections sénatoriales de juillet, elle a fortement encouragé le rapprochement entre socialistes et bouddhistes, mettant momentanément un terme aux espoirs de l'union de la gauche, d'autre part, l'un de ses adhérents, le syndicat de la métallurgie (Tokuororen), s'est déclaré partisan de l'unification du mouvement syndical. La Shōtō s'est trouvée ligotée, craignant une scission de sa principale fédération du secteur privé si elle s'opposait au mouvement d'unification.

Le problème de l'unification divise les membres de Shōtō. Des communistes, politiques et syndicaux, ont provoqué une tension entre Shōtō et le P.C. qui contrôle environ seize des syndicats affiliés à cette dernière. En position défensive, Shōtō, dont la direction est consciente qu'il faut repenser entièrement le principe même des luttes de printemps, paraît avoir été incapable de jouer une autre carte que celle de la conciliation.

PHILIPPE PONS.

(Publité)

**FORMATION PERMANENTE**

STAGE D'ÉCONOMIE (Études des Accidents du travail, amélioration des conditions de travail, à l'intention des techniciens, ingénieurs, responsables du personnel, médecins du travail, travailleurs sociaux, etc. Du 9 au 13 juin 1980 (40 heures d'enseignement).

Inscription : Université de Paris VIII, Service de la Formation Permanente, route de la Tourneville, 75017 PARIS CEDEX 12. Tél. : 374-12-50 poste 389 et 374-82-22.

(Publité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**Ministère de l'Agriculture et de la Révolution Agraire**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

L'Office des Fruits et Légumes d'Algérie (O.F.L.A.) lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture des Fruits Secs ci-après :

- Amandes douces décortiquées ;
- Raisins secs ;
- Pruneaux séchés ;
- Noix en coque.

Les soumissionnaires désireux de participer au présent Avis d'Appel d'Offres, peuvent effectuer le retrait du cahier des charges y afférent auprès de l'O.F.L.A. / Département Juridique, 12, avenue des Trois-Frères, Bouadou - Birmendé (Alger), contre paiement de la somme de cent (100) Dinars Algériens.

Les soumissions devront être établies sous double enveloppe achetée portant la mention : « Soumission à l'Appel d'Offres International Fruits Secs » A NE PAS OUVRIR ».

Les pli dont la date limite de réception est fixée au 10 mai 1980 à 18 h 30, doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs Offres pendant trente (30) jours à compter de la date limite de réception des Offres.

Note : Il est précisé que le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions contenues dans la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant Monopole de l'Etat sur le Commerce Extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre par ailleurs à leurs Offres un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie attestant de leur qualité.

## ÉTRANGER

**Grande-Bretagne officialise son plus haut niveau de la deuxième guerre mondiale**

Londres. — Le gouvernement britannique a officiellement déclaré que le pays avait atteint son plus haut niveau de la deuxième guerre mondiale. Cette déclaration a été faite par le ministre de l'Industrie, John Birt, lors d'une conférence de presse. Il a souligné que le pays avait réussi à maintenir son niveau de production malgré les difficultés économiques et les restrictions imposées par la guerre.

**Aux Etats-Unis**

Le prix de détail est à nouveau en hausse : + 1,4 % en mars.

Le problème de l'unification divise les membres de Shōtō. Des communistes, politiques et syndicaux, ont provoqué une tension entre Shōtō et le P.C. qui contrôle environ seize des syndicats affiliés à cette dernière. En position défensive, Shōtō, dont la direction est consciente qu'il faut repenser entièrement le principe même des luttes de printemps, paraît avoir été incapable de jouer une autre carte que celle de la conciliation.

PHILIPPE PONS.

**MARCHE COMMUN**

Les Etats et Bonn demandent le report des négociations au-delà du Conseil européen.

**PAROLE FACILE**

Service de traduction et d'interprétation.

Traduction simultanée et interprétation simultanée.

Traduction écrite et interprétation écrite.

Service de traduction et d'interprétation.

مكتبة الأمل



offensive syndicale de printemps  
à tourné court

## ÉTRANGER

### Le chômage en Grande-Bretagne atteint son plus haut niveau depuis la deuxième guerre mondiale

De notre correspondant

Londres. — Selon les statistiques du ministère de l'emploi publiées mardi 22 avril, le nombre des chômeurs a augmenté de 44 000 en Grande-Bretagne le mois dernier, et après correction des variations saisonnières, pour atteindre le chiffre record de 1 460 000. Mais, en données brutes, le chômage a dépassé la limite du million et demi (1 522 221), soit le plus haut niveau depuis la fin de la guerre. 6 % de la population active se trouve ainsi sans travail. Cette poussée du chômage, qui se produit malgré la fin de la grève de l'acier, confirme une tendance générale expliquée par les mesures de compression des effectifs prises par les sociétés, qui anticipent la récession (la production industrielle stagne depuis quelques mois).

Dans l'industrie, 135 000 emplois ont été perdus en six mois. Les licenciements du personnel en surcroît ont atteint en mars le chiffre de 32 000, soit le double par rapport à l'an dernier — portant le nombre des mises à pied à 88 000 pour le premier trimestre 1980, soit plus du double (39 000) que pendant la même période de 1979. Il apparaît ainsi que l'industrie réduit ses effectifs plus rapidement que prévu, en faisant sur un sérieux affaiblissement de la demande et en tenant compte des mesures de restriction du crédit. D'autre part, les offres d'emploi continuent de décliner et s'établissent à 33,5 % en-dessous du niveau de juin dernier.

#### Aux États-Unis

### Les prix de détail ont à nouveau très fortement augmenté : + 1,4 % en mars

L'augmentation des prix de détail aux États-Unis a de nouveau été très forte en mars, atteignant 1,4 % en volume. D'ici, en janvier, et en février, la hausse des prix avait été de 1,4 %. Ainsi, au cours du premier trimestre de cette année, le taux annuel d'inflation aux États-Unis s'est inscrit à 18 %.

Le fait nouveau et un peu surprenant survenu en mars est la chute et très forte hausse des prix alimentaires (+ 1,1 % par rapport à février) survenant après une période de calme relative en janvier, stabilité totale en février.

Les très fortes hausses de prix aux États-Unis proviennent d'une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, ainsi un ouvrier de la femme ne travaille pas et qui

La poussée du chômage est à peu de choses près conforme aux prévisions officielles, qui tablèrent sur un chiffre de 1,8 million d'ici à la fin de l'année. Mais de nombreux économistes, soulignant que les chiffres ont été obtenus avant les dernières indications pessimistes sur la récession, estiment que le nombre des chômeurs dépassera deux millions en 1980.

Les statistiques ont provoqué de vigoureuses attaques des syndicalistes contre le gouvernement. M. Murray, secrétaire général de la Confédération inter-syndicale du TUC, a dit que l'augmentation du chômage était due « à l'attachement désastreux du gouvernement aux monétarismes ». M. Bennett, dirigeant du syndicat des travailleurs municipaux, a prédit que le chômage toucherait trois millions de personnes dans deux ou trois ans.

Aux Communes, Mme Thatcher a indiqué que le chômage était à la hausse à court terme pour assurer à long terme la réduction de l'inflation et la prospérité. Les milieux officiels soulignent que l'augmentation du chômage est essentiellement due aux salaires élevés, trop lourds à supporter pour les entreprises. Apparemment, les salariés n'ont pas tenu compte des avertissements du gouvernement, puisque les derniers conflits sociaux se sont réglés sur la base d'une augmentation de 10 % en moyenne, soit le double de la hausse de l'inflation. — H. P.

## MARCHÉ COMMUN

### PRIX AGRICOLES

### Londres et Bonn demandent le report des négociations au-delà du Conseil européen

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les négociations sur les prix agricoles 1980-1981 reprennent dans l'après-midi de ce mercredi 23 avril. La veille, les ministres de l'Agriculture de la C.E.R. ont dû se séparer sans qu'aucun progrès n'ait été enregistré. Les débats de mardi ont porté essentiellement sur l'opportunité de poursuivre les pourparlers.

Compte tenu de l'hypothèse que constitue l'affaire de la contribution britannique au budget communautaire, l'Allemagne a demandé à la Commission européenne de se réunir au Royaume-Uni pour demander le report de la négociation agricole après le conseil européen des 27 et 28 avril à Luxembourg. La France, soucieuse de jeter les bases d'un accord avant la réunion des chefs d'État et de gouvernement, a obtenu, avec l'appui des autres États membres, que les ministres de l'Agriculture poursuivent leurs travaux.

Pour ce faire, il a été demandé à M. Gundlach de présenter, dès la reprise de la session, un document répertoriant les solutions susceptibles d'aboutir à un compromis. Malgré les souhaits de M. Michelberger, le ministre français, le commissaire européen chargé des affaires agricoles n'a pas l'intention, semble-t-il, de

produire un document suffisamment précis pour engager véritablement la négociation. Selon l'entourage de M. Gundlach, il est pratiquement exclu, par exemple, que la Commission présente de nouvelles propositions de prix. Autrement dit, on s'attendait mardi à Bruxelles plutôt à un catalogue des positions en présence, que la Commission présente de nouvelles propositions de prix.

La Grande-Bretagne demande toujours le gel des prix garantis pour le sucre et la viande bovine. L'Allemagne pour le lait. Elle estime que la meilleure façon de limiter les excédents laitiers est de ne pas consentir des hausses de prix aux producteurs européens. Pour cette raison, elle refuse un « superprélèvement laitier » pénalisant fortement l'augmentation des quantités livrées aux laiteries. Pour Londres, une taxe de 1,5 à 2 % associée à un gel du prix du lait devrait être suffisante pour dissuader les exportations d'excédents leur production. Les autres pays membres se sont fait en revanche à l'idée d'un superprélèvement, même s'ils sont partagés sur les modalités à retenir (la France, pour sa part, demande une exonération pour les exploitations produisant moins de 200 000 litres par an). Les contraintes budgétaires sont telles qu'il est inévitable s'ils veulent obtenir des relevements de prix pour satisfaire au moins en partie les revendications de leurs agriculteurs. Pour la majorité des délégations, en effet, un accord pourrait se faire sur une hausse de 5 % exprimée en unités de compte européennes. Ces contraintes expliquent en tout cas l'attitude de l'Allemagne et celle de la Commission, qui estiment inopportun de continuer la négociation alors que le financement du budget communautaire risque d'être remis en question si une solution n'était pas trouvée à Luxembourg. Un problème posé par Mme Thatcher.

MARCEL SCOTTO.

**PAROLE FACILE**  
COURS  
D'EXPRESSION ORALE  
HUBERT LE FÉAL  
documentation  
sans engagement  
☎ 770 58 03  
ES 20, Cité Trévise 75 005 Paris

### LA RÉUNION À HAMBURG DU COMITÉ INTÉRIEURE DU F.M.I.

## Le compte de substitution n'est pas encore au point

Trois questions seront principalement débattues au comité intermédiaire du Fonds monétaire international, vendredi 25 avril, à Hambourg : le F.M.I. doit-il continuer à vendre de l'or comme il le fait chaque mois depuis juin 1976 ? Convient-il de créer un « compte de substitution » conformément à la décision de principe confirmée à l'assemblée générale de Belgrade au début du mois d'octobre dernier ?

Dans les coulisses des vingt et un ministres des finances représentés, directement ou indirectement, les cent quarante pays membres du F.M.I. (la composition du comité intermédiaire est calquée sur celle du conseil d'administration de cette institution) décident aussi d'une affaire politique susceptible de donner à la réunion de Hambourg le relief que ne lui assurent pas nécessairement ces deux débats. La mesure du probable l'arrêt des ventes d'or du F.M.I. a déjà été plus ou moins anticipée par le marché : l'or, récemment admis au Fonds (ou l'or, depuis 1949, occupait le siège de la Chine), voudrait obtenir un siège au conseil d'administration et par voie de conséquence, au sein du comité intermédiaire. Si possible, disent certains, dès septembre, date de l'assemblée générale du F.M.I.

Deux solutions sont possibles. Ou bien la Chine vient à représenter un groupe de pays et se substitue à l'un des administrateurs actuels. Mais quels pays voudront être représentés par Pékin ? Certes, pas les pays du Sud-Est asiatique et fait-il même mentionner cette hypothèse, encore moins le Vietnam.

Ou bien on créerait pour Pékin un nouveau siège permanent et individuel, comme seuls cinq pays (Israël, Union soviétique, Royaume-Uni, France et Japon) en possèdent actuellement. Cela reviendrait à élargir d'un membre supplémentaire le comité intermédiaire et le conseil d'administration qui comprendrait désormais vingt-deux représentants. Mais, dans ce dernier cas, la Chine devrait augmenter substantiellement sa quote-part, actuellement

dérisoire parce qu'elle n'a jamais été relevée depuis 1946.

Seul projet actuellement proposé pour compléter ce que certains continuent d'appeler par habitude la réforme du système monétaire international, le compte de substitution semble ne plus susciter le même empressement qu'il y a quelques mois. Des questions de personnes jouent. Le principal partisan américain, M. Anthony Solomon, n'est plus sous-secrétaire au Trésor : il est devenu président de la Banque fédérale de New-York. L'actuel secrétaire au Trésor, M. Miller, estime inopportun pour les États-Unis de conclure pendant la campagne électorale un accord qui fonderait soumettre au Congrès. Quant à M. Volcker, l'influent président du système de réserve fédérale, il est hostile à un projet qui, estime-t-il, non sans raison, est de nature à jeter un doute sur le dollar. L'opération, en effet, ressemble, dans son principe, à un début de règlement

judiciaire comportant une consolidation des dettes du débiteur, sans fixation d'une date pour le remboursement.

Du côté européen, le retournement d'opinion tient à des causes plus fondamentales encore. A l'origine, le compte de substitution, en offrant aux détenteurs de dollars des actifs en D.T.S. (droits de tirage spéciaux), visait, au moins en partie, à diminuer la pression sur les monnaies fortes recherchées par les pays gros créanciers. Or les Allemands cherchent désormais à développer le rôle de monnaie de réserve du Deutschmark en invitant les pays du Moyen-Orient à souscrire des emprunts de l'État fédéral allemand destinés à combler le déficit budgétaire de la R.F.A.

A cela s'ajoute la prise de position de la C.E.E. au conseil des ministres de Luxembourg du lundi 21 avril (voir nos éditions du 23 avril) susceptible de compliquer la négociation.

#### L'OPEP principal dépositaire

Sur le fond de l'affaire, on fait remarquer du côté français que c'est une double substitution qui est en réalité proposée, d'un côté les multiples facettes du projet, c'est ce qui ressort de la définition qu'en donne R. de Rivoli, du compte de substitution : « C'est, dit-on, un mécanisme selon lequel des pays détenteurs de réserves en dollars peuvent en céder une fraction et recevoir en contrepartie des crédits libellés en D.T.S. ». Mais, d'autre part, savoir le compte de substitution, qui recouvre leurs dépôts en dollars déclinés en leur place un créancier à long terme des États-Unis.

Le compte de substitution tel qu'il est envisagé serait un fonds autonome administré par le Fonds monétaire et distinct juridiquement de ce dernier. Cette formule aurait l'avantage d'éviter une nouvelle modification des statuts du F.M.I., difficile à faire ratifier par la plupart des Parlements des grands pays.

Ce sont les pays de l'OPEP qui devraient, surtout dans l'esprit des promoteurs du projet, devenir les principaux dépositaires. Dans les circonstances actuelles où les principaux pays d'Europe et le Japon sont devenus ou risquent

## AGRICULTURE

### La Commission des comptes révisé en baisse le revenu agricole des quatre dernières années

Le revenu agricole de 1979 a été révisé en baisse. La Commission des comptes de l'Agriculture de la nation, qui s'est réunie le 22 avril, a enregistré cette modification qui a pour point de départ un argument supplémentaire aux professionnels qui réclament une hausse substantielle des prix pour la campagne 1980-1981. La Commission des comptes, qui prévoyait en novembre une hausse du revenu de 0,9 % en francs constants, n'estime plus qu'à 0,3 % les progrès réalisés par l'agriculture française.

Cette différence provient presque exclusivement du déflateur utilisé : 10,3 % pour l'indice de prix du produit intérieur brut contre 8,7 % retenu en novembre. Les organisations professionnelles avaient dès cette époque jugé sous-estimé l'indice retenu. On sortait en fin d'année avec un revenu positif dont la progression paraissait honorable dans le contexte général. Comme en 1977 et en 1978, le second examen fait donc apparaître que le revenu, annoncé trop tardivement sans doute, doit être révisé à la baisse quelques mois plus tard. Mais, après ce nouvel examen, ce sont aussi les revenus des trois années antérieures à 1979 qui doivent être révisés à la baisse. La hausse des consommations intermédiaires provoque une aggravation de 0,3 % de la baisse

du revenu de 1978, qui tombe donc de -0,9 % à -1,1 %. L'étude portant sur l'année 1977 ramène à 0,6 % la hausse enregistrée au lieu de 1,1 %. En 1976, la chute de 1,2 % s'aggrave et la baisse du revenu se situe à 1,7 %. Cet accroissement de 1978 est dû à la prise en considération par les comptables nationaux de la baisse de la diminution des exploitations agricoles moins élevées (2,1 % par an au lieu de 2,4 %).

Au total, les changements enregistrés dans cette série de comptes se traduisent par une révision en baisse de 0,4 % par an sur la période 1975-1978. Alors que, de 1961 à 1974, l'accroissement moyen du revenu agricole était de 4,4 %, de 1975 à 1978, il se situe à 1,7 %, pendant six exercices, ce même revenu a diminué de 1,3 % en moyenne par an de 1979.

Ces révisions vont apporter de l'eau au moulin des professionnels qui ont obtenu une présentation maniplative des comptes, toujours plus avantageuse au moment opportun. Pourtant, les représentants qualifiés de la profession participent aux travaux de la commission. Les innovations qu'elle apporte cette année seront-elles de nature à mieux appréhender la réalité de l'agriculture, ou permettront-elles seulement de choisir parmi les chiffres, ceux qui arrangent pour la démonstration du moment ?

La première de ces innovations consiste à calculer un revenu net moyen par exploitation qui prend en compte les amortissements. Ce revenu diminue de 1,7 % en 1979. La seconde nouveauté revient à présenter un compte spécial, ne portant que sur les exploitations à temps complet. Ce dernier fait traduire une progression de 1,1 % du revenu, contre une diminution de 0,9 % en 1978. C'est une moyenne qui concerne environ trois exploitations sur cinq « à temps complet », conclut cependant le rapport de la Commission des comptes, par ailleurs, au regard de la croissance de la production agricole finale, qui progresse pour la seconde année consécutive de plus de 5 % en volume.

J. C.

### LE GLISSEMENT DU FRANC S'EST ARRÊTÉ

Le glissement du franc français, qui s'était amorcé au début de la semaine après l'annonce d'un déficit commercial massif en mars dernier, s'est arrêté mercredi 23 avril, sans intervention des banques centrales, selon les milieux financiers. Le cours du dollar, plus stable sur toutes les places (1,84 DM contre 1,830 DM à Francfort), est revenu à Paris, de 4,32 F à 4,25 F, tandis que celui du Deutschmark semblait aux environs de 2,225 F (il était tombé non loin de 2,20 F il y a quelques semaines). Le repli du dollar a entraîné une légère remontée du cours de l'once d'or, un peu au-dessus de 585 dollars contre 494,50 dollars la veille en fin de matinée.

### Faits et chiffres

#### Colloques

● Un colloque international. — Les années 80 : faits et choix économiques, tel sera le thème du colloque international organisé les 3 et 4 juin au palais de l'UNESCO, à Paris, par le ministère de l'Économie. Une centaine de personnalités, françaises et étrangères, ont répondu favorablement à l'invitation du ministre de l'Économie, qui, à travers ce colloque, souhaite voir réviser les classifications habituelles des critères économiques. Les thèmes des quatre séances prévues ont été choisis de façon à répondre aux préoccupations de la grande préoccupation qui seront ceux de la décennie 80 : quels équilibres pour demain dans l'économie mondiale ? L'adaptation des structures de production ; compétitivité et progrès social ; les stratégies de la décennie 80.

#### Étranger

##### CHINE

● La Chine a décidé de réduire sa production d'acier cette année afin de tenir compte des nouveaux objectifs « réajustés » de sa politique économique. Cette mesure, qui survient après un premier ralentissement enregistré en 1979, doit faire passer la production d'acier à 33 millions de tonnes en 1980, contre 34,43 en 1979. Citer les principales raisons de la production de certains types d'acier, très demandés, va continuer à s'accroître. Conformément à la politique de réajustement, les ressources techniques seront allouées en priorité à l'industrie légère, aux transports et, enfin, aux autres industries. — (Agi).

##### ÉTATS-UNIS

● Le principal conseiller économique de M. Carter, M. Alfred Kahn, a déclaré devant les sénateurs du Congrès que « le moment était venu d'examiner la possibilité d'incitations fiscales pour favoriser la modernisation des prix et des salaires ». Il a toutefois ajouté qu'aucune incitation fiscale ne pourrait passer dans les faits aussi longtemps que le budget fédéral ne serait pas équilibré. — (A.F.P.).

● Le département américain du Trésor indique, dans un rapport au Congrès, que les avantages fiscaux accordés aux DISC (Domestic International Sales Corporation), filiales exportatrices à statut spécial des firmes américaines, coûtent chaque année plus de 700 millions de dollars à l'administration. Les avantages accordés aux DISC sont depuis longtemps considérés comme injustifiés, mais l'administration Carter ne semble pas disposée à les supprimer dans l'immédiat. — (Agi).

#### Matières premières

● Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont baissé de 8 % en mars, leur indice, calculé par l'INSEE se situant à 359,9 (350,4 fin mars). En un an, par rapport à mars 1979, cet indice a diminué de 12,5 %. Les prix des matières premières alimentaires ont augmenté de 0,8 % en un mois (- 5 % en un an) et ceux des matières premières industrielles ont diminué de 13,3 % par rapport à février (+ 29,8 % par rapport à mars 1979), leurs indices s'établissant respectivement à 408,7 et 331,8.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ M.-D.	4,2965 4,2965	- 125 - 95	- 205 - 205	- 465 - 415
\$ can.	3,6203 3,6204	+ 13 + 61	- 195 - 48	- 235 - 158
Yes (1981)	1,7276 1,7235	- 5 + 21	- 105 - 7	+ 86 + 32
DM	2,2217 2,2228	+ 61 + 94	+ 126 + 102	+ 463 + 528
Pf.	2,1151 2,1258	+ 79 + 189	+ 115 + 145	+ 343 + 392
£ (1980)	14,915 14,915	- 170 - 170	- 102 - 102	- 102 - 102
£ (1981)	2,4223 2,4216	+ 122 + 163	+ 269 + 236	+ 746 + 734
£ (1980)	4,8453 4,8428	- 172 - 32	- 362 - 321	- 928 - 821
£ (1981)	8,2534 8,2534	- 225 - 324	- 765 - 677	- 1,028 - 1,024

### TAUX DES EURO-MONNAIES

DM .....	8/5/8	9/1/8	3/7/8	9 1/4	8 7/8	9 1/4	8/7/8	9 1/8
E-O .....	43/8/8	40/8/8	25 1/2/8	15 5/8	14 1/8	18 5/8	15 1/2	15 1/2
FR .....	12 1/2/8	12 1/2/8	11 7/8	10 1/2	10 1/2	11 1/2	10 1/2	10 1/2
E. (100) .....	21/4	21/4	17/8	15 7/8	14 1/4	17 5/8	17 1/2	17 5/8
S. ....	17/8	21/8	6 1/8	8 5/8	6 1/4	6 3/4	6 7/8	7 1/8
E. (1000) .....	29 3/4	40 1/4	15 1/4	16 3/4	15 3/4	17 1/4	16 3/4	16 1/4
.....	16 3/4	17 1/4	17 1/8	17 7/8	17 1/8	17 7/8	16 3/4	16 13/16
Fr. franc .....	9 1/2	12 1/2	12 9/16	12 13/16	12 5/8	12 7/8	12 7/8	12 1/8

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché intercontinental de la place, mais qu'il est indiqué au fin de notation par une grande banque de la place.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## AUTOMOBILES PEUGEOT

En 1979  
Production : 866 000 véhicules  
Chiffre d'affaires : 25 milliards de F  
Bénéfice net : 800 millions de F

## EMPRUNT DE 500 000 000 F en 250 000 obligations de 2 000 francs nominal A TAUX VARIABLE

- **Prix d'émission :** le pair soit 2 000 francs par obligation
- **Intérêt annuel :** égal à la moyenne des taux moyens mensuels du marché monétaire au jour le jour entre banques en France majorée de 10 % de sa valeur.
- **Intérêt minimum garanti :** 10,75 %
- **Durée :** 10 ans
- **Amortissement :** 14 avril 1980
- **Amortissement normal :** en totalité le 14 avril 1990 par rachat en Bourse au pair. Toutefois, Automobiles Peugeot a donné mandat à la Société Générale d'acheter pour son compte chaque année un maximum de 25 000 obligations à taux variable, à des prix au plus égaux au pair, compte non tenu des frais et de la fraction courue du coupon.
- **Amortissement anticipé :** exclu pendant toute la durée de l'emprunt, sauf par rachats en Bourse ou par offres publiques d'achat et en cas d'interruption du marché monétaire pendant 12 mois consécutifs.
- **Cotation :** les obligations feront l'objet d'une demande de cotation à la Bourse de Paris.

BALE de 14 avril 1980  
Une note d'information (N° 80-43 du 14 avril 1980) peut être obtenue, sans frais, au siège social et auprès des établissements chargés de placement.

## GALERIES LAFAYETTE

Le chiffre d'affaires de la société (magasin de boulevard Haussmann) s'est élevé à 1 462 783 000 F, toutes taxes comprises, déduction faite de 1 354 498 000 F. L'augmentation est de 8 %.

La réévaluation légale des immobilisations effectuée en 1979, conduit à constater un bilan au 31 décembre 1979, conduisant à la dotation aux amortissements au compte d'exploitation globale de 1 540 000 F. De ce fait, le résultat d'exploitation, qui s'établissait à 1 106 000 F avant réévaluation, apparaît pour 7 885 000 F après 28 818 000 F d'amortissements. Il était en 1978 de 22 822 000 F après 18 278 000 F d'amortissements.

Au niveau du compte de pertes et profits, la réévaluation a plus-values nettes de cessions d'actifs de 3 398 000 F et un solde positif de 1 048 000 F. La réévaluation a entraîné une augmentation de 1 920 000 F de la provision pour dépréciation de 1 012 000 F.

Le conseil propose à l'assemblée, le 25 juin 1980, de distribuer un dividende de 8 F par action, avec un pot déjà payé au Trésor (avoir fiscal), un revenu global de 7,50 F par action.

(Publié)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

#### DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

#### SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

#### AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI DE L'A.O.L. N° 06/80

Les Sociétés intéressées par l'Appel d'Offres International n° 06/80 « Equipement de l'Institut des Sciences et de la Terre de l'Université des Sciences et de la Technologie » « Houari Boumedienne » sont informées que la date limite de réception des soumissions initialement fixée au 11 mai 1980 est reportée au 1<sup>er</sup> juin 1980.

Il est rappelé aux intéressés que les Cahiers des Charges sont à retirer au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire - Sous-Direction des Marchés et Contrats, 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai (Alger).

(Publié)

## DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

### DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

#### AGGLOMÉRATION D'ELBEUF

#### AXE NORD-SUD

#### PONT DE L'ÎLE AUX MOINES

#### ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

#### DEUXIÈME AVIS

Par arrêté du 24 Mars 1980, le Préfet de la Région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, a prescrit l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de l'axe Nord-Sud de l'agglomération d'Elbeuf (première tranche). Ce projet routier s'étend sur les Communes de TOUVILLERS-LE-ROUVERTEUX, ELBEUF, SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF, CAUDEBEC-LES-ELBEUF, SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF et comprend un franchissement de la SEINE, appelé « PONT DE L'ÎLE AUX MOINES ».

Les pièces du dossier principal ainsi qu'un registre d'enquête sont déposés à la Mairie d'Elbeuf pendant 25 (vingt-cinq) jours consécutifs, du 21 Avril au 16 Mai 1980 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours ouvrables (dimanches et jours fériés exceptés), de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h., et de 9 h. à 12 h. les samedis, et consulter ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à M. CHABOT, désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

Pendant le même délai, des dossiers et des registres subsidiaires sont déposés dans les Mairies concernées aux heures d'ouverture des bureaux.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Groupe Administratif Central,  
A. MARCHEL.

## SB S.A.

Le conseil d'administration s'est réuni le 17 avril 1980 pour arrêter les comptes de l'exercice 1979 de SB S.A. et du groupe consolidé.

Le redressement de 1979 a été confirmé en 1979, le groupe réalisant les objectifs qui avaient été annoncés.

	1978	1979	
Chiffre d'affaires consolidé	1 878	1 858	+ 10,8 %
Chiffre d'affaires France	1 105	1 198	+ 8,5 %
Chiffre d'affaires étranger	773	660	+ 14,4 %
En % du chiffre d'affaires total	59,4 %	35,4 %	
Dont exportation	447	535	+ 19,6 %
La part du chiffre d'affaires réalisés à l'exportation représente 30,4 % du chiffre d'affaires des sociétés françaises (38,8 % en 1978).			
Résultat brut d'exploitation	197,6	252,4	+ 27,3 %
Bénéfice d'exploitation	61,9	121,1	+ 197,2 %
Bénéfice net comptable	30,7	58,8	+ 91,3 %

La stratégie de développement, basée sur l'innovation et les gains de productivité en France, la notoriété et la pénétration durable des marchés à l'étranger, est poursuivie. Le programme d'investissement industriel de l'exercice dépassera 100 millions, d'importantes investissements publicitaires soutenant parallèlement la pénétration des produits clés sur les marchés européens.

Le conseil propose à l'assemblée la distribution d'un dividende net de 10,00 F par action, soit 15,00 F avec l'avoir fiscal. Le dividende net par action avait été de 8,40 F en 1978 et 8,00 F en 1979.

## TISSMÉTAL LIONEL-DUPONT

Le conseil d'administration, dans sa séance du 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui s'élèvent à 1 175 000 F après 4 400 000 F d'amortissements et reconstitution d'une provision pour hausse des prix de 1 200 000 F. Le conseil propose à l'assemblée la distribution d'un dividende net de 8 F par action, soit un dividende de 4 F assorti d'un avoir fiscal de 2 F.

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élevait à 211 200 000 F en progression de plus de 30 % sur celui de 1978.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1980, le carnet de commandes s'élevait à 78 471 000 F en augmentation de 14,9 % sur celui de fin 1978 ; au 31 mars, il marquait une nouvelle progression à 84 071 000 F. Le chiffre d'affaires du premier trimestre 1980 est en augmentation de 25 % sur celui de la même période de 1979.

Le conseil a également décidé l'échange des actions qui sera réalisé après la distribution du dividende utilisant le dernier coupon attaché et qui interviendra pour titres et sans contrepartie de numéraire selon les modalités qui seront précisées le moment venu.

## L'ÉPARGNE DE FRANCE

Le conseil d'administration, réuni le 17 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice 1979, qui se soldent par un bénéfice après impôts de 1,7 millions de francs dont 1,4 millions proviennent de plus-values à long terme.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 13 juin 1980, la mise en distribution d'un dividende net de 8 francs par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 4,50 francs, soit un dividende global de 12,50 francs.

Ce dividende sera attribué aux 478 115 actions de 75 francs constituant le nouveau capital social augmenté en 1979 par suite de l'attribution gratuite d'une nouvelle action pour douze anciennes et de l'évaluation du nominal de 50 à 75 francs.

La masse totale distribuée se trouve, compte tenu de cette attribution gratuite, abondamment de plus de 18 %.

En outre, une assemblée générale extraordinaire sera convoquée le même jour afin de décider :

- de distribuer une action gratuite pour douze actions anciennes, le capital étant ainsi porté à 58 527 850 francs, par prélèvement sur la réserve de réévaluation.

Il est rappelé que, depuis 1971, une distribution d'actions gratuites a eu lieu tous les ans et notamment en 1979, une action gratuite pour douze en 1978 et une action gratuite pour douze en 1977.

## WAGONS-LITS

Les actionnaires sont convoqués aux assemblées générales qui se tiendront à Bruxelles, à l'Hotel Astoria, 100, rue Royale, le mardi 5 juin 1980.

1<sup>re</sup> A 14 heures 45 : assemblée générale extraordinaire, qui devra se prononcer sur la proposition d'augmentation du capital de la société pour le porter de 770 240 000 francs belges à 1 000 000 000 francs belges.

La représentation de cette augmentation de capital, il serait créé 218 438 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 500 francs belges chacune, émises au prix de 750 francs belges par action, et, en outre, à titre facultatif et sans préjudice, aux propriétaires d'actions anciennes, privilégiées ou ordinaires, à raison d'une action nouvelle pour trois actions anciennes ; ces actions nouvelles porteraient jouissance à partir de la date de clôture de la souscription.

Il serait, en outre, procédé à la modification de l'article 5 des statuts.

2<sup>de</sup> A 15 heures : assemblée générale ordinaire pour approbation des comptes de l'exercice 1979 et nominations statutaires.

Les actions doivent être déposées cinq jours au moins avant la date des assemblées à Paris : la direction générale de la compagnie des Wagons-Lits, à la Société Générale, 23, boulevard Haussmann ; à la Banque de Paris et des Pays-Bas, rue d'Ardenne ; à la Banque d'Alsace et de Lorraine, 15, rue de Valenciennes ; au Crédit National, boulevard des Capucines ; au Crédit Commercial de France, 100, avenue des Champs-Élysées, ainsi que dans les agences de ces banques à Paris et en province.

## BSN - GERVAIS DANONE

### RÉSULTATS 1979

Le conseil d'administration de BSN-Gervais Danone, réuni le 16 avril 1980, a arrêté les comptes de la société (comptes non consolidés) pour l'exercice 1979.

Ces comptes se soldent par un bénéfice net de 104,37 millions de francs (contre 98,83 millions de francs pour l'exercice précédent), après dotation de 92,83 millions de francs aux amortissements (contre 82,15 millions de francs pour l'exercice précédent).

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 30 juin 1980, d'augmenter le dividende pour le porter de 30 F à 36 F par action, soit une augmentation de 16,66 %. Compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) le revenu global par action s'établira à 52,50 F. Sur ces bases, le montant global de la distribution représentait 51,63 millions de francs, ce qui laisserait un report à nouveau disponible de 109,66 millions de francs.

Les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1979 se soldent par un bénéfice net de 1 000 millions de francs. Néanmoins, les estimations actuelles concernant l'important redressement de la branche Verre plat et une croissance particulièrement nette des résultats de la branche Alimentaire.

Selon ces estimations, le résultat net consolidé devrait être de l'ordre de 1 200 F par action, contre 1 000 F en 1978, pour la part du groupe ; le chiffre net (bénéfice) net et amortissements (droits des baux) serait de l'ordre de 1 100 millions de francs contre 821 millions de francs en 1978.

# PRENEZ L'AUTOROUTE, ÇA RAPPORTE 14,60%



Souscrivez à l'emprunt Printemps 80 de la Caisse Nationale des Autoroutes auprès des Comptables du Trésor, des Banques, des Caisses d'épargne ou des bureaux de Poste.

(Visa de la note d'information de la COMMISSION DES OPÉRATIONS EN BOURSE, n° 80-55 en date du 15 avril 1980.)



## BEGHIN-SAY

Le conseil d'administration de Beghin-Say s'est réuni, le 21 avril 1980, sous la présidence de M. Jean-Marie Vernier.

Il a arrêté les comptes et le bilan de l'exercice 1979 qui se soldent par un bénéfice net de 31,1 millions de francs après 15,1 millions de francs de provisions.

L'assemblée 1979 confirme le redressement de la société, dont le montant d'autofinancement (résultat net, amortissements hors réévaluation et provisions) s'élève à 404,5 millions contre 310,1 millions en 1978 et 115 millions en 1977.

Le solde bénéficiaire de l'exercice ressort à un montant de 72,7 millions après affectation d'une année d'amortissement de 14,8 millions dont 37,8 millions de dotation complémentaire de réévaluation, et constitution d'une provision pour hausse de prix de 18,4 millions, et d'une provision pour impôt de 18,5 millions.

Compte tenu du report à nouveau, le montant disponible s'élève à 151 millions après affectation à la réserve légale d'une somme de 3,6 millions et à la réserve spéciale de plus-values à long terme de 4,5 millions.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale la distribution d'un dividende net de 7,50 francs par action (au lieu de 6 francs pour l'exercice 1978), le solde étant versé au report à nouveau.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire se tiendra une assemblée générale extraordinaire de laquelle le Conseil sollicitera l'autorisation d'augmenter le capital par tous moyens en une ou plusieurs tranches à hauteur de 500 000 000 de francs maximum.

Il entre dans les intentions du conseil, dans le cas où l'assemblée générale approuverait cette demande d'autorisation, d'en faire usage partiellement en incorporant au capital des primes de fusion à concurrence de 41 721 030 francs ; une action gratuite pour huit anciennes, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1980, serait ainsi distribuée.

## BOURSE DE PARIS

Cl.	Code	Titre	Cl.	Code	Titre
1	35	Alcatel	101	35	Alcatel
2	35	Alcatel	102	35	Alcatel
3	35	Alcatel	103	35	Alcatel
4	35	Alcatel	104	35	Alcatel
5	35	Alcatel	105	35	Alcatel
6	35	Alcatel	106	35	Alcatel
7	35	Alcatel	107	35	Alcatel
8	35	Alcatel	108	35	Alcatel
9	35	Alcatel	109	35	Alcatel
10	35	Alcatel	110	35	Alcatel

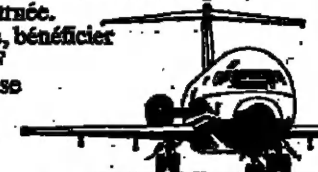
Cl.	Code	Titre	Cl.	Code	Titre
11	35	Alcatel	111	35	Alcatel
12	35	Alcatel	112	35	Alcatel
13	35	Alcatel	113	35	Alcatel
14	35	Alcatel	114	35	Alcatel
15	35	Alcatel	115	35	Alcatel
16	35	Alcatel	116	35	Alcatel
17	35	Alcatel	117	35	Alcatel
18	35	Alcatel	118	35	Alcatel
19	35	Alcatel	119	35	Alcatel
20	35	Alcatel	120	35	Alcatel

## Un sourire raccourcit les distances

Austrian Airlines et Air France vous offrent un choix de 16 vols par semaine entre Paris et Vienne. Choisissez votre départ, le matin, en milieu ou en fin de journée.

Vous pourrez, dans tous les cas, bénéficier du nouveau tarif "visite" : 1.390 F l'aller retour Paris-Vienne en classe économique.

Et vous redécouvrirez Vienne !



## AUSTRIAN AIRLINES

Lignes Aériennes d'Autriche

22, rue Aubert Paris - Réservations : 266.94.66 ou votre agent de voyages.

Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 742.78.57

صك: من الأصل



# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

23 AVRIL

### Redressement

La remontée spectaculaire de Wall Street a quelque peu rassuré la Bourse de Paris et, mercredi, le marché s'est assez sensiblement redressé, l'indice Cote 30 ayant gagné 14,60 points, soit 1,2 %.

Le mouvement s'est étendu à tous les compartiments, et des gains de 3 % à 4 % ont été fréquemment relevés à la cote, notamment à la Générale de Pontreue, Institut Médical, Métallurgique Nouvelle, Crédit National, Roussel-Uclaf, Maisons Phénix et Générale d'Entreprises, pour ne citer que ces valeurs. Mais le titre le plus favorisé a été sans conteste la Caisse Nationale de l'Énergie 3 %, qui a monté de 9,1 %.

Quant aux baisses, elles ont été pratiquement inexistantes, les plus fortes affectant Pricel (-2,5 %) et Générale Occidentale (-2 %).

Bref, ce fut une bonne séance, encore que les professionnels la jugent un peu décevante.

Après la performance de New-York, l'on s'attendait en effet à mieux, autour de la corbeille d'indices que cette journée était la première du nouveau mois boursier, et que, en pareille circonstance, les investisseurs reprennent des positions qu'ils avaient évacuées en fonction des événements. Or il apparaît, au dire des agents de change, que les investisseurs, apparemment peu convaincus des meilleures dispositions de Wall Street, ne se sont pas bouclés, et qu'une bonne partie de la hausse a surtout été due à la rétention des ordres de ventes.

Les taux de reports a été fixé à 10,58 %, contre 11 % à fin mars. Sur le marché de For, les cours sont remontés avec le Ringot, à 72 900 F (+ 900 F), et le napoleon à 130 F (+ 1 F). Le volume des transactions est tombé de 34,35 à 19,67 millions de francs.

## LONDRES

23 AVRIL

### Explosion de hausses

Une véritable explosion de hausses, comme on n'en avait pas vu depuis plusieurs années, a envahi le marché financier de Londres, mercredi. L'indice des valeurs de la Bourse de Londres a gagné 1,2 %, soit 14,60 points, soit 1,2 %.

Le mouvement s'est étendu à tous les compartiments, et des gains de 3 % à 4 % ont été fréquemment relevés à la cote, notamment à la Générale de Pontreue, Institut Médical, Métallurgique Nouvelle, Crédit National, Roussel-Uclaf, Maisons Phénix et Générale d'Entreprises, pour ne citer que ces valeurs. Mais le titre le plus favorisé a été sans conteste la Caisse Nationale de l'Énergie 3 %, qui a monté de 9,1 %.

Quant aux baisses, elles ont été pratiquement inexistantes, les plus fortes affectant Pricel (-2,5 %) et Générale Occidentale (-2 %).

Bref, ce fut une bonne séance, encore que les professionnels la jugent un peu décevante.

Après la performance de New-York, l'on s'attendait en effet à mieux, autour de la corbeille d'indices que cette journée était la première du nouveau mois boursier, et que, en pareille circonstance, les investisseurs reprennent des positions qu'ils avaient évacuées en fonction des événements. Or il apparaît, au dire des agents de change, que les investisseurs, apparemment peu convaincus des meilleures dispositions de Wall Street, ne se sont pas bouclés, et qu'une bonne partie de la hausse a surtout été due à la rétention des ordres de ventes.

## NEW-YORK

23 AVRIL

### Explosion de hausses

Une véritable explosion de hausses, comme on n'en avait pas vu depuis plusieurs années, a envahi le marché financier de New-York, mercredi. L'indice des valeurs de la Bourse de New-York a gagné 1,2 %, soit 14,60 points, soit 1,2 %.

Le mouvement s'est étendu à tous les compartiments, et des gains de 3 % à 4 % ont été fréquemment relevés à la cote, notamment à la Générale de Pontreue, Institut Médical, Métallurgique Nouvelle, Crédit National, Roussel-Uclaf, Maisons Phénix et Générale d'Entreprises, pour ne citer que ces valeurs. Mais le titre le plus favorisé a été sans conteste la Caisse Nationale de l'Énergie 3 %, qui a monté de 9,1 %.

Quant aux baisses, elles ont été pratiquement inexistantes, les plus fortes affectant Pricel (-2,5 %) et Générale Occidentale (-2 %).

Bref, ce fut une bonne séance, encore que les professionnels la jugent un peu décevante.

Après la performance de New-York, l'on s'attendait en effet à mieux, autour de la corbeille d'indices que cette journée était la première du nouveau mois boursier, et que, en pareille circonstance, les investisseurs reprennent des positions qu'ils avaient évacuées en fonction des événements. Or il apparaît, au dire des agents de change, que les investisseurs, apparemment peu convaincus des meilleures dispositions de Wall Street, ne se sont pas bouclés, et qu'une bonne partie de la hausse a surtout été due à la rétention des ordres de ventes.

## VALEURS

Alcatel	22	22,50	Alcatel	24	24,50	Alcatel	25	25,50	Alcatel	26	26,50
Alcatel	27	27,50	Alcatel	28	28,50	Alcatel	29	29,50	Alcatel	30	30,50
Alcatel	31	31,50	Alcatel	32	32,50	Alcatel	33	33,50	Alcatel	34	34,50
Alcatel	35	35,50	Alcatel	36	36,50	Alcatel	37	37,50	Alcatel	38	38,50
Alcatel	39	39,50	Alcatel	40	40,50	Alcatel	41	41,50	Alcatel	42	42,50
Alcatel	43	43,50	Alcatel	44	44,50	Alcatel	45	45,50	Alcatel	46	46,50
Alcatel	47	47,50	Alcatel	48	48,50	Alcatel	49	49,50	Alcatel	50	50,50
Alcatel	51	51,50	Alcatel	52	52,50	Alcatel	53	53,50	Alcatel	54	54,50
Alcatel	55	55,50	Alcatel	56	56,50	Alcatel	57	57,50	Alcatel	58	58,50
Alcatel	59	59,50	Alcatel	60	60,50	Alcatel	61	61,50	Alcatel	62	62,50
Alcatel	63	63,50	Alcatel	64	64,50	Alcatel	65	65,50	Alcatel	66	66,50
Alcatel	67	67,50	Alcatel	68	68,50	Alcatel	69	69,50	Alcatel	70	70,50
Alcatel	71	71,50	Alcatel	72	72,50	Alcatel	73	73,50	Alcatel	74	74,50
Alcatel	75	75,50	Alcatel	76	76,50	Alcatel	77	77,50	Alcatel	78	78,50
Alcatel	79	79,50	Alcatel	80	80,50	Alcatel	81	81,50	Alcatel	82	82,50
Alcatel	83	83,50	Alcatel	84	84,50	Alcatel	85	85,50	Alcatel	86	86,50
Alcatel	87	87,50	Alcatel	88	88,50	Alcatel	89	89,50	Alcatel	90	90,50
Alcatel	91	91,50	Alcatel	92	92,50	Alcatel	93	93,50	Alcatel	94	94,50
Alcatel	95	95,50	Alcatel	96	96,50	Alcatel	97	97,50	Alcatel	98	98,50
Alcatel	99	99,50	Alcatel	100	100,50	Alcatel	101	101,50	Alcatel	102	102,50
Alcatel	103	103,50	Alcatel	104	104,50	Alcatel	105	105,50	Alcatel	106	106,50
Alcatel	107	107,50	Alcatel	108	108,50	Alcatel	109	109,50	Alcatel	110	110,50
Alcatel	111	111,50	Alcatel	112	112,50	Alcatel	113	113,50	Alcatel	114	114,50
Alcatel	115	115,50	Alcatel	116	116,50	Alcatel	117	117,50	Alcatel	118	118,50
Alcatel	119	119,50	Alcatel	120	120,50	Alcatel	121	121,50	Alcatel	122	122,50
Alcatel	123	123,50	Alcatel	124	124,50	Alcatel	125	125,50	Alcatel	126	126,50
Alcatel	127	127,50	Alcatel	128	128,50	Alcatel	129	129,50	Alcatel	130	130,50
Alcatel	131	131,50	Alcatel	132	132,50	Alcatel	133	133,50	Alcatel	134	134,50
Alcatel	135	135,50	Alcatel	136	136,50	Alcatel	137	137,50	Alcatel	138	138,50
Alcatel	139	139,50	Alcatel	140	140,50	Alcatel	141	141,50	Alcatel	142	142,50
Alcatel	143	143,50	Alcatel	144	144,50	Alcatel	145	145,50	Alcatel	146	146,50
Alcatel	147	147,50	Alcatel	148	148,50	Alcatel	149	149,50	Alcatel	150	150,50
Alcatel	151	151,50	Alcatel	152	152,50	Alcatel	153	153,50	Alcatel	154	154,50
Alcatel	155	155,50	Alcatel	156	156,50	Alcatel	157	157,50	Alcatel	158	158,50
Alcatel	159	159,50	Alcatel	160	160,50	Alcatel	161	161,50	Alcatel	162	162,50
Alcatel	163	163,50	Alcatel	164	164,50	Alcatel	165	165,50	Alcatel	166	166,50
Alcatel	167	167,50	Alcatel	168	168,50	Alcatel	169	169,50	Alcatel	170	170,50
Alcatel	171	171,50	Alcatel	172	172,50	Alcatel	173	173,50	Alcatel	174	174,50
Alcatel	175	175,50	Alcatel	176	176,50	Alcatel	177	177,50	Alcatel	178	178,50
Alcatel	179	179,50	Alcatel	180	180,50	Alcatel	181	181,50	Alcatel	182	182,50
Alcatel	183	183,50	Alcatel	184	184,50	Alcatel	185	185,50	Alcatel	186	186,50
Alcatel	187	187,50	Alcatel	188	188,50	Alcatel	189	189,50	Alcatel	190	190,50
Alcatel	191	191,50	Alcatel	192	192,50	Alcatel	193	193,50	Alcatel	194	194,50
Alcatel	195	195,50	Alcatel	196	196,50	Alcatel	197	197,50	Alcatel	198	198,50
Alcatel	199	199,50	Alcatel	200	200,50	Alcatel	201	201,50	Alcatel	202	202,50
Alcatel	203	203,50	Alcatel	204	204,50	Alcatel	205	205,50	Alcatel	206	206,50
Alcatel	207	207,50	Alcatel	208	208,50	Alcatel	209	209,50	Alcatel	210	210,50
Alcatel	211	211,50	Alcatel	212	212,50	Alcatel	213	213,50	Alcatel	214	214,50
Alcatel	215	215,50	Alcatel	216	216,50	Alcatel	217	217,50	Alcatel	218	218,50
Alcatel	219	219,50	Alcatel	220	220,50	Alcatel	221	221,50	Alcatel	222	222,50
Alcatel	223	223,50	Alcatel	224	224,50	Alcatel	225	225,50	Alcatel	226	226,50
Alcatel	227	227,50	Alcatel	228	228,50	Alcatel	229	229,50	Alcatel	230	230,50
Alcatel	231	231,50	Alcatel	232	232,50	Alcatel	233	233,50	Alcatel	234	234,50
Alcatel	235	235,50	Alcatel	236	236,50	Alcatel	237	237,50	Alcatel	238	238,50
Alcatel	239	239,50	Alcatel	240	240,50	Alcatel	241	241,50	Alcatel	242	242,50
Alcatel	243	243,50	Alcatel	244	244,50	Alcatel	245	245,50	Alcatel	246	246,50
Alcatel	247	247,50	Alcatel	248	248,50	Alcatel	249	249,50	Alcatel	250	250,50
Alcatel	251	251,50	Alcatel	252	252,50	Alcatel	253	253,50	Alcatel	254	254,50
Alcatel	255	255,50	Alcatel	256	256,50	Alcatel	257	257,50	Alcatel	258	258,50
Alcatel	259	259,50	Alcatel	260	260,50	Alcatel	261	261,50	Alcatel	262	262,50
Alcatel	263	263,50	Alcatel	264	264,50	Alcatel	265	265,50	Alcatel	266	266,50
Alcatel	267	267,50	Alcatel	268	268,50	Alcatel	269	269,50	Alcatel	270	270,50
Alcatel	271	271,50	Alcatel	272	272,50	Alcatel	273	273,50	Alcatel	274	274,50
Alcatel	275	275,50	Alcatel	276	276,50	Alcatel	277	277,50	Alcatel	278	278,50
Alcatel	279	279,50	Alcatel	280	280,50	Alcatel	281	281,50	Alcatel	282	282,50
Alcatel	283	283,50	Alcatel	284	284,50	Alcatel	285	285,50	Alcatel	286	286,50
Alcatel	287	287,50	Alcatel	288	288,50	Alcatel	289	289,50	Alcatel	290	290,50
Alcatel	291	291,50	Alcatel	292	292,50	Alcatel	293	293,50	Alcatel	294	294,50
Alcatel	295	295,50	Alcatel	296	296,50	Alcatel	297	297,50	Alcatel	298	298,50
Alcatel	299	299,50	Alcatel	300	300,50	Alcatel	301	301,50	Alcatel	302	302,50
Alcatel	303	303,50	Alcatel	304	304,50	Alcatel	305	305,50	Alcatel	306	306,50
Alcatel	307	307,50	Alcatel	308	308,50	Alcatel	309	309,50	Alcatel	310	310,50
Alcatel	311	311,50	Alcatel	312	312,50	Alcatel	313	313,50	Alcatel	314	314,50
Alcatel	315	315,50	Alcatel	316	316,50	Alcatel	317	317,50	Alcatel	318	318,50
Alcatel	319	319,50	Alcatel	320	320,50	Alcatel	321	321,50	Alcatel	322	322,50
Alcatel	323	323,50	Alcatel	324	324,50	Alcatel	325	325,50	Alcatel	326	326,50
Alcatel	327	327,50	Alcatel	328	328,50	Alcatel	329	329,50	Alcatel	330	330,50
Alcatel	331	331,50	Alcatel	332	332,50	Alcatel	333	333,50	Alcatel	334	334,50
Alcatel	335	335,50	Alcatel	336	336,50	Alcatel	337	337,50	Alcatel	338	338,50
Alcatel	339	339,50	Alcatel	340	340,50	Alcatel	341	341,50	Alcatel	342	342,50
Alcatel	343	343,50	Alcatel	344	344,50	Alcatel	345	345,50	Alcatel	346	346,50
Alcatel	347	347,50	Alcatel	348	348,50	Alcatel	349	349,50	Alcatel	350	350,50
Alcatel	351	351,50	Alcatel	352	352,50	Alcatel	353	353,50	Alcatel	354	354,50
Alcatel	355	355,50	Alcatel	356	356,50	Alcatel	357	357,50	Alcatel	358	358,50
Alcatel	359	359,50	Alcatel	360	360,50	Alcatel	361	361,50	Alcatel	362	362,50
Alcatel	363	363,50	Alcatel	364	364,50	Alcatel	365	365,50	Alcatel	366	366,50
Alcatel	367	367,50	Alcatel	368	368,50	Alcatel	369	369,50	Alcatel	370	370,50
Alcatel	371	371,50	Alcatel	372	372,50	Alcatel	373	373,50	Alcatel	374	374,50
Alcatel	375	375,50	Alcatel	376	376,50	Alcatel	377	377,50	Alcatel	378	378,50
Alcatel	379	379,50	Alcatel	380	380,50	Alcatel	381	381,50	Alcatel	382	382,50
Alcatel	383	383,50	Alcatel	384	384,50	Alcatel	385	385,50	Alcatel	386	386,50
Alcatel	387	387,50	Alcatel	388	388,50	Alcatel	389	389,50	Alcatel	390	390,50
Alcatel	391	391,50	Alcatel	392	392,50	Alcatel	393	393,50	Alcatel	394	394,50
Alcatel	395	395,50	Alcatel	396	396,50	Alcatel	397	397,50	Alcatel	398	398,50
Alcatel	399	399,50	Alcatel	400	400,50	Alcatel	401	401,50	Alcatel	402	402,50
Alcatel	403	403,50	Alcatel	404	404,50	Alcatel	405	405,50	Alcatel	406	406,50
Alcatel	407	407,50	Alcatel	408	408,50	Alcatel	409	409,50	Alcatel	410	410,50
Alcatel	411	411,50	Alcatel	412	412,50	Alcatel	413	413,50	Alcatel	414	414,50
Alcatel	415	415,50	Alcatel	416	416,50	Alcatel	417	417,50	Alcatel	418	418,50
Alcatel	419	419,50	Alcatel	420	420,50	Alcatel	421	421,50	Alcatel	422	422,50
Alcatel	423	423,50	Alcatel	424	424,50	Alcatel	425	425,50	Alcatel	426	426,50
Alcatel	427	427,50	Alcatel	428	428,50	Alcatel	429	429,50	Alcatel	430	430,50
Alcatel	431	431,50	Alcatel	432	432,50	Alcatel	433	433,50	Alcatel	434	434,50
Alcatel	435	435,50	Alcatel	436	436,50	Alcatel	437	437,50	Alcatel	438	438,50
Alcatel	439	439,50	Alcatel	440	440,50	Alcatel	441	441,50	Alcatel	442	442,50
Alcatel	443	443,50	Alcatel	444	444,50	Alcatel	445	445,50	Alcatel	446	446,50
Alcatel	447	447,50	Alcatel	448	448,50	Alcatel	449	449,50	Alcatel	450	450,50
Alcatel	451	451,50	Alcatel	452	452,50	Alcatel	453	453,50	Alcatel	454	454,50
Alcatel	455	455,50	Alcatel	456	456,50	Alcatel	457	457,50	Alcatel	458	458,50
Alcatel	459	459,50	Alcatel	460	460,50	Alcatel	461	461,50	Alcatel	462	462,50
Alcatel	463	463,50	Alcatel	464	464,50	Alcatel	465	465,50	Alcatel	466	466,50
Alcatel	467	467,50	Alcatel	468	468,50	Alcatel	469	469,50	Alcatel	470	470



